

MANUEL D'HISTOIRE DE LA FRANC-MAÇONNERIE FRANÇAISE

PAR

GASTON-MARTIN

Agrégé d'histoire. et géographie, docteur ès lettres

(PRIX ARTHUR MILLE 1926)

Deuxième Edition revue et corrigée

PARIS

LES PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

49, BOULEVARD SAINT-MICHEL, 49

—
1932

Tous droits de traduction, d'adaptation et de reproduction
réservés pour tous pays

OUVRAGES DU MÊME AUTEUR

I

A LA MÊME LIBRAIRIE

J.-B. Carrier et sa mission à Nantes, thèse de doctorat ès-lettres 1924, grand in-8°.

La Politique nantaise des subsistances sous la Constituante et la Législative, thèse de doctorat ès-lettres, 1924, petit in-8°.

La Franc-Maçonnerie Française et la préparation de la Révolution, 1927, in-12 (*Prix Arthur Mille*).

Manuel d'histoire de la Franc-Maçonnerie française, 1929, in-12. Première édition (*épuisé*).

Nantes au XVIII^e siècle, T. I : L'administration de Gérard Mellier, 1929, grand in-8°.

II

A LA LIBRAIRIE FÉLIX ALCAN

108, boulevard Saint-Germain.

Nantes au XVIII^e siècle, T. II : L'Ère des Négriers, 1714-1774, 1931, grand in-8° (*couronné par l'Académie française*).

Joseph Caillaux, 1931, in-12.

III

A LA BIBLIOTHÈQUE D'HISTOIRE ÉCONOMIQUE

Marcel Rivière, éditeur, 31, rue Jacob.

Nantes et la Compagnie des Indes, 1928, grand in-8°.

Capital et Travail à Nantes au XVIII^e siècle, 1931, grand in-8°.

IV

CHEZ DIVERS ÉDITEURS

Augustin Cochin et la Révolution en Bretagne, Toulouse, Le Bon Plaisir, 1927, in-16 carré.

Les Blancs à Machecoul, tirage à part de la Révolution française, 1925, grand in-8°.

Le Lycée de Toulouse, Privat, Toulouse, 1930, grand in-8°.

EN PRÉPARATION

Nantes au XVIII^e siècle, T. III : Messieurs du Commerce. Contribution à l'histoire de quelques légendes révolutionnaires.

La Montansier, femme d'affaires, de plaisir et de théâtre.
(en collaboration avec Marcelle GASTON-MARTIN).

IL A ÉTÉ TIRÉ DE CET OUVRAGE
VINGT EXEMPLAIRES SUR PUR FIL
LAFUMA NUMÉROTÉS DE I A XX

PRÉFACE DE LA DEUXIÈME ÉDITION

Le succès de librairie obtenu par mon petit *Manuel* m'oblige à en donner aujourd'hui une deuxième édition. Je le fais avec d'autant plus de plaisir que cette refonte me permet de corriger quelques erreurs, de rectifier des jugements, de préciser ma documentation de détail.

Par une fortune singulière, ce modeste bouquin a rencontré un accueil dont j'ai lieu d'être fier. Du rédacteur d'*Études*, la grande revue de la Compagnie de Jésus, à mon excellent et trop indulgent ami DELAUNAY, dans le Bulletin bibliographique du G. . . O. . ., tous mes critiques — ou presque — se sont trouvés d'accord pour louer — avec ou sans réserves — ma loyauté, la bonne foi et l'effort d'impartialité dont j'ai fait preuve, et le ton objectif que j'ai réussi le plus souvent à garder dans un sujet qui m'était aussi cher.

Deux exceptions, dont l'une illustre, soulignent encore cette quasi-unanimité. L'éminent historien Albert MATHIEZ a pu atténuer dans son compte-rendu les critiques véhémentes qu'il avait distribuées à ma *Maçonnerie et Révolution*. Je ne l'ai cependant pas désarmé, ni convaincu. Et la mort imbécile, qui nous a enlevé le plus illustre et le plus justement admiré des historiens actuels de la Révolution française, ne me laisse plus l'espoir de ramener jamais à une autre appréciation — que je continue à croire la bonne — ce maître qui conserva jusqu'au bout vis-à-vis du rôle politique et

social de notre Ordre une défiance que je tiens toujours pour excessive. Mon autre irréductible contradicteur est notre fr. . . Albert LANTHOINE. Assaisonné de rosseries frat. . ., son commentaire, indirect, me crible de sarcasmes et d'ironies. Dirai-je que j'en prends mon parti infiniment plus aisément. Archiviste officiel de la G. . . L. . ., de la meilleure foi du monde, Lanthoine a cru que je remplissais, au bénéfice du G. . . O. . ., des fonctions panégyriques en tous points similaires aux siennes. Et ce polémiste n'a voulu voir qu'œuvre polémique dans un manuel d'historien. Mais Lanthoine a d'excellentes excuses. D'une part, il n'a jamais été un professionnel de l'histoire, ce qui est un métier, long, difficile, qui s'apprend comme tous les autres, et où l'improvisation ne remplace pas la technicité en éveil. D'autre part, il ne comprend pas toujours bien la pensée d'autrui et semble avoir un goût prononcé du contre-sens, peut-être pour se donner ensuite le plaisir de le réfuter ! Il m'excusera frat. . ., j'en suis sûr, de ne rien répondre à ses flèches : nulle ne portait. Si je ne réfute point ses insinuations goguenardes, c'est donc que, précisément, lui-même n'avait, dans aucun cas, *rien* répondu à mon argumentation. Et je ne me sens pas de goût à faire un assaut d'esprit !

Mais, depuis l'apparition du *Manuel*, certains ouvrages ont vu le jour, dont j'ai grandement profité. Je tiens pour négligeable celui de G. HUARD, dont j'ai rendu compte en son temps, sur l'*Art Royal*. C'est une compilation honnête, de documentation trop uniquement de seconde main, qui se veut impartiale et y réussit presque toujours ; mais cette synthèse sommaire ne nous apporte cependant rien de neuf. D'une tout autre importance est la publi-

cation, par Arthur GROUSSIER, des documents originaux qui accompagnèrent la naissance du G. . . O. . . Cet ouvrage décisif m'a amené à remanier de fond en comble les chapitres consacrés à ce sujet et à donner, d'après lui, un résumé chronologique très différent de celui du volume précédent; et qu'on peut désormais tenir pour la certitude historique.

J'ai également beaucoup puisé dans une publication actuellement en cours : les *Archives historiques de Trans-en-Provence*. Leur auteur, M. J. BARLES, est un de mes critiques, lui aussi, et ce n'est pas un fr. . . Est-ce pour cela qu'il me prend beaucoup plus au sérieux que notre fr. . . Lanthoine? En tous les cas, il a sur les origines de la maçonnerie des idées très différentes de celles généralement admises. Et ces idées, qui vont à l'encontre de tout ce que j'appellerai notre exégèse officielle, me paraissent beaucoup plus fondées que cette exégèse. J'ai cru de simple honnêteté et de les accueillir — en en indiquant l'auteur — et de confesser l'erreur que j'estime avoir, sur ce point, commise.

Telles quelles, les modifications apportées à l'ouvrage, mises bout à bout, représentent *cinquante* pages de texte sur un ensemble qui n'en a pas tout à fait trois cents. Ce n'est donc pas une simple clause de style que la formule sacramentelle : *deuxième édition, revue et corrigée*. J'aurais souhaité, comme me le demandaient beaucoup de lecteurs de la première édition, faire un tirage à part de ces corrections. Elles sont trop intégrées au texte pour que ce fût techniquement possible. Et l'ouvrage est d'un prix assez modique pour qu'on ne m'en veuille pas trop de pousser ainsi à un nouvel achat.

Toutes mes espérances seraient comblées si ce deuxième état recevait l'accueil du premier et si, en particulier, les jeunes frères de nos ateliers pouvaient y trouver le compendium historique si nécessaire à leur initiation véritable et que si souvent ils se lamentent de ne savoir où rencontrer.

*La Gravière-Astaffort (L.-et-G.),
1^{er} août 1932.*

GASTON-MARTIN.

AVANT-PROPOS

Ce petit livre aurait voulu se conformer strictement aux indications fournies pour le concours *A. Mille* et être en conséquence *quelque chose de comparable aux manuels d'Histoire de France en usage dans les écoles primaires*.

L'auteur n'a pas cru pouvoir s'y résoudre absolument. La raison s'en trouve dans la seconde stipulation du même paragraphe : *Cependant l'érudition la plus sûre et l'esprit critique devront étayer cet ouvrage élémentaire*.

Or, l'histoire de la Franc-Maçonnerie, à certaines périodes de son développement, n'est pas encore fixée sans discussion *même dans ses grandes lignes*. On n'y trouve donc pas toujours le substratum de faits positifs qui permettent l'établissement du manuel élémentaire hors de litige. Force est à l'auteur de discuter des hypothèses et de choisir ; parfois aussi d'en émettre. C'est la méthode du travail critique, et non pas celle du précis. Obligé de prendre parti, l'auteur a pensé répondre aux préoccupations du Grand-Orient, en combinant au moins mal le manuel et l'ouvrage critique. Du manuel, il a conservé la forme condensée, l'absence presque complète de références en notes séparées du texte, l'emploi du résumé dogmatique. De l'exposé critique, il a gardé, quand c'était impérieusement nécessaire, les habitudes de discussions d'exégèse, et la prudence historique qui préfère laisser un point en suspens plutôt que de conclure sans certitude.

L'ouvrage suit la division chronologique, mais chaque période ayant une unité a été groupée en une partie, qui possède ainsi sa personnalité interne. Chaque chapitre ne traite de même qu'une question ; *des sous-titres marginaux* permettent d'en suivre aisément le développement : chaque division renvoie à un paragraphe *d'un résumé liminaire*, aussi concis que possible, où les discussions n'ont pas de place, et qui est vraiment le minimum de connaissances indispensables. A l'école ou au lycée c'est la matière que l'élève confierait tout entière à sa mémoire.

J'ai cru devoir ajouter à chaque chapitre deux autres parties ; une *bibliographie* sur laquelle je reviendrai tout à l'heure, et *des textes et récits*. Ceux-ci ont un double but ; premièrement, former une collection de textes historiques (ils vont du discours de Ramsay à celui de A. Grousier (1927), d'ordinaire malaisés à rassembler. Et je les ai choisis parfois, pour cette raison, non parmi les plus connus, mais parmi les plus difficiles à recueillir ; deuxièmement donner sur des points essentiels la parole même des auteurs, doublant l'exégèse toujours un peu tendancieuse du critique. Rien de semblable n'existait, je crois, pour l'histoire maçonnique, à laquelle je n'ai fait qu'appliquer sans grand mérite, un procédé très familier aux fabricants de livres scolaires.

La bibliographie appelle davantage de remarques.

Nous préparons d'autre part, une bibliographie maçonnique dont les dimensions ne seront guère moindres de celles du présent ouvrage. Il ne pouvait être question d'en alourdir ce précis. Les indications qu'on trouvera à la fin de chaque chapitre relèvent de soucis différents :

1^o Je n'y fais pas figurer les ouvrages généraux et

classiques, comme les histoires d'*Amiable*, de *Besuchet*, de *G. Bord*, de *Clavel*, de *Daruty*, de *Findel*, de *Gould*, de *Jouaust*, de *Ragon*, de *Rebold*, de *Thory*, etc., dont les indications se répéteraient à chaque chapitre. Je ne les y mentionne qu'au cas où je renvoie à un passage précis et il est alors indiqué par la référence du chapitre ou de la page ;

2^o J'ai toujours donné la préférence dans ces indications bibliographiques aux documents les plus récents, et à ceux qu'il n'est pas d'usage de consulter à l'ordinaire. De là le nombre relativement élevé des cotes d'archives, des articles de revue ou même de journaux, des livres, non spécifiquement maçonniques, mais qui éclairent l'histoire de l'ordre. Sur tant des points où j'ai dû créer la Bibliographie critique, cette méthode m'a paru la plus féconde et la plus pratique, pour servir de base à ceux que l'imperfection de ce petit travail inciterait à le reprendre en totalité ou partie.

Et j'en arrive ainsi à dire un mot de mes *sources*. Je crois avoir lu à peu près tout ce que connaît d'*ouvrages de seconde main*, un maçon moyen, mais qui aime son ordre. Je me suis vite convaincu que c'était insuffisant. Les histoires classiques, citées plus haut, sont toutes relativement vieilles ; la critique historique et celle des textes ont fait des progrès depuis ; de nombreuses sources documentaires ont été révélées ou classées qui modifient la somme même des connaissances ; toutes enfin s'arrêtent plus ou moins loin dans le passé.

Elles m'ont servi, certes. Elles n'auraient pu prétendre à permettre un travail que sa brièveté ne devait pas empêcher d'être, autant que possible, original.

J'avais ensuite à ma disposition la seule histoire scientifique française contemporaine de la Maçonnerie : celle de A. Lantoiné, *La Franc-Maçonnerie chez elle*. L'abondance des références dit assez à quel point j'ai utilisé ce monument d'érudition et d'esprit critique. Me sera-t-il permis d'indiquer que je lui trouve pourtant trois raisons d'imperfection pour le but auquel je tendais : 1^o Il ne traite que de l'histoire *interne* de l'ordre, mon plan était moins limité ; 2^o Il sacrifie à l'excès le rôle si souvent primordial du Grand-Orient ; 3^o Qu'il me pardonne de signaler un travers auquel j'ai cédé moi aussi peut-être ! Il me paraît n'avoir pas toujours gardé l'objectivité sereine de l'historien.

Bref, je ne pouvais ni ne voulais faire un abrégé de ce livre fondamental.

J'ai donc eu recours à des sources directes. On les retrouvera pour la plupart dans les notes bibliographiques de chaque chapitre. J'indique ici seulement, d'ensemble, les principales origines.

Comme *Archives proprement dites* :

I. *Du G. . . O. . .*

a) Les pièces constitutionnelles de la bibliothèque particulière du président du Conseil de l'Ordre ;

b) Les procès-verbaux des trois chambres (Correspondance, Province, Conseil et Appel) ;

c) Les dossiers par *loges*.

Et me sera-t-il permis de dire le service immense qu'à rendu à l'ordre le fr. . . Feuillette en mettant en place ces magnifiques dépôts ?

II. *Dans les dépôts publics (municipaux ou départementaux ou d'État).*

Les liasses consacrées à la *Police générale* et aux sociétés secrètes. (Les cotes, très variables, sont en référence au bas de chaque chapitre) ainsi que les rapports des *Intendants* et des *Préfets*.

III. Dans les archives des Loges.

Les livres d'architecture et les dossiers de correspondance.

Comme *collections maçonniques* :

Toutes les revues maçonniques et notamment l'*Abeille* (1829-30), le *Globe* (1842-46), l'*Acacia* (à partir de 1902), le *Symbolisme* (à partir de 1911.)

Les comptes rendus des Assemblées générales.

Les bulletins trimestriels ou mensuels ou annuels des différentes obédiences.

Les États du Grand-Orient de France.

Les comptes rendus des Travaux du Grand-Orient.

Les circulaires du Grand-Orient et de la Grande-Loge. Ces recherches ont été complétées par des appels aux travaux antérieurs, dont les plus utiles m'ont été de loin, les *monographies* d'un maçon, d'un atelier ou d'une province.

Deux revues historiques m'ont été enfin d'un précieux concours : *La Révolution française* d'Aulard et les *Annales Révolutionnaires* d'Alb. Mathiez.

Parmi les monographies les plus utilisées je cite — on les retrouvera à la Bibliographie par chapitre — BERNARDIN (Nancy), P. FRAYSSE (Le Var), J. GROS (Toulouse), LESUEUR (Artois), LOUCELLES (Normandie), MAITRE (Rennes), SOANEN (Auvergne), VERMALE (Savoie), etc.

Ainsi, ce petit ouvrage espère, trop orgueilleusement peut-être, avoir rempli un triple but :

1^o Donner à tous un instrument maniable et commode

pour la connaissance élémentaire de l'ordre maçonnique français ;

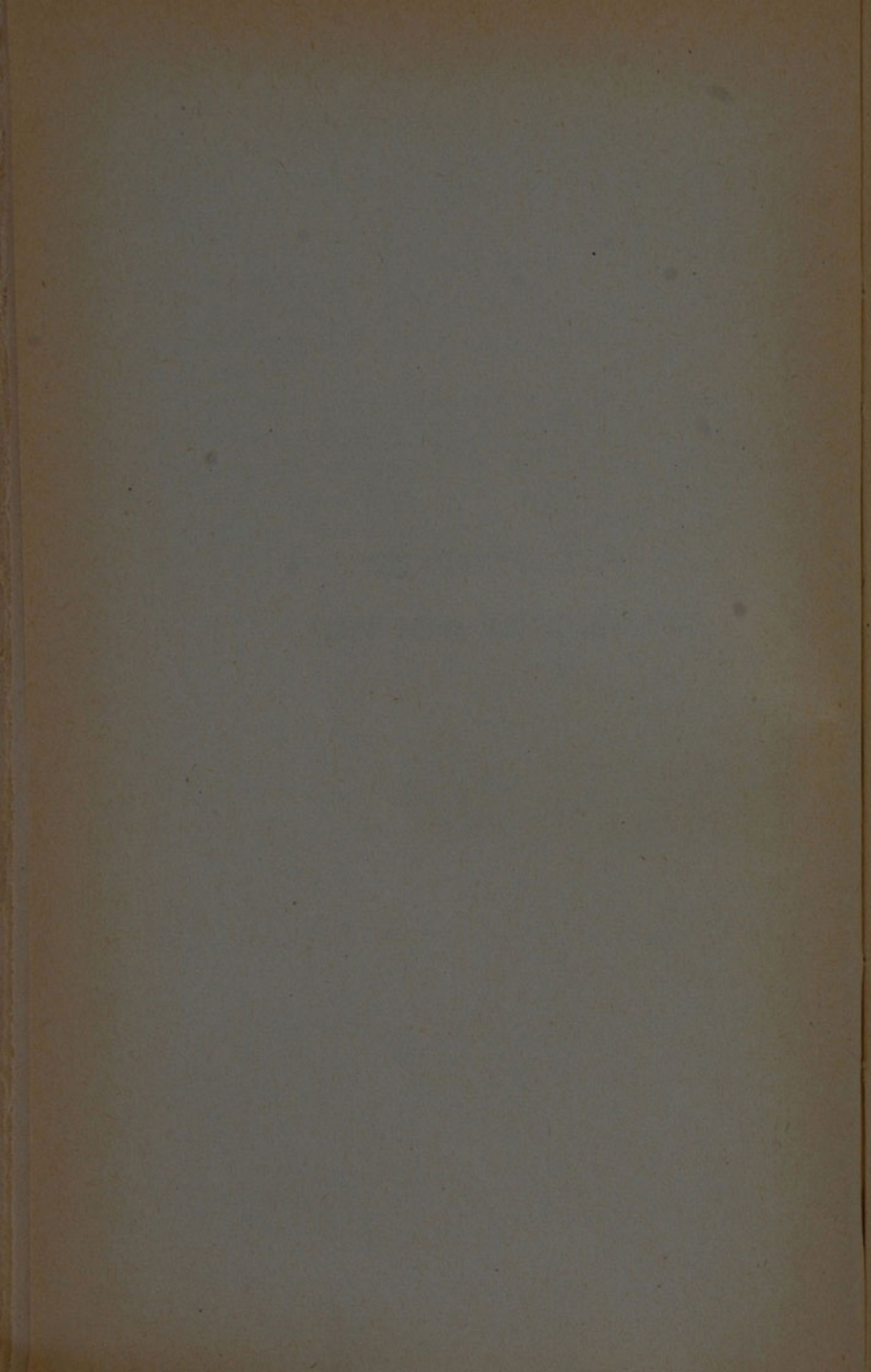
2^o Avoir éclairci, en passant, quelques-uns des points encore obscurs de sa vie du passé ;

3^o Avoir enfin, malgré son médiocre volume et sa brièveté nécessaire, fait pourtant œuvre originale, et partant féconde.

Tous les vœux de l'auteur seraient réalisés, si, en partant de cette esquisse, par quoi la pierre brute n'est entaillée qu'à peine, d'autres, plus heureux et plus experts, nous donnaient dans l'avenir cette histoire définitive de la maçonnerie française, qui, après comme avant, reste, il le sait bien, tout entière à écrire.

PREMIÈRE PARTIE

LES ORIGINES (1721-1772)



CHAPITRE PREMIER

Les premières Loges de France

La légende et l'histoire. — Les Loges anglaises en France. — Les influences probables. — Les progrès de la maçonnerie en France de 1721 à 1738.

RÉSUMÉ

Les origines de la Franc-Maçonnerie spéculative française sont très obscures. Malgré la similitude des symboles aucun lien certain ne la rattache aux anciennes confréries de maçons-libres ou tailleurs de pierre qui construisirent les cathédrales gothiques.

En Angleterre et en Écosse, la Franc-Maçonnerie spéculative remonte au moins au XV^e siècle. Il semble que dans le courant du XVII^e siècle, elle se soit rapprochée, elle aussi, des maçons opératifs, pour bénéficier de leurs statuts privilégiés. Elle serait alors devenue — sous la double influence des Rose-Croix allemands et d'Elias Ashmole d'une part, de réfugiés religieux français, notamment Désaguliers, d'autre part — de tendances spiritualistes beaucoup moins dogmatiques. C'est de cet esprit nouveau que sortit, en 1717, la Grande-Loge de Londres.

C'est sous l'autorité de cette Grande-Loge que se fondent entre 1720 et 1730 les premières Loges françaises. Il faut pour tant tenir pour légendaire le rôle joué dans cette création par des personnages, soit réels, comme Lord Derwent Waters, soit apocryphes, comme Lord Harnouester. La première Loge fran-

çaise qu'on puisse identifier avec certitude est celle du Louis d'Argent, créée entre 1725 et 1732.

En 1735, cinq Loges françaises figurent au tableau de la Grande-Loge d'Angleterre. Il en existe sans doute bien davantage; mais, bien que demeurées sous l'autorité nominale de la Grande-Loge de Londres, les Loges françaises n'ont avec elle qu'un lien très lâche et peuvent fort bien en être ignorées. Toutes cependant en ont adopté les statuts, connus sous le nom de Constitutions d'Anderson (1723) et qui prêchent la tolérance religieuse à l'exclusion de l'athéisme, le respect du souverain et la fraternité humaine.

Le libéralisme de cette doctrine les rend suspectes aux pouvoirs civil et religieux. Le premier les englobe dans la défiance qui fit en 1732 fermer le Club de l'Entresol. Le second les interdit par la bulle : *In eminenti apostolatus specula*, à cause de leur tolérance. Ainsi sont-elles souvent tracassées par les autorités, sans qu'on puisse cependant parler de véritable persécution.

En 1738 encore, la Franc-Maçonnerie française ne forme pas un corps organisé indépendant; son ritualisme est très simple. Tout local — généralement une salle d'hôtel — peut facilement être transformé en Loge. Elle ne connaît que les trois grades symboliques et le Maître de Loge est le propriétaire effectif de son atelier, qui se déplace en même temps que lui.

Les origines de la Maçonnerie spéculative. — Qu'il y ait entre notre maçonnerie moderne et les antiques religions à « mystères » des similitudes de technique spéculative, si je puis ainsi m'exprimer, ne paraît plus guère contestable et les savants travaux d'un Victor Magnien sur les mystères d'Éleusis le démontrent même à l'évidence. Dans la très pénétrante et originale étude qu'il publie actuellement dans ses *Annales de Trans-en-Provence*, M. J. Barles n'a pas non plus

beaucoup de peine à montrer que *les gestes, signes et attouchements rituels*, sont *communs aux groupements occultes de grande ancienneté*; et émet en même temps la très séduisante hypothèse qu'à l'origine au moins *ils ne sont pas uniquement des marques de reconnaissance; il en est qui ont une portée psychologique, peut-être même physiologique*. Ainsi la maçonnerie s'intègre dans tout le courant des forces psychiques qui, depuis l'apparition des premières écoles de pensée, se sont efforcées par la méditation silencieuse, la concentration sur soi et la prédication symbolique de donner aux hommes une doctrine de perfectionnement moral, en même temps qu'une explication du problème de la vie.

Mais, malgré tout l'intérêt de ces recherches psycho-historiques, nous poursuivons ici un but beaucoup plus modeste et limité : l'histoire résumée à son essentiel, d'une institution qui sous un vocable particulier : la *Franç-Maçonnerie*, est apparue en France comme *société de pensée* aux environs de 1730. Et l'on nous excusera de limiter le problème de ses origines à ce qu'il faut pour tâcher d'en trouver la filiation positive.

Il semble bien qu'il faille s'en tenir à deux sources : 1^o les sociétés compagnonniques, et notamment celles des « tailleurs d'images » et constructeurs d'églises, d'une part; 2^o une société analogue à notre Franc-Maçonnerie, existant antérieurement en Angleterre, sous le même vocable, *Free-Masonny*, et qui a toutes les chances d'avoir été la mère de la nôtre.

L'histoire compagnonnique est assez bien connue. On en trouvera un résumé, lyrique mais précis, dans le livre récent du F. Bernet, *Jolicœur de Pouyastruc*; et, après bien d'autres, j'ai moi-même suivi la trace de ces groupements professionnels dans la société ouvrière du XVIII^e siècle. Il est indéniable qu'entre les « mots, signes et attouchements » des deux sociétés, les cérémonies initiatiques, certains enseigne-

ments moraux, la similitude est trop marquée pour être de l'ordre des coïncidences. Mais rien ne permet d'établir pour autant que *compagnons du Devoir*, *gavots*, *bons-drilles* ou *harpagons*, pour les désigner par quelques-uns de leurs noms classiques, sont les ancêtres des *Francs-Maçons* français. Ceux-ci, autour de 1750, n'auraient jamais accepté une telle origine. Ce n'est pas de la corporation opérative des maîtres maçons et architectes que la Franc-Maçonnerie française a essaimé directement pour vivre sa vie personnelle sur le seul plan spéculatif. Issus presque certainement d'une même souche originelle, les compagnons et les Frères doivent leurs similitudes à ce commun départ : mais quand la maçonnerie française s'organise, ce n'est pas à l'imitation du compagnonnage, ni en survivance, même assoupie, de celle de ces corporations qui fût la plus illustre au temps des bâtisseurs de cathédrales. La preuve en est que cette corporation et elle-même coexistent sans jamais se confondre, et presque même en s'ignorant.

La Franc-Maçonnerie spéculative en Grande-Bretagne. — C'est donc d'une autre source qu'il faut faire sortir la Franc-Maçonnerie française, et c'est l'Angleterre qui semble bien avoir été l'importatrice en France de la société nouvelle. J'ai écrit — après bien d'autres — en la première édition de cet ouvrage, que c'est *au début du XVIII^e siècle* [qu']avait achevé de [se] transformer en une *Société de pensée* une antique corporation manuelle (p. 6).

M. J. Barles (*Arch. de Trans*, n° 20), m'a réfuté décisivement. Il a établi, surtout en suivant le livre de M. Chalmers I. Paton, *The Theory explored* :

1° Que la Maçonnerie spéculative remonte fort au delà de la date traditionnelle de la formation de la Grande-Loge de Londres ;

*2° Que l'importance de celle-ci aurait pu être plus grande à l'étranger qu'en Angleterre.

Résumons brièvement les indications de cet érudit. En Écosse, il établit la présence continue d'une Maçonnerie spéculative remontant au moins à Jacques II (1430-1460), dont la grande-maîtrise demeure héréditaire dans la famille des Saint-Clair de Roslin de 1460 à 1736.

En Angleterre, deux textes attestent également que la Franc-Maçonnerie remonterait au moins au xve siècle : une lettre de Locke au comte de Pembroke, et deux notes du journal d'Elias Ashmole. Cette existence est corroborée par un commencement de persécution sous le règne d'Élisabeth (1558-1603) et la grande-maîtrise de Sir Thomas Sackville; et par les notes de l'historien Plot, dans l'histoire du comte de Stafford (1686). Nous ne retiendrons pas à l'appui de cette ancienneté le règlement maçonnique qui aurait été adopté en 1663 et dont l'authenticité reste incertaine. Mais les autres témoignages suffisent à établir que la Maçonnerie spéculative ne saurait plus être considérée comme sortie d'une Maçonnerie opérative, réduite à ses seules franchises juridiques, et comme telle attirante pour des spéculatifs aux idées trop audacieuses.

Il paraît cependant probable que cette Maçonnerie opérative avait conservé en Angleterre et en Écosse une personnalité moins secrète et une indépendance légale qu'elle avait perdues en France; et qu'une fusion ou une confusion, peut-être volontaire, dut s'opérer entre les deux groupes. *Elias Ashmole* y fut sans doute pour quelque chose, probablement pour abriter derrière les facilités juridiques que gardait la Franche-Maçonnerie, ses innovations, plus ou moins teintées d'alchimie. Car il semble hors de conteste qu'il demeure le propagateur en Grande-Bretagne du mouvement hermétiste et cabaliste qu'avait créé en Allemagne et introduit en France, sous le couvert d'un apocryphe Christian Rozen-

kreuz, le professeur de Tübingen, Jean Valentin Andréas.

Vers 1700, un mouvement de réforme se serait manifesté dans les Loges britanniques. Parmi ceux qui y jouèrent un rôle essentiel, un ancien pasteur français, exilé à la suite de la révocation de l'Édit de Nantes, conserve une forte popularité : c'est Désaguliers. A son invite, un groupe de maçons aurait tenté — et réussi — la constitution d'une puissance dissidente, la *Grande-Loge de Londres*, dont la doctrine demeure, sous le nom de Land-Mark d'Anderson, la charte constituante de toutes les Maçonneries contemporaines.

C'est de cette puissance nouvelle que tire presque sûrement sa naissance la Franc-Maçonnerie française contemporaine. Mais sur cette naissance même, les commentateurs hésitent entre deux traditions divergentes.

Les uns, avec Clavel, opinent pour une création de Loge à Dunkerque, en 1721, sous le signe distinctif *L'Amitié et la Fraternité*. Les autres, suivant en cela Lalande, admettent que le premier atelier français fut celui que fonda, en 1725, Lord Derwent-Waters, chez le traiteur Hure, rue des Boucheries. Il se pourrait que l'une et l'autre de ces origines soient inexactes. Parmi les exégètes récents, Bernardin et Lantoin ont avec beaucoup de bon sens indiqué la fragilité de traditions orales qui ne reposent sur aucun document d'archives, et la quasi-impossibilité où se trouvait le jeune Lord Derwent-Waters, prisonnier politique tout frais évadé de la Tour de Londres, d'avoir pu même connaître la Grande-Loge d'Angleterre, organisme nullement inféodé aux Stuarts. Les premiers documents officiels, du reste d'une concordance médiocre, qui affirment sans discussion possible la présence d'une Loge sur le sol de France, sont : a) l'État gravé des Loges fondées par la Grande-Loge d'Angleterre, constituant le 3 avril 1733 sous le n° 90, une loge du *Louis d'Argent*, rue des Boucheries; et b) un tableau général des Loges régulières en France, encore manuscrit, aux archives du Grand-Orient, daté de l'année

1766. D'après ce tableau le *Louis d'Argent* aurait été reconnu en 1726. Nous n'avons pas ici le loisir de discuter le problème toujours pendant de l'identité ou non-identité de la Loge du *Louis d'Argent* et de telle autre qui aurait eu pour nom *Saint-Thomas*, et qui serait peut-être celle de *Derwent-Waters*, si jamais celui-ci en a fondé. L'imprécision même de ces documents primitifs suffit à établir le peu de retentissement de ces premières créations. Une certitude vaudrait mieux; l'honnêteté historique oblige de reconnaître qu'elle n'existe pas; et les chances sont minimales pour qu'elle puisse être désormais établie quelque jour.

Si l'on s'en tenait à ces seuls documents officiels, la Franc-Maçonnerie aurait progressé d'abord avec quelque lenteur en France. En 1738, cinq Loges seulement figurent à l'État gravé de la Grande-Loge d'Angleterre. Ce sont, outre le *Louis d'Argent*, l'*Anglaise de Bordeaux* (1732); la *Parfaite-Union* (1733), à Valenciennes; la Loge d'*Aubigny* (1735), au château du même nom; la Loge de *Bussy* enfin (21 septembre 1735), du nom de la rue où elle se tenait, ou Loge d'*Aumont*, du nom du Maître qui en dirigeait les travaux. A en croire Lalande, les Loges d'*Aubigny* et de *Bussy* seraient sorties par fragmentation du *Louis d'Argent*, où en 10 ans auraient été initiés cinq à six cents frères. Les témoignages de Lalande, postérieurs de 40 ans aux faits, demeurent, du point de vue historique, un peu imprécis; et le chiffre, sinon le fait, reste sujet à caution. Retenons simplement que 10 ans après sa naissance la Maçonnerie française n'aurait comporté, d'après le seul document officiel que nous puissions consulter avec certitude, parce que tenu à jour par des contemporains, que cinq Loges et environ cinq cents frères. Ce chiffre est manifestement très au-dessous de la vérité. La curiosité soulevée par l'institution nouvelle ne s'expliquerait pas avec un nombre aussi restreint d'affiliés. Il y a donc eu des Loges que ne porte pas l'État de la Grande-Loge

d'Angleterre; et cette constatation n'a rien d'anormal. M. J. Barles, avec beaucoup de sens critique, a montré en effet que la Grande-Loge de Londres, devenue Grande-Loge d'Angleterre, n'a jamais réussi à faire l'unanimité dans la Maçonnerie anglaise; qu'elle a longtemps végété et qu'en définitive l'unité de la Maçonnerie britannique ne se réalisera qu'avec la capitulation doctrinale de la Grande-Loge, abandonnant son libéralisme déiste pour un retour au conformisme anglican.

Comme presque toutes les puissances schismatiques, la nouvelle Grande-Loge fit du prosélytisme, à l'étranger aussi bien qu'en Angleterre. Elle put essaimer en France à la suite d'officiers écossais et bientôt elle eut pris pied ainsi sur notre sol. Mais ces loges nouvelles ne pouvaient guère ne pas témoigner à l'endroit de la puissance créatrice cette même indépendance dont celle-ci avait fait preuve elle-même à sa naissance. Elle avait accordé patentes et constitutions, et donné le pouvoir de constituer à leur tour aux Maîtres qui les dirigeaient. Si ces Loges étrangères se font à leur tour constituantes — et le Maître de Loge s'en reconnaît le pouvoir — il demeure entendu que les nouvelles créations sont dans le règlement de la Grande-Loge primitive. Il n'est pas du tout certain qu'elles en connaissent pour autant l'existence.

Or, la vanité aidant, des maçons d'ateliers ainsi constitués n'ont pas tardé à créer d'autres ateliers, pour la joie d'être à leur tour Maîtres de la Loge. Ils ont ainsi essaimé tant à Paris que dans les provinces. Ce ne sont pas certes des dissidents au sens d'opposants systématiques; ce ne sont que des enfants perdus qui pratiquent à peu près le rituel et les cérémonies, chez qui bien souvent la Loge de table est l'affaire essentielle; trop de ces *Maîtres de Loges* sont les tenanciers des cabarets où elles se réunissent! Il est dans ces conditions tout naturel que la Grande-Loge d'Angle-

terre ignore beaucoup de Loges françaises. Elle ne s'apercevra vraiment de cette évolution et de cette prolifération extérieure à elle que lorsqu'en Angleterre même, le retour des Loges du comté d'York à la doctrine primitive lui montrera le danger qu'un schisme fait courir à son autorité. Éprouvée encore par la sécession des *Gormogons*, elle réagira alors contre cette tendance trop vive à l'émancipation totale, et nous lisons dans la réédition de 1738 des Constitutions d'Anderson cette phrase symptomatique : « *Celles (les Loges) de la cité d'York, d'Écosse, d'Irlande, de France et d'Italie affectent une indépendance blâmable et refusent de reconnaître la juridiction du Grand-Maître d'Angleterre.* » C'est l'aveu de l'échec. Mais, alors que les Loges dissidentes de Grande-Bretagne rentrent ainsi dans une tradition antérieure, les Loges de France parviennent presque inconsciemment à l'indépendance nationale.

Des monographies provinciales, très sévères sur la critique historique des sources locales, pourraient seules, le jour où elles seraient à peu près complètes, permettre d'en édifier un tableau approximatif, impossible à établir dans l'état actuel de la documentation. La première pièce française officielle : l'État de 1766, ne nous donne point en effet la certitude sur la date réelle de la création des Loges qu'il porte et rien ne prouve qu'il soit complet, puisqu'il ne porte que les Loges qui à cette date reconnaissaient son autorité. L'État gravé de la Grande-Loge d'Angleterre a d'autre part ignoré toutes les Loges qui se constituèrent en dehors d'elle. Il semble bien que ce soit la majorité.

Une autre preuve paraît décisive en faveur du nombre élevé des Loges françaises vers 1735-37. C'est l'attitude du pouvoir à leur égard. Il a d'abord été simplement curieux de leurs manifestations assez bénignes. Mais, dès 1736, il devient inquiet. Le 20 novembre 1735 les États généraux de Hollande ont interdit la Maçonnerie dans toute l'étendue des États.

Il y a eu de la résistance, des réunions en plein air dans les dunes, intervention de l'armée, suivie de quelques emprisonnements. En 1736, la police fait surveiller les Loges de Paris, et des demoiselles d'Opéra, comme la Carton, documentent le Lieutenant de police avec les révélations de leurs amants trop bavards. Celui-ci, le sieur Hérault, pourra, à l'aide de ces sources, faire imprimer un rituel. Le Conseil du roi s'occupe de la nouvelle société. Elle réunit des grands seigneurs et des gens de finance et de négoce; elle vient d'Angleterre; ceux qu'on signale comme y fréquentant sont plus ou moins des compagnons un peu frondeurs, amis du plaisir, mais moins de l'autorité. N'est-ce pas une réédition étendue du Club de l'Entresol fermé en 1730 ? On est alors en réaction contre le libertinage de la Régence, et les luttes religieuses ont repris quelque acuité. Quel est d'autre part le rapport de ces Francs-Maçons avec les « Compagnons », dont l'activité sociale et économique n'a jamais été tolérée par les lois du Royaume et contre lesquels sont pris, périodiquement, des arrêts de dissolution ? Dans le doute, mieux vaut prendre tout de suite les mesures nécessaires. Le Conseil décide donc de *supprimer les Francs-Maçons*. Le 4 septembre, on affiche la sentence de police *faisant défense à toutes personnes, de tel état, qualité et condition qu'elles soient, de s'assembler ni former aucune association sous quelque prétexte que ce soit, et notamment sous celle des Free-Masons et ce sous les peines portées par lesdits arrêts et règlements*. La sentence fut lue, affichée, trompétée aux carrefours. Six jours après, une descente de police se produit chez Chapelot, traiteur à la Rapée; on y trouve *un très grand nombre de personnes; la plupart desquelles avaient tous le tablier de peau blanche devant eux et un cordon de soie bleue qui passait dans le col, au bout duquel il y avait attaché aux uns une équerre, aux autres une truelle, à d'autres un compas, et d'autres outils servant à la maçonnerie*. Coût : 10.000 livres d'amende pour Chapelot, la porte du

cabaret murée durant six mois; mais aucune arrestation.

Le roi aurait fait lui-même de l'opposition à l'élection du Grand-Maître, en 1737. Mais ici les renseignements sont beaucoup moins constants. Dans le plus récent ouvrage qui mentionne ce fait, celui de M. R. Le Forestier, nous lisons en effet : *Lorsque à la fin de 1737, mylord Harnouester, Grand-Maître des Loges françaises, sur le point de quitter la France, convoqua une Assemblée de Maîtres de Loges parisiens, pour élire son successeur, le Roi en ayant eu avis déclara que si un de ses sujets était élu, on saurait bien lui trouver une autre Loge. Il ajoutait qu'il voulait bien oublier le passé, mais que, dorénavant, tout Français qui se ferait recevoir dans cette Société ne devrait plus avoir l'audace de paraître à la Cour.* Il n'est pas bien sûr que mylord Harnouester, ce *Clodion de la Maçonnerie*, comme l'appelle spirituellement Ch. Bernardin, et qui ne figure point au livre de pairie, ait jamais existé. Il n'a jamais certainement été Grand-Maître des Loges de France. L'anecdote devient dès lors au moins suspecte, même si, comme c'est probable, elle repose sur quelque fondement exact. Un an plus tard, en tout cas, Louis de Pardaillan de Gondrin, duc d'Antin, fut élu. On ne lui chercha pas de « Loge » à la Bastille; il ne fut pas banni de la Cour. Quelques Francs-Maçons de la Loge des *Deux Écus* allèrent pourtant au Fort-Lévêque, à la Saint-Jean d'hiver de 1738, pour avoir été surpris la célébrant. En 1741 encore, la correspondance du lieutenant général de police mentionne des perquisitions faites au nom du roi dans une assemblée de *Free-Masons*, chez Mornet, à la barrière de la rue de Lourcine. Mais la formule du début *S. M. étant informée...* est clause de style en la matière. Le rôle persécuteur du roi Louis XV n'a jamais été bien marqué.

A peu près au même moment (28 avril 1738), le Pape Clément XIII adressait au clergé français la bulle *In eminenti apostolatus specula*, qui condamnait les Francs-Maçons

comme membres d'une société secrète accueillant en son sein des affiliés non catholiques. Son intervention fut sans importance pratique. Le Parlement de Paris n'enregistra pas la bulle, sans doute parce qu'elle ne lui avait pas été soumise pour examen. Mais il n'y eut point de remontrances au roi, comme tendrait à le faire croire la publication dans le *Symbolisme* de mars 1927 du texte d'une remontrance dudit Parlement (Arch. Nat., XI^A, 8.466, F^{os} 6 à 12) en date du 11 avril 1739. Elle s'applique en effet non à la condamnation des Francs-Maçons, mais à un bref du même Clément XIII relatif aux maisons du Calvaire.

La Maçonnerie, de son côté, faisait tout ce qu'elle pouvait pour donner au pouvoir tous les apaisements possibles. Non seulement le fameux discours de Ramsay était plein de flatteries à son endroit, mais même la Maçonnerie française évoluait vers une attitude de plus en plus mondaine et traditionnelle. Il est bien difficile d'admettre, avec Paul Dermée, qu'un maçon ait pu être alors athée, même discrètement. A partir de 1738, les recueils plus ou moins inspirés qui circulent avec une abondance qui prouve au moins la curiosité publique, vont fréquemment insérer, à côté des Constitutions de 1723, des statuts sommaires en huit articles dont Lantoiné a donné le texte dans un article du *Symbolisme*. Un recueil de 1743, fait d'assez variés apports, qui réunit sous une même reliure des pièces favorables et des satires contre la Maçonnerie, les fait suivre de cette note : « Ces statuts sont exprimés en des termes tout à fait propres pour le pays où ils doivent être observés, sans cependant rien renfermer qui répugne aux obligations générales et aux Statuts en usage de toute antiquité, dans les loges répandues sur la surface de la terre, ce qui est une nouvelle preuve de l'attention de la vénérable Confraternité pour tout ce qui peut corriger les défauts et les vices du genre humain, selon les tems, les nations et les circonstances. » Or, si l'on peut trouver un peu

sévère le jugement tout récent de M. R. Le Forestier, qui estime que leur auteur présumé, le frère de la Tierce, y *altère et dégrade* (la) *tendance moralisatrice, en s'attachant surtout à combattre les travers de la société mondaine* (*L'Occultisme et la Maçonnerie écossaise*, p. 215), il est certain au moins que rien n'y transparaît qui puisse inquiéter le monarque le plus soucieux de maintenir ses sujets dans le respect de sa personne, de ses droits, même de la religion d'État. On conçoit donc que le souverain ait apporté quelque mollesse dans la poursuite de ces coupables, si peu dangereux, et, à l'ordinaire, du meilleur monde.

Quant à l'organisation rituelle, elle est encore assez sommaire. Une Loge, pour être parfaite, doit comprendre au moins sept membres, un maître, deux gardiens, deux compagnons et deux « apprentis ». Les gardiens sont « secrétaires et dépositaires des archives ». Mais le Maître est de loin le personnage essentiel. Il possède en effet des *constitutions personnelles* et le pouvoir de former la Loge. La question n'est même pas décidée de savoir s'il n'en est pas qui se les donnent d'office à eux-mêmes ! La Loge est vraiment sa propriété, puisque les constitutions lui appartiennent, et non à elle. La Loge se déplace avec lui. Elle ne peut être changée de local sans son assentiment. Il convoque et rassemble ses confrères aux dates qui lui agréent. Les Loges ainsi créées en viennent parfois à donner elles aussi des constitutions ; et ainsi s'explique encore l'existence des Loges dites irrégulières, signalées par tous les vieux recueils maçonniques à partir de 1735, et contre lesquelles la Grande-Loge d'Angleterre a commencé, sans grand succès, de réagir. Toutes cependant gardent entre elles de très grandes similitudes :

1^o Elles ont toutes adopté l'essentiel des Constitutions de 1723 et les observent dans leur esprit ; 2^o elles ne connaissent absolument que les trois grades symboliques :

apprentis, compagnons, maître, et réservent même au début celui-ci à *un seul* membre par atelier (art. V de la Constitution de 1723); de là, le nom de Maître de Loge, appliqué à celui que la terminologie contemporaine appelle le vénérable; 3^o leur matériel symbolique est, au début, d'une grande simplicité. Tout local peut être transformé en lieu de travail, à l'aide de quelques indications esquissées à la craie sur le parquet et de quelques écriteaux apposés aux murs. Les objets : maillet, niveau, truelle sont de même réduits au minimum; soit que les premiers Francs-Maçons aient voulu ainsi rendre inexistantes les traces de leurs tenues en un temps où ils étaient au moins suspects au pouvoir public; soit que tout simplement, ayant rompu avec la maçonnerie opérative, ils aient estimé suffisant d'en limiter le rappel au schéma d'un symbolisme très restreint.

Le retour à un ritualisme plus complexe ne se manifestera que dix ans plus tard. Ch. Bernardin nous dit que ce n'est qu'en 1743 que furent instituées, ou réinstituées, à la manière des sociétés compagnonniques, les épreuves d'initiation. Et déjà on voit qu'y étaient en usage la chambre obscure de méditation, certaines pratiques vestimentaires (le genou droit découvert et le soulier gauche en pantoufle) et l'emploi des épées. Peut-être faut-il voir là une trace des progrès en France de l'écossisme; peut-être n'est-ce qu'un souvenir de l'épreuve corporative. Il est en tout cas bien difficile d'en décider à distance et sur des textes dont l'authenticité de sources n'est nullement garantie.

Faut-il supposer une doctrine philosophique commune à ces premiers Francs-Maçons? Ce serait leur prêter une mentalité toute contemporaine. Le souci même qu'ils prennent d'éviter tout ce qui peut ressembler à une discussion métaphysique ou politique montre assez combien ils demeurent sur ce point circonspects et même timides. Il ne paraît guère douteux que ceux qui fréquentent les Loges sont, en majorité,

des esprits pacifiques, animés de la généreuse envie de voir la paix régner entre les hommes de bonne volonté. Nés dans un moment où l'Angleterre et la France subissaient les effets de fanatismes contradictoires, mais aussi violents, sectateurs plus ou moins fidèles de Constitutions, dont l'inspirateur, Désaguliers, dut à ces luttes religieuses d'être chassé d'un de ces pays dans l'autre, les Francs-Maçons du début font du silence sur la foi un précepte de sagesse, heureux d'avoir rencontré ce que Paul Dermée appelle — fort joliment — un havre de grâce; ils l'estiment à trop haut prix pour en compromettre l'existence. La bataille des idées ne vaut point qu'on lui sacrifie une tranquillité assaisonnée d'aimables conversations et de repas bien servis. La philosophie de ces Maçons français de 1735-40, à supposer qu'ils en aient une, est un épicurisme sans profondeur, mais non sans charmes. Cet aimable délassement de l'esprit, ces agréables agapes, le mystère qui les enveloppe, le fait qu'on n'entre dans ces Loges que par cooptation et qu'on est sûr d'y être dans un milieu sympathique et choisi, telles sont les raisons primitives du succès d'une institution bien modeste encore en ses vues, mais déjà débordée par ce succès lui-même.

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages à consulter. — Outre les ouvrages généraux indiqués une fois pour toutes, on lira avec profit le livre tout récent de R. LE FORESTIER, *L'occultisme et la Franc-Maçonnerie écossaise*. Paris, Perrin, 1928, et surtout l'étude de J. Barles parue dans les *Archives de Tran en Provence*.

Et, si on peut se les procurer, les nombreux libelles parus entre 1735 et 1740. On sait que c'est dans un petit volume de cette espèce que parut la première édition du discours de Ramsay. On trouvera une indication copieuse de ces textes au chapitre III de la II^e partie du livre, cité plus haut, de R. Le Forestier. Ajoutons-y le volume intitulé *Histoires et Statuts de la Société des Francs-Maçons, la manière de les recevoir avec leur serment, puisés dans les mémoires secrets du Grand-Maitre de France le 14 juin 1743, à Londres, chez Isaac Festetitz* (mais certainement imprimé en France).

Il est plus complet que l'édition de la Haye de 1742, et contient sous la même reliure :

Le parfait maçon ou les véritables secrets des quatre grades... avec une lettre à Madame de.... et *Devine si tu peux*, ou *Discours prononcé dans une assemblée de Francs-Maçons*, en tout 260 pages et 126 pages.

Sur les Rose-Croix de curieux renseignements sont donnés par G. Naudé, parisien, dans son *Instruction à la France sur la vérité des théories des frères de la Rose-Croix*, Paris, chez Jullet, 1623, avec privilège du roi.

Sur les rapports des Francs-Maçons et du pouvoir consulter :

A. DE BOISLISLE, *Lettres de M. de Marville, Lieutenant-Général de police* (Société d'histoire de Paris, Paris, Champion, 1896). (T. I, p. 165 et note.)

ED. DE BARTHÉLÉMY, *Journal de la Cour et de la ville* (135-136).

PEUCHET, *Mémoires des archives de la police*. (T. I, p. 228-289).

DE LUYNES, *Mémoires* (I, 204-205 — 210-277 — III, 183).

NARBONNE, *Journal du commissaire...* (626-627).

Aucune monographie parue, de celles indiquées dans la bibliographie générale, ne donne de détails sur cette partie de l'histoire maçonnique.

TEXTES ET RÉCITS

I

PRÉCIS DES STATUTS, MAXIMES ET USAGES A PRÉSENT
DANS LES LOGES DE FRANCE,
CONFORMES A CELLES DE LONDRES...

Statuts

Nul ne sera reçu dans l'ordre, qu'il n'ait promis et juré un attachement inviolable pour la Religion, le Roi et les mœurs.

* * *

Tout brocanteur, qui aura écrit ou parlé contre les sacrés dogmes de l'ancienne Foi des Croisés, sera exclu à jamais de l'Ordre, à moins qu'il n'abjure ses blasphèmes en pleine Assemblée, et qu'il ne fasse une réfutation de ses ouvrages.

* * *

Nul homme suspect de vices infâmes et dénaturés, ne sera admis, qu'après avoir donné pendant trois ans, des preuves éclatantes de son innocence et de son respect pour le beau sexe.

Tout homme qui place la souveraine félicité à boire, manger, dormir ; et la perfection de l'esprit à jouir, chasser, badiner, savoir l'histoire des toilettes, parler le langage des ruelles, et ne lire que des ouvrages frivoles, est incapable d'entrer dans l'Ordre.

* * *

Tout petit Maître, idolâtre de sa figure, de son toupet et de ses ajustements, sera obligé en entrant dans l'Ordre, de s'habiller simplement, sans galon, sans broderie, sans franges et sans parure femelle pendant l'espace de trois ans.

* * *

Nul hypocrite en probité, en valeur, en dévotion, ni en morale sévère, ne pourra être admis dans la Sacrée Confraternité.

* * *

Tout savant qu'on recevra dans l'Ordre, sera tenu de promettre qu'il préférera à l'avenir le plaisir de savoir, à l'envie de briller, qu'il tâchera d'avoir le beau dans la tête et le bon dans le cœur, et qu'il ne montrera jamais l'un pour faire aimer l'autre.

II

RÉCEPTION D'UN FREE-MASON

Il faut d'abord... avoir été proposé un mois auparavant par un des frères, comme un bon sujet. Lorsqu'il est agréé et que la loge l'a admis à se présenter, le novice ou récipiendaire est conduit par le proposant, qui, en cette occasion, lui sert de parrain dans une des chambres de la Loge où il n'y a aucune lumière. Là, on lui demande s'il a la vocation nécessaire pour être reçu, et on devine d'abord qu'il répond oui ; ensuite on lui demande son nom, son surnom, sa qualité, on le dépouille de tous les métaux et bijoux qu'il peut avoir sur lui, comme montres, boucles, boutons, bagues, boîtes, etc., et on lui découvre à nud le genouil droit, on lui fait mettre le soulier gauche en pantoufle, enfin on lui bande les yeux et on le garde en cet état pendant environ une heure, livré à ses réflexions et à ses pensées...

... Le novice est introduit dans la chambre de réception, où d'abord on lui fait faire trois tours autour d'un espace décrit sur le plancher, sur lequel on crayonne une représentation, dont on ne donne point connaissance, portée sur deux colonnes des débris du Temple de Salomon ; aux deux côtés de cet espace, on a aussi figuré avec le crayon un grand J et un grand B... Enfin dans le milieu sont trois flambeaux allumés posés en triangles, sur lesquels on jette à l'arrivée du novice, ou de la poudre ou de la poix-résine, pour l'épouvanter par l'effet que cela produit.

Après les trois tours, le récipiendaire est conduit en trois temps au milieu de l'espace dont on vient de parler, vis-

à-vis le Maître de la Loge qui est au bout d'en haut derrière un fauteuil sur lequel on a placé le livre de l'Évangile selon saint Jean ; le Maître demande au récipiendaire : *Vous sentez-vous la vocation ?* Et dès qu'il a répondu oui. *faites-lui voir le jour*, dit le Maître, *il y a assez longtemps qu'il en est privé*. Dans cet instant on débande les yeux au novice, tous les frères assemblés en cercle autour de lui mettent l'épée à la main, et on le fait avancer en trois temps jusqu'à un tabouret qui est au pied du fauteuil.

Nul bel esprit qui aura médité, calomnié, satirisé en vers ou en prose, et dépensé ses talents en faux frais et en sonnettes obscènes ou impies, ne sera reçu qu'après avoir fait un ouvrage contre sa propre impertinence.

(*Histoire et Statuts de la Société des Francs-Maçons*, à Londres, chez Isaac Festetiz, 1743).

* * *

Alors le frère orateur prenant la parole, lit au postulant un discours raisonnablement long...

On fait agenouiller le novice du genouil droit, qui est découvert, sur le tabouret et tenir le pied gauche levé en l'air. Ensuite, on lui découvre la gorge pour voir s'il n'est point du sexe, et on lui met sur la mamelle gauche, un compas qu'il tient lui-même.

Dans cette attitude il pose la main sur l'Évangile (main droite) et prononce... son serment...

Après le serment, on fait baiser l'Évangile au récipiendaire, et le Maître le fait passer à côté de lui, on lui donne le tablier de *Free-Mason*, qui est d'une peau blanche, une paire de gants d'homme pour lui, et une paire de gants de femme pour celle qu'il estime le plus.

(*Id.*, *ibid.*, p. 97-109.)

III

UNE AFFICHE DE ROSE-CROIX A PARIS AU DÉBUT DU XVII^e SIÈCLE

Nous, les députés de notre Collège principal des Frères de la Rosée-Croix (sic) qui faisons séjour en cette ville, visibles et invisibles au nom du Tré-Haut (sic) vers qui se tourne le cœur des Justes, enseignons toutes sciences sans livres, marques, ny signes et parlons les langues du pays où nous habitons pour retirer les hommes nos semblables d'erreurs et de mort.

G. NAUDÉ, *Instruction*, etc... II^e partie, p. 11.

IV

ORDRE DE PERQUISITION DANS UNE LOGE MAÇONNIQUE

« S. M. étant informée qu'il doit se tenir une assemblée de *Free-Masons*, convoquée par les principaux de ceux qui la composent sous le titre de loge en l'appartement qu'occupe le nommé Mornet à Paris, près de la barrière de la rue de Lourcène, et jugeant à propos de faire cesser de pareilles assemblées ; S. M. a ordonné et ordonne au sieur de Roche brune, commissaire au Châtelet de Paris, accompagné de quelques officiers de police, de se transporter incessamment dans l'appartement ci-dessus désigné, à l'effet d'y faire une exacte perquisition, saisir et enlever ce qui pourrait s'y trouver de contraire à ses ordonnances ; arrêter et faire conduire en prison de l'ordre de S. M. ceux qui y seraient assemblés ; dont de tout sera dressé procès-verbal, pour en être rendu compte au sieur de Marville, lieutenant de police. »

(Arch. nat. O. 188.)

CHAPITRE II

Les premiers efforts d'unité de la maçonnerie française (1737-1743)

Le discours du chevalier de Ramsay (1737). — La Grande-Maîtrise de Louis de Pardaillan de Gondrin, duc d'Antin.

RÉSUMÉ

Le recrutement un peu inconsideré de la maçonnerie française, à partir de 1730, la menaça bientôt d'une crise intérieure. Pour y parer, certains de ses membres eurent l'idée d'en organiser les ateliers sur les principes de la maçonnerie anglaise, en mettant un Grand-Maître à la tête de l'ordre.

Peut-être faut-il attribuer le mérite de ce projet au chevalier Michel-André Ramsay, Écossais naturalisé français. Il composa à la fin de 1737 un discours, demeuré fameux, qui devait être lu après l'installation du dit Grand-Maître, voulu de haute noblesse pour rassurer le pouvoir. Mais l'opposition de l'entourage royal fit que ce Grand-Maître ne fut point nommé à ce moment et que le discours resta sans emploi.

C'est néanmoins un document de premier ordre sur l'état de l'idée maçonnique en France vers 1740. Il se divise en deux parties : un exposé dogmatique des vertus maçonniques : « la philanthropie, la morale pure, le secret inviolable et le goût des beaux-arts », et une curieuse histoire des origines de l'ordre, rattaché arbitrairement aux chevaliers de Jérusalem. Réédité plusieurs fois entre 1738 et 1743, ce discours, dont l'auteur

a été parfois contesté, mais sans raison sérieuse, fut une des chartes de la maçonnerie française du XVIII^e siècle.

A la Saint-Jean d'été de 1738, fut élu par les Maîtres de Loges de Paris, le premier Grand-Maître général et perpétuel des Loges de France : Louis de Pardaillan de Gondrin, duc d'Antin (1707-1743). Son rôle maçonnique paraît avoir été très exagéré par des commentateurs enthousiastes. La seule certitude qu'on possède à cet égard est que les tracasseries du pouvoir cessent au cours de cette grande-maîtrise et que le nombre des ateliers, régulièrement constitués et affiliés, augmente en de notables proportions.

Inquiétudes au sujet du recrutement. — Au moment où la maçonnerie française accroissait le nombre de ses adeptes, elle commençait à prendre conscience de certains dangers intérieurs, plus lourds pour elle de menaces que les persécutions bénignes du pouvoir. On avait initié beaucoup depuis 1730; et toutes les initiations n'étaient pas irréprochables, soit dans la forme, soit — c'était le plus grave — dans le fonds même, par indignité des postulants. La maçonnerie, à peine née, n'allait-elle pas succomber ou se transformer en une société de joyeux drilles, propres tout au plus à chanter de vagues refrains fraternels après boire. Cette inquiétude est de plus en plus sensible parmi les maçons éclairés à partir environ de 1735. Le remède le plus simple, le seul logique, paraît être de redonner aux admissions une sévérité qu'on leur a laissé perdre et de créer, à l'imitation de l'Angleterre, une autorité qui seule détiendra le droit de faire de nouveaux maçons; en sorte que nulle Loge n'en pourra recevoir que par procuration en quelque sorte, sous le pouvoir ou la dispense du Grand-Maître.

Il n'est pas du tout question de toucher aux droits des loges et à leur liberté de recrutement. Mais, en se montrant

sévère sur la qualité des maîtres de celles-ci, d'assurer par contre-coup la qualité de leurs choix à venir.

Les idées d'organisation et le rôle de Ramsay. — Le détail des tractations qui durent se mener à cet effet nous échappe encore complètement, probablement à jamais. La Grande-Loge d'Angleterre semble bien n'y avoir joué aucun autre rôle que d'exemple. Certains Maçons distingués en prirent-ils l'initiative? N'y eut-il pas plutôt de simples échanges de vues? La seule chose certaine est qu'au printemps de 1737 l'un des esprits les plus curieux du moment, un Maçon dont on a fort vilipendé le zèle, mais qui semble mériter mieux que l'espèce d'opprobre où beaucoup le tiennent encore, le chevalier Ramsay, se décida à une réforme. Écossais d'origine, naturalisé français, converti catholique par Fénelon, de l'entourage du Régent qui fit de ce fils d'un boucher un chevalier de Saint-Lazare, en récompense de ses qualités de précepteur, André Michel Ramsay conçut un plan original et hardi de rénovation de l'ordre.

L'économie de ce projet peut se résumer en ceci : faire nommer par les Maîtres de Loges « les plus distingués de Paris » un Grand-Maître dont la haute naissance serait pour l'ordre un véritable parangon. Le choisir tel qu'il rassurerait aussi le pouvoir, en cette année 1737 assez mal disposé pour la Maçonnerie. Enfin — et c'était l'audace la plus ingénue — profiter de cette réformation intérieure pour intéresser à l'ordre le roi ou du moins le ministre.

Les recherches de Lantoin ont dissipé tout doute sur l'authenticité du fait. Les deux lettres de Ramsay à Fleury existent et sont connues, le discours n'est pas plus contestable. Mais le roi ni le ministre ne pouvaient pourtant patronner une société que leur police tracassait à ce moment même. Fleury répondit donc ou fit répondre par un refus. La trace crayonnée de son opinion n'est plus guère sur l'original de la

lettre de Ramsay qu'un hiéroglyphe où Lantoine a pu lire *le roy même s'en est moqué* et d'autres bribes moins certaines.

C'est à cette démarche que se rapporte, avec le plus de vraisemblance, la menace qu'aurait proférée Louis XV de faire embastiller le grand seigneur qui oserait devenir Grand-Maître de l'ordre condamné. Le fait certain est qu'il n'y eut point de nomination cette année là. L'Assemblée générale annoncée par Ramsay à Fleury n'eut peut-être même pas lieu. Reste du moins le discours de Ramsay, dont la fortune fut éclatante.

Le discours de Ramsay. — Après un bref exorde où il félicite un nouvel initié imaginaire, le chevalier expose quelles sont les vertus maçonniques. Il en distingue quatre : *La philanthropie, la morale pure, le secret inviolable et le goût des beaux-arts.* Et il développe tour à tour chacun de ces quatre points. La philanthropie maçonnique est une fraternité universelle aux yeux de laquelle *le monde entier n'est qu'une grande République, dont chaque nation est une famille, et chaque particulier un enfant.* C'est parce que dans les nations de l'antiquité, *l'amour de la patrie mal entendu et poussé à l'excès, détruisait..... l'amour de l'humanité en général* que ces nations, malgré leurs Sages, ont croulé ; et l'auteur donne, comme type de société universelle de *confraternité..... des nations*, la tentative des Croisés. Cette *nation toute spirituelle*, ne doit point du reste déroger aux divers devoirs que la *différence des États exige.* Rarement la distinction fut mieux faite entre les devoirs du patriotisme, état de fait, et de l'humanité. règle de conscience.

La seconde disposition requise est la pratique de la vertu. Elle est la base de l'étude maçonnique, l'apprenti est instruit des *vertus morales et philanthropes*, le compagnon des *vertus héroïques*, le maître des *vertus surhumaines ou divines.* Et comme

« La parfaite raison fuit toute extrémité », les Francs-Maçons, imitateurs même en cela des Croisés, nous dit l'auteur, sauront tempérer de gaieté et de repas aimables l'austérité de la doctrine; ils sauront aussi bannir des Loges tout ce qui pourrait nuire à cette *harmonie parfaite qui ne se trouve que dans le retranchement de tous les excès indiscrets et de toutes les passions discordantes.*

Puis l'orateur aborde son troisième point et justifie le secret nécessaire : *ce secret inviolable qui contribue puissamment à lier les sujets de toutes les nations.* Ceux qui le violeraient en supporteraient les conséquences, mais l'orateur n'a garde de dissimuler que *les plus grandes peines sont les remords de (la) conscience, la honte de la perfidie et l'exclusion de notre ordre.* Et, comparant la maçonnerie aux antiques mystères avec lesquels elle n'est point sans analogie, l'auteur explique que ceux-ci se gâtèrent peu à peu et que *la source de toutes ces infamies fut l'admission de l'un et l'autre sexes aux assemblées nocturnes.* Donc, pas de femmes dans l'Ordre.

Non que « le sexe » ne sache conserver un secret.

*Mais on craint que l'amour entrant avec ses charmes
Ne produise l'oubli de la fraternité.*

La quatrième vertu enfin est le *goût des sciences utiles et des Beaux-Arts.* Le but matériel de l'ordre serait ici d'établir une somme des connaissances humaines, qu'il est seul capable de composer; le devoir de tous les frères est d'y *contribuer par sa protection, par sa libéralité ou par son travail.* C'est là qu'Amiable a voulu voir une allusion à la future Encyclopédie. C'est peut-être un peu tôt. Ce qu'exprimait l'orateur était le vieux rêve déjà cher à un Pic de la Mirandole ou à un Thomas More, la mise en œuvre de la science universelle. Il pensait bien plus vraisemblablement au dictionnaire d'Ephraïm Chambers paru en 1728. Mais ce qu'il apportait de *neuf*, c'était la conception coopérative et l'idée qu'un

groupe restreint ne saurait jamais y suffire. A en croire Michaud, une souscription de 10 livres aurait, à la suite de ce discours, été demandée aux Francs-Maçons universels pour mener à bien cette œuvre là. Mais Michaud écrit fort après que l'Encyclopédie a paru ; et est bien sujet à caution ! Ramsay entame alors l'histoire de l'Ordre. Plus critique qu'il n'en a l'air, il n'ignore pas que *chaque famille, chaque République et chaque Empire... a sa fable, sa vérité, sa légende et son histoire, sa fiction et sa réalité*. Et, écartant les origines bibliques de la maçonnerie, il en situe le point de départ aux *guerres saintes dans la Palestine*, explique l'origine de *Loges de Saint-Jean* par la fusion des Croisés avec les Chevaliers de Saint-Jean de Jérusalem ; la ramène en Écosse à Hilvesmen en 1326, et, en suivant parallèlement à travers une fantaisiste histoire de l'Angleterre, les méandres compliqués et les pénibles vicissitudes jusqu'au règne d'Edouard I^{er}, fait de ce prince le rénovateur de la maçonnerie universelle. L'orateur arrête là cet exposé historique, sur lequel nous aurons besoin de revenir et conclut par un morceau d'éloquence à la gloire du Grand-Maître français, du roi Louis XV, du ministre Fleury, de la maçonnerie et de la France qu'il salue en finissant du beau titre de *Patria gentis humanæ*.

Tel est ce discours si souvent invoqué, si rarement connu ; dont la partie historique est certes caduque ; mais dont le dogmatisme philosophique n'a que bien peu vieilli. Il soulève encore à l'heure présente des problèmes mal élucidés. Sa date — 20 mars 1737 — reste en contradiction avec l'allusion que ce discours fait au Grand Maître de France, *décidé à ce qu'on ramène [notre ordre] à sa première institution*, puisque c'est le 24 juin 1738 qu'il y eût pour la première fois un Grand-Maître général et perpétuel de la Franc-Maçonnerie française. Mais son importance est considérable, de même que son influence.

Notre opinion est qu'il faut en considérer la fin comme

une anticipation. Ramsay pensait prendre la parole à l'issue de cette réunion du 22 mars quand le grand maître désigné aurait déjà été investi ; et les remerciements hyperboliques que contient la dernière page se seraient trouvés alors justifiés par la protection que le souverain et Fleury auraient dû accorder à l'Ordre, et qui en eussent rendu possible la réorganisation. Mais ni Fleury ni le roi n'acceptèrent ce rôle. Il n'y eut pas de réunion. Le discours écrit ne fut pas prononcé. Et la date de parution n'a jamais été exactement déterminée. Peut-être, c'est même le plus probable, ne fut-il publié qu'après l'élection du duc d'Antin (24 juin 1738).

L'essentiel est qu'il posait un plan de réformes et offrait à la maçonnerie un idéal, tout inspiré de l'esprit des Constitutions d'Anderson ; mais aussi d'une austérité de but qui contrastait avec les habitudes de gens dont les *Loges de table* finissaient par absorber tout le zèle.

La Grande-Maîtrise du duc d'Antin. — L'échec d'une nomination en 1737, quelle qu'en soit la cause réelle, ne devait être que très provisoire. L'année suivante, une réunion générale des maîtres de loges de Paris élisait à la Saint-Jean d'été, Louis de Pardaillan de Gondrin, Grand-Maître général et perpétuel des Loges de France. L'idée de Ramsay avait abouti. La Grande-Loge d'Angleterre n'était pour rien dans cette élection. Les maçons français ne manquèrent pas une occasion de souligner leur déférence pour cette mère commune et leur respect de ses constitutions. Tout de même, qu'ils le voulussent ou non, en créant une Grande-Maîtrise, ils se dissociaient de l'établissement britannique.

Celui-ci en ressentit quelque humeur dont nous avons vu l'écho au précédent chapitre, dans la note qui accompagne la réédition de 1738 des Constitutions.

Quel fut le rôle maçonnique du duc d'Antin ? Les textes sont à peu près muets à son sujet. Son histoire traditionnelle

s'embellit de légendes heureuses. Elles n'ont point une valeur absolue. Né le 9 novembre 1707, M. de Gondrin n'est duc d'Antin que depuis 1736, date où mourut son père, le petit fils de M. et Mme de Montespan. Cette ascendance illustre fait du nouveau duc le petit neveu du duc du Maine, et lui vaut une assez bonne noblesse pour faire figure à la cour. Il est gouverneur de l'Orléanais, capable à coup sûr d'en imposer à un Lieutenant de police du roi. Mais les anecdotes qui courent à ce sujet n'ont aucune authenticité. Elles sont l'imagerie courante dont s'illustrent toutes les biographies chevaleresques, un peu pauvres en certitude. C'est à Lalande qu'il faut faire remonter le faisceau de ces actes d'audace où le jeune Grand-Maître s'interpose, l'épée à la main, entre les sbires et ses frères. Dès 1743, des libelles anonymes racontaient de pareils héroïsmes, en Hollande, en Autriche, en Toscane. Mais leur auteur changeait avec le royaume. Rien n'empêche expressément d'y croire ; rien n'autorise à en être sûr. Que le moindre rapport de police commentant l'incident ferait bien mieux ici notre affaire !

En 1742, le recueil maçonnique du frère de la Tierce, allait charger le duc d'Antin d'une autre gloire, celle-là non seulement douteuse, mais impossible. Le livre, paru à Francfort-sur-le-Mein (ce n'est bien entendu qu'une fausse origine destinée à pallier au refus du privilège royal), lui attribue le discours de Ramsay.

Et Amiable et Colfavru acceptèrent encore cette donnée que tous les faits contredisent. Ils en louent la hauteur de vues, les conceptions toutes modernes, la généreuse inspiration. Ils ont raison ; mais c'est Ramsay qu'ils complimentent.

Dans le silence des événements authentiques qui marquent les cinq années de cette Grande-Maîtrise (1738-1743) bornons-nous à constater que les persécutions du pouvoir royal ont cessé ; et que la Franc-Maçonnerie n'est plus inquiétée dans son essor. C'est sans doute en partie parce que l'opinion minis-

térielle s'est adoucie à son égard ; il semble au moins probable que la présence à sa tête d'un jeune grand seigneur, qui n'est ni un politique ni un conspirateur, a contribué à ce radoucissement du pouvoir.

Deux faits du moins demeurent acquis quand Mgr le duc d'Antin meurt prématurément à 36 ans, le 9 décembre 1743 ; la Franc-Maçonnerie française, riche à Paris d'une vingtaine de Loges affiliées au lieu des quatre qu'elle comptait en 1736, possède deux choses indispensables à son développement ultérieur : une doctrine : le discours de Ramsay ; un embryon d'organisation : la Grande-Maîtrise.

BIBLIOGRAPHIE

Mêmes sources et références qu'au chapitre I.

TEXTES ET RÉCITS

Discours

Qui se prononce à la réception des *Free-Masons* (1).

..... Les hommes ne sont pas distingués essentiellement, par la différence des langues qu'ils parlent, des habits qu'ils portent, des Païs qu'ils habitent, ni des dignités dont ils sont revêtus. Le monde entier n'est qu'une grande République dont chaque nation est une famille, et chaque particulier un enfant, c'est pour faire revivre et répandre ces anciennes maximes, prises dans la nature de l'homme, que notre Société fut établie. Nous voulons réunir tous les hommes d'un esprit

(1) C'est une version, avec de très légères variantes, du discours de Ramsay, mais publiée sans nom d'auteur.

éclairé, d'une humeur agréable, non seulement par l'amour des beaux-Arts, mais encore plus par les grands principes de vertu où l'intérêt de la confraternité devient celui de tout le genre humain, où toutes les Nations peuvent puiser des connaissances solides et où les bons sujets de tous les différents royaumes peuvent conspirer sans jalousie, vivre sans discorde, et se chérir mutuellement sans renoncer à leur patrie

.....
 La saine morale est la seconde disposition requise dans notre Société. Les ordres religieux furent établis pour rendre les hommes chrétiens parfaits, les ordres militaires pour inspirer l'amour de la belle gloire, et l'ordre des Francs-Maçons fut institué pour former des hommes, et des hommes aimables, des bons citoyens et des bons sujets, inviolables dans leur promesse, fidèles adorateurs du Dieu de l'amitié, plus amateurs de la vertu que de la récompense :

*Polliciti servare fidem sanctumque vereri
 Numen amicitiae mores non munus amore.*

Ce n'est pas cependant que nous nous bornions aux vertus purement civiles, nous avons parmi nous trois espèces de confrères, des novices ou des apprentifs, des compagnons ou des profès, des maîtres ou des parfaits. Nous expliquons aux premiers les vertus morales et philanthropes, aux seconds, les vertus héroïques, aux derniers, les vertus surhumaines ou divines, de sorte que notre institut renferme toute la philosophie des sentiments et toute la théologie du cœur.....

..... Ici l'amour de tous les devoirs se fortifie ; nous bannissons de nos Loges toutes disputes qui pourraient altérer la tranquillité de l'esprit, la douceur des mœurs, les sentiments d'amitié, et cette harmonie parfaite qui ne se trouve que dans le retranchement de tous les excès indiscrets et de toutes les passions discordantes.

Les obligations donc que l'ordre vous impose, sont de protéger vos confrères par votre autorité, de les éclairer par vos lumières, de les édifier par vos vertus, de les secourir dans leurs besoins, de sacrifier tout ressentiment personnel et de rechercher tout ce qui peut contribuer à la paix, à la concorde et à l'union de la Société.

Nous avons des secrets, ce sont des signes figuratifs et des paroles sacrées qui composent un langage, tantôt muet et tantôt très éloquent pour se communiquer à la plus grande distance, et pour reconnaître nos Confrères de quelles langues et de quels pays qu'ils soient... Ces signes et ces paroles rappellent le souvenir, ou de quelque partie de notre science, ou de quelque vertu morale ou de quelque mystère de la loi... Jamais aucun confrère n'a trahi nos secrets ; les esprits les plus légers et les moins instruits à se taire, apprennent cette grande science aussi tôt qu'ils entrent dans notre société, tant l'idée de l'union fraternelle a d'empire sur les esprits. Ce secret inviolable contribue puissamment à lier les sujets de toutes les Nations, et à rendre la communication des bienfaits facile et mutuelle entre eux : nous en avons plusieurs exemples dans les annales de notre ordre. Nos confrères, qui voyagent dans les différents pays de l'Europe, s'étant trouvés dans le besoin, se sont fait connaître à nos Loges, et aussitôt, ils ont été comblés de tous les secours nécessaires ; dans les temps même des guerres les plus sanglantes, des illustres prisonniers ont trouvé des Frères où ils ne croyaient trouver que des ennemis. Si quelqu'un manquait aux promesses solennelles qui nous lient, vous savez, Monsieur, que les plus grandes peines sont les remords de la conscience, la honte de la perfidie et l'exclusion de notre Société.

(Extraits de *l'Histoire de la Société des Free-Masons*,
Londres, Isaac Festetitz 1743, p. 128-137).

CHAPITRE III

Les difficultés intérieures sous la maîtrise du comte de Clermont (1743-1771)

L'anarchie dogmatique : les Hauts-Grades. — L'anarchie administrative : l'insuffisance du Grand-Maître. — Les conséquences de cette double désagrégation.

RÉSUMÉ

Pendant plus d'un quart de siècle (1738-1771) la Franc-Maçonnerie française sera aux prises avec de graves difficultés intérieures, dues à une double anarchie dogmatique et administrative.

La première est la conséquence de la superposition aux trois grades symboliques de nouvelles dignités : les Hauts-Grades appelés souvent Maçonnerie Écossaise, bien qu'ils paraissent nés en France. Le but commun de ces créations, très variées de formes, semble avoir été d'épurer l'ordre en l'aristocratisant. On peut y distinguer deux tendances. Les grades chevaleresques prétendent se rattacher à une tradition venue des ordres mi-religieux, mi-militaires issus des croisades. Les grades de vengeance ont fini par confondre les vengeurs du M.^o. Hiram avec ceux de Jacques de Molay, Grand-Maître des Templiers et sont pour cela aussi appelés grades templiers. Parmi les très nombreuses formations maçonniques de ce temps, les plus intéressantes sont les Élus de Lyon (1741); le Chapitre d'Arras (1745), dont la création est faussement attribuée à Charles

Edouard Stuart ; les Écossais fidèles de Toulouse (1747) ; la Mère-Loge de Marseille (1750) ; le Chapitre de Clermont (1754) ; tous très jaloux de leurs prérogatives, mais constitués par des maçons réguliers, munis d'abord des grades symboliques.

Cette diversité n'épura pas l'ordre, mais rendit la situation inextricable. Le Grand-Maître, le comte de Clermont, manquait d'autorité et de zèle. Il abandonna la direction effective de l'ordre, d'abord au financier Baure, puis au maître à danser Lacorne. Les Loges prirent ainsi de plus en plus d'indépendance. Beaucoup même se firent constituantes. Pour tâcher d'uniformiser les Loges ainsi créées, les Maîtres de Loges de Paris, qui avaient élu le Grand-Maître, s'organisèrent d'eux-mêmes en une sorte de Conseil d'administration : la Grande-Loge, qui eut ses officiers directeurs : président, secrétaire, trésorier ; et qui se donna pour tâche de délivrer ou régulariser toutes les patentes. La plupart des ateliers y consentirent, préparant ainsi l'unité de la maçonnerie française.

Une querelle de personnes allait la retarder durant des années. Un certain nombre de Maîtres de Loges de Paris — les plus aristocratiques à ce qu'il semble — jaloux de l'autorité du substitut du Grand-Maître : Lacorne, dirigèrent contre lui et ses partisans une campagne qui, en 1762, le fit relever de ses fonctions et remplacer vraisemblablement par Chaillon de Jonville. Non contents de cette révocation, les vainqueurs évinçèrent en 1765 Lacorne et les siens de tout emploi dans l'administration de la Grande-Loge. Ils provoquèrent une révolte dont la véhémence fut telle qu'en 1766, le lieutenant de police fermait la grande loge. Elle allait rester cinq ans en sommeil, sans que la vie maçonnique française fût pour autant interrompue.

L'anarchie dogmatique : les Hauts-Grades. — La Franc-Maçonnerie française ne devait pas bénéficier tout de suite des avantages que semblait comporter cette double

acquisition. La constitution, telle que l'interprétait Ramsay, demeura longtemps lettre morte; et le nouveau Grand-Maître manquait de la valeur nécessaire pour diriger le corps maçonnique.

Au lieu de chercher sa rénovation dans l'application stricte des vertus que préconisait l'orateur de 1737, l'ordre naissant crut plus expédient d'avoir recours à une sorte d'épuration intérieure. On ne pouvait guère répudier des francs-maçons régulièrement initiés. Mais il était peut-être possible d'instituer une super-maçonnerie, une maçonnerie d'élite, dans laquelle seuls seraient admis des frères de choix, par leur naissance ou leurs vertus. Dès ce moment, le principe de la maçonnerie des Hauts-Grades était inventé. Quant à déterminer où elle naquit effectivement, par qui elle fut inaugurée, quelle filiation y conduisit, les historiens profanes et maçonniques y ont perdu leur exégèse, et parfois même leur sérénité scientifique. Il paraît vraisemblable que cette maçonnerie dite *Écossaise* a eu son berceau en France; on peut y discerner des emprunts indiscutables à divers types de Sociétés du passé plus ou moins secrètes. Une obscurité impénétrable continue à en recouvrir les premiers temps. L'allusion que fait Ramsay à la persistance de la maçonnerie des Croisés en Écosse peut être la raison de la nouvelle appellation. Lantoin a édifié une dialectique redoutable, contrefortée de lectures immenses, et toute barbelée d'ironies, pour ne pas réussir à démontrer qu'elle était la continuation des Rose-Croix germaniques, que le physicien Ashmole aurait réintégrés dans des Loges opératives britanniques. D'autres ont voulu y voir: qui, une survivance de l'ordre des chevaliers du temple; qui, une création jacobite pour perpétuer le souvenir de Charles I^{er}; qui, une intervention des Jésuites pour opposer à la maçonnerie déiste et libérale des anglais une contre-maçonnerie catholique et sectaire. Et tous ces exégètes subtils ont trouvé, dans des commentaires ingénieux des

symboles et des rituels, des preuves, ou du moins des présomptions, en faveur de la thèse qui leur était chère. Il ne saurait être question de nier l'intérêt de ces recherches. Leur complexité dépasse trop le cadre de ce modeste précis pour qu'il soit possible de les exposer en détail. Rien que l'ouvrage de Lantoine, qui veut n'être que *l'Histoire de la Maçonnerie chez elle*, y consacre 145 p. (79-224) sur 450, non sans quelque disproportion avec d'autres problèmes, d'importance historique vraisemblablement supérieure. Les faits positifs qu'il est indispensable de connaître peuvent se ramener aux suivants. Très tôt, et au plus tard à partir de 1742, les ouvrages français qui traitent de la Franc-Maçonnerie connaissent un quatrième grade, appelé d'abord Maître-Écossais, et dont les « signes, mots et attouchements » se trouvent rapportés par le recueil de la Tierce. A partir de ce moment et avec une grande rapidité, les grades dits écossais vont pulluler, spécialement en France ; mais aussi dans les maçonneries voisines ; encore que la maçonnerie anglaise conserve — sauf en ce qui concerne le grade de Royal-Arch — sa fidélité aux trois grades symboliques originels.

Ces grades nouveaux ont été assez heureusement répartis dans le livre récent de R. Le Forestier en deux groupes : les grades chevaleresques et les grades de vengeance.

Les grades chevaleresques, avec d'innombrables variétés d'appellation et de combinaisons, dérivent du type du *chevalier d'Orient*. Ils semblent bien avoir eu pour but de *légitimer et d'accentuer le caractère aristocratique, auquel prétendait la maçonnerie écossaise*. Ils plaisent, à ce qu'il semble, par l'espèce d'aristocratie qu'ils confèrent. Ils essaient tous, au prix d'entorses parfois bien pénibles pour la vérité historique, de se rattacher à ces chevaliers de Saint-Jean que Ramsay avait eu l'imprudence de donner comme rénovateurs de l'ordre maçonnique.

Les grades de vengeance sont beaucoup plus complexes.

Il semble que le point de départ en soit dans le prolongement de la légende pseudo-biblique qui sert de trame à l'initiation au grade de Maître. La vengeance du meurtre d'Hiram en est le thème commun, différencié à l'infini, avec parfois d'assez macabres inventions dont R. Le Forestier a souligné judicieusement le mauvais goût. En confondant Hiram et Jacques Molay, on arrive à établir une deuxième série de grades de vengeance : les grades templiers qui partent de ce postulat que le meurtre d'Hiram n'est qu'un voile allégorique pour masquer les événements sanglants dont le Grand-Maître du temple fut la victime..... plus ou moins innocente. Établissons une troisième série symbolique, la victime n'est plus Jacques Molay, mais Charles premier Stuart ; la Veuve n'est plus l'ordre templier — après avoir été la nature divinisée — mais Henriette de France, etc., etc. Rien ne prouve du reste que les contemporains n'aient point accepté ce symbolisme pour argent comptant, et qu'il n'y ait pas eu de ce chef une cause nouvelle à la faveur dont les grades écossais allaient jouir, à partir de 1740-1745.

Il n'est pas possible enfin de ne pas souligner l'argumentation qui est la thèse même de l'ouvrage de R. Le Forestier : l'occultisme latent et le goût du XVIII^e siècle pour l'hermétisme auraient fortement aidé la diffusion des nouveaux grades. Le symbolisme des Rose-Croix, l'interprétation alchimique du mot sacré du grade : *Igné-Natura-Renovatur-Integra*, prouvent qu'il y eut au moins une incontestable imprégnation.

Mais s'il est relativement aisé de sérier les inventions de l'écossisme, même d'en établir les ascendances spirituelles, ce qui ne veut nullement dire les filiations, la besogne devient presque impossible lorsqu'on essaye de se reconnaître dans la floraison si touffue et si hétéroclite qui allait en proliférer.

Au rebours des trois grades symboliques dont l'unité d'origine, la régularité des transmissions, l'étroitesse des

bornes, fixées par les fameux *Landmark*, assurent la permanence et la pureté, les grades écossais n'ont d'autre source positive que l'imagination plus ou moins érudite de ceux qui les créent. *Ceux-ci*, c'est une constatation essentielle, *sont tous des maçons réguliers*. Ils ne prétendent donc pas modifier l'ordre, mais en compléter l'édifice par un autre qui s'y superpose sans s'y mêler, et partant sans l'altérer. Ils se défendent d'être hérétiques. Et au début du moins ils ne sont pas considérés comme tels. Quand l'antagonisme se dessinera entre elles et les Grandes-Loges, les Loges dites écossaises auront déjà tellement essaimé qu'il sera à peu près impossible d'en arrêter désormais l'essor. Et quand la Grande-Loge d'Angleterre en 1756 essaiera de freiner le mouvement, elle marquera bien sa désapprobation, mais n'enregistrera aucun résultat pratique. Le seul qu'elle obtiendra, sans l'avoir cherché, sera de rendre plus active cette chasse aux ancêtres à laquelle se livrent les fabricants de grades nouveaux. Et une légende, aux formes diverses, naîtra du besoin de cette généalogie « ancienne » et « acceptée » : celle de la Loge de Kilwinning ou de Héredom, ou de Kilwinning d'Heredom, Mère-Loge écossaise, qui aurait la première pratiqué les grades supérieurs. L'un de ses deux patronages : *Heredom*, prenant cette fois un homme pour le Pirée, n'est que le terme légèrement déformé d'*Harodim*, nom dont on saluait les maîtres d'après le rituel de 1743. L'autre correspond bien en effet à un village de l'Ayrshire, sur la petite rivière du Garnock, près du Forth de la Clyde, entre Kilmarnak et Greenock, où la tradition maçonnique affirme la très lointaine présence d'une loge opérative. C'est assez — pour qui se contente d'approximations — pour justifier l'ancienneté de ces inventions dont le discours de Ramsay se fit, innocemment à ce qu'il semble, le plus efficace propagandiste.

Le malheur est que l'existence d'une Mère-Loge écossaise d'Heredom de Kilwinning ne suffit point à apporter quelque

unité dans les grades, censés constitués d'après son ancien rituel.

Chaque rite nouveau s'empresse de constituer autour de lui des filiales et la maçonnerie française devient un véritable chaos. Ragon s'est efforcé d'en dresser un catalogue complet que Lantoin lui emprunta, sans le modifier beaucoup, mais sans citer, pour une fois, ses sources. Elus de Lyon (1743); Loges de perfection de Bordeaux (1744); chapitre d'Arras (1745) qui ne fut pas créé par Charles Edouard, mais semble avoir eu pourtant une existence réelle; Écossais fidèles de la Vieille-Bru de Toulouse (1747); Mère-Loge écossaise de Marseille (1750); souverain Conseil, Sublime Mère-Loge du grand globe français (1752); chapitre de Clermont (1754), l'un et l'autre à Paris; Cour des Souverains commandeurs du Temple de Carcassonne (1758). Comment s'y reconnaître dans cette collection presque infinie de grades et de puissances, qui, non satisfaits d'essaimer en France, semblent, s'il faut attribuer une valeur historique à cette patente du Frère Steph. Morin qui fit déjà couler tant d'encre, vouloir aussi conquérir les colonies et le nouveau monde! L'origine en est variée et les manifestations diverses, si toujours les créateurs conservent l'opinion que leur réforme est supérieure en vertu à toutes les réformes voisines. Pour certaines au moins de ces minuscules obédiences, l'influence jacobite n'est pas douteuse. Le chapitre d'Arras a transformé ce point de départ en une filiation directe. Les *Écossais fidèles de Toulouse* peuvent plus précisément établir la leur. Un document maçonnique de 1784 salue le Comte de Barnwall de Tremlestown, en Loge, à l'occasion du ralliement de la Sagesse au Grand-Orient, du nom de « père de la maçonnerie Toulousaine ». C'est un grand seigneur irlandais, exilé pour sa foi catholique que ce Franc-Maçon méridional. Jean de Barnwall de Tremlestown porte sous le cimier de baronnet un écu d'argent à quinze mouchetures d'hermine avec la devise

si proche de celle des ducs de Bretagne dont il a aussi les couleurs : « Malo mori quam foedari ». Ce n'est qu'en 1745 que Louis XV, en le naturalisant, en fait un comte français. Il réside alors dans la banlieue de Toulouse, où deux ans plus tard il crée la Loge qui portera le nom d'*Écossais fidèles*, puis de *Sagesse et Union*, enfin de *Sagesse* tout simplement. Et l'immense correspondance où nous puisons ces détails (*Arch. dép. Haute-Garonne* E. 26, 27, 28, 29, 380, 635, 1345) ne laisse aucun doute sur la fidélité catholique et stuartiste de l'exilé. On nous pardonnera cette digression hors de proportion avec l'ensemble. Mais c'est la seule fois à notre connaissance que puisse être attestée sur des textes authentiques et d'époque l'action d'un grand seigneur britannique et jacobite dans la création d'une Loge écossaise en France.

L'anarchie administrative : L'insuffisance du Grand-Maître. — En présence de cette anarchie; ou — pour me servir d'une image plus adaptée à tant de chevaliers, de princes, de commandeurs d'Orient et d'Occident — de cette féodalité maçonnique, la Maçonnerie française d'origine anglaise n'allait-elle pas essayer, sous l'impulsion de son Grand-Maître, suzerain sans pouvoir de dissidents sans docilité, de reconstituer l'Unité ? Il semble bien que ce but n'ait jamais cessé d'être le sien. La besogne était malaisée, les hommes qui l'assumaient peut-être peu qualifiés pour la faire. En 1743, il existe bien un Grand-Maître; mais il n'est pas absolument certain que ce Grand-Maître soit, dès l'abord, à la tête d'une Grande-Loge. Celle-ci en tout cas ne se constituera officiellement que le 11 décembre 1743, elle demeurera longtemps moins puissante en fait que les maîtres perpétuels des ateliers, et malgré la promulgation, cette même année 1743, de constitutions nouvelles, même cette autorité précaire ne sera pas admise par toutes les Loges symboliques, qui du reste, ne semblent pas en province, avoir été consultées.

Les maçons écossais enfin, tout fantaisistes qu'ils soient, méritent de la considération par leurs vertus profanes, leur situation sociale, leur sélection plus rigoureuse.

Nous saisissons à peu près désormais la difficulté et la complexité du problème. Au moment où le Grand-Maître de Clermont prend possession de ses fonctions, les dangers de l'anarchie sont évidents, les faiblesses des Loges symboliques ne frappent pas moins les yeux clairvoyants. Il faut revenir en arrière ; reconnaître que l'auto-épuration aurait dû se faire à l'intérieur des ateliers réguliers, et non par une création adventice de grades nouveaux ; il faut être assez fort pour ensuite réintégrer, même de force, les dissidents dans l'ordre assaini. L'homme qui vient de recevoir le fardeau de cette besogne saura-t-il la mener à bien ?

Des textes, cités par Lantoine, montrent en tout cas qu'il y a pensé : le comte de Clermont est décidé à épurer l'ordre. A en croire un indicateur de police, il n'aurait même pas hésité à livrer lui-même à la police des frères prévaricateurs. Singulière application tout de même de l'abandon au bras séculier !

Enfin, le nom de Grande-Loge *anglaise* de France que prend alors la collectivité maçonnique française, au moins dans l'usage courant sinon dans les textes, paraît attester son désir de s'opposer, par un rappel de la tradition originelle, aux fantaisies de l'écossisme.

Mais l'ardeur de néophyte du comte de Clermont ne va pas beaucoup durer. Ce prince du sang est un homme très occupé, sa valeur est médiocre, sa moralité même assez suspecte. A plusieurs reprises il passera à l'armée de longues périodes qui ne lui permettront guère de diriger effectivement l'ordre. Il n'est pas très certain que, le premier zèle calmé, il eût même le désir de cette direction. Et très vite, le comte de Clermont usera des prérogatives que lui conféraient la Constitution d'Anderson et les adaptations récentes qui en

avaient été faites ; et pour pouvoir mieux s'acquitter de son office, et d'une manière plus facile et plus honorable, va se choisir lui-même son Député-Grand-Maître qui doit être alors, ou doit avoir été auparavant, le Maître d'une Loge particulière. Et celui-ci aura le privilège de faire tout ce que le Grand-Maître son principal, pourrait faire lui-même, à moins que le dit principal ne soit présent ou qu'il n'interpose son autorité par une lettre.

La nomination de ce haut administrateur que fut le financier Baure était peut être nécessaire. Elle n'était pas sans danger. Il est à peu près certain que ce personnage, fort mal connu en fait, a dû aux fonctions éminentes qu'il occupait, de très graves jalousies, promptes peut-être à se transformer en calomnies. Tenons-les, si nous voulons, pour négligeables. Il n'en reste pas moins que sa situation était délicate. Maître de Loge, il encourait par son élévation l'envie de tous ses confrères moins favorisés ; bourgeois, il manquait de l'autorité nécessaire pour imposer ses décisions à de grands seigneurs ; seul, ou à peu près, en présence de maîtres de loges inamovibles, il ne pouvait guère espérer maintenir dans la Grande-Loge une discipline qui, seule, en aurait assuré le bon fonctionnement. Le tome I de l'État du Grand-Orient de France, cité par Ragon peint ainsi la situation : *Les frères distingués qui dirigeaient la G. : L. : trouvant dans ses travaux ennui, sécheresse et monotonie, les négligèrent ; ils tombèrent dans la décadence, et la maçonnerie de Paris, dans le mépris, tandis qu'elle était suivie dans les provinces avec activité, zèle et délices* (t. I, p. 13).

L'État du Grand-Orient de France n'est pas une source historique de première valeur. Rédigé fort après les faits qu'il narre, il fourmille, nous le savons, d'erreurs graves. Mais lorsqu'il résume la situation générale d'une époque, sa tradition simpliste a beaucoup plus de chances d'avoir conservé des faits une idée grossièrement exacte. Son affirmation, d'accord avec la logique, paraît donc pouvoir ici être acceptée.

Remarquons-y la distinction qui s'y établit entre les Loges de Paris et celles de province. Livrées à elles-mêmes, celles-ci, moins soumises aux tiraillements des vanités contradictoires, travaillaient, prospéraient, essaimaient. La plus féconde de toutes, l'*Anglaise de Bordeaux*, en vingt ans (1740-1760) ne devait pas constituer moins d'une dizaine d'ateliers. Ces agrégats locaux n'avaient plus avec la grande loge, du reste peu active, qu'un lien bien flexible, et maintenu surtout par la volonté de celle-ci de ne pas, dans la mesure du possible, les laisser se détacher tout à fait d'elle.

Une grande pauvreté d'archives ne permet pas de suivre avec sûreté la vie de la maçonnerie au cours de cette époque. Il est possible de discerner pourtant un certain nombre de faits précis. Le plus net est la permanence des efforts de la grande loge pour étendre sa juridiction à un maximum d'ateliers. Elle délivre des constitutions — quelques monographies provinciales en font foi ; d'autres, trop rares, en fournissent le texte — et s'ingénie à ramener en son sein les ateliers nés en dehors d'elle. Elle procède à cet effet avec une prudence pleine de ménagements, soucieuse comme elle le dit à un des maîtres qu'elle intronise *de ne blesser ni la charité ni la politesse*. Elle affirme en même temps son droit, que n'appuie aucun texte, à gouverner toute la maçonnerie française ; les patentes qu'elle délivre le sont *au nom et avec la permission de Son Altesse sérénissime le comte de Clermont, prince du sang ; Maître de toutes les Loges régulières de France*. Enfin, elle a réussi, au moins en 1757, à devenir un organisme constitué, où l'on peut relever les signatures d'un secrétaire général des Loges régulières de Paris : *Moët*, Maître de la Loge du Secret (11 juillet 1757) ; d'un trésorier de la Grande-Loge : *Guyot*, Maître de la Loge de Saint-François ; du substitut du Grand-Maître : *Lacorne*, Maître de la Loge de la Trinité (1^{er} août 1758) ; et, enfin, d'un président de la Grande-Loge : *Cernaizot*, Maître de la Loge Dauphine.

Ce dernier titre mérite de retenir particulièrement l'attention ; il ne se confond en effet ni avec celui du Grand-Maître, ni même avec celui du substitut du Grand-Maître. Il permet donc de préciser la nature de la Grande-Loge. C'est une sorte de comité consultatif, formé par les Maîtres de Loges de *Paris*, et qui a fini par avoir un bureau (président, secrétaire, trésorier). C'est sous le même type que se constituent aussi des Grandes-Loges provinciales dont l'autonomie à son égard est aussi large que possible. Ses fonctions paraissent être de veiller à la régularité des créations maçonniques, en authentifiant les constitutions que nombre de Loges ne tiennent que d'une Loge-Mère opérant sans mandats. L'effort poursuivi dans ce but me semble du reste avoir été plus effectif qu'on ne l'indique à l'ordinaire. C'est du moins ce que je déduis de demandes de régularisation de constitutions à elle adressées par des Loges importantes comme *la Sagesse* à l'Orient de Toulouse, ou *Saint-Germain* à l'Orient de Nantes et dont leurs archives ont gardé les traces.

La désagrégation de la maçonnerie française. — Cependant, tandis que la maçonnerie bleue s'organise ainsi péniblement autour d'une Grande-Loge qui gagne peu à peu du terrain, mais est très loin cependant d'avoir une autorité unanimement reconnue, la maçonnerie écossaise continue de son côté une carrière parallèle et nullement hostile. Les Maîtres de Loges, qui assurent le recrutement de la première, ne dédaignent pas, pour eux, les grades que celle-ci confère ; et la plupart des signatures des membres de la Grande-Loge sont suivies de titres empruntés aux nouveaux rites : Ecos-sais, maître élu Ecos-sais, chevalier d'Orient. La Grande-Loge laisse faire, et le Grand-Maître, le comte de Clermont, est, à titre personnel, le Grand-Maître officiel de certaines de ces obédiences. L'écossisme est très loin encore d'avoir unifié ses titres et ses galons. Le seul principe d'unité, bien frêle,

réside dans la communauté de personne du chef de tous les maçons français. C'est beaucoup trop peu pour assurer la prospérité de l'institution.

Et voici qu'à partir de 1760 de nouvelles causes de trouble, dues à des querelles de personne, vont venir compliquer et assombrir encore une situation en elle-même déjà assez confuse et pénible.

A côté du substitut général Baure, le comte de Clermont a nommé à une date, qui ne peut pas être postérieure à 1758, un substitut particulier, le Maître de la Loge de la Trinité : le frère La Corne. C'est un maître de danse dont le choix soulève bien des rumeurs. Pour lui, plus encore que pour Baure, les précisions manquent. Sa mauvaise réputation ne nous est parvenue qu'à travers les attaques de ses adversaires. On peut juger du ton par ce simple extrait de Ragon :

Le marchand de flics-flacs (c'est Lacorne) bravant tous les murmures, s'empare des rênes de l'administration, peuple la G. . . L. . . de ses créatures, et avec leur appui, cet indigne chef de l'association devient puissant. Le réquisitoire est pittoresque, il n'est peut être pas tout à fait juste. Quoiqu'il en soit, une sorte de double courant se dessine désormais avec quelque netteté dans l'association. Les uns tiennent pour Lacorne, et le suivent ; les autres, s'étonnent et s'irritent de voir de « petites gens » diriger une association, où les nobles sont si nombreux. La patente de régularisation de la Sagesse est signée, en 1758, de frères tous roturiers. Au bas d'un des documents les plus illustres de l'histoire de la Maçonnerie, la fameuse patente Morin, nous trouvons bien encore La Corne, mais seul de sa catégorie. Il est entouré de Chaillon de Jonville, du Prince de Rohan, de Maximilien de Saint-Siméon, de Savalette de Bruchelely, du comte de Choiseul, de Boucher, de Lenoncourt, de Brest de la Chaussée. Dans ce document, dont du reste l'original n'a jamais pu être produit, ce qui oblige à bien des réserves sur son authenticité, ils figurent sans doute

non comme les représentants de la Grande-Loge, mais d'une puissance écossaise : la loge de perfection Saint-Jean de Jérusalem à l'O. de Paris. Mais deux au moins : Chaillon de Jonville et Brest de la Chaussée vont pourtant jouer un rôle dans les événements qui se préparent. Il est permis de se demander si la grande lutte qui s'engage alors n'est pas un épisode de l'opposition entre la bourgeoisie et l'aristocratie pour l'administration de cette puissance nouvelle : la maçonnerie ? Il paraît en tout cas certain, au milieu des témoignages contradictoires, que la grande loge de France va connaître durant plusieurs années de pénibles tribulations.

Nombre d'ateliers se refusent à travailler sous l'autorité de ceux qu'ils appellent les *lacornards*. Ceux-ci, forts du droit que leur donnent les constitutions, continuent cependant à établir et à régulariser des ateliers. Les dissidents en font autant de leur côté. L'anarchie dure jusqu'au jour (24 juin 1762) où le prince de Clermont, peut-être malheureux, à coup sûr inconstant dans son choix, remplace Lacorne et nomme Chaillon de Jonville, substitut général. La tradition commune veut que la majorité des maçons ait approuvé ce changement de personnel. Cela me semble douteux, nous verrons tout à l'heure pourquoi. Il est certain en tout cas que cette majorité n'est pas l'unanimité. Quelque temps cependant, l'ordre paraît rétabli, soit que les « *Lacornards* » plus faibles, s'inclinent devant la volonté de la majorité, soit que, Lacorne, relevé de ses fonctions, considère qu'il a perdu le droit légitime qu'il tenait jusque-là, par délégation du Grand-Maître, de constituer des ateliers. Mais ses partisans et lui conservent l'espoir de redevenir les plus forts ; ils sont maîtres de Loges et ont ainsi leur place dans l'administration de la Grande-Loge. Est-ce à un retour offensif des « *Lacornards* » qu'il faut attribuer l'espèce de coup d'État de 1765 ? Le fait certain est qu'aux élections triennales de cette année là, que Bord situe à la Saint-Jean d'été (2 juin) et A. Groussier

à la Saint-Jean d'hiver (27 décembre), tous les partisans de Lacorne sont évincés des emplois de la Grande-Loge, et que cette éviction ne dût pas être faite selon toutes les règles ; puisque les mêmes gens qui avaient accepté de fusionner avec leurs adversaires, après la révocation de 1762, protestent avec une telle force et un tel manque de mesure que la Grande-Loge prononce l'*exclusion* de quinze d'entre eux le 5 avril 1766 : les frères Labady, Duret, Léveillé, Peny, Bigarté, Daubertin, Guillet, Guillot, Hardy, Lacan, Maurin, Perrault, Pethe, Pirlet, Poupert.

L'affaire a désormais une gravité singulière. Exclus, les lacornards ont cessé d'être de l'obédience officielle. Ils font figure de schismatiques. La situation si tendue n'en est pas améliorée. La condamnation n'est pas acceptée. Les vaincus de cette querelle de cinq années en viennent enfin à ce coup de tête du 27 décembre 1766 où, à la fête de l'Ordre, ils envahissent la salle, se prennent aux basques avec leurs adversaires, se battent ; et la fête doit être reportée au 4 février 1767. Mais, dans l'intervalle, la police avisée du désordre, a pris des mesures pour en éviter le retour. Une assemblée extraordinaire est convoquée le 21 février 1767 ; ordre est donné aux Loges de suspendre leurs travaux, par décision de S. M. D'aucuns pensent même que ce fut à la requête du Grand-Maître. Cette mise en sommeil allait se prolonger quatre ans.

BIBLIOGRAPHIE

Cette période, d'une rare obscurité, n'a pour documents certains que les rares pièces conservées aux archives de l'Ordre ou dans des collections privées.

Le meilleur ouvrage, est celui de G. BORD, dont la sagacité critique s'étend sur beaucoup de documents particuliers, recueillis au cours de quarante années d'érudites et subtiles recherches. Malgré son hostilité

spirituelle, G. Bord reste en effet un des historiens les plus *droits* et les plus *avertis* de l'institution maçonnique. On peut tenir pour *constants* les faits qu'il affirme, pour *probables* ceux qu'il déduit.

Le plus solide résumé chronologique, indispensable à qui veut écrire l'histoire de l'ordre, est la *chronologie du Grand-Orient*, publiée par les soins du t. . . i. . . fr. . . A. Groussier, président du conseil de l'Ordre, dans les bulletins trimestriels et dont les trois premiers fascicules seuls (1725-1772), (1771-1773), (1773-1797) sont parus à ce jour (1^{er} juillet 1929). Les chercheurs y trouveront toutes les dates essentielles, avec l'indication des sources; et un commentaire qui est un modèle d'objectivité historique et de perspicacité critique.

Cf. aussi A. GROUSSIER, *Constitution du Grand-Orient de France par la Grande-Loge nationale*. Paris, 1931 (5931), chez Gloton, 7, rue Cadet.

TEXTES ET RÉCITS

« EXTRAIT TIRÉ MOT A MOT

DES CONSTITUTIONS QUI NOUS ONT ÉTÉ ENVOYÉES DE PARIS »

S. S. S.

Renovabis faciem terrae

Avec la permission de Son Altesse sérénissime le comte de Clermont prince du sang, Maître de toutes les Loges Régulières de France, nous soussignés Maître de la Loge du Secret, de celle de l'Équité, et de celle de Saint-Jean des amis de la vérité, Réunis dans la R. L. de Saint-Jean, sur les Représentations d'un nombre de Bons-Frères maçons de la ville de Toulouse dont le désir est d'exercer Régulièrement dedans et hors de loge les Loix de la franche maçonnerie et dont la demande est d'établir à leur texte pour les commander régir et gouverner en frère avec le titre de maître ; sur les preuves de probité et des bonnes mœurs du f. Maison sur les attestations de divers frères voyageurs qui l'ont vû travaillé dans les Trois grades, sans aucune innovation et sur le choix unanime des dits frères de Toulouse réunis nous nommons, installons

et constituons le dit frère Maison, Maître de la Loge de la Sagesse, et lui nommons pour surveillants dans ses travaux, Les Frères Courrège aîné, et Cadet. Et lui laissons liberté de choix pour ses quatre autres officiers. Enjoignons à tous les Frères de la dite Loge d'être soumis et obéir au R. Frère Maison toutes les fois qu'il leur commandera la Loge selon les loix de la vraie et franche maçonnerie et sans aucune innovation fait et scellé à Lorient très éclairé de la Loge Saint-Jean dans un endroit à l'abri du trouble, et des ténèbres et signé par les membres très respectables de ce dix Juillet de l'année maçonnique 5775 (sic) et de l'an de grâce mil sept cent cinquante sept. — frère Sean Pierre Moet maître de la Loge du secret maître élu Ecc. et Ch. d'Orient, Desseuy maître de la Loge de l'Équité — Journal — maître de la Loge Saint-Jean des amis de la vérité maître élu Ecc. et Ch. D — Baillot maître de la L du bon zèle, Bonvel maître de la L. de Bonnefoy — Guillot M. de la L. de Saint-François, Cernazot maître de la L. Dauphine, Robineau maître de la L. des prudens Duret maître de la L de l'Union. Vu et examiné la présente lettre d'installation moy secrétaire Général des Loges Régulières de Paris, jay confirmée au nom de tous les maîtres des loges selon le pouvoir qui m'en a été donné. Le 11 Juillet 1757 fr. Moet maître de la Loge du Secret et secrétaire général des Loges régulières de Paris Signé par confirmation.

Confirmation des Susdites Constitutions.

A la gloire du Grand Architecte de l'Univers et avec permission et autorité de notre très illustre et très vénérable frère le comte de Clermont prince du sang maître de toutes les L. Régulières de France.

Et Renovabis faciem terrae

Par les trois lumières mystiques que nous ne devons jamais perdre de vue, et d'un lieu très éclairé ou reigne le secret,

l'Union et le Silence l'an de la maçonnerie 7758 et du stile ordinaire le 1^{er} Août 1758.

Nous soussignés maître et officiers de la grande loge certifions et mandons à tous les Frères représentés tant sur terre, que sur mer que sur ce qu'il nous est revenu que les lettres de constitution de notre chère et féale fille La Loge de la Sagesse de Toulouse laissait des douttes de sa légitime Emanation dans l'esprit de quelques frères. Nous nous sommes par mandats exprès assemblés dans la Régulière Loge Saint-Jean où nous avons déclaré et déclarons par les présentes que les susdites lettres de Constitution sont légitimes et de nous accordées qu'elles l'ont esté dans toutes les formalités nécessaires et requises ; que les seings et sceaux y apposés sont véritables, que nul doute ne doit rester sur sa légitimité pour irrégularité ou omission quelconque qui pourrait s'y trouver, quelles doivent avoir toute force vertu, et pouvoir que nous rattifions par ses présentes, voulant que foy entière y soit ajoutée. — En conséquence, faisons expresses inhibitions et déffenses, à tous maîtres de loge, officiers et autres frères de les contester sur quelque prétexte que ce soit, — or donnons voulons et mandons à tous ; et un chacun de nos chers frères de Regarder comme bons, vrays et Légitimes maçons tant le vénérable frère Paul Maison maître de la Loge par nous constituée que tous les officiers et membres, et notre bon plaisir est que tous les actes et certificats de maçonnerie d'y celle émanés soient reçues et admis, que les munis, ou porteurs d'iceux n'essuient aucunes contestations ou reffus — lorsqu'ils seront revêtus des formalités requises, que tout accueil, admissions et secrets dûs et ordinaires leur soient faits et donnés, en conséquence déclarons tous les y contrevenant après connaissance et lecture prises de ces présentes auxquelles ne voulons et n'entendons déroger en façon quelconque comme reffractaires et désobéissants aux châtimens desquels il sera par nous avisé, notre intention étant d'entretenir l'union et le

et constituons le dit frère Maison, Maître de la Loge de la Sagesse, et lui nommons pour surveillants dans ses travaux, Les Frères Courrège aîné, et Cadet. Et lui laissons liberté de choix pour ses quatre autres officiers. Enjoignons à tous les Frères de la dite Loge d'être soumis et obéir au R. Frère Maison toutes les fois qu'il leur commandera la Loge selon les loix de la vraie et franche maçonnerie et sans aucune innovation fait et scellé à Lorient très éclairé de la Loge Saint-Jean dans un endroit à l'abri du trouble, et des ténèbres et signé par les membres très respectables de ce dix Juillet de l'année maçonnique 5775 (sic) et de l'an de grâce mil sept cent cinquante sept. — frère Sean Pierre Moet maître de la Loge du sècret maître élu Ecc. et Ch. d'Orient, Desseuy maître de la Loge de l'Equité — Journal — maître de la Loge Saint-Jean des amis de la vérité maître élu Ecc. et Ch. D — Baillot maître de la L du bon zèle, Bonvel maître de la L. de Bonnefoy — Guillot M. de la L. de Saint-François, Cernazot maître de la L. Dauphine, Robineau maître de la L. des prudens Duret maître de la L de l'Union. Vu et examiné la présente lettre d'installation moy secrétaire Général des Loges Régulières de Paris, jay confirmée au nom de tous les maîtres des loges selon le pouvoir qui m'en a été donné. Le 11 Juillet 1757 fr. Moet maître de la Loge du Secret et secrétaire général des Loges régulières de Paris Signé par confirmation.

Confirmation des Susdites Constitutions.

A la gloire du Grand Architecte de l'Univers et avec permission et autorité de notre très illustre et très vénérable frère le comte de Clermont prince du sang maître de toutes les L. Régulières de France.

Et Renovabis faciem terrae

Par les trois lumières mystiques que nous ne devons jamais perdre de vue, et d'un lieu très éclairé ou reigné le secret,

l'Union et le Silence l'an de la maçonnerie 7758 et du stile ordinaire le 1^{er} Août 1758.

Nous soussignés maître et officiers de la grande loge certifions et mandons à tous les Frères représentés tant sur terre, que sur mer que sur ce qu'il nous est revenu que les lettres de constitution de notre chère et féale fille La Loge de la Sagesse de Toulouse laissait des douttes de sa légitime Emanation dans l'esprit de quelques frères. Nous nous sommes par mandats exprès assemblés dans la Régulière Loge Saint-Jean où nous avons déclaré et déclarons par les présentes que les susdites lettres de Constitution sont légitimes et de nous accordées qu'elles l'ont esté dans toutes les formalités nécessaires et requises ; que les seings et sceaux y apposés sont véritables, que nul doute ne doit rester sur sa légitimité pour irrégularité ou omission quelconque qui pourrait s'y trouver, quelles doivent avoir toute force vertu, et pouvoir que nous rattifions par ses présentes, voulant que foy entière y soit ajoutée. — En conséquence, faisons expresses inhibitions et défenses, à tous maîtres de loge, officiers et autres frères de les contester sur quelque prétexte que ce soit, — or donnons voulons et mandons à tous ; et un chacun de nos chers frères de Regarder comme bons, vrays et Légitimes maçons tant le vénérable frère Paul Maison maître de la Loge par nous constituée que tous les officiers et membres, et notre bon plaisir est que tous les actes et certificats de maçonnerie d'y celle émanés soient reçues et admis, que les munis, ou porteurs d'iceux n'essuient aucunes contestations ou reffus — lorsqu'ils seront revêtus des formalités requises, que tout accueil, admissions et secrets dûs et ordinaires leur soient faits et donnés, en conséquence déclarons tous les y contrevenant après connaissance et lecture prises de ces présentes auxquelles ne voulons et n'entendons déroger en façon quelconque comme refractaires et désobéissants aux châtimens desquels il sera par nous avisé, notre intention étant d'entretenir l'union et le

Bon ordre, et de combattre détruire et extirper tout ce qui pourrait y préjudicier, exprimons à notre cher frère Paul Maison de se servir de nos présentes avec prudence et douceur — et de façon à ne blesser ny la charité, ny la politesse. Recommandons à tous frères d'éviter tout ce qui pourrait occasionner aigreur ou désunion, et à ne s'écarter de façon quelconque des vérités et Loys de la vraie et franche maçonnerie, fait et scellé en notre Grande-Loge à Lorient de Paris à l'abri du trouble et des ténèbres, le dit jour et an cy-dessus énoncé.

f. *Lacorne* Substitut du Grand-Maître Ecc. Mre de la Loge la Trinité — Bouvet Mre de la Loge de Bonne-foy. F. Guillot Mre de la Loge de Saint-François et Trésorier de la Grande-Loge. f. Thibault Mre de la Loge de Saint-André. Fr. Cernaizot président de la Grande-Loge Mre de la Loge Dauphine. F. Journal Maître de la Loge Saint-Jean des amis de la Vérité Elu Ecc... et Ch. d'Orient.

(Extrait du *Cayer des Délibérations et Réceptions*,
commencé le 1^{er} mai 1757
et fini le 20 juillet 1765 [F^o 38 à 41],
Archives des Loges Toulousaines.)

Nous en avons respecté l'orthographe
et la très mauvaise ponctuation.

CHAPITRE IV

La naissance du Grand-Orient (1771-1773)

L'activité maçonnique française pendant le sommeil de la Grande-Loge. — Du réveil de la G. . . L. . . à la naissance du G. . . O. . . A la recherche d'un Grand-Maître. Les projets d'union et de réorganisation (1771-1772). — La Constituante de 1773.

RÉSUMÉ

Pendant les années qui suivent la fermeture de la Grande-Loge, la vie maçonnique continue en France de la même manière un peu sommaire et anarchique. Les ateliers y semblent beaucoup plus occupés de mondanités et de querelles de préséances que de travail philosophique. En 1769, la création de la Loge des Neuf sœurs marque une orientation nouvelle, de grosse importance. Les penseurs prennent le pas sur les gens de qualité. C'est le commencement d'une renaissance qui durera jusqu'à la révolution.

Mais l'unité intérieure n'est pas rétablie ; et les lacornards, qui l'emportent en nombre et en zèle, continuent contre leurs adversaires des menées que facilite la querelle que la Grande-Loge a amorcée contre les Hauts-Grades, sans pouvoir la mener à bonne fin.

La mort du duc de Clermont (15 juin 1771) allait permettre à la maçonnerie française de reconstituer son unité, grâce à l'habileté qu'eurent les dissidents d'offrir et de faire accepter la Grande-Maîtrise à Louis-Philippe d'Orléans, duc de Char-

tres, cousin du roi. La réconciliation s'opéra, mais sans faire disparaître les antagonismes profonds qui séparaient les deux tendances. Pendant plus d'une année, les deux factions essayèrent de mettre sur pied une réforme constitutionnelle.

Le premier événement important fut l'union du souverain Conseil des Empereurs d'Orient et d'Occident et de la Grande-Loge de France (9 août 1772), sous le Grand-Maître d'Orléans. Une commission de huit membres, prise par moitié dans les deux obédiences, reçut alors la charge de réviser les statuts généraux de la maçonnerie. C'est de cette opération qu'allait naître, en mai 1773, le Grand-Orient, Grande-Loge nationale de France.

L'Interrègne: l'activité maçonnique de 1767 à 1771.

— Il ne faut pas que l'expression *mise en sommeil* de la Grande-Loge fasse illusion. Ce qui devenait interdit était la réunion de la Grande-Loge qui avait donné lieu à trop d'incidents tumultueux. Mais le Grand-Maître n'était pas mis en demeure de démissionner et les loges continuaient leur existence individuelle, qui se poursuivait selon les mêmes méthodes un peu anarchiques et sommaires. Qu'y faisait-on? Il est assez difficile d'en juger; les rares registres qu'il a été possible de consulter sont des procès-verbaux dont la sécheresse n'éclaire guère sur la nature des travaux; ils ne comportent en général que l'indication de l'ouverture et de la fermeture de l'atelier; les comptes de gestion (entretien ou location du local, banquets à raison d'un ou deux par an, et d'un prix d'ordinaire modeste: 2 à 3 livres par tête); les avis de réception et d'affiliation; parfois l'écho d'une querelle entre deux loges voisines ou deux fractions de la Loge. On y cherche en vain l'analyse des discours entendus, des avis échangés. Les mots de *vraye et franche maçonnerie* y reviennent comme une clause de style. Au vrai, il n'est pas possible de déduire des pièces ainsi retrouvées la moindre activité de pensée. Des

disputes de préséance, une espèce de formalisme cérémonieux, sans grande substance morale ou intellectuelle, telle semble être dans la grande majorité des loges l'occupation dominante. Pourtant si elles avaient été aussi creuses et aussi vaines, auraient-elles attiré tant de gens ? Le problème mérite au moins d'être posé. Les documents versés jusqu'ici aux débats ne sont certes pas favorables à l'idée d'une activité philosophique interne. Même, si on a voulu en garder le secret en face du monde profane, il semble que quelque chose pourtant devrait en transparaître, de-ci de-là, dans les livres d'architecture. Peut-être faudrait-il attribuer dès lors une importance spéciale à l'apparition en 1769 de la Loge des *Neuf-Sœurs* dont le titre a comme des allures de programme. Elle allait bientôt devenir comme le cerveau de la Maçonnerie renouée. Une société secrète, mais en coquetterie avec le pouvoir, a su attirer vers elle nombre de gens de bonne société, pas trop dévots : il y a tout de même l'opposition pontificale ; ni trop décriés de mœurs : c'est en effet, avec la manquement au rituel, la seule obligation constitutionnelle qui soit incessamment invoquée dans les diverses enquêtes en sanction. N'y aurait-il pas là, pour des philosophes qui cherchent un cénacle paisible et un auditoire averti, une belle conquête à entreprendre ? *Caillette sentimentale* dira le Forestier de cette maçonnerie des années mille sept cent soixante. Il a raison et le mot est joli. Mais combien d'autres « caillettes sentimentales » faisaient alors les honneurs de leur intimité à ceux qui n'étaient que des gens d'esprit, mais à qui l'esprit commençait d'ouvrir les portes ? Ils sont bien amusants et médiocres les petits vers que, dès 1743, on avait commencé à répandre pour inviter plusieurs auteurs célèbres d'entrer dans l'ordre des Francs-Maçons. La voix de la caillette a mis, semble-t-il, quelque temps à séduire les amoureux qu'elle se rêvait. Vers 1770, sont-ils en train de l'asservir à leur tour ? Ce n'est qu'une hypothèse. Elle ne

saurait être rejetée pourtant sans examen. On pourrait conclure peut-être avec M. Legras, le plus récent biographe de Diderot : *Est-il Franc-Maçon ? C'est peu probable. Tout embriaguement répugne à son indépendance et l'étrange mysticisme de la Société n'est pas fait pour l'attirer..... Mais il approuve cet idéal en ce qui concerne la liberté de conscience et la dignité de la personne humaine.* Nombreux sont en tout cas les collaborateurs de Diderot aux Neuf Sœurs. *La caillette sentimentale* va — sans bien s'en douter d'abord sans doute — devenir tout doucement une propagandiste de la *Philosophie*. Il semble que nous touchions ici au point où l'idée s'efforce de devenir action.

Le moment du reste est favorable. Malgré les zizanies intérieures dont Paris seul est le théâtre, l'ordre n'a pas cessé de prospérer. *S'ils comptent d'importants ennemis*, écrit dans une page charmante le même auteur, *ils (les Francs-Maçons) possèdent aussi de très puissants protecteurs à la Cour, dans la noblesse, l'armée, la magistrature, la police et jusque dans les rangs du clergé. Ils connaissent un tel succès que l'un d'eux peut écrire avec fierté et non sans ironie : TOUS LES GENS DE BON SENS SE PRÉSENTENT EN FOULE POUR AUGMENTER LE NOMBRE DE FRÈRES ET CE TITRE VAUDRAIT AU ROI AUTANT QU'UNE DES CINQ GROSSES FERMES S'IL PLAISAIT A SA MAJESTÉ DE L'ÉRIGER EN CHARGE. Il est de fait qu'au milieu du déséquilibre général les Francs-Maçons se montrent les plus honnêtes gens du monde, probes, sérieux, éclairés, serviables et d'excellent conseil. Avec cela, zélés propagandistes de leur cause, ils ne perdent pas une occasion de la défendre, et tout en gardant leur secret, poursuivent un actif apostolat dans les salons, cafés, hostelleries, diligences et coches d'eau, en un mot partout où ils peuvent agir sur l'opinion publique.*

Les tentatives pour reconstituer l'unité. — Il serait vraiment dommage que la discorde intérieure vint à bout d'une secte qui sait donner si bonne opinion d'elle dans le monde. Et les meilleurs d'entre les maçons rêvent de replâtrer cette unité compromise. La besogne est délicate. Les officiels et les « lacornards » sont aussi irrités les uns que les autres. Nulle part en effet il n'est dit qu'exclus de la Grande-Loge, et bannis de cette chambre d'administration les frères qui suivent Lacorne aient été en même temps rayés de la maçonnerie. Leurs ateliers continuent donc à fonctionner, comme ceux de leurs rivaux, Bien plus ! Comme c'est le local de la Grande-Loge, lieu du scandale, qui est interdit par l'autorité judiciaire, les « lacornards » bénéficient de ce trouble de jouissance et, seules, leurs réunions en acquièrent une ampleur et un lustre plus considérables. Il n'y a point là, à proprement parler, *abus d'un droit usurpé* comme s'exprime Ragon ; mais continuation d'une activité maçonnique, en dehors de l'obéissance généralement acceptée. Mais le pouvoir reste intraitable en ce qui concerne la réouverture d'un centre commun de la maçonnerie. En 1767, le fr. . . Labady essaie de réunir chez lui ceux que l'on continue d'appeler les *Lacornards*. Il est emprisonné de ce chef, puis exilé à Blois. Les ffr. . . Pony, Duret et Leveillé se seraient efforcés alors d'entrer en correspondance avec les loges de province pour créer une obéissance schismatique ; mais la seule trace qu'on en ait est un mémoire de Brest de la Chaussée, assez suspect par conséquent.

Entre les deux factions on en est revenu à une lutte de libelles, plus clandestine, par suite de l'interdiction de se réunir. Le dernier épisode marquant en est la circulaire du 8 octobre 1769, adressée par Chaillon de Jonville et Brest de la Chaussée à toutes les LL. . . pour rappeler, le bannissement des ffr. . . qui avaient tenu pour Lacorne et leur radiation de la maç. . . de la G. . . L. . . D. . . F. . .

(1) A. Groussier, *loc. cit.*, dit simplement (p. 18) que « les maçons partisans du fr. . . La Corne avaient été exclus de tous les offices ».

Cette mesure, qui achève de troubler les LL. . . de province, aggrave l'anarchie administrative. Au début de l'année 1770, le 28 février, d'après Ragon, les frères de la Grande-Loge demandent à reprendre leurs travaux. Le lieutenant de police n'autorise pas la réouverture du local fermé; et une réunion clandestine convoquée par les membres de la Grande-Loge aboutit à un fiasco. Il semble évident que les réguliers ont beaucoup perdu de leur activité et de leur allant, et cette constatation amène invinciblement à se demander si, dans toute cette affaire, le rôle de la faction La Corne n'a pas été déformé. D'autres sujets de mécontentement ont du reste surgi entre la Grande-Loge — fermée par autorité de justice — et les rites maçonniques variés dont nous avons vu le pullulement et qui se composent tous, il ne faut jamais le perdre de vue, de Francs-Maçons d'abord correctement initiés aux trois grades symboliques. La Grande-Loge aux dernières années de son activité, ne songeait à rien de moins qu'à interdire les collations de Hauts-Grades, et à ne pas vous loir reconnaître ceux qui s'en étaient décorés autrement que comme de simples membres des loges bleues. Et cette décision, fort sage en soi, mais qui avait rencontré une telle opposition qu'elle fut impossible à appliquer, avait eu pour effet de détourner de la Grande-Loge la sympathie de la partie la plus distinguée de sa clientèle. En fait, en 1771, elle agonise.

A la recherche d'un Grand-Maître. — C'est alors que meurt, le 16 juin de cette année, le Grand-Maître de Clermont et la direction de l'ordre se trouve vacante et semble devoir revenir à un très puissant seigneur qui fut l'ami et le confident maçonnique du prince de Clermont *Anne-Charles Sigismond de Montmorency, duc de Luxembourg, et de Châtillon-sur-Loing, pair et premier baron chrétien de France, brigadier des armées du roi...* C'est un personnage considérable, mais peut-être pourrait-on trouver mieux encore? Et les dissidents

d'imaginer d'offrir la grande maîtrise au duc de Chartres Louis-Philippe d'Orléans, cousin du roi ! Qu'il nous soit permis de faire remarquer en passant que le succès de cette démarche audacieuse ne s'accorde que mal avec la tradition qui ne voit dans « les lacornards » que des gens de peu, et dont le recrutement inconsideré avait écarté de la maçonnerie les gens de distinction qui y fréquentaient auparavant. En tout cas, le prince du sang ne dit pas non.

Il n'est pas sûr pourtant qu'il dise oui, sans conditions. Il voudrait au moins avoir la certitude de ne pas retomber dans la pétaudière dont Clermont ne s'est sorti qu'avec la rescousse de la police. Il laisse user de son nom — il laissera toujours user de son nom, quitte à désavouer ensuite — et il attend. A vingt-quatre ans, le futur Philippe-Égalité est déjà un esprit calculateur et ambitieux. Il vient de se compromettre — fructueusement — en prenant partie contre le chancelier Maupeou, et en liant sa cause à l'opposition des Parlements. Les parlementaires ne manquent pas dans la maçonnerie ; et la maçonnerie n'est pas sans action sur l'opinion. Bref, l'opération, qui a des risques, présente d'indéniables avantages. Un moderne, un peu cynique, dirait que c'est un beau coup de publicité politique. Encore faut-il que les Francs-Maçons soient d'accord pour accueillir ce grand maître si décoratif et si puissant. Ce qui était facile à prévoir se produit. Quand les dissidents ont l'acceptation de principe entre le 16 et le 20 juin 1771 ; ce sont eux qui demandent une réunion de la Grande-Loge. Elle a lieu, le 21 juin, sous la présidence du F. . . de Puisseux, doyen des Maîtres de Loges. Les bannis y viennent, porteurs de ce don magnifique. Les enfants prodiges rentrent au bercail, contre toutes les traditions, les mains emplies d'un présent royal ; que leur porte-parole le fr. . . Duret s'empresse d'offrir à l'assemblée. Comment ne pas les accueillir ? La candidature de Louis-Philippe d'Orléans est acclamée d'enthousiasme ;

les décrets de bannissement des 5 avril et 14 août 1766 seront rapportés. Ils cessent dès ce jour d'être appliqués et le 24 juin les anciens bannis prennent, part à l'élection du Grand-Maître. Pourtant le rapport officiel de réintégration ne sera lu par le f. . . Le Roy que le 17 octobre 1771, mais il portera la date du 21 juin. La Grande-Loge est donc de nouveau unie par la fusion de tous les maçons réguliers. On décide même de nommer, pour éviter le retour des regrettables événements passés, une commission d'enquête qui revisera la gestion des années 66-71, et présentera aussi un plan de réorganisation intérieure. Le 24 juin, neuf jours après la mort du prince de Clermont, le duc de Chartres est nommé Grand-Maître à l'unanimité des maîtres de Paris.

L'échec de la réforme constitutionnelle de la Grande-Loge. — Tous les maçons de la Grande-Loge; c'est-à-dire les Maîtres de Paris, sentent à ce moment la nécessité d'une réforme plus décisive; et sont décidés à la faire. Il devait en sortir la disparition de la vieille Grande-Loge de France, et l'apparition d'un corps nouveau : le *Grand-Orient*. C'est un événement d'assez haute importance pour s'y attarder quelques instants; et ne point le traiter avec cette brièveté dédaigneuse, qui fait que le frère Lantoin lui consacre tout juste 16 lignes (§ 2, p. 70) dans une histoire de la maçonnerie française de 428 pages.

Mais, presque tout de suite de graves difficultés vont surgir. Malgré les rapprochements provoqués par l'élection du duc de Chartres, les deux fractions antagonistes ne s'aiment guère. Les dissidents accusent Chaillon de Jonville et son groupe d'avoir mal géré la Grande-Loge; on parle de gabegie, de gaspillages, voire de vols. Les autres défendent, comme de juste, leur gestion. Cette hostilité des deux groupes les mène à regretter, déjà, leurs concessions réciproques.

Et l'union est si précaire que le nouveau Grand-Maître ne se

hâte nullement de faire acte officiel d'acceptation. On s'est pourtant mis d'accord sur deux points : l'urgence de doter la nouvelle Grande-Loge rénovée de statuts et règlements qui paraissent, datés du 14 août 1771, en une brochure de 55 pages in-8°; et la nécessité de reviser toutes les *Constitutions*, délivrées aux Loges nouvelles par des puissances contradictoires, et sans mandat régulier. Six commissaires sont nommés à cet effet, le 10 septembre. Et l'on envisage même la fin prochaine de tous les troubles puisqu'une circulaire du 14 octobre fixe, aux derniers jours de novembre 1771 l'installation du Grand-Maître. Optimisme excessif! Les Loges ne mettent aucun empressement à déposer leurs constitutions; la Grande-Loge manque d'énergie pour les leur réclamer. Tant et si bien qu'en décembre, au lieu d'installer le Grand-Maître, la Grande-Loge procède seulement — sans doute le jour de la Saint-Jean d'hiver, 27 décembre — à la nomination de ses officiers. Elle institue aussi vingt-deux inspecteurs provinciaux pour aller faire sur place les vérifications que n'avaient pu, par mauvaise volonté des Loges, accomplir les six commissaires. Voilà six mois que le Grand-Maître est mort et que, faute d'installation, la maçonnerie française, en mal d'unité, est sans chef. Nombreux sont ceux qui s'en inquiètent. Il y a par ailleurs bien des faiblesses dans le mécanisme de la Grande-Loge : maîtres d'atelier nommés à vie, insuffisance d'action du Grand-Maître sur une Grande-Loge qui conserve un Président distinct, non représentation de la province, etc. Toutes ces doléances justifiées préoccupent celui qui, en attendant la prise de fonctions de Louis-Philippe d'Orléans, assume la direction effective des négociations : le duc de Luxembourg, grand administrateur général.

La fin de la Grande-Loge. — Il est sensible d'autre part que les anciens bannis prennent de plus en plus le pas dans les décisions de la Grande-Loge. Et ne serait-ce pas là encore une preuve qu'ils étaient plus puissants qu'on n'a accoutumé de le dire? Le 29 janvier 1772, ils obtiennent la comparution

devant une commission d'enquête de Brest de la Chaussée, garde des sceaux sortant. Deux d'entre eux — sur quatre membres — y figurent : les fr. . . Labady et Guillot; le 9 octobre, sur un rapport du fr. . . Labady, lu en séance de la G. . . L. . . du 18 avril 1772, Brest de la Chaussée est condamné à l'amende. Ils ont réussi, entre temps, une autre opération dont les conséquences seront plus essentielles : c'est la fusion entre la G. . . L. . . et le *souverain Conseil des Empereurs d'Orient et d'Occident*, qui, à la demande de celui-ci, est décidée *unanimentement et irrévocablement... « pour ne former... qu'un seul et unique corps qui réunit toutes les connaissances maçonniques et la puissance législative sur tous les grades de la maçonnerie sous le titre de souveraine et très respectable Grande-Loge de France (9 août 1772). »* Au vrai, l'union ainsi proclamée ne sera jamais que *personnelle*, établie par la communauté du grand-maître et du grand-administrateur. Mais, en vue de réaliser l'unité législative dont parle le procès-verbal du 9 août, une commission de huit membres avait été désignée qui va s'efforcer de « réformer l'administration de l'ordre, de réorganiser les Hauts-Grades et d'élaborer des statuts nouveaux ». Elle comprend quatre membres du S. . . C. . . : les fr. . . Gaillard (remplacé peu après par le fr. . . de Carbonel), Labady, baron de Toussaint et de Lalande; les trois derniers sont du reste membres aussi de la Grande-Loge. Les quatre autres membres sont désignés par la Grande-Loge; ce sont les fr. . . Bruneteau, Lucas de Boulainvilliers, Lacan et Daubertin. Trois des reviseurs sur huit étaient du groupe des quinze fr. . . bannis en 1766 (Labady, Lacan, Daubertin). L'indication mérite d'être retenue. Les travaux de la commission, nommée le 6 juillet par le S. . . C. . ., et le 9 août par la G. . . L. . ., se prolongèrent durant toute la fin de l'année 1772. On s'y occupa fort peu des hauts-grades, malgré les protestations assez timides des représentants du S. . . C. . .

La Commission des statuts de 1772. — En revanche, les huit commissaires élaborèrent tout un plan de réformes constitutionnelles dont l'ampleur faisait une véritable révolution intérieure. Ce n'étaient pas du reste des gens de peu que ces commissaires aux statuts, parmi lesquels figurent l'illustre astronome *Lalande*, plusieurs conseillers du roi, des avocats au Parlement de Paris. Et il est bien difficile d'en récuser l'honorabilité profane, la compétence professionnelle et même la notoriété.

On s'explique aussi mal pourquoi divers historiens ont cru à l'existence de deux commissions, dont l'une, nommée le 17 octobre 1771, aurait inventé le G. . . O. . ., mais dont nul ne cite la composition; et dont l'autre, celle que nous venons d'étudier, n'aurait joué qu'un rôle constituant, mais sans le mener à bonne fin.

La seule cause intelligible de cette erreur semble bien être la substitution du fr. . . Carbonel, au fr. . . Gaillard, sans doute parce que ce membre du S. . . C. . . n'appartenait pas en même temps à la G. . . L. . ., mais peut-être faut-il voir surtout dans ces confusions et ces dénigrements le désir de discréditer la formation du G. . . O. . . lui-même. D'après ceux-ci, la commission des statuts aurait, elle-même, et par un net abus du pouvoir, constitué le nouveau centre maçonnique le 24 décembre 1772. Ils appuient cette accusation sur des textes empruntés aux mémoires de Brest de la Chaussée. Mais, depuis Thoiry, nul n'a produit ce texte; et il est en contradiction avec les procès-verbaux des maîtres des LL. . . de Paris, qui, hostiles eux aussi à la commission des statuts, ne lui reprochent toutefois que « d'avoir formé le plan de détruire le régime ancien de la maçonnerie » en s'annonçant sous le nom de « Grand-Conseil de l'ordre »; et, pour mieux réaliser leur dessein, de n'avoir pas « assemblé... en loge de communication de quartier... pour la Saint-Jean

d'hiver ». Il semble, avec A. Groussier, bien difficile d'admettre que si, *quatre* jours avant la Saint-Jean d'hiver, la commission avait constitué un Grand-Orient, on ne l'aurait pas dit dans ce réquisitoire. Il paraît donc probable, d'une part, que la commission a marqué trop d'indépendance vis-à-vis des maîtres de Paris, très soucieux de leurs prérogatives; d'autre part, que ceux-ci ont eu vent de la préparation d'une réforme administrative totale; et se sont efforcés d'empêcher qu'elle fût faite en dehors d'eux.

Un groupe de maçons considérés a été chargé d'une besogne administrative limitée. A mesure qu'il y travaille davantage, il en étend la portée jusqu'au moment où son initiative heurte les intérêts d'une partie de ses commettants. Ceux-ci protestent, et voilà la guerre allumée. Telle est la situation aux premiers jours de 1773. Mais les textes laissent dans l'ombre le rôle décisif du duc de Luxembourg. Nommé *grand-administrateur*, il a pris fort au sérieux ses fonctions, et a suivi de près les travaux de la commission.

Il pourrait même les avoir inspirés. Il approuve en tout cas les projets de statuts du 12 février 1773, et convoque verbalement la première assemblée de la G. . . L. . . N. . . qui doit se tenir le 5 mars; et où, à côté des députés de la province, Paris ne serait représenté que par les huit commissaires. Aussitôt les maîtres de loge parisiens protestent, et à juste titre. La mission limitée qu'ont reçue les commissaires ne peut en effet être tenue dans aucun cas pour une députation régulière qui ne pouvait émaner que d'une assemblée générale. Comme, d'autre part, les huit commissaires avaient, de leur propre autorité, occupé les offices de cette première tenue de la Grande-Loge nationale, rien de plus naturel que les résistances qu'elle rencontra. Reste pourtant, comme va nous le démontrer l'analyse détaillée de ses travaux, que les difficultés vont s'aplanir et le travail en commun s'organiser. C'est de là que sortira le G. . . O. . ., et non de la commission, même usurpatrice, de 1772. Sa légitimité reste

en dehors des contestations que nous venons d'esquisser.

Les Assemblées du printemps de 1773. La naissance du Grand-Orient. — Aux termes de la circulaire du 14 août 1766, la grande-loge n'avait jusque là été formée que de l'ensemble des maîtres des Loges de Paris; mais la loi constitutionnelle prévoyait dans son article 3 qu'elle serait au contraire composée de *tous les Maîtres des LL. . régulièrement constituées*. C'est à cette formule que s'arrêta le grand-administrateur lors de la convocation de ce tribunal auguste. C'est des travaux de cette assemblée que va sortir le Grand-Orient de France. Elle vaut qu'on en suive pas à pas les travaux.

I^{re} Séance, 5 mars. — Elle est convoquée le 5 mars, par le fr. . duc de Luxembourg, chez le fr. . Le Breton, rue Saint-Antoine. Les offices sont tenus par les huit membres de la commission —; il y a 54 présents sur 60 membres convoqués. Ces présents sont les députés de la province, venus à Paris pour l'installation toujours différée de Louis-Philippe d'Orléans; les Maîtres de Loges de Paris n'ont d'autres députés que les huit commissaires.

Ceux-ci essaient visiblement d'influencer les provinciaux, afin de mettre, à la suite d'un vote décisif, les Maîtres de Paris en présence du fait accompli. Les deux premiers articles définissant les *maçons réguliers* sont approuvés; mais sur l'art. 3, qui réserve le pouvoir constituant à la seule nouvelle puissance en création, les Maîtres de province hésitent. C'est une réforme en effet considérable; elle peut être tenue pour attentatoire à la souveraineté personnelle de puissances reconnues régulières. Les Maîtres demandent donc d'abord à en délibérer en commun et, pour ce faire, à se constituer en assemblée privée. Et force est bien de le leur accorder.

II^e Séance, 8 mars. — Trois jours après, nouvelle réunion, à la demande des députés de province. Ce n'est qu'une tenue

de provinciaux. Le bureau est entièrement constitué par des fr. . . députés des provinces. Le rôle constitutionnel de cette assemblée est double : 1^o il s'assure, sur la proposition du fr. . . Guillotin, de la validité des pouvoirs des délégués et forme ensuite son bureau (1); 2^o il ratifie, en ce qui le concerne, les nominations des ducs de Chartres et de Luxembourg, qui sont ainsi définitivement les élus de toute la maçonnerie.

III^e Séance, 9 mars. — Les principes posés la veille reçoivent leur application. L'assemblée présidée, en l'absence du fr. . . duc de Luxembourg, par les fr. . . comte de Buzançois et Carbonnel, enregistre la jonction des deux corps constitués et se déclare *seul et unique tribunal de l'Ordre sous le titre distinctif de Grande-Loge nationale de France*. Il semble donc certain qu'il faut modifier sur ce point le texte chronologique établi par A. Groussier. Au 5 mars, il n'y a pas encore de G. . . L. . . N. . . D. . . F. . . ; pas plus qu'au 5 mai 1789 ce n'est la Constituante. Ce sont des États généraux dans les deux cas. Ils se proclament eux-mêmes assemblée nationale, par un acte spontané de leur volonté délibérante. A s'en tenir à la minute du texte légal, ils n'ont pas droit au titre, avant la décision qui le leur décerne.

Tel est l'essentiel de la séance du 9 mars. Elle crée la G. . . L. . . N. . . Mais elle s'occupe aussi des statuts et n'en adopte les *principes* qu'à 5 voix de majorité (24 contre 19). Elle en repousse en revanche la rédaction et nomme une nouvelle commission pour en établir le texte définitif. Les provinciaux y ont la majorité par six membres contre trois. Aucun des *réintégrés* de 1771 ne fait partie de la commission nouvelle. Et une commission est chargée de reviser la condamnation du fr. . . Brest de la Chaussée, où ne figure

(1) Il semble, à s'en référer au texte même de la délibération (Groussier, *loc. cit.*, p. 49), que certaines convocations faites par le fr. . . Labady « au nom » d'un soi-disant Grand-Conseil avaient éveillé des inquiétudes sur leur régularité. Le fr. . . Labady semble également avoir fait pression pour éviter une vérification trop minutieuse.

pas un seul des membres de l'ancienne commission des huit.

On peut donc admettre que les « *commissaires* » ont, dès ce moment, perdu l'autorité, en quelque mesure usurpée, dont ils avaient fait preuve au cours des premières séances. La raison doit peut-être en être cherchée dans l'attitude des maîtres des LL. . . de Paris. L'appellation de *Grande-Loge Nationale* de France, prise par l'assemblée, les heurte d'autant plus que ce titre distinctif de *Grande-Loge* a toujours désigné les maîtres de LL. . . de Paris. Et ils contestent non seulement la validité du mandat des commissaires, mais aussi celui de la plupart des députés de la province. Lors de la seconde scission, en juin 1773, le fr. . . Martin précisera contre ceux-ci le grief qui demeure informulé en mars-avril et dont on ne trouve d'autre trace que l'intervention du fr. . . Guillotin, interrompue par Labady, pour obtenir une sérieuse vérification des pouvoirs. « *Dans le nombre de ceux qui ont paru comme députés, dit ce document, il en est plusieurs qui sont revêtus de pouvoirs émanés de loges non constituées; la plupart d'entre les autres ne connaissent pas même indirectement les loges dont ils se disent les fondés de procuration, ... presque tous sont de simples maçons domiciliés à Paris à qui quelques-uns de nos frères avaient remis des procurations à l'effet de leur donner simplement entrée à la cérémonie de l'installation* » (Groussier, *loc. cit.*, p. 166).

Les ffr. . . délégués de province, désireux de se voir confirmer un mandat d'importance, ne désirent donc pas entrer en conflit avec les maîtres de Paris. De là leurs tergiversations et leur désir de ne pas conclure sans eux. Une assemblée plénière de tous les maîtres de loge serait sans doute l'idéal; mais « *elle pourrait mériter l'attention du Gouvernement si les assemblées étaient trop nombreuses* » (Groussier, *loc. cit.*, p. 161). Aussi les maîtres de Paris se résignent-ils à se contenter de mandataires.

Sur convocation du fr. . . Bourgeois, secrétaire de la Grande-Loge, ils se réunissent chez le fr. . . de Puisieux

— 15 mars —, forment cinq bureaux où sont présents quatre-vingt-un maîtres et qui élisent 15 députés pour les représenter. Là encore, ne figure aucun des huit commissaires, suspects à ce qu'il semble aux deux partis à la fois. Le duc de Luxembourg essaie d'empêcher cette réunion des Maîtres de Paris, et lui délègue à cet effet les fr. . . Bruneteau et de Tous-saint; l'assemblée passe outre, se constitue en loge sous le maillet du fr. . . Méry-Darcy et, le 19, adresse des représentations au duc de Luxembourg pour que ses 15 députés soient unis aux ffr. . . des provinces pour travailler d'accord à la revision des statuts. La négociation est laborieuse; le duc de Luxembourg tergiverse. Le 3 avril, nouvel appel des maîtres de LL. . . de Paris; ils sont formés en corps, et leurs députés sont *chargés de s'unir au corps des députés connus des LL. . . de province pour, dans cette union des représentants de tous les maçons, prendre les mesures les plus propres à rétablir l'uniformité, l'harmonie et la majesté de notre ordre*. Cette fois, l'appel est entendu et, à partir du 7 avril, la famille est complète, pour emprunter l'expression devenue classique, prononcée dans une autre assemblée, mais plus adéquate encore à celle-ci.

IV. *Quatrième; cinquième; sixième; septième séances, 7, 14, 17, 22 avril.* — Reçus solennellement par le duc de Luxembourg en son hôtel de Chaulnes, les députés de Paris remercient par la bouche du fr. . . Leroy, acceptent les modifications aux statuts, prises en considération dans les séances de mars; et continuent avec les députés de province l'examen des projets rapportés par la nouvelle commission; confient enfin au duc de Luxembourg le soin de nommer les 27 officiers du G. . . O. . . (22 Avril). Puis les travaux se continuent en commissions jusqu'au 24 mai, où se tient...

V... *La huitième séance* d'une importance décisive. On y adopte en effet en dernière lecture le chapitre premier des nouveaux statuts. Désormais...

Le Grand-Orient de France sera composé de la Grande-Loge et de tous les Vénérables en exercice, ou députés des Loges, tant de Paris que des provinces qui pourraient s'y trouver lors de ses assemblées.

Le Grand-Orient de France aura seul le droit de législation dans l'ordre.

« Le Grand-Orient de France ne reconnaîtra désormais pour vénérable de Loge, que le Maître élevé à cette dignité par le choix libre des Membres de la Loge. »

Résumons cette période décisive de l'histoire de la maçonnerie française. Au 24 mai 1773, le *Grand-Orient* est définitivement constitué. On chercherait en vain dans les circonstances de sa naissance, les traces de la tyrannie de cet « octovirat » dont parlait Ragon, et on demeure stupéfait d'entendre Rebold appeler cette formation *la plus schismatique et la plus révolutionnaire qui existât sur le globe*. Mais plus surprenante apparaît encore l'attitude du fr. . Lantoin dont la documentation critique pût s'alimenter à tant de sources qu'ignoraient ses prédécesseurs. *Toute cette opération, écrit-il, manque évidemment de netteté et ressemble fort à un coup d'État*. Convenons en effet que rien n'est plus confus que le récit qu'il en donne, mais les faits n'y sont pour rien. Et où donc il y a-t-il coup d'État ? La tentative insidieuse de la commission des huit pour réformer la Grande-Loge, avec l'assentiment du grand administrateur, et faire entériner son projet par une assemblée sans mandat positif, échoue aussitôt que née. Les députés des Loges de province refusent d'y prêter la main, avant de s'être constitués (6-7 mars) ; les Maîtres de Loges de Paris à leur tour s'unissent et définissent le mandat de leurs commettants (15 mai-3 avril). Une fusion solennelle proclame l'accord (7 avril). Même s'il y a eu parmi les députés de province des députés aux mandats suspects, le fait pour l'assemblée unie de les avoir acceptés validait en droit leurs pouvoirs. Et le nombre des Loges non

représentées tant à Paris qu'en province était trop faible pour enlever leur régularité aux opérations d'avril-mai 1773. Qui songerait à considérer comme illégale l'action législative de l'Assemblée nationale constituante, parce que la noblesse et le haut clergé de Bretagne y firent la grève des élus ? Certes, l'ampleur de la réforme a dépassé sans doute le but que se proposait d'abord le groupe, turbulent et peut être pas dépourvu d'ambitions personnelles, qui en prit la tête. Mais jamais une assemblée constituante ne fut plus régulièrement composée ; jamais aucun corps délibérant ne représenta avec plus de fidélité l'ensemble de ses mandataires.

BIBLIOGRAPHIE

- a) Aux ouvrages déjà cités, il faut ajouter avec profit sur *le rôle intellectuel de la maçonnerie naissante* : Joseph LEGRAS, *Diderot et l'Encyclopédie*, Amiens. Ed. Malfère, in-12, 1928, notamment les chapitres I et II ;
- b) Les monographies locales sont très pauvres en documents sur la lutte entre les diverses tendances ;
- c) La naissance du Grand-Orient est la partie la moins connue de l'histoire de la maçonnerie française. Tous les historiens classiques l'ont déformée, faute de documents, ou par autosuggestion de polémistes passionnés. La chronologie vient seulement d'en être fixée à l'aide des *Minutes des procès-verbaux des dix-neuf assemblées maçonniques qui ont constitué le G. . . O. . . D. . . F. . . du 5 mars au 1^{er} septembre 1773. Archives du G. . . O. . . D. . . F. . .*), et dont on trouvera d'utiles extraits dans R. C. FEUILLETTE, *Précis de l'histoire du Grand-Orient de France*, Gloton, éditeur, Paris, et un excellent et décisif tableau chronologique dans A. GROUSSIER, *Constitution du G. . . O. . . de France par la Grande-Loge nationale*. Paris, Gloton (1931).

TEXTES ET RÉCITS

LA CIRCULAIRE ANNONÇANT LA CONSTITUTION
DU GRAND-ORIENT

A LA GLOIRE DU GRAND ARCHITECTE
DE L'UNIVERS

*La Grande-Loge Nationale de France
à toutes les Loges du Royaume.*

UNION, FORCE, SALUT

« TRÈS CHERS FRÈRES,

« Depuis l'établissement de la Maçonnerie en France, on avait toujours désiré de pouvoir former une Assemblée générale, où des députés de toutes les parties du royaume, apportant en commun les pouvoirs et les lumières de tous leurs Orients, concourussent à des opérations générales et généralement utiles à l'Ordre.

« Après une foule de difficultés surmontées, cette Assemblée générale s'est enfin formée ; depuis plusieurs mois des Maçons qui la composent travaillent sans relâche à la construction d'un édifice durable : ils vous doivent, Très chers Frères, le détail de leurs opérations et de celles qui les avaient préparées, le voici :

« Les Maîtres de Loges de Paris vous avaient déjà annoncé la nomination qu'ils avaient faite du Très Sérénissime Frère duc de Chartres pour Grand-Maître et du Très Illustre Frère duc de Luxembourg pour Administrateur général de l'Ordre en France.

« Les circonstances exigeant une nouvelle forme dans l'administration de l'Ordre, il avait été nommé en l'Assemblée des Maîtres de Paris, huit Commissaires spécialement chargés de ce travail ; ils s'en sont occupés pendant six mois.

« L'invitation circulaire, qui vous avait été adressée, pour

concourir à l'installation du *Grand-Maître* et à la sanction des règlements projetés par les Commissaires avait amené vos députés en cette Capitale; ils s'y sont faits connaître et sont parvenus à se réunir le cinq mars 1773.

« Assemblés une seconde fois le huit mars, ils ont confirmé par acclamation l'élection du *Sérénissime Grand-Maître* et du *Très Illustre Administrateur général*, et ont arrêté de s'occuper conjointement avec les Frères de Paris du bien général de l'Ordre.

« Le 9 mars, le Corps des Députés de Province s'est uni sous le maillet du *Très Illustre Administrateur général*, aux Commissaires nommés par les Maîtres de Paris. Il y fut d'abord arrêté de députer sept Commissaires présidés par l'*Illustre Administrateur général* pour faire part au *Sérénissime Frère duc de Chartres* de son élection et lui demander son acceptation, ce qui a été exécuté à la plus grande satisfaction de l'Ordre. Il y fut ensuite fait lecture des statuts présentés par les Commissaires des Maîtres de Paris. Cette Assemblée a établi pour leur examen un nouveau Commissariat composé de neuf frères.

« Les Maîtres de Paris, jaloux de concourir au bien général, se sont assemblés en cinq divisions et ont nommé quatorze Députés pour les représenter à l'Assemblée générale.

« Cette Assemblée ainsi composée des Députés, tant des Provinces, que de Paris, représentant véritablement le corps maçonnique de France, sous la dénomination de Grande-Loge Nationale, s'est fait un objet capital d'arrêter les statuts et de donner au régime de l'Ordre une forme qui pût déraciner les abus dont on croyait trouver le principe dans l'ancienne administration.

« Elle s'est principalement proposé d'établir l'égalité en appelant les Provinces à l'exercice de leur droit de concours à l'administration. L'exemplaire ci-joint des statuts arrêtés jusqu'à ce jour vous mettra à portée de juger si nous avons rempli cet objet.

« Nous nous empressons de vous les faire parvenir, parce qu'ils règlent le régime sur lequel nous serions charmés d'avoir le secours de vos lumières et de votre approbation, avant que d'arrêter définitivement la suite, qui doit y être analogue.

« Nous pouvons vous assurer que les Commissaires ont apporté à ce travail l'attention la plus suivie.

« Il n'est aucun article qu'ils n'aient rédigé, approfondi et comparé aux statuts des *Orients* étrangers et qui n'ait été de nouveau discuté dans l'Assemblée générale : jamais peut-être on n'a apporté plus de soins à la rédaction d'une Loi.

« Nous avons cru devoir ramener toutes les Loges à la rigueur des principes de liberté maçonnique, en détruisant l'inamovibilité du Maître, qui s'était introduite dans quelques Loges et singulièrement dans celles de Paris, sans cependant qu'aucun règlement eût autorisé cet usage.

« Il a fallu notre inviolable attachement aux règles pour nous déterminer à détruire une possession à laquelle plusieurs Maîtres de Paris nous ont paru fort attachés. Nous n'osons même nous promettre l'acquiescement de tous à cet égard ; mais au moins, nous pouvons nous flatter du vœu de tous ceux d'entre eux qui voudront faire le sacrifice de leurs vues personnelles au vœu et au bien général.

« Ceux des Maîtres de Paris qui ont concouru à nos Délibérations, et dont le Tableau est ci-joint, ne sont pas les seuls de cet *Orient* sur le zèle desquels nous puissions compter.

« Une forme toute nouvelle d'administration exigeait une nouvelle nomination d'Officiers ; cette opération aurait pu devenir l'écueil de l'harmonie et exciter des mécontentements : nous avons cru trouver dans la prudence et la sagesse de notre Très Illustre Administrateur général, le moyen sûr d'éviter ce danger.

« Ce chef, plein de zèle, a présidé exactement toutes nos Assemblées ; il y a répandu autant de lumières que d'aménité ; il avait en outre acquis dans les Comités particuliers une connaissance intime des divers membres qui compo-

saient nos Assemblées. Nous avons cru ne pouvoir mieux allier nos intérêts et notre reconnaissance qu'en le priant de se charger, pour cette fois, de la nomination aux Offices ; il s'en est acquitté en partie ; le choix qu'il nous a déjà annoncé et dont nous joignons ici le tableau est une nouvelle marque du zèle le plus pur et le plus éclairé.

« Plus nos opérations générales approchent de leur terme, et plus aussi nous voyons approcher l'instant de donner au corps d'administration la stabilité nécessaire et la majesté qui lui est propre, et d'ouvrir une Correspondance réglée, tant avec les différents Oriens du Royaume, qu'avec les Grands-Oriens étrangers. Nous devons même prévoir que cette Correspondance sera plus considérable dans ces premiers temps, par la nécessité de communiquer nos opérations et de recevoir les lumières que nous avons droit d'attendre de nos Frères.

« Tous ces projets d'établissement du Grand-Orient et de Correspondance exigent nécessairement des dépenses, qui, pour être légères, doivent être distribuées dans une proportion à peu près égale entre toutes les Loges.

Nous avons imaginé jusqu'à présent trois moyens de faire les fonds nécessaires à cette dépense. Le premier est le produit des Constitutions de Loges à établir, dont nous pensons que le prix doit être réglé à cent vingt livres ; mais le scrupule que nous désirons qui soit apporté dans l'examen des Loges qui demanderont des Constitutions, tendra toujours à rendre ce produit bien peu considérable.

Le second est le produit des Certificats que les Frères, exposés à voyager, voudraient obtenir du Grand-Orient, pour avoir une clef plus facile de toutes les Loges, tant du Royaume que des Oriens étrangers ; mais on doit faciliter aux Maçons l'obtention de ces Certificats, en réglant le prix à un taux qui ne soit gênant pour personne. Nous pensons que ce prix ne doit pas excéder six livres : ainsi le produit de ces Certificats ne sera pas de beaucoup au-dessus de leur déboursés .

« Ces deux moyens sont donc insuffisants pour subvenir aux dépenses nécessaires du Grand-Orient. Il en faut un troisième; mais la liberté, cet apanage si précieux des Maçons, exige que ce troisième moyen soit puisé dans la volonté libre des Frères; et ce ne peut être qu'un don gratuit, que chaque Loge voudrait elle-même s'imposer dans une espèce de proportion, avec le nombre et les facultés de ses membres.

« Vous verrez, dans le quatrième Chapitre des Statuts, avec quelle attention nous vous mettrons à portée de juger de l'emploi des fonds! Nous apporterons les plus grands soins pour rendre ce don gratuit aussi léger que pourra le permettre la dignité des opérations du Grand-Orient.

« Sur cet objet de bursalité, nous ne nous permettrons qu'une observation; c'est que les dépenses sont instantes: la remise du don gratuit doit vous le paraître également.

« Désirant réunir le concours des lumières et des volontés de tous nos Frères pour donner au nouveau Code Maçonique une forme stable et permanente et l'autorité qu'il ne peut acquérir que par la volonté générale, nous engageons les Loges d'envoyer à leurs Députés à la Grande-Loge Nationale, de nouvelles instructions relatives aux Statuts, aux Règlements qui doivent en être la suite et aux objets de bursalité.

« Nous croyons devoir inviter les Loges qui n'ont point encore député, et qui seront dans le cas de conférer leurs pouvoirs à des Maçons étrangers à leurs Loges, de les adresser en blanc au Très Illustre Administrateur général, qui les fera remplir au nom de quelque Frère distingué par son zèle et ses lumières.

« Nous prions les respectables Loges de vouloir bien presser le plus qu'elles pourront les délibérations auxquelles la présente peut donner lieu et leur réponse. Elles sentent combien il est intéressant de clore l'opération générale, pour que le complément des Statuts et Règlements puisse leur parvenir avec l'invitation pour l'installation du Grand-Maître, dont le jour ne pourra être fixé qu'après la perfection du Temple, à la construction duquel nous nous occupons.

« Nous vous prions, très respectables Frères, d'être intimement persuadés de la droiture de nos intentions, de la sincérité de notre zèle et du fraternel attachement que nous vous avons voué.

« Arrêté en Grande-Loge Nationale, régulièrement convoquée, et fraternellement réunie, sous le point géométrique, connu des seuls vrais Frères ; au Grand-Orient de France, lieu très éclairé, très régulier et très fort, où règnent l'égalité, l'harmonie et la paix ; le vingt-sixième jour du quatrième mois de l'an de la vraie lumière cinq mil sept cent soixante-treize.

« Pour sous le nouveau timbre et deux des nouveaux sceaux, dont fera désormais usage le Grand-Orient et auxquels seuls foi et confiance doivent être ajoutés être à la diligence du Secrétaire général, envoyé copie à chacune des Loges du Royaume ; ensemble de l'extrait des Délibérations prises en la Grande-Loge Nationale depuis le 5 mars dernier ; des Tableaux des Commissaires députés au Grand-Maître, les 8 et 9 mars ; des Tableaux des cinq Divisions des Maîtres de Loges de Paris et de leurs quatorze Députés ; de celui de la nomination des Officiers ; enfin du Tableau général de tous les Membres qui ont concouru aux opérations de la Grande-Loge Nationale et dont les signatures sont sur les plumitifs : ce dont ledit Secrétaire général certifiera la Grande-Loge Nationale. Et pour éviter le grand nombre de signatures, la Grande-Loge Nationale a arrêté que les différentes expéditions de la présente Circulaire seraient signées par Mandement de la Grande-Loge Nationale, des Frères de la Lande, Leroi et Guillotin ; collationnées par le Frère Varenne de Béost ; vues et approuvées par le Très Illustre Administrateur général et expédiées par Mandement du Grand-Orient de France, par son Secrétaire général le Frère baron de Tous-saint. »

« Par Mandement de la Grande-Loge Nationale,

Signé :

LALANDE,
Orateur de la Chambre d'Administration.

Signé :

LEROI,
Orateur de la Chambre de Paris.

GUILLOTIN,
Orateur de la Chambre des Provinces.

Collationné et trouvé conforme à la minute,

« Signé : DE BÉOST,
Vérificateur général.

« Vu et approuvé par nous Administrateur général,
Signé : DE LUXEMBOURG

« Par Mandement du Grand-Orient de France,
Signé : LE BARON DE TOUSSAINT,
Secrétaire général.

Cul-de-Sac du Paon, Saint-André,
près la Fontaine des Cordeliers.

« Timbré et scellé par l'Administrateur général tenant les
Sceaux,

Signé : HUE DE BRÉVAL.

DEUXIÈME PARTIE

LA DIFFICILE UNITÉ (1772-1799)

CHAPITRE PREMIER

La réorganisation administrative de la Franc-Maçonnerie française.
La situation en mai 1773. — Résistances et dissidences. — La nouvelle constitution. — La doctrine philosophique de la maçonnerie régénérée.

RÉSUMÉ

La transformation de la Grande-Loge amena une scission de la maçonnerie française. Mais la majorité des Loges maçonniques, spécialement en province, se prononça pour les réformateurs. Il semble même qu'en 1773, l'ancien substitut général du Grand-Maître de Clermont : Chaillon de Jonville, se soit rallié à la puissance nouvelle en lui demandant une patente de substitut honoraire.

L'unification fut aidée par la rapidité et le soin avec lesquels le Grand-Orient conduisit son travail de réorganisation. Le 26 juin 1773, paraissaient les statuts organiques. Ils créaient sous le nom de Grand-Orient une assemblée délibérante qui seule a droit de législation dans l'ordre, et qui était formée de vénérables ou députés de toutes les Loges, et pour assurer la marche de l'ordre dans les intervalles de cette assemblée une Grande-Loge Nationale de 77 membres, certains élus, la plupart nommés par le Grand-Maître, quelques-uns même nommés à vie. Ce n'est donc pas encore un régime strictement parlementaire qu'instituent les statuts organiques ; du moins c'est un gouvernement représentatif, où les administrés ont le pouvoir de contrôler les actes de l'exécutif et conservent seuls la puissance constituante. Une autre réforme, non moins essentielle, complétait

la première ; les Maîtres de Loges, appelés désormais vénérables, ne pouvaient plus tenir leur pouvoir que de l'élection de leurs frères. Enfin, outrepassant à ce qu'il semble le droit maçonnique, les statuts proclament que désormais seront seuls réguliers les Maçons qui feront leur soumission au G. : O. :

Pour consolider sa puissance, le Grand-Orient attache à la Grande-Loge Nationale des officiers d'honneur, d'une situation sociale inattaquable. Il renforce la dignité de l'Ordre, contraint toutes les Loges bleues à faire reviser leurs constitutions et interdit les tenues dans les tavernes et cabarets. Enfin la Loge nationale devient elle-même de plus en plus corps élu, au lieu d'être un corps nommé.

On ne saurait donc nier l'existence dans la maçonnerie des idées de liberté et d'égalité, issues de l'enseignement des philosophes et qui allaient constituer la revendication politique essentielle du parti national à partir de 1785. L'importance du rôle de la maçonnerie dans cette diffusion paraît certaine, mais plus difficile à évaluer. Il est de même certain que le Grand-Orient ne se désintéresse pas du perfectionnement moral de ses membres et que, grâce à lui, s'accroît l'évolution libérale de la maçonnerie française.

Les difficultés du Grand-Orient et la résurrection de la Grande-Loge. — Le 24 mai 1773, on peut tenir le Grand-Orient pour définitivement constitué en son principe. Il l'a été, pourrait-on dire, du consentement universel. Le malheur est que cette unanimité ne va durer que quelques semaines. Les causes du retour à la dissidence sont assez simples. Elles tiennent en deux faits : la mauvaise humeur des Maîtres de Loges inamovibles, dépossédés d'un pouvoir qu'ils considèrent comme l'exercice du droit légitime de propriété ; l'ambition personnelle de certains réformateurs, dépités de n'avoir pas obtenu la situation qu'ils escomp-

taient dans l'ordre régénéré, et dont le plus remuant, — le moins sympathique aussi — est le fr. . . Labady, l'ancien banni de 1766. L'unité à peine reformée sera rompue par la faute même de certains de ceux qui s'en étaient faits les champions.

Pour tâcher cependant de ménager tous les droits légitimes, la G. . . L. . . N. . . avait, le 14 juin 1773, décidé que les Maîtres pourvus de constitutions personnelles, promus à l'office de Maîtres amovibles de la Loge, ne pourraient être remplacés à ce poste qu'après remboursement du prix de leurs constitutions et des dépenses faites pour la Loge, et qu'ils conserveraient, avec le titre d'Ancien Maître, la préséance sur tous les fr. . . de l'atelier, sauf le Maître en exercice. Ce ne fut point suffisant pour désarmer une opposition qui voyait en les nouveaux statuts un attentat à ses prérogatives (propriété, établissement d'impôts, extension à de simples maçons des droits personnels des Maîtres) ; et le 20 juin 1773, le fr. . . Martin signait par « Mandement de la très respectable Grande-Loge », une protestation dont il n'était que le copiste. Une nouvelle dissidence commençait ; elle semble avoir eu pour fauteur principal le fr. . . Labady et comme agent d'exécution les fr. . . Bourgeois et Duret. Elle allait prendre dans les mois suivants assez d'extension pour faire figure. Et les Maîtres de Paris devaient s'y rallier en grande partie ; parfois même sans cesser de faire partie de la Grande-Loge Nationale et de continuer à prendre part à ses travaux. Ce serait déborder le cadre de cette étude que d'entrer dans le détail de cette lutte intestine. Il nous faut cependant en indiquer les phases essentielles. A la circulaire du fr. . . Martin, la Grande-Loge Nationale répond le 26 juin 1773 par l'envoi aux LL. . . des statuts définitifs adoptés ce jour ; et par la demande d'approbation des décisions prises au nom des LL. . . par les députés mandatés (v. la lecture du chapitre précédent) ; puis après une dernière réunion (la dix-

neuvième), le 1^{er} septembre 1773, la G. . . L. . . N. . . se sépare, et laisse à une commission réunie les 30 août, 13 et 14 octobre le soin de préparer l'installation du Grand-Maître qui a lieu effectivement le 22 octobre et marque ainsi la première assemblée du G. . . O. . . D. . . F. . . Le 27 décembre de la même année, le G. . . O. . . célébrera sa première fête solsticielle, marquée par un fort beau discours du Grand orateur le fr. . . Henrion de Pensey. Le G. . . O. . . est désormais constitué ; mais la lutte avec les nouveaux dissidents attriste ses débuts ; il faut avoir recours à la police pour obtenir des fr. . . Duret et Labady les sceaux qu'ils détiennent illégalement. De nouveau, Labady sera mis sous lettre de cachet ; la Grande-Loge devra, un peu plus tard, le bannir à son tour, pour la seconde et ultime fois.

Quelle était la valeur de la protestation de la Grande Loge ressuscitée ? Elle s'appuie sur quatre griefs : 1^o *les membres de la G. . . L. . . N. . . étaient sans mandat régulier*. Outre que la preuve annoncée de cette irrégularité des mandats n'a pas été fournie, elle ne serait pas recevable pour la simple raison que les protestataires ont collaboré sans récrimination avec les dits députés du 7 avril au 14 juin ; et qu'eux-mêmes étaient parfois députés de L. . . L. . . de province ; le seul fr. . . Labady représentait en effet : Angers, Angoulême, Blanc-en-Berry, Clermont-Ferrand, Dijon, Eleaufeuille (?), Falaise, Grenoble, Guadeloupe, Le Havre, Saint-Jean d'Angely, Lisieux, Montreux, Nantes, Paris, Perpignan, Poitiers, Pont-Audemèr, Romans, Rouen, Thiers, le régiment de Wallsch, soit 21 Oriens provinciaux en sus de Paris ;

2^o *Leur collaboration a été le fait de la surprise. Ils y ont consenti, parce que trompés sur la nature de la réunion*. Ils y ont si peu consenti qu'ils se sont indignés parce qu'on la leur refusait. Ils l'ont exigée, contre l'avis du souverain administrateur général ; ils l'ont imposée, légitimement du reste. Et, en se réunissant aux députés de province, ils ont accepté

par la bouche du fr. . . Leroy les principes de la revision et l'esprit de cette revision ;

3° *Les mesures votées sont contraires aux droits acquis.* Le fait même d'une constituante est de créer un ordre nouveau. En acceptant le principe de la constituante et sa composition, on est, *ipso facto*, forclos pour en contester les décisions ;

4° *Le nombre des Loges représentées n'était qu'une minorité dans la maçonnerie française.* Cet argument a été repris par Lantoine sous une forme inattendue : « *Ce que l'on ne sait pas assez, écrit-il, c'est que la Grande-Loge reste la plus puissante... 376 Loges demeurent fidèles à la Grande-Loge, 449 se rallient au Grand-Orient* (p. 73). Si ces chiffres étaient exacts, une simple soustraction suffirait à nous montrer que la plus puissante des deux sectes est le G. . . O. . . avec 73 ateliers de plus ! Mais d'où le fr. . . Lantoine tire-t-il donc ce chiffre de 825 ateliers en 1773 ? Qu'une précision de sources aurait été ici la bienvenue ! Le tableau des LL. . . de France en 1765 portait 165 ateliers, 71 à Paris, 85 pour la province, 4 aux colonies, 1 à Rotterdam, 4 sans Orient désigné (Arch. du G. . . O. . .). 96 avaient été instituées depuis le 1^{er} janvier 1760. Même si les événements de 1766-71 n'avaient pas ralenti le mouvement de création, cela ferait au maximum un total probable de 250 Loges en exercice au 1^{er} janvier 1773 ; en augmentation d'une centaine d'unités. On sait qu'à Paris, il y en avait 104, en progression d'un tiers sur les chiffres de 1765. Notre calcul est donc vraisemblablement généreux. Il n'atteint pourtant que le 1/3 de l'effectif avancé par Lantoine, qui dans ces conditions paraît nettement invraisemblable.

A la réunion de mars 1773, les Loges de Paris — au nombre de 104 — forment cinq bureaux où sont représentés 79 ateliers. 1^o B : 20 ; 2^o B : 14 ; 3^o B : 12 ; 4^o B. : 13 ; 5^o B : 20. Les Orient provinciaux représentés sont au nombre de 96,

suivant le tableau joint à la circulaire du 26 juin 1773. Cela fait au minimum 155 loges représentées ; c'est-à-dire au moins les $\frac{2}{3}$ des loges affiliées. Peut-on soutenir dans ces conditions que l'assemblée constituante du printemps de 1773 représentait une minorité de frères et une sorte de parlement croupion de la maçonnerie française ? Il n'est pas de polémique qui vaille contre la crudité des chiffres.

Depuis, les adversaires... fraternels du G. . . O. . . ont ajouté à ces griefs le reproche d'usurpation. En droit, la Grande-Loge, représentée par le substitut du Grand-Maître Chaillon de Jonville et le fr. . . Brest de la Chaussée, aurait été la seule puissance maçonnique légale. L'union réalisée en 1771 ne changeait rien à ce fait, et la nomination même des huit commissaires était une usurpation. C'est méconnaître absolument la nature des fonctions du substitut du Grand-Maître. Celui-ci est choisi personnellement par ledit Grand-Maître comme un *ministre* par son *roi*. La mort du Grand-Maître entraîne *ipso facto* la fin du pouvoir du substitut. Que Chaillon de Jonville ait ou non demandé, en mai 1773, des lettres de substitut général honoraire, le fait est sans importance légale. Ses pouvoirs étaient expirés le 16 juin 1771. Reste la présomption morale qu'aurait fournie son ralliement à la Grande-Loge Nationale. Mais s'il demeure contestable, faute de preuve authentique, le cas de Brest de la Chaussée est indiscutable. Il fait appel à la G. . . L. . . N. . . dès le 9 mars, contre le fr. . . Labady et il obtient satisfaction. Ainsi, celui que les adversaires du G. . . O. . . tiennent pour la victime de l'obéissance nouvelle est des premiers à en solliciter l'appui, avant d'en devenir à la fin de cette même année officier d'honneur ! Il faut bien de la passion pour soutenir encore la si mauvaise cause de l'illégitimité du Grand-Orient !

En tout cas, un résultat est admis même par les plus sévères des critiques du Grand-Orient. C'est que la nouvelle *Grande-Loge Nationale*, malgré les difficultés de sa jeune existence,

allait accomplir une œuvre positive qui, consignée dans des textes, échappe, elle, à toutes ces discussions.

La volonté de réorganisation du Grand-Orient. —

Les réformateurs ont en effet la vision très nette de l'urgence de la réorganisation. La décadence de la Grande-Loge a été causée par deux séries de fautes : les unes dûes à sa composition par trop oligarchique, les autres à l'immovibilité de ses maîtres de loges. C'est ce que le Grand-Orient veut désormais éviter, et l'ébauche de la réforme constitutionnelle emplit les quatre mois qui s'étendent du 9 mars au 24 juin 1773. Il ne reste pas de procès-verbaux détaillés de ces travaux, mais une brochure de 35 pages in-quarto en codifie les prescriptions essentielles, dont l'esprit est encore souligné par la grande circulaire d'envoi du 26 juin.

Les statuts organiques du 24 juin 1773. — Désormais, la Franc-Maçonnerie française aura pour en diriger les destinées une *Grande-Loge Nationale* formée de 77 membres, soit : 3 grands officiers d'honneur, 15 officiers d'honneur, 45 officiers en exercice, 7 Maîtres de Loges de Paris, 7 députés des Loges de province. Cette Grande-Loge Nationale répartira sa besogne entre quatre conseils, dont l'analogie est à noter avec l'organisation de l'administration centrale du royaume : une chambre d'administration, une chambre de Paris, une chambre des provinces, une loge du Conseil qui jouera le rôle d'un tribunal d'appel.

L'originalité de la nouvelle administration réside surtout dans la représentation de la province, qui ne figurait pas dans les conseils de la Grande-Loge ; et dans ce fait qu'une partie de ses membres est élue. Il convient de ne pas exagérer le caractère *démocratique* de cet organisme primitif. En fait, au début, il n'est pas encore ce que nous appelons un régime parlementaire. Mais c'est pourtant une différence fondamen-

tale que cet appel à l'élection pour une partie du comité directeur de l'ordre. Et si les principales fonctions sont à l'origine à la disposition du Grand-Maître, ou de l'administrateur général; et si, par conséquent, l'autorité de l'exécutif demeure entière, les administrés ont du moins un droit de contrôle et les moyens de l'exercer. Surtout il ne faut pas perdre de vue que la Grande-Loge Nationale n'est pas la principale puissance maçonnique. Elle représente plutôt la commission permanente des États provinciaux, l'organisme administratif chargé d'assurer la marche de l'ordre en temps normal. Mais l'article 1 des statuts de 1773 prévoit à côté, nous l'avons vu, une assemblée délibérante qui *seule a droit de législation dans l'Ordre*, et cette assemblée est beaucoup plus démocratique en son essence que la Grande-Loge Nationale. Nous pouvons même facilement y reconnaître l'esquisse de deux institutions que la maçonnerie contemporaine a conservées : la Grande-Loge Nationale correspond au Conseil de l'Ordre, le G. : O. : au convent.

Un même état d'esprit se manifeste dans l'amovibilité obligatoire des vénérables.

La constitution nouvelle a donc profondément transformé le mécanisme maçonnique. Seuls sont restés invariables les principes inscrits aux constitutions d'Anderson et l'initiation aux trois grades. Le G. : O. : ne se rend pas parfaitement compte cependant que la non-reconnaissance de son statut ne saurait suffire pour dénier à un frère, initié d'après les principes, la qualité de Franc-Maçon.

Retombant dans la même erreur que les deux factions rivales de la Grande-Loge de France, il va excommunier à son tour. Les statuts organiques sont les premières pièces où apparaît le terme de *régulier* réservé aux maçons qui se rallieront au Grand-Orient ; prétention très légitime du point de vue du groupe administratif qu'il met sur pied, inadmissible à ne considérer que la qualité maçonnique attachée à des

règles et à un rituel indépendants de la forme prise par le règlement intérieur de la Société.

Mais cette réserve faite — du reste importante — l'effort du Grand-Orient est de tous points excellent. Il a commencé par consolider sa position politique pour ainsi dire : 1^o en confirmant les pouvoirs du Grand-Maître et de l'administrateur général qui les tenaient en effet de la Grande-Loge désormais dissoute ; 2^o en s'efforçant à des mesures de stricte discipline intérieure. L'une d'elles, des plus heureuses, sera l'interdiction de tenir les loges dans des cabarets que les Grand-Orient rendra définitive, en la confirmant formellement, en 1787. « *Sur ce point, comme sur bien d'autres, dit Lantoin, l'usurpation du Grand-Orient a eu des résultats excellents* ». Il faut en croire un érudit que n'aveugle nul excès de bienveillance fraternelle en faveur de cette puissance maçonnique. Désormais, en tout cas, la maçonnerie française du Grand-Orient se présente avec beaucoup de cohésion et de suite dans les idées. Elle va assez vite réussir à faire cesser à l'intérieur de son obédience, les pratiques fâcheuses qui déconsidéraient l'ordre. Il y aura moins de Loges de table, de repas d'obligation, mais un peu plus de tenues de travail. Surtout disparaîtra la facilité laissée à un Maître de Loge de délivrer arbitrairement des constitutions dont certaines furent achetées à prix d'argent ; la maçonnerie française s'épure en même temps qu'elle s'organise. C'est en s'inspirant d'un même esprit de réformation intérieure que le Grand-Orient institue, le 23 octobre 1773, le *mot secret* qui deviendra le mot de semestre ; exclut des LL. . ., sauf comme *servants*, les domestiques, les gens de maison et les artisans non reçus *maîtres* dans leur corporation (27 décembre 1773) ; fixe à 21 ans l'âge d'initiation des « apprentis », à 23 celui des compagnons, à 25 celui des maîtres.

Le Grand-Orient manœuvre du reste avec beaucoup d'habileté. Il sent très bien toutes les attaques qui ne vont pas manquer de l'assaillir et ne se trouve pas très armé pour y résister sans péril. Il va donc se chercher des appuis extérieurs. C'est à cette préoccupation qu'a répondu la nomination des officiers d'honneur faite dès mai 1773 par l'administrateur général. Il choisit pour ces postes quinze hauts dignitaires de la Cour, tous pourvus de titres et de grades, et d'une noblesse qui ne permet guère de les persécuter, au cas où l'idée en viendrait de nouveau au pouvoir. Il crée ainsi à la Société naissante une solide assise d'influences qui va expliquer en partie la rapidité avec laquelle les Loges bleues vont s'agréger au Grand-Orient ou se constituer sous sa bannière.

Enfin l'œuvre élaborée se complète par une régularisation imposée à toutes les Loges de l'obéissance. Certes, le Grand-Orient se garde d'agir brutalement en cette matière délicate. Mais il fait preuve d'une fermeté indiscutable, et moitié par pression, moitié par persuasion, convainc peu à peu toutes les loges, qui souhaitent — et c'est maintenant la majorité — entrer dans son orbe, de la nécessité d'une révision de leurs patentes et constitutions. La consistance de la nouvelle société maçonnique se marquera, peu après, par un détail matériel. Le Grand-Orient, cessant de siéger au hasard chez tel ou tel de ses officiers, loue au faubourg Saint-Germain, entre les rues Honoré-Chevalier et de Mézières, pour 5.400 livres par an, le noviciat des Jésuites expulsés, rue du Pot de Fer, et s'y installe à demeure (12 août 1774).

Désormais, et jusqu'en 1789, le Grand-Orient va accentuer son effort d'organisation et d'unité. Nous retrouverons le second au chapitre suivant. Il est intéressant de noter l'évolution libérale du premier. Très vite, les prérogatives de la Grande-Loge Nationale vont diminuer au bénéfice des frères élus. Les grands officiers, d'abord inamovibles, deviennent, sauf en ce qui concerne l'administrateur général et le

grand conservateur, électifs à partir de 1775, et leur mandat est limité à trois ans. Seul reste nommé à vie le Grand-Maître, dont la présence à la tête de l'ordre n'est qu'une sorte de sauvegarde officielle, et dont le rôle demeure volontairement très effacé. Les officiers d'honneur, choisis d'abord par l'administrateur général, devinrent eux aussi électifs en 1775 et désormais l'organisation du Grand-Orient ressemble fort à celle d'aujourd'hui.

Enfin une dernière innovation accentua encore le caractère démocratique de la Constitution. Dans chacune des trois chambres d'administration, un certain nombre de députés collaborèrent avec les officiers. Le contrôle de l'exécutif par le législatif devenait ainsi permanent, plus étroit même qu'il ne l'est actuellement. Pour en faciliter le fonctionnement, la Constitution fixa les conditions de nomination de ces députés, qui devaient être de l'Orient de Paris, maîtres et âgés de vingt-cinq ans par une réduction de l'âge limite fixé d'abord à trente ans.

Dès le début enfin, la Grande-Loge nationale va prendre l'habitude de se tenir en contact régulier avec ses « commettants » provinciaux. Ce sera l'origine de ces « circulaires », si intéressantes pour la vie de l'Ordre et dont la collection est le meilleur guide sur l'état d'esprit de la maçonnerie française dans le dernier quart du XVIII^e siècle.

Les idées philosophiques de la maçonnerie régénérée. — Il faut quelque mauvaise foi pour se refuser à y reconnaître une tendance libérale et une propension fort nette à l'égalité juridique ; de même que l'idée, exprimée en termes exprès, de la supériorité de la volonté collective sur l'arbitraire — même bien intentionné — de quelques-uns. Amiable et Colfavru l'ont montré avec beaucoup de bonheur dans des pages qui sont parmi les meilleures, d'une brochure que la faiblesse certaine de la documentation

historique du début ne doit pas faire mésestimer. Ils ont raison de montrer la similitude entre les principes de 1789 et cette déclaration. « Nul (dans la maçonnerie du Grand-Orient) n'obéit qu'à la loi qu'il s'est imposée lui-même. C'est le plus libre, le plus juste, c'est le plus naturel et par conséquent le plus parfait des gouvernements ». C'est cet esprit nouveau qui lui fait exiger des mandats impératifs à objectif limité pour donner au nouveau code maçonnique une forme stable et permanente, et l'autorité qu'il ne peut acquérir que par la volonté générale. Nous n'ignorons pas que ces idées ne sont pas toutes sorties toutes formulées du cerveau de la Grande-Loge Nationale; nous savons bien qu'à peu près au même moment, mais pourtant un peu plus tard, leur expression même allait se retrouver dans *La déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen Américain*. Mais c'était pourtant la première fois, et ce n'est pas sans portée pratique, qu'un corps de quelque importance faisait un essai d'application de principes demeurés jusque-là dans le pur domaine abstrait de la théorie juridique. L'expérience réussit au delà de toute espérance. Il n'y a aucun excès à souligner dès lors, comme le fera le Grand-Orient lui-même, au début de 1789, la similitude des principes maçonniques et des revendications de la Nation prête à s'assembler. Il n'y a aucune contradiction entre la constatation de ces faits et la règle impérieuse — et suivie — qui écartait le corps maçonnique des agitations politiques et proclamait son respect de la loi du souverain. Une part d'influence de la maçonnerie dans l'évolution et la diffusion des idées des « Philosophes » ne saurait se nier sans vouloir s'aveugler devant l'évidence, et sans mépriser les textes les plus nets. Quelle fut l'importance de cette part : *Grammatici certant* ! Il leur arrive même de le faire avec âpreté ! C'est affaire de dosage, où le tempérament personnel joue un plus grand rôle que la certitude historique. Dans un livre qui n'est que de faits, toute

opinion individuelle risquerait trop d'être entachée d'erreurs. Il convient de s'en abstenir.

Le désir de rendre à l'ordre quelque austérité morale est tout aussi net dans les circulaires et les discours prononcés entre 1773 et la fin du siècle. Les documents sont ici plus abondants. Au Grand-Orient les archives par Loges commencent à être tenues avec régularité. Souvent l'envoi d'un état nominatif ou le compte rendu d'une fête solsticiale s'accompagnent de la copie des discours prononcés, surtout s'ils parurent éloquents. Les monographies locales en ont aussi reproduit quelques-uns. Il faut, sans doute, apprécier avec prudence la valeur pratique de tant de nobles phrases ; et évaluer des clauses qui sont de style. Elles affirment tout de même une communauté d'idéal et une fraîcheur d'enthousiasme qui ne devaient pas être sans quelque effet sur beaucoup d'âmes. Il y a, dans toute cette période qui précède la révolution, une indéniable candeur de sentiments mêlée à la brutalité des appétits et à la licence des mœurs. A force de se vouloir et de se dire vertueux, il n'est pas impossible que les Francs-Maçons ne le soient devenus un peu davantage. C'était, en tout cas, une indication précieuse que de faire de ce culte de la vertu une condition nécessaire à l'admission dans la Loge. C'en'était certes pas une innovation ; et toutes les constitutions en faisaient une loi. Il semble bien que, réformateur là comme ailleurs, le Grand-Orient naissant sut s'en servir pour épurer et améliorer autour de lui.

Là se bornent pour l'instant les idées directrices émancipées de la Grande-Loge Nationale. Il faut savoir en reconnaître la simplicité assez pauvre. La « philosophie » qui commence à envahir l'ordre n'en a pas encore imprégné les dirigeants et ils n'éprouvent aucun besoin de reviser les *Constitutions* de 1723. Leur effort est organique ; il n'est pas du tout doctrinal. Mais l'application des principes a déjà bien évolué. Le Grand-Orient accueille avec satisfaction

des gens dont l'indifférence en matière religieuse est suffisante pour qu'on puisse les ranger parmi les *athées stupides* qu'Auderson prétendait exclure. Les Neuf-Sœurs en particulier, où l'influence d'Helvétius et de Lalande fut prépondérante, marquent un éclectisme bien différent de la doctrine anglaise primitive. La tolérance s'y teinte un peu de libertinage d'esprit. Ce ne doit pas être partout la même chose puisque nombre d'ecclésiastiques sont Francs-Maçons ; et que leur esprit de caste s'inquiéterait sans doute, plus même que leur foi profonde. Ces indices suffisent pour qu'on puisse signaler pourtant avec certitude l'évolution libérale de la maçonnerie régénérée par la création du Grand-Orient.

BIBLIOGRAPHIE

Il convient de consulter surtout : *Statuts de l'Ordre royal de la Franc-Maçonnerie (en France)*, 1773, une broc. 35 p. in-4°. En l'*Etat du Grand-Orient de France*, t. I de la réimpression ; enfin, la *Circulaire* du 26 juin 1773 et les listes annexes (32 p. in-4°).

Quelques renseignements intéressants pour la vie des loges en province se rencontrent dans BRÉGAIL : *La Franc-Maçonnerie Auscitaine*, Auch. Léonce Cocharaux, 1911 ; PAGEOT, *La Franc-Maçonnerie dans la Loire-Inférieure*, Allais-Ancenis, 1911 ; LÉONCE MAITRE, *Une Loge maçonnique au XVIII^e siècle en Bretagne*, imprimerie de l'Humanité nouvelle, Paris, 1904, et surtout LESUEUR, *la Franc-Maçonnerie Artésienne au XVIII^e siècle* et *Les livres d'Architecture de la Loge de la Fidélité* ; AMÉDÉE BRITSCH, *La Jeunesse de Philippe-Egalité* est sur tous ces points d'une excessive indigence.

TEXTES ET RÉCITS

I

LES FORMALITÉS A REMPLIR PAR UNE LOGE
POUR OBTENIR LE RENOUVELLEMENT DE SES CONSTITUTIONS

« A l'Orient de Paris, le 3^e jour de la 3^e semaine du 4^e mois
de l'an de la V. . . L. . . 5774.

T. . . C. . . F. . . ,

Si j'ai tant tardé à répondre à la lettre que vous m'avez fait la faveur de m'écrire ce n'est pas que j'ay négligé de faire toutes les démarches nécessaires à votre prompte satisfaction ; mais il était nécessaire que je fusse visiter les trois chambres qui constituent le Grand-Orient. J'ay communiqué votre lettre à chacune d'elles et toutes sont unanimes sur un point qui est que vous ne pouvez correspondre avec aucune Loge à moins que vous n'ayez la certitude de sa reconstitution au Grand-Orient ou au moins qu'elle ait présenté requette à cette fin....

Quant à vos lettres il est apparent que vous les aurez sous huitaine parce qu'elles sont expédiées et qu'elles sont à la signature ; elles passeront jeudy à la chambre de Paris, samedi à la chambre des Provinces et lundy à celle de l'Administration ou je les feray signer et sceller devant moi ; je les feray tout de suite enregistrer et vous les enverrai par l'occasion que vous voudrez bien avoir complaisance de m'indiquer d'icy à ce temps là. Il a été décidé au Grand-Orient que l'on ne rendait aucun honneur à aucun frère relativement aux différents grades dont il peut être revêtu, parce que le Grand-Orient n'a encore rien statué sur l'objet des grades qui vont être réduits et appréciés.

Vous pouvez tenir Loge quand bon vous semblera ayant été constitué régulièrement et ayant formé votre demande en reconstitution au Grand-Orient ; vous êtes en règle. Mais souvenez-vous Monsieur T. . . C. . . F. . . que vous ne pouvez plus maçonner qu'avec des maçons réguliers, c'est-à-dire avec les ff. . qui auront fait leur soumission au Grand-Orient de la nouvelle administration ou qui se seront fait régulariser en prêtant leur obligation.

Il a encore été arrêté dans la dernière assemblée générale

qu'on pourrait tenir Loge d'adoption, mais seulement par un Vénérable de Loge régulière et en présence de maçons réguliers.

J'ay le plaisir d'être par les nombres à nous connus, M. . .
et T. . . C. . . F. . .

Votre affectionné frère,

BRUNETEAU

(Cité par E. LESUEUR,

Livres d'architecture de la Loge

«La Fidélité de l'O. . . d'Hesdin», p. 45-47).

CHAPITRE II

L'Union du Grand-Orient et des Hauts-Grades

L'inextricable fouillis écossais. — La Communauté du Grand-Maître. — Les différentes réunions au Grand-Orient de 1773 à 1789.

RÉSUMÉ

Il est à peu près impossible de se reconnaître, au XVIII^e siècle, parmi la multiplicité des obédiences écossaises. Trois paraissent avoir eu en France plus d'importance que les centaines d'autres ;

Le Grand-Chapter de Clermont, peut-être devenu vers 1760, le Conseil des Empereurs d'Orient et d'Occident, qui aura comme Grand-Maître le Grand-Maître de Clermont, commun avec la Grande-Loge ; les Directoires écossais de la Stricte Observance ; enfin la Loge Saint-Jean d'Écosse du Contrat Social, Mère-Loge écossaise de France. Pour parer aux multiples inconvénients de cette diversité, le Grand-Orient s'efforcera, comme l'avait désiré la Grande-Loge, de rassembler tous ces rites en son sein. Un premier effort sera tenté en donnant à tous le même Grand-Maître qui réaliserait ainsi une sorte d'union personnelle des rites. Il ne réussit temporairement, qu'entre la Grande-Loge et le Conseil des Empereurs.

A partir de 1773, le Grand-Orient envisage de nouveau l'absorption des obédiences écossaises. Leur intégration fait l'objet d'une série de concordats passés en 1775 avec les Directoires écossais ; en 1781, avec la Mère-Loge écossaise de France ; en 1786 avec les Empereurs d'Orient et d'Occident,

très diminués par des schismes intérieurs et devenus le Grand-Chapter général de France. Tous ces concordats sont établis sur les trois mêmes principes : Suprématie dogmatique du G. : O. :., soumission de toutes les loges bleues à son obédience ; autonomie administrative et hiérarchique des Hauts-Grades de l'obédience associée. En 1787, le G. : O. :., malgré l'existence continuée d'un certain nombre de petites puissances dissidentes, crée le Souverain Chapter Général Métropolitain, chargé de la collation des grades de 18 à 25, et section permanente du Grand-Orient.

Il reste encore en ce moment beaucoup de sectes irréductibles, qui tiendront en vue d'une improbable unité, de nombreux convents entre 1780 et 1788. Le plus illustre de ceux-ci est celui de Wilhemsbad. Le Grand-Orient n'y fut pas convoqué. Mais sa situation très forte ne fut nullement ébranlée par l'ostracisme où le tinrent ces sectes confidentielles, et pour la plupart étrangères.

L'inextricable fouillis écossais. — Si la maçonnerie bleue demeure simple, malgré la scission en deux obédiences, dès qu'on aborde l'Écossisme, c'est un fouillis, où l'historien doit avouer son impuissance. Il n'y a, la plupart du temps, aucun document d'époque. Trois pièces sur quatre, parmi celles que les divers groupes produisent à l'appui de leurs prétentions, sont apocryphes, ou connues par des copies qui ne permettent pas d'en garantir l'authenticité. Les rivalités opposées ont obscurci de quelques calomnies ou de quelques contre-vérité les faits les moins controversables, et la fécondité des créateurs de rites a réussi à en inventer un nombre tel que Ragon estime à 1.400 les sectes diverses et minuscules qui se sont épanouies sur ce tronc. Il exagère et y englobe avec un peu trop de facilité des Sociétés qui n'ont rien de maçonnique ; mais leur nombre, même réduit, demeure encore impressionnant.

Nous simplifierons donc beaucoup et tâcherons de nous tenir aux faits indiscutables et aux lignes les plus générales. Parmi les obédiences que nous avons nommées dans la première partie trois surtout méritent d'être retenues : la *Grande-Loge de Clermont*, les *Directoires écossais* et la *Loge de Saint-Jean d'Écosse du Contrat Social*, *Mère-Loge écossaise de France*. La Grande-Loge de Clermont paraît avoir eu la première l'idée de tenter une unification des Hauts-Grades analogue à celle qui existait dans la maçonnerie bleue. Elle aurait dans ce but créé à Bordeaux le *Souverain Grand Consistoire des Sublimes princes du Royal Secret* ; mais faute de preuves authentiques, mieux vaut imiter la prudence de Lantoin, et ne garder qu'une croyance modérée en l'activité de cette puissance. Il semble certain pourtant, qu'avant 1760, la Grande-Loge de Clermont avait déjà perdu sa vigueur. Elle s'est peut être transformée en *Conseil des Empereurs d'Orient et d'Occident, grande et souveraine Loge écossaise Saint-Jean de Jérusalem*. En tout cas, cette nouvelle puissance existe et possède elle aussi pour Grand-Maître le comte de Clermont ; elle semble donc être localisée dans les Hauts-Grades et ne point faire concurrence à la maçonnerie symbolique. Ce sera une des obédiences écossaises avec lesquelles le Grand-Orient entrera le plus tôt en relations, achevant une fusion commencée par la Grande-Loge régénérée (1771).

L'histoire des *Directoires écossais* est beaucoup plus compliquée. Ils se rattachent à une obédience venue d'Allemagne et qui prit le titre de *Stricte Observance*. Les notes laissées par Joseph de Maistre ne permettent plus de douter ni du rôle important que joua en cet ordre le duc de Brunswick, ni du caractère théocratique très net qu'il prit vers la fin de l'ancien régime. Il subdivisait sa puissance en neuf provinces à la tête desquelles, correspondant aux loges provinciales de la maçonnerie française, se trouvaient des directoires : ceux de France étaient d'Auvergne, du Languedoc ou d'Occi-

tanie, de Lyon ou de Septimanie (bien que géographiquement ces deux termes ne s'appliquent point au même pays), et de Bourgogne. Beaucoup d'historiens maçonniques demeurent persuadés que c'est une création jésuitique ; et le caractère très religieux de la doctrine explique cette hypothèse, à laquelle les faits n'apportent aucune confirmation positive. Vers 1770, les directoires écossais ont un recrutement limité en étendue, mais très soigné et qui leur vaut une notoriété de bon aloi dans certaines classes sociales. Leur réputation n'est ni négligeable, ni galvaudée. Et le Grand-Orient en comprendra l'intérêt.

Mais la plus singulière des trois grandes puissances écossaises qui se partagent la faveur des amoureux des Hauts-Grades est la *Loge de Saint-Jean d'Ecosse du Contrat Social, Mère-Loge écossaise de France*. Rien que ce nom est un programme, ou du moins l'indication des avatars multiples qui présidèrent à sa formation. Au début, nous y trouvons deux Loges distinctes : la Mère-Loge écossaise de Marseille, et la Mère-Loge écossaise du Comtat Venaissin. Celle-ci a constitué à côté d'elle une Académie des Sages, espèce de Chapitre, tout occupé de recherches hermétiques qui lui valent d'inquiéter les Inquisiteurs pontificaux, et sa fermeture. Pendant ce temps, s'est fondée à Paris la Loge Saint-Jean d'Ecosse du Contrat Social, primitivement appelée Loge Saint-Lazare, et qui tient ses constitutions de la Loge écossaise de Marseille. Chassée du Comtat, la Loge écossaise d'Avignon réussit à s'agréger au Contrat Social, par l'entremise du frère Boileau et à le faire instituer Mère-Loge écossaise de France, en lui conférant ses propres pouvoirs. C'est, on le voit, une puissance composite qui, à partir de 1776, devra une réelle notoriété à sa lutte contre la légende templière. Il semble qu'on peut y joindre le *Rite Écossais philosophique*, dont le même frère Boileau est le Grand Supérieur national et qui compte en France cinq Tribunaux suffragants, rattachés à des

Loges régulières : Douai, Puylaurens, Toulouse, Angers et Dunkerque, plus deux en Flandre autrichienne : Anvers et Bruxelles. Dans une aussi redoutable complexité, il est bien difficile de se retrouver avec certitude.

La Communauté du Grand-Maître. — Il est certain du moins que la Franc-Maçonnerie ne peut que souffrir de ces variétés infinies d'ateliers. Aussi l'unité a-t-elle paru dès l'abord désirable. Et l'on s'est arrêté à une forme qui rappelle ce que l'ancien droit royal ou impérial appelait *L'Union personnelle*. Plusieurs de ces puissances écossaises vont être ainsi amenées à reconnaître le Grand-Maître de Clermont et nombre de Loges symboliques, fidèles au Grand-Maître, ne verront aucune difficulté à laisser individuellement leurs membres s'affilier à un atelier de Hauts-Grades, extérieur à leur obédience. C'est une situation pleine d'embûches et qui ne peut qu'amener des froissements, des excommunications en sens divers, d'interminables querelles. Aussi la Grande-Loge de France, bien qu'elle ne soit qu'une chambre d'administration des Loges bleues, a-t-elle pensé à la nécessité de créer une union ou une fusion. Au moment où meurt le comte de Clermont, ce qui va tant faciliter la réforme de la maçonnerie française, des tractations sont en cours, entre les *Empereurs d'Orient* et la Grande-Loge. On les a vu aboutir en 1772 ; et cette union — très superficielle pourtant — a joué un rôle important dans la préparation du mouvement d'où va sortir le Grand-Orient ; mais de cet effort réciproque vers une alliance reconnue nécessaire, il n'apparaît pas cependant qu'à aucun moment la fusion ait jamais été complète entre la Grande-Loge et les chevaliers d'Orient, malgré le texte d'union que nous avons cité au dernier chapitre de la première partie. Le frère Savoire semble avoir bien saisi les rapports entre la Grande-Loge et le Conseil quand il écrit :

Que les dignitaires de la Grande-Loge de France compo-

saient le sublime Conseil des princes maçons ou du Royal Secret du Conseil des Empereurs d'Orient et d'Occident ; mais dès 1773, faute peut-être par la commission des huit d'avoir attaché assez d'importance à la régularisation des Hauts-Grades, les Empereurs d'Orient et d'Occident ont repris une existence propre. Après 1773, il y a bien encore communauté de directeur, mais non plus d'obédiences. La preuve en pourrait être tirée de la copie de la fameuse patente Morin, si elle n'est point apocryphe. L'énoncé des titres du Grand-Maître porte en effet : Grand-Maître de toutes les Loges régulières de France et du Souverain Conseil. Il n'y aurait pas lieu d'énoncer celui-ci, s'il était intégré dans la puissance de la Grande-Loge Nationale. Reste ce fait important. Les deux puissances coexistent en bonne intelligence. Une sorte de division du travail y apparaît. Le Conseil des Empereurs régit les ateliers supérieurs. Le Grand-Orient, issu pendant ces années troublées de la Grande-Loge, régit les Loges bleues. L'autorité centrale est la même. Le problème, déplacé et tout de même simplifié, consiste à réaliser l'unité dans chacune de ces deux puissances aux attributions bien distinctes ; quitte à reprendre entre soi le problème, épineux, de leurs rapports internes.

Les Unions entre le Grand-Orient et les systèmes écossais de 1773 à 1789. — Le Grand-Orient sent très bien tous les avantages de cette réunion, lui, dont il serait presque possible de soutenir qu'il n'est né que pour l'unité. Il voudrait pourtant ménager la susceptibilité des maçons des Hauts-Grades. Il ne conteste pas en effet leur valeur morale et intellectuelle ; peut être est-il même nécessaire qu'ils conservent une existence distincte ; mais le G. . . O. . . cherche à réaliser entre les diverses obédiences écossaises une communauté d'idées et de grades qui leur manque totalement. C'est à cette préoccupation que répond d'abord la

nomination d'une commission qui envisage la création de quatre grades supérieurs, dont la superposition à la maçonnerie bleue serait comme le couronnement de son édifice. Et une circulaire du 5 mai 1775 précise encore les intentions et les projets du Grand-Orient. Il s'y déclare *pénétré des avantages qui doivent résulter pour l'art royal de la réunion d'un grand nombre de maçons recommandables par leurs qualités civiles et maçonniques, au centre commun des maçons de France*. Il n'y a point d'euphémisme, quoiqu'en pense Lantoiné en cette expression, qui n'est que la vérité toute nue.

Du reste, les petites puissances des Hauts-Grades ne sont pas insensibles à ce que représente pour elles la force chaque jour accrue du Grand-Orient. Elles ne résistent que faiblement à l'attraction de sa masse. Elles sont constituées d'abord de Maçons réguliers. Les prétentions du G. . O. . ne leur paraissent donc excessives que dans la mesure où il s'attaque à leur hiérarchie particulière de puissances chevaleresques, templières, philosophiques ou hermétiques. Si elles pouvaient venir à lui sans rien perdre de ce pouvoir-là, elles ne demanderaient pas mieux. C'est par la reconnaissance de leurs Loges bleues, que va se faire la rentrée des obédiences écossaises dans la famille maçonnique en voie d'unité. Le 13 avril 1776, *les directoires de l'Auvergne, de l'Occitanie, de la Septimanie et de la Bourgogne... s'allient à lui par un traité* (Lantoiné, 223). Ici, l'unité n'est pas faite, mais simplement en route, puisque les Directoires conservent toute l'administration de leur rite. Mais, en reconnaissant au Grand-Orient le droit de viser et de confirmer *les constitutions qui émaneraient d'eux*, les Directoires en reconnaissent implicitement l'autorité constitutionnelle, et ne sont plus dès lors qu'une branche originale d'une famille à plusieurs rameaux.

La question est plus complexe avec la *Mère-Loge de France Saint-Jean d'Écosse du Contrat Social*. Nous en avons vu

l'évolution. Le *Contrat Social* est une Loge bleue régulière dont les constitutions furent confirmées par le G. . O. . après la scission avec la Grande-Loge. Lorsqu'elle devient Mère-Loge écossaise, dans les conditions que nous avons dites, le G. . O. . refuse de l'inscrire sur ses contrôles avec ce titre et la querelle aboutit à une rupture, le 18 mai 1777. Saint-Jean du Contrat Social est rayé des contrôles du Grand-Orient. Mais, dès 1781, un concordat intervient qui met fin à cette dissidence. Le 5 novembre de cette année, les commissaires des deux obédiences stipulent en effet que *Saint-Jean d'Écosse du Contrat Social* renonce à se considérer comme Mère-Loge à l'égard du Grand-Orient, dont elle reconnaît l'autorité. En échange de ce renoncement, la faveur de constituer des Loges à l'étranger lui est réservée et elle pourra affilier aux grades supérieurs des maçons du Grand-Orient. Si elle peut enfin *s'agréger* des Loges à l'intérieur du territoire, c'est à-dire établir entre ces ateliers et elles une sorte de filiation toute morale, elle s'interdit formellement d'en *constituer* : c'est-à-dire d'empiéter sur les prérogatives constitutionnelles du Grand-Orient. C'est encore une puissance écossaise qui revient au bercail commun.

Cependant, les autres puissances écossaises souffraient de plus en plus de cette action attractive du Grand-Orient. Nombre de leurs membres préférèrent la société puissante, où ils trouvent aussi des chapelles de Hauts-Grades ; et les puissances étiolées se réduisent à peu près à leurs directoires, parfois encore scindés de schismes nouveaux. Peu à peu, des traités d'alliances qui sont des traités d'incorporation, un peu déguisés sous des paroles aimables, ramènent au Grand-Orient le *rite primitif de Narbonne* et sans doute aussi les *Architectes Africains*. Il y longtemps que les *Écossais fidèles de Toulouse* ont cessé de donner signe de vie et ont reconnu l'autorité du Grand-Orient, en se fondant dans la Loge *La Sagesse et l'Union*. Plus sûr de sa force, le Grand-Orient se

montre aussi moins disposé à supporter des atteintes à sa puissance constituante. Il entreprend de contraindre la *Loge Anglaise de Bordeaux*, rattachée à la Grande-Loge d'Angleterre, à renoncer à constituer en France. Une partie des frères s'y refuse après avoir accepté un concordat. Et une nouvelle Loge : *La vraie Anglaise*, abandonnant son atelier, un des plus anciens de la maçonnerie française, entre dans l'obédience du G. . . O. . . A partir de 1785, l'*Anglaise de Bordeaux*, rayée des contrôles du Grand-Orient, n'aura plus qu'un rayonnement bien limité et destiné à s'éclipser tout à fait, récompense mélancolique d'une fidélité à ses origines qui méritait un sort meilleur.

Restent les *Empereurs d'Orient et d'Occident* et leur schisme : les *chevaliers d'Orient*. Eux aussi se sont effrités depuis 1771. Ils n'ont plus guère de fidèles. Ils vont finir par se perdre vers 1782-84 dans une puissance nouvelle : le *Grand-Chapitre général de France*, qui se proposait de « réunir à perpétuité sous son régime et son gouvernement tous les Chapitres existant alors en France ou qui pourraient y exister à l'avenir, afin de réformer l'*acéphalite* qui les caractérise et d'en masquer les abus ».

Il groupait sept Chapitres de Rose-Croix, et ses préoccupations en tout semblables à celles du G. . . O. . . devaient le conduire à des conversations avec celui-ci. En effet, dès 1785, des pourparlers s'engageaient. Traversées par des protestations d'une autre secte : le *Grand-Chapitre de Rose-Croix du Dr Gervier*, qui exhibait à l'appui de son ancienneté une patente latine somptueuse..... et fausse, les négociations aboutissaient en 1786 à un compromis général, qui, intégrant le Grand-Chapitre général de France au Grand-Orient, lui abandonnait à l'intérieur de l'ordre unifié, la collation des grades de 18 à 25 avec le titre distinctif de souverain *Chapitre général métropolitain* (1787).

L'entrée de tous les groupes écossais dans le Grand-Orient

peut-être alors considérée comme réalisée. Cependant des obédiences restent à l'écart : les *Philalèthes* de Salvalette de Lange, les *Martinistes*, les *Illuminés*, les *Swedenborgiens*, etc., etc. Elles aussi, travaillées du double besoin d'unité et de prépondérance, multiplient leurs efforts pour ordonner ce chaos. Elles tiennent entre 1777 et 1787 divers convents dont le plus illustre est celui de Wilhemsbad et qui, comme tout concile qui se respecte, n'aboutissent à l'unité de la foi qu'à coups d'excommunications, génératrices d'hérésies. Le Grand-Orient de France a été tenu dès l'origine à l'écart de ces débats internationaux, où quelques-uns de ses membres notoires joueront pourtant un rôle personnel important. Il semble qu'il ne faille pas en chercher d'autres raisons que celle-ci : il est avant tout l'organisme constitutionnel de la maçonnerie bleue française et les congressistes sont — aussi différents que soient leurs tendances et leurs buts — tous des Maçons de Hauts-Grades, partageant en quelque mesure les opinions du frère Joseph de Maistre sur l'indigence intellectuelle des *simples grades bleus*.

Il semble bien que la maçonnerie française n'a rien perdu à être, *comme corps*, exclue de ces conférences d'où ne sortit rien de positif, pas plus les projets de renversement de l'ordre monarchique que lui prêtèrent si comiquement de pieux adversaires de la maçonnerie, que la régénération de la maçonnerie universelle dont rêvaient — un peu candidement — les organisateurs.

Avec la création du souverain chapitre général métropolitain s'achève un cycle de l'histoire de la maçonnerie française. Les Hauts-Grades — réorganisés provisoirement — prennent rang dans l'unité organique. Ils ont, comme dit Lantoiné, présenté la tête au couperet gainé de velours. Bien qu'un couperet ainsi emmaillotté doive perdre beaucoup de ses qualités tranchantes, ne chicanons pas l'auteur sur cette image, en considération des lignes qui suivent : un Franc-

Maçon tout dévoué au Grand-Orient n'aurait pas su, mieux que cet « Écossais » irréductible, dégager les résultats obtenus par la puissance nouvelle et l'importance de son action : « basée surtout sur le besoin d'unité qui s'imposait dans la maçonnerie française, sur une concentration de pouvoirs réels et de forces morales, empêchant l'éparpillement des efforts et la rivalité des petites ambitions individuelles. »

BIBLIOGRAPHIE

Sources très dispersées. Parmi les plus utiles consulter outre LANTOINE et RAGON (Op. cit.) les deux thèses de LE FORESTIER. *Les Illuminés de Bavière* (Th. princ. Paris) et surtout *Les plus Secrets mystères de la maçonnerie dévoilés* (réédition avec importante préface, th. comp. Paris.)

SAVOIRE et LEBEY. *Les ateliers supérieurs du Grand-Orient de France, historique et doctrine* (Paris 1924, S. n. d'éd.)

LE FORESTIER. *L'occultisme et la Franc-Maçonnerie écossaise*, loc. cit.

DERMENGHEM. *Lettre de J. de Maistre sur la Franc-Maçonnerie*, Rieder 1925. On trouve à la Bibl. Mun. de Toulouse deux manuscrits non catalogués, dont l'un (un cahier in-4° de maroquin vert) débute par le discours de Ramsay (faussement coté : manuscrit 132 par Lantoine) et dont l'autre contient un rituel des divers grades à la fin du XVIII^e siècle.

TEXTES ET RÉCITS

Le traité entre le Grand-Orient et les Directoires Écossais.

Il s'est offert en 1774, au Grand-Orient une circonstance bien délicate d'exercer ses lumières : le traité d'Union des Directoires Écossais, établis en France sous la réforme de Dresde. Ce traité semblait intéresser la gloire du G. . O. . en sens contraire. D'une part, le régime de ces Directoires était en opposition avec les lois nationales de la maçonnerie qui prononcent l'irrégularité contre toutes Loges consti-

tuées en France par d'autres que le G. : O. : D'une autre part, les Directoires se présentaient avec un monde de maçons d'un choix épuré, dont les principes de la réforme portaient extérieurement sur la somptuosité des décorations, des fêtes et des festins maçonniques, pour donner plus d'aliment et d'extension aux sectes de bienfaisance et de vertu. Une bibliothèque immense, rendue publique à Mittau; dans d'autres lieux, des asiles ouverts à la vieillesse infirme; ailleurs, des soins donnés aux tendres orphelins; dans des royaumes entiers, des secours assidus, prodigués à ces fruits infortunés de la séduisante et trop impérieuse magie des sens, à ces créatures intéressantes, méconnues de leurs pères, victimes des lois sociales, qui, n'ayant plus que la Nature pour mère, ont le droit immuable et sacré de réclamer tous les hommes pour frères, tels sont les traits éclatants du régime moral de la réforme de Dresde, observé par près de 400 LL. : du nord au midi de l'Europe.

En 1776, le G. : O. : crut de sa justice et de sa prudence d'adopter ce traité, parce que les bons maçons font une seule famille répandue sur toute la surface du globe, et que les droits de suprématie du G. : O. : sur les LL. : de France lui étaient conservés; l'alliance étant proposée par les *Directoires* et les *Directoires* se rendant tributaires du G. : O. :

Circ. du G. : O. : , 3 juillet 1767,
citée par BERNARDIN,
Franc-Maçonnerie à Nancy, I, 119-120.

CHAPITRE III

Le Grand-Orient et l'Unité des Loges Bleues

La Grande-Loge et le Grand-Orient de 1774 à 1789. — Les progrès du Grand-Orient. — Les acquiescements et les résistances individuelles à l'effort d'unité. — Les organismes particuliers : Loges militaires ; Loges d'adoption ; Loges féminines.

RÉSUMÉ

De 1774 à 1790, la lutte va continuer entre le Grand-Orient et la Grande-Loge. Mais, tandis que les effectifs de celle-ci vont diminuer d'année en année, ceux du Grand-Orient au contraire croissent sans cesse et atteindront en 1789 le chiffre de 629 Loges en activité.

La première raison de cette prospérité doit être demandée à la sévérité dont fait preuve le Grand-Orient avant de renouveler les Constitutions des Loges. Ce rigoureux examen rassure en effet les bons maçons et donne d'autant plus de prix à l'admission dans l'obéissance. La plupart des Loges souhaitaient cette consécration. Il demeure encore en ce moment des Loges dissidentes et hostiles. Mais presque toutes finiront par venir à résipiscence.

Deux organisations originales prennent alors une importance caractéristique. La première est le développement des Loges militaires ; d'abord propriétés des officiers qui les constituaient, elles aussi sont régularisées après la réforme de 1773. Elles ne diffèrent alors des Loges civiles que par deux points : leur Orient n'est pas fixe, mais suit les déplacements du régi-

ment, leur recrutement demeure très fermé et aristocratique. Les sous-officiers y sont rares, les soldats presque inconnus. Soixante-neuf de ces Loges groupaient environ 1.800 officiers à la veille de la Révolution.

La création des Loges d'adoption est plus spéciale. Presque dès l'origine, les femmes essayèrent d'entrer dans la maçonnerie. Il se créa de ce chef des parodies de l'ordre maçonnique telles que l'ordre de la Félicité ou les Chevaliers de l'Ancre.

Mais le développement de la curiosité intellectuelle dans les milieux féminins amène le Grand-Orient à prendre en considération en 1774 des Loges d'adoption ou Loges de femmes, sous la réserve que leurs travaux fussent conduits par des officiers de Loges régulières. Le ritualisme en était différent, mais analogue. On sait peu de chose de leurs travaux. La plupart de leurs membres prirent nettement le parti contre-révolutionnaire. Il semble possible d'affirmer que la bienfaisance fut leur occupation principale, à l'exclusion de toute discussion philosophique un peu sérieuse.

La lutte entre la Grande-Loge et le Grand-Orient (1774-1799) et les progrès du Grand-Orient. — Au moment où le Grand-Orient se déclare seule puissance maçonnique régulière de France, au moins pour les trois grades symboliques, sa prétention, nous l'avons vu, ne va pas sans soulever une très vive opposition. La Grande-Loge ne prétend pas mourir. La lutte engagée entre les deux puissances maçonniques bleues se prolongera jusqu'en 1799. Mais dès le début la partie est inégale. Sans doute, la Grande-Loge ne cesse de protester de sa légitimité; et les excommunications réciproques se multiplient. La Grande-Loge essaie aussi de constituer tant qu'elle peut; et ce recrutement intensif paraît bien avoir abouti, comme c'est presque toujours le cas de pareils expédients, à affaiblir

beaucoup plus la qualité qu'il n'a pourtant augmenté la quantité. La Grande-Loge de France voit de plus en plus fondre ses effectifs. Une à une les Loges de son obédience disparaîtront ou solliciteront leur admission dans le giron du Grand-Orient. A la veille de la Révolution elle continuera encore à végéter, mais, en face d'elle, le Grand-Orient comptera 629 Loges en activité, dont Amiable nous donne comme suit la répartition : 63 à Paris, 442 dans les provinces, 38 aux colonies, 69 attachées à des corps militaires, 17 en pays étrangers.

Résistances et acquiescements individuels. — Ce progrès si prompt est dû sans doute — et nous le verrons au prochain chapitre — à l'évolution des esprits et de la doctrine des Loges ; mais il l'est d'abord au souci apporté par le Grand-Orient dans sa besogne d'épuration. Ses dirigeants ont parfaitement compris ce que formulait dans le même temps J. de Maistre en écrivant comme argument à l'appui d'un choix très sévère : *Tout ce qui est exclusif ou difficile à obtenir flatte prodigieusement l'homme*. L'obligation imposée à toutes les Loges de faire rafraîchir leurs constitutions fut un indiscutable élément d'émulation. *Ce rafraîchissement* n'était accordé en effet qu'après de longues et minutieuses démarches. L'atelier qui le sollicitait déléguait auprès du Grand-Orient un de ses frères les plus estimés, souvent son vénérable, ou chargeait de sa cause un frère résidant à Paris, en général celui qu'elle avait député au G. O. Cette demande était présentée à la Chambre d'administration, et après un rapport favorable d'un des membres de celle-ci, le dossier était transmis à la Chambre des provinces qui désignait à son tour des frères enquêteurs chargés de se faire présenter les registres de la Loge et la liste de ses membres et de recueillir dans les Orient voisins tous les documents susceptibles d'éclairer leur conviction. D'ordi-

naire des frères d'une Loge voisine étaient investis de cette mission ; mais dans le cas douteux des commissaires pouvaient être envoyés de Paris, et *Bernardin* cite l'exemple de Saint-Jean de Jérusalem à l'Orient de Nancy, où l'enquête s'étendit sur deux années et fut refaite par deux groupes différents d'enquêteurs.

Les enquêteurs, leur besogne accomplie, remettaient à la Chambre des Provinces un rapport, et celle-ci se prononçait ; mais il était du droit de n'importe quelle Loge de l'obédience de faire opposition à l'admission. La Chambre des Provinces passait alors le dossier à la Chambre d'administration ; et, si celle-ci se prononçait à son tour favorablement, la Loge opposante conservait le droit de faire appel à la Grande-Loge du Conseil qui statuait enfin en dernier ressort.

Cette sévère procédure ne pouvait qu'enchanter les bons maçons qui y voyaient la preuve de leur régularité et comme des lettres de Noblesse ; d'autant que la Loge admise figurait dorénavant sur le tableau des Loges avec une ancienneté qui partait du jour de sa création. Et, même en tenant compte d'une certaine emphase des formules, assez commune à l'époque et au milieu, tous les procès-verbaux de réinstallation laissent éclater l'orgueil et la joie de ces reconnaissances solennelles.

Mais certaines Loges n'en persistaient pas moins à se tenir à l'écart du Grand-Orient. Plus anciennes que lui, ou appartenant à des Organismes considérés comme plus Nobles, elles le dédaignent et ne lui cachent pas leur hostilité assez hargneuse. *L'Anglaise de Bordeaux*, dont nous avons déjà parlé enregistre en ces termes le 16 juillet 1785, la rupture des relations avec le Grand-Orient. « *Loin de considérer cet événement comme un malheur, les frères le regardent comme un bonheur. Par ce moyen, la Loge anglaise rentre dans tous ses droits, et la faute qu'on avait faite de s'agréger se trouve réparée. Le G. O. demandait que la Loge renonçât à ses premières*

constitutions et qu'il lui en accorderait de nouvelles. La Loge a témoigné le mépris que méritait cette proposition. » (Lantoiné, p. 223, note 1). Elle n'avait pu empêcher pourtant une partie des frères de se séparer d'elle pour aller grossir les fidèles du Grand-Orient.

Parfois ce sont des Loges issues de puissances écossaises qui se refusent à l'Union, même malgré les traités qui unissent celles-ci au Grand-Orient. Saint-Jean de Jérusalem à l'Orient de Nancy écrit le 30 avril 1775 au Grand-Orient : « Deux nouvelles Loges viennent de s'établir ici se disant constituées de Strasbourg (le Directoire écossais de Bourgogne). Une lettre de cet Orient nous est parvenue par laquelle la Loge du Parfait Silence se loue d'avoir secoué le Joug du Grand-Orient de France pour ne suivre, disent-ils, que les vrais buts de la maçonnerie » (Bernardin, t. II, p. 120). D'autres Loges parlent aussi à la même époque de la Tyrannie du G. O. de F. . — (id., *ibid.*). Ce n'est pas sans combat que l'unité peu à peu se réalise.

Du moins se réalise-t-elle. Les Loges dissidentes de Nancy ne tardent pas à se fondre dans une autre, issue elle aussi du Directoire écossais de Bourgogne : l'*Auguste Fidélité* légèrement leur aînée ; et celle-ci demandera, dès 1777, son agrégation au Grand-Orient. L'*Anglaise de Bordeaux*, elle-même, finira par être doucement conquise (Lantoiné, 228) ; il est vrai que ce ne sera qu'en 1804. Plus le Grand-Orient est sévère en ses choix, plus les Loges aspirent à y entrer. Au moment où la Révolution française va interrompre durant des années presque toute activité maçonnique, la puissance de cet organisme permet de considérer comme négligeable en fait les quelques îlots de résistance qui émergent encore à la surface du territoire national. Mais ce ne sera pourtant qu'au réveil de la maçonnerie que cette unité sera faite en droit.

Sans attendre ce moment, le Grand-Orient a essayé de

compléter son action en développant deux institutions originales ; les Loges militaires et les Loges d'adoption.

Les Loges militaires. — Ce n'est pas une nouveauté que les Loges militaires. Elles existaient, elles aussi, avant la constitution du Grand-Orient ; mais leur importance va croître à mesure que celui-ci va se développer. Leur principale originalité est de n'avoir pas d'Orient fixe, et de se déplacer avec le corps auquel elles appartiennent. Beaucoup sont uniquement aristocratiques. Le Grand-Orient de France possède entre autres le dossier de la Loge formée à l'Orient des *Mousquetaires Noirs*, qui disparaîtra avec ce corps somptueux, détruit par la Réforme de *Saint-Germain*, et dont les plaintes s'exhalent dans une bien curieuse planche de 1782. Le personnel est en grande majorité formé d'officiers ; les sous-officiers, très rares à l'origine, y apparaissent un peu plus fréquemment dans les années qui avoisinent la révolution, mais n'y reçoivent bien souvent qu'un accueil assez froid. Il est sensible que les Loges militaires se ressentent toujours de leur origine.

Leur installation, d'abord spontanée, paraît avoir traversé deux phases. Dans la première, un ou plusieurs officiers maçons, munis de Constitutions personnelles par leur Loge-Mère, s'agrégeaient quelques camarades choisis. Dès qu'ils étaient 7 ils formaient à l'Orient de leur régiment une Loge militaire qui gardait le plus souvent le patronyme de la Loge dont étaient issus ses fondateurs. Là aussi, la Loge était la propriété de celui qui l'avait fondée. Elle changeait de corps avec lui.

Le Grand-Orient n'a pas manqué de vouloir étendre sur ces ateliers sa volonté d'organisation et d'unification. Les Loges militaires furent appelées après 1773 à faire elles aussi reviser leurs constitutions. La fondation des nouvelles devint beaucoup plus compliquée. Il leur fallut — comme les Loges

civiles, et c'est la seconde phase — être présentées par des Loges voisines, qui se portaient garantes de la valeur maçonnique des membres, de leur parfaite honnêteté, de leurs sentiments et de leurs aptitudes. Un incident curieux nous révèle quel était alors l'esprit qui régnait dans certains de ces milieux, moins maçonniques que militaires. Une de ces Loges en instance ne consentit pas à être installée par une Loge bourgeoise proche de sa résidence. Mais de pareilles manifestations sont rares. A l'ordinaire, les meilleurs rapports existent entre les deux maçonneries, toutes deux membres du même organisme central. Les Loges militaires ont du reste exactement les mêmes droits que les Loges bourgeoises, et adhèrent de la même manière à la Grande-Loge Nationale. Parfois enfin, les Loges militaires créent des Loges bourgeoises. Dans un récent diplôme d'Études supérieures d'histoire, M. Marcy a établi que c'est la Loge militaire de *Dragons Orléans : l'Amitié à l'Épreuve* qui fonda en 1785 la Loge de Châteaudun : *l'Aménité*. Ce n'est vraisemblablement pas un cas isolé. D'après les États du Grand-Orient, il y avait 69 loges militaires en exercice en 1787, c'est-à-dire une environ par deux régiments. Mes propres recherches m'ont permis d'en identifier 49, leur effectif dépassait 1.300 membres. C'est donc environ 1.800 officiers ou sous-officiers qu'aurait groupés à ce moment la maçonnerie militaire. Ce chiffre s'entend, bien entendu, de ceux-là seuls qui fréquentaient les Loges proprement militaires, car beaucoup d'officiers continuaient d'être membres des Loges de leur résidence habituelle.

Mais à une époque où le changement de garnison était la règle et où les régiments faisaient presque aussi souvent étape que séjour, il convenait de noter cet organisme original qui se prolongera jusqu'à la fin du premier empire. Ce n'est pas à proprement parler une innovation maçonnique. Les Loges militaires ne présentent aucun caractère rituelique qui leur

soit propre. Mais elles groupent dans une catégorie sociale déterminée des éléments maçonniques sans résidence fixe. Elles contribuent ainsi à caractériser fortement les frères qui les fréquentent, et dont la fraternité réelle conserve tout de même une petite allure de caste. Celle-ci s'aventurera encore sous l'Empire. Ces Loges ne lui survivront du reste pas quand les garnisons deviendront plus stables, elles cesseront de correspondre autant à un besoin. Surtout, le pouvoir civil, inquiet sous la Restauration, de l'hostilité sourde ou ouverte de l'ancienne armée impériale, en prendra trop d'ombrage pour qu'elles puissent continuer à vivre sans s'exposer aux tracasseries ou à la persécution du pouvoir.

Les Loges d'adoption. — La tentative des Loges d'adoption est beaucoup plus originale. Bien qu'elles n'aient pas non plus survécu à la Restauration, une histoire même succincte de la maçonnerie française ne saurait les ignorer. Presque aussi vite que les Loges masculines, les Loges féminines apparurent en France, au plus tard aux environs de 1740. C'était en violation certaine des Constitutions, mais les réunions toutes masculines avaient provoqué des curiosités qui essayaient par tous les moyens de se satisfaire. Les chansons et brochures qui pullulent vers le milieu du XVIII^e siècle, et prétendent renseigner sur la maçonnerie, ont exploité à fond ce thème; la plupart affirment la parfaite innocence de ces réunions; certaines justifient l'exclusion des femmes; d'autres, recueillies dans des *varia* plus que licencieux, ne sont que des prétextes à gauloiseries un peu bien salées ⁽¹⁾. Aussi ne faut-il pas s'étonner si ces dames, laissées à l'extérieur de l'ordre, essayèrent d'en constituer une parodie. Les premières tentatives de cette nature ne sont guère élucidées.

(1) Telle celle dont le refrain s'achève par ce vers :

on couvre quand on a bâti!

destiné à rassurer les dames sur les... sentiments des maçons à leur égard.

Qu'était au juste l'ordre de la Félicité ? Il y a-t-il eu des Chevaliers de l'Ancre ? et au surplus ces fantaisies — innocentes ou non — ne se rattachent-elles pas plutôt aux amusements d'une duchesse du Maine créant l'Ordre de la Mouche à Miel ? La maçonnerie a dans tous les cas bien peu de choses à y voir.

Mais, vers 1760, la situation n'est plus tout à fait la même ; les salons sont dans toute leur vogue, les femmes qui les tiennent, ou qui les parent, sont des « intellectuelles », ainsi que nous dirions à l'heure actuelle. Telles, comme Madame d'Helvétius, ont une réputation justifiée de savantes, sans ironie moliéresque. Leurs réunions, si elles existent sous une forme sensiblement maçonnique, ont donc de quoi intéresser les Directeurs de l'Ordre ; tant et si bien qu'en 1774, « le Grand Orient *prend en considération* les Loges de femmes, dites *Loges d'adoption*, en spécifiant qu'elles ne devaient être tenues que par des officiers de Loges régulières » (Lantoin, p. 376). Il est difficile de ne pas admettre, comme le fait judicieusement observer Lantoin, que le Grand-Orient en prenant ces Loges en considération ne fait que régulariser un état de fait.

De ces Loges d'adoption il ne nous reste que bien peu de chose. Quelques rituels, différents des rituels masculins, mais visiblement établis pour en rappeler le caractère symbolique, mystérieux et éducateur ; et les traces, assez légères, d'une activité qui fut sans doute plus mondaine que philosophique. Nous savons du moins que les illustres Loges masculines : le *Contrat Social*, les *Neuf Sœurs*, la *Candeur* ont chacune une Loge d'adoption souchée sur la Loge bleue. Nous connaissons aussi, surtout par les travaux d'Amiable, un certain nombre de noms. La reine Marie-Antoinette en 1781 pourra dire que toute sa Cour en est ; et Pierre de Nolhac, paraît avoir eu des documents précis quand il trace dans les *Derniers Trianons* d'alertes crayons des réunions que tenaient

ces Grandes Dames : Princesse de Chartres ou Duchesse de Lamballe. Les textes du XVIII^e siècle nous apprennent encore qu'il y a dans ces Loges féminines les trois grades d'apprentisses, de compagnonnes et de maîtresses ; le rôle du vénérable masculin paraît enfin avoir été par moments bien réduit. Mais de cette maçonnerie en marge, l'action ne semble pas avoir été bien profonde. Jouaust, en parlant d'une *innocente récréation*, ne semble pas très loin de la vérité. En vain objecterait-on que, dans certains cas, comme à la Can-deur, leur surveillance fut assez efficace pour leur donner le contrôle absolu des initiations. Il n'y a là qu'un cas isolé, dont les motifs réels nous échappent du reste et qui n'infirme pas, quant aux conséquences, ce que nous savons par ailleurs.

Or, en fait, le rôle de la femme dans la maçonnerie n'est guère marqué que par des œuvres de bienfaisance. Alors qu'au début de la Révolution constituante, la majorité des maçons réguliers inclinera vers la réforme profonde de l'État social, toutes ces maçonnes, ou presque, prendront avec beaucoup d'impétuosité et de prévention, mais non pas sans courage, le parti le plus rétrograde. La caste parlera en elles beaucoup plus que les principes appris sur les colonnes. Il y a là tout de même une différence essentielle qui rend bien forte l'opinion que les maçons de la fin du XVIII^e siècle ne découvriraient aux femmes que l'aspect extérieur de leur doctrine, mais ne les crurent pas assez évoluées pour leur en communiquer le sens. Le firent-ils que nous pouvons du moins affirmer qu'elles n'en profitèrent guère. Lorsque la maçonnerie d'adoption reparaitra après la grande tourmente, dispersée, fragmentaire, réduite à quelques ateliers, elle aura bien davantage encore ce caractère d'amusement, teinté cette fois d'un peu d'anachronisme. Jusqu'à l'apparition des Loges mixtes, à l'aube du XX^e siècle, la femme demeurera décidément en dehors de la maçonnerie française.

BIBLIOGRAPHIE

A ajouter à toutes les sources citées au chapitre précédent et qui conviennent également à la première partie de celui-ci.

a) *Sur les Loges militaires*: G. MARTIN, *Franç-Maçonnerie et Révolution*, III^e partie.

MARCY, *La maçonnerie en Eure-et-Loir*.

b) *Sur les Loges féminines*.

AMIABLE, *La Loge des Neut-Sœurs et Madame Bertin*.

Quelques renseignements, mais dont les indications de source manquent beaucoup de précision, chez le Dr FRANCUS, *Quelques notes historiques sur la Franc-Maçonnerie en Ardèche* (Empierre, édit. Privas, 1898). La Bibliothèque municipale de Toulouse possède dans le même cahier de maroquin vert, où se trouve le discours de Ramsay, un rituel manuscrit complet, *Pour les Dames* (p. 101 à 118).

TEXTES ET RÉCITS

POUR LES DAMES

Réception d'apprentisse dans la loge d'adoption

Il faut que toutes les dames qui se présentent soient saines, sans grossesse à sept mois. La récipiendaire est présentée dans un endroit obscur où il y a une lumière dans une espèce de tête de mort. Il s'y trouve d'ordinaire une dame qui doit être la dernière reçue, qui lui demande si c'est sa volonté et si elle a fait toutes ses réflexions sur l'ordre aussi respectable que celui où elle va être admise.

Elle lui demande ensuite si elle est en bon état d'autant qu'elle va passer par de terribles épreuves qui n'ont rien cependant de contraire à la bienséance et à la vertu la plus épurée. Ensuite elle l'engage à beaucoup de fermeté. Elle lui fait ôter la jarrettière gauche et lui fait mettre en place un

ruban bleu d'une aune de long ; elle lui ôte la manchette droite et le gant droit ; ensuite elle lui couvre les yeux d'un bandeau, et lui demande si en foi de sœur à venir, elle ne voit pas clair. Elle lui dit aussi d'abandonner toute sa confiance en elle. Ensuite elle la présente à la porte de la Loge en frappant cinq fois.

Décoration de la Loge

Le tapis des apprentisses sur lequel est tracée leur Loge est placé au milieu de la pièce. Il contient l'arche de Noé flottant sur les eaux, la tour de Babel et l'échelle de Jacob. Derrière le grand inspecteur se trouve une table sur laquelle est placé un squelette peint au naturel sur une toile noire. Sur cette table est placé un arbre représentant un pommier garni de son fruit. Le tronc duquel est tortillé par un serpent. Adam et Ève à droite et à gauche. Cet arbre doit être en relief ou bien en carton découpé.

Derrière le vénérable, et un peu au-dessous de sa tête est placée une grande étoile en relief dans laquelle sont plusieurs lumières. Il doit y avoir au-devant de cette toile une glace en forme de Porte qui doit s'ouvrir comme une boîte de pendule, le tout couvert par un petit voile couleur de feu.

Au côté du vénérable sont deux tabourets sur chacun desquels on met une terrine d'esprit de vin et du sel auquel on met le feu... A côté de la table qui est derrière le grand inspecteur sont placés les deux frères terribles, tenant chacun un flambeau d'arcanson, composé de soufre poudre, et poix, résine...

Épreuves

D. — MADAME, EST-IL DE VOTRE VOLONTÉ D'ENTRER DANS CET ORDRE ?

R. — Oui, vénérable.

D. — AVEZ-VOUS FAIT DES RÉFLEXIONS NÉCESSAIRES POUR ENTRER DANS UN ORDRE AUSSI RESPECTABLE ?

R. — Oui, vénérable.

D. — VOUS EST-IL JAMAIS ARRIVÉ DE NOUS CROIRE SUJETS A DES VICES INFAMES, CONTRAIRES A LA VERTU ET A LA PROBITÉ ?

Si elle dit que oui, le vénérable dit à l'inspecteur de la laisser un moment livrée à son repentir et ensuite :

D. — FAITES-LA PASSER PAR LA VOUTE D'ACIER ET FAITES-LA VOYAGER DU NORD A L'OCCIDENT OU VOUS LUI FEREZ SENTIR TOUTES LES ÉPREUVES DU FEU.

L'inspecteur la fait voyager trois fois du nord à l'occident et deux fois autour des terrines allumées sur lesquelles il lui fait mettre la main. Pour lors il dit :

« Elle a voyagé ».

Le vénérable dit de la tourner du côté du squelette : « FAITES LUI VOIR L'HORREUR DE SON ÉTAT, L'ORIGINE DU PÉCHÉ, CE QU'ELLE A ÉTÉ, CE QU'ELLE EST, CE QU'ELLE DEVIENDRA ». Pour lors on lui ôte son bandeau, et pour lors les deux frères terribles forment autour d'elle une espèce de tracé avec leurs flambeaux. Le vénérable dit : « LAISSEZ-LUI FAIRE UN MOMENT DE RÉFLEXION SUR L'ÉTAT PRÉSENT ; ET ENSUITE VOUS LA FEREZ PASSER DE LA MORT A LA VIE EN ME L'AMENANT VERS L'ÉTOILE D'ORIENT. »

Ensuite les deux frères la tournent promptement où elle voit l'étoile qui était cachée sous la voûte de taffetas couleur de feu...

(Manus., Biblioth. municip. de Toulouse,
un cahier maroquin vert, p. 101 et seq.)

CHAPITRE IV

La Franc-Maçonnerie française et la Révolution

L'état matériel et philosophique de la maçonnerie à la veille de la Révolution. — La Franc-Maçonnerie pendant la Révolution. — De 1789 à 1791 ; la dislocation de l'Unité maçonnique. — De 1792 à 1795 ; le sommeil inquiet de l'Ordre. — De 1795 à 1799 ; le lent réveil. — L'Unité reconstituée.

RÉSUMÉ

A la veille de la Révolution, la Franc-Maçonnerie française est une grande puissance spirituelle. Ses nombreux ateliers groupent à peu près toute l'élite intellectuelle et tous ceux qu'a séduits la propagande philosophique. Mais la plupart de ses membres sont plus des théoriciens que des hommes d'action. Elle demeure donc, quoique acquise aux réformes, respectueuse des pouvoirs établis et c'est ce qui explique la diversité considérable des opinions de ses membres pendant ce grand mouvement.

Il n'est pourtant pas douteux qu'elle ait eu son importance, peut-être inconsciente, dans la préparation du mouvement et son développement ; par les idées, qu'elle a contribué à diffuser ; par les méthodes qu'elle a instaurées ; par la fusion des classes qu'elle a inaugurées, par le rôle individuel enfin de certains révolutionnaires formés à son École. L'Ordre n'est pas intervenu collectivement ; et même les conséquences tirées par certaines de ses doctrines semblent l'avoir dépassée et avoir effrayé une grosse partie de ses adeptes.

Durant la Révolution, la vie de la maçonnerie traverse trois périodes.

1^o De 1789 à 1791. Elle s'anémie peu à peu, sans modifier son cadre traditionnel. Les frères, divergeant d'opinion sur la politique du jour, se séparent ; et les Loges s'appauvrissent au bénéfice des Sociétés populaires.

2^o De 1792 à 1795, la maçonnerie, devenue nettement suspecte, n'a qu'une existence assoupie. Le Grand-Maître Philippe-Égalité la renie (janvier 1793). Le Grand-Orient est en sommeil, son administrateur arrêté ; presque tous les ateliers fermés, certains même par ordre des autorités. Quelques-uns pourtant continuent à vivre, modifient leur patronyme, s'adaptent aux idées du jour. Par eux, la persistance de la vie maçonnique est assurée dans le pays ;

3^o De 1795 à 1800, sous l'action décisive de Roettiers de Montaleau l'ordre se reforme peu à peu, vit d'abord sans certitude du lendemain, reprend année par année sa consistance. En 1797, le Grand-Orient est autorisé à rouvrir ses travaux. Dix-huit Loges seulement répondent à son premier appel. Elles sont cent, un an plus tard. La Grande-Loge, impuissante à se reconstituer, vient se joindre à son tour au G. . O. . (1798-1799) ; et la maçonnerie française symbolique connaît enfin l'unité.

Importance matérielle et morale de la Franc-Maçonnerie française à la veille de la Révolution. — A la veille immédiate de la révolution la maçonnerie française est une puissance spirituelle qu'il est vain de mésestimer. Avec ses six cent cinquante ateliers, ses Loges illustres, son activité qui a pris parfois, avec B. Franklin, ou avec l'initiation de Voltaire, l'allure de véritables manifestations « philosophiques », elle représente, au moment où tous les observateurs notent, comme l'Anglais Arthur Young, la fermentation des

esprits et l'approche d'une transformation de la société, un des aspects essentiels de l'esprit nouveau. Au même titre que les salons ou que les chambres de lecture, dont le personnel est souvent commun avec celui des Loges, la maçonnerie sert à élaborer la doctrine nouvelle. Nettement moins politiques que les Sociétés patriotiques, ancêtres des Sociétés populaires, les ateliers sont néanmoins, et sans guère de conteste, des réunions d'« *hommes animés d'un esprit réformateur et libéral* ». H. Sée semble bien dégager [le minimum effectif de cette action quand il écrit : « *Ces centres que sont les Loges, où se coudoient des hommes appartenant à des classes différentes peuvent avoir [nous dirions, nous, volontiers : ont] contribué assez fortement à créer un état d'esprit favorable aux idées nouvelles, à une entente momentanée entre les trois ordres également désireux de voir la France dotée d'une Constitution* ». (H. SÉE. *Science et philosophie de l'histoire*, p. 340.)]

Il n'est pas douteux en effet que le personnel maçonnique qui compte se situe parmi les réformateurs. Sans doute la maçonnerie a-t-elle sur ce point une tendance à l'accaparement. Lantoinie nie formellement que Diderot ait été maçon ; toutes les recherches entreprises pour démontrer que Robespierre le fût ont abouti à des résultats négatifs, qui ne permettent guère de croire à son affiliation. Mais elle a compté pourtant une grosse part de philosophe et de novateurs, de grands seigneurs libéraux comme le marquis de Condorcet, et des prêtres en voie d'émancipation comme l'abbé Sieyès, alors vicaire général, et non pas desservant obscur. Sa doctrine religieuse est pourtant devenue bien peu orthodoxe. Ce pourrait être la raison, signalée par J. Maistre, qui en fait se retirer en bloc tous les religieux de Rennes, en 1785 ; bien que cet exode ne soit pas suivi par toutes les autres Loges, il s'en faut. Mais l'irréligion est un des traits de la bonne Société entre 1775 et 1790 ; et la Franc-Maçonnerie se pique d'être de bonne société.

Une création comme celle de l'*Encyclopédique* de Toulouse en 1778, dont les Membres doivent tous « *faire preuve de connaissances profondes dans les Arts, dans les Sciences et dans les métiers qu'ils exercent* » (Gros, p. 249), marque sans doute la trace profonde exercée par le mouvement encyclopédiste ; elle indique aussi une évolution incontestable de la mentalité générale. Elle est soulignée encore par ce fait que la fête d'inauguration eut lieu dans les salons de l'Hôtel des Barneval ; et presque sous la présidence de la comtesse. Elle illustre bien ce mélange superficiel des castes, auxquels les esprits les plus libéraux se plaisaient à la veille du grand bouleversement de l'ancien régime.

Ce qui semble manquer le plus à la Société, ce sont les hommes d'action. Sans doute, quelques-uns feront d'ardents révolutionnaires. Mais d'autres seront des émigrés irréductibles. Et l'ordre tout de même, attire plutôt les rêveurs que les combattifs. La mystique maçonnique ne se résout pas facilement à l'action. Ceux que son idéalisme a séduits, ont applaudi à des déclarations comme celles de la Saint-Jean du Secret de Montpellier (1761) déclarant que l'*Être suprême... n'a pas prétendu qu'il y eut entre nous de différences et de distinctions que celles autres que nous tâchons de mériter par la supériorité de nos talents ou par l'éminence de nos vertus* ; mais beaucoup demeureront stupéfaits devant les conséquences pratiques de déclarations de cette nature. Respectueux, avec leurs Constitutions, de la loi et du souverain, ils forment au premier jour une masse hésitante que dépassent les énergiques, groupés dans des formations extra-maçonniques, comme le *Club Breton* ; mais ils ne tardent pas à être des *réacteurs*, d'abord dédaignés puis suspects.

M. A. Mathiez n'est pas loin, lui non plus, de la vérité quand il écrit : « *C'étaient de bons bourgeois très pacifiques et très respectueux de l'ordre et de la propriété, point du tout démagogues. Certains mêmes [presque tous en 1789] se seraient fort bien*

accommodés de la monarchie, mais ils sont en même temps [au moins la majorité] des bourgeois éclairés qui ont lu Voltaire et Raynal et qui déplorent les maux causés à l'espèce humaine par les religions révélées ou par leurs ministres. Ils ont échoué dans leur généreuse tentative pour arracher le peuple français à la superstition romaine ». Retenons-en du moins, qu'à l'avis de cet historien ils avaient essayé ; et nous pourrions désormais nous faire une opinion probable du rôle de la maçonnerie dans la préparation de la Révolution.

La maçonnerie a-t-elle joué un rôle dans la préparation de la Révolution ? — Qu'il n'y ait jamais eu le moindre complot de la maçonnerie française pour renverser le gouvernement établi est d'une évidence telle qu'il serait puéril d'y insister, malgré les romans massifs qu'ont écrits sur ce thème le R. P. Barruel et la lignée nombreuse de ses successeurs. Peut-on du moins admettre avec G. Bord, A. Cochin et moi-même, quelque divergente que soit notre pensée, que la Révolution a bénéficié du travail philosophique des Loges ? Ce n'est, croyons-nous, pas douteux ; mais encore faut-il bien dissocier les deux points de vue. Le concours que la Franc-Maçonnerie a apporté à la Révolution est un concours inconscient, émané des effets produits par sa doctrine sur une partie de ses adeptes, non de sa volonté positive.

La maçonnerie a diffusé sans conteste ce que Barruel appelait le *complot de liberté et d'égalité*. Elle n'a jamais prétendu en faire la base d'une action révolutionnaire. Elle attendait toutes réformes de la Sagesse, du Temps et de la Raison humaine.

Rien de la subversion violente. Ainsi, nous rejetterons la *machine* d'A. Cochin ; comme le complot des Barruel et Robison ; mais nous demeurons persuadés que la Franc-Maçonnerie française a bien voulu la *généreuse tentative* d'arracher

le peuple français à toutes sortes de superstitions romaines ou absolutistes.

Il restera enfin que ses principes seront ceux qu'applique la déclaration des droits; que — ainsi que j'ai essayé de le montrer ailleurs — son mode de correspondance et de groupement servira, avec d'autres organismes, de modèle à l'organisation électorale du pays; que son personnel sera nombreux parmi les dirigeants de la Constituante; que son intrusion dans l'armée y aura facilité l'esprit nouveau. Les Maçons peuvent de bonne foi rejeter avec horreur la Convention. Il n'en est pas moins vrai qu'ils sont parmi les forces qui l'ont rendue possible; ce qui ne signifie à aucun titre, ni qu'ils l'avaient prévue, ni qu'ils l'avaient souhaitée. Ce n'est pas le seul exemple d'un mouvement très supérieur en étendue et en portée à la volonté limitée de ceux qui ont pour une part contribué à son déclenchement. Quant à mesurer l'importance de cette part, la violence des polémiques que ce problème déchaîne nous interdit de le tenter dans un manuel dont l'objectivité doit rester le souci constant.

Il serait faux, toutefois, de croire la maçonnerie indifférente aux problèmes du présent. Les Loges de Nancy ont pris de curieuses délibérations, lors de la querelle des grands bailliages; celles de Rennes se sont intéressées à la même question et ont témoigné de leur joie à l'échec des projets de Brienne et de Lamoignon; le docteur Francus cite, en l'attribuant à une correspondance entre Loge provinciale et Loge affiliée, un curieux interrogatoire qui paraît bien s'appliquer à un profane. On pose à ce dernier les questions les plus précises sur l'attitude qu'il prendrait en cas de conflit entre le roi et sa province. Il y a donc — le contraire serait presque invraisemblable — une attention éveillée dans les Loges pour les événements du temps. Amiable n'a pas eu tort de citer aussi les circulaires du Grand-Orient de janvier 1789. Sans vouloir

intervenir dans la campagne électorale, la Chambre d'administration n'y dissimule pas du tout sa sympathie pour les réformes. Nombre de rédacteurs de *cahiers* et de brochures électorales sont d'incontestables Francs-Maçons.

Ainsi, à la veille d'une révolution qu'elle a — inconsciemment peut-être — aidée à trouver ses formules électorales, la Franc-Maçonnerie française, grande puissance d'esprit et d'opinion, incline vers une forme plus sociale que ne le lui permettaient à ce qu'il semble ses constitutions primitives. Son déisme est presque réduit à une reconnaissance symbolique d'un *Être suprême, Grand Architecte de l'Univers*, vide de toute substance dogmatique, et la fraternité qu'elle professe tend à élargir ses limites et à pousser son recrutement jusqu'aux classes qu'elles avaient exclues d'abord de ses temples.

La maçonnerie française de 1789 à 1792. — Une fois le mouvement commencé, la Franc-Maçonnerie ne va plus y jouer qu'un rôle tout à fait effacé. On peut distinguer trois périodes dans l'histoire de l'Ordre entre 1789 et 1800; la première correspondrait approximativement à l'Assemblée Constituante : la maçonnerie française dépassée par les événements perd à la fois son unité et sa puissance, mais le cadre reste inchangé. La seconde s'étend de la Législative à la Réaction thermidorienne : la maçonnerie, d'essence bourgeoise ou aristocratique, est *suspecte* aux gouvernants, elle se terre ; et, abandonnée par ses hauts dignitaires, paraît par instants éteinte. La troisième époque va de la réaction thermidorienne au Consulat ; peu à peu les maçons se rassurent et la maçonnerie reprend « force et vigueur ».

Il n'est pas très difficile d'expliquer les raisons de la décadence momentanée de la maçonnerie. Elles sont d'abord les mêmes qui expliquent la dislocation de toute coalition hétérogène, qui a réussi à prendre le pouvoir. La maçonnerie a une doctrine philosophique. Elle ne saurait avoir une doc-

trine politique. Ses membres vont donc, dès le début du mouvement révolutionnaire, comprendre de façons diverses l'application pratique des principes qui leur sont communs. Beaucoup sont entrés dans la vie publique. Pour le tiers et le bas-clergé, il semble établi que leur qualité maçonnique a souvent joué un rôle dans l'élection. Encore ne sait-on pas exactement combien ils furent. Pouget de Saint-André cite des chiffres qui sont impressionnants, mais sans certitude statistique. Un travail en cours aux archives du Grand-Orient, et qui consiste à rechercher sur les états nominatifs de 1789 les députés mentionnés par Brette, au tome IV de ses États généraux, donnera seul des renseignements positifs. Il est loin d'être achevé. Il pourra être incomplet ; comme le sont les États nominatifs de 1789. Les parties inventoriées semblent établir qu'on a exagéré le nombre des Députés-Maçons d'environ moitié. Même ainsi ramené à des proportions plus modestes, ce chiffre demeure très élevé ; mais aucune illusion ne doit être conservée sur l'unité de vue qui aurait pu les animer. Le *Club Breton* en groupe encore une quantité importante. Mais qu'on recherche ce que deviennent les membres de ce *Club Breton* où voisinaient le duc d'Aiguillon et Robespierre, ils se disperseront à peu près dans tous les partis et davantage même à droite qu'à gauche. Les Francs-Maçons qui ont fort bien pu avoir l'initiative de ce groupe n'agiront pas autrement. On en trouve au début très peu dans le parti de la Reine. Cela se conçoit, puisqu'ils sont en toute sincérité réformateurs ; mais il y en a dans tous les autres ; et, grands bourgeois ou nobles pour la majorité, ce n'est point vers l'extrême-gauche qu'ils sont les plus nombreux. Amiable croit voir aussi dans la multiplicité des besognes politiques imposées alors aux citoyens une des causes du ralentissement du travail maçonnique. Elle ne me paraît pas convaincante. Durant toute la Constituante, la vie publique prend sans doute une activité inconnue à

l'ancien régime. Mais le Club ou la Société populaire, voire le service de la Garde nationale, ne peuvent expliquer la paralysie qui frappe l'institution. Faut-il admettre davantage, que, considérant leur œuvre comme terminée, les Francs-Maçons abandonnèrent leurs ateliers devenus inutiles ? Ce serait leur prêter une arrière-pensée politique qui n'a jamais été dans leur doctrine. Les seules raisons qui vaillent sont la fin de la fraternité antérieure et l'inquiétude causée par les conséquences imprévues des événements. Beaucoup, comme le dit un frère d'une Loge militaire en 1791, n'étaient maçons que de nom, et retrouvèrent dans le bouleversement tous leurs préjugés de castes. D'autres, et plus nombreux sans doute, s'effrayèrent de voir mobiliser pour des panégyriques politiques, des doctrines auxquelles ils ne restaient pas moins attachés. Certains enfin, qui adoptèrent le point de vue le plus radical, réservèrent le meilleur de leur activité à des clubs où l'on parlait un langage plus énergique, et où l'on était davantage décidé à l'action. Le capitaine de Cardenal pense que les Sociétés populaires auraient pu même épurer les Loges pour n'en retenir que les éléments les plus révolutionnaires. Aucun texte maçonnique ne permet d'affirmer ce noyautage. Les résultats n'en sont pas contredits par les faits ; mais cette scission a pu se faire spontanément, au gré des sympathies personnelles des Francs-Maçons. Pourtant le cadre maçonnique n'a pas fléchi. Les ateliers qui ont gardé des archives anciennes ont pour 1790 et 1791 des procès-verbaux continus, et le Grand-Orient ne cesse pas d'administrer. Il envoie même en 1791, le 30 juin, une circulaire qui revendique un rôle dans les événements : *Jamais les fastes de la maçonnerie ne furent marquées par une époque plus mémorable. Jamais notre Société ne put se promettre d'obtenir plus de lustre et de consistance qu'au moment où elle a concouru à faire rendre à l'homme ses droits usurpés, ceux qu'il tenait de la nature, l'Égalité.* C'était la semaine où la force armée

ramenait le roi de Varennes. Combien de frères avaient déjà pris la route de l'exil ?

En tout cas, l'intérêt languit dans les séances ; le nombre des frères présents sur les colonnes diminue ; des symptômes graves se marquent un peu partout. Là, il faut vendre le mobilier de l'atelier, et les *chefs-d'œuvre* des frères ; ici, le nombre des tenues est réduit, là — et c'est une des indications qui revient le plus souvent dans les procès-verbaux de la Chambre d'administration — l'impôt de capitation dû au Grand-Orient n'est plus payé, faute de cotisations perçues par la Loge elle-même. Quand la Constituante disparaît, la Franc-Maçonnerie n'est plus guère qu'un cadre dont les effectifs ont fondu ; une forme presque vidée de toute substance, fantôme d'une grande puissance.

La maçonnerie de 1792 à 1795. — Les années qui vont suivre vont aggraver ce désastre. Le fait le plus grave sera sans doute, à la date du 5 janvier 1793, le reniement du Grand-Maître. Certes, il n'a jamais été un Maçon assidu. Le frère Roettiers de Montaleau qui préside la Chambre d'administration est, beaucoup plus que lui, l'âme de la Société ; mais son prestige nominal pare encore l'ordre ; ses subsides ont financé sous la Constituante nombre de brochures politiques que rédigèrent des frères plus ou moins à sa solde : Sieyès, Volney, Mangourit, etc. Son apostasie, rendue publique par le *Journal de Paris* du 22 février 1793, sous la signature *Égalité* est une trahison, dont tout l'édifice est ébranlé : « *Voici mon histoire maçonnique*, écrit-il. *Dans un temps où personne, assurément, ne prévoyait une autre révolution, je m'étais attaché à la Franc-Maçonnerie qui offrait une sorte d'image d'égalité, comme je m'étais attaché au Parlement qui offrait une sorte d'image de liberté. J'ai, depuis, quitté le fantôme pour la réalité. Au mois de décembre dernier, le secrétaire du Grand-Orient s'étant adressé à la personne qui remplissait près*

l'ancien régime. Mais le Club ou la Société populaire, voire le service de la Garde nationale, ne peuvent expliquer la paralysie qui frappe l'institution. Faut-il admettre davantage, que, considérant leur œuvre comme terminée, les Francs-Maçons abandonnèrent leurs ateliers devenus inutiles ? Ce serait leur prêter une arrière-pensée politique qui n'a jamais été dans leur doctrine. Les seules raisons qui vaillent sont la fin de la fraternité antérieure et l'inquiétude causée par les conséquences imprévues des événements. Beaucoup, comme le dit un frère d'une Loge militaire en 1791, n'étaient maçons que de nom, et retrouvèrent dans le bouleversement tous leurs préjugés de castes. D'autres, et plus nombreux sans doute, s'effrayèrent de voir mobiliser pour des panégyriques politiques, des doctrines auxquelles ils ne restaient pas moins attachés. Certains enfin, qui adoptèrent le point de vue le plus radical, réservèrent le meilleur de leur activité à des clubs où l'on parlait un langage plus énergique, et où l'on était davantage décidé à l'action. Le capitaine de Cardenal pense que les Sociétés populaires auraient pu même épurer les Loges pour n'en retenir que les éléments les plus révolutionnaires. Aucun texte maçonnique ne permet d'affirmer ce noyautage. Les résultats n'en sont pas contredits par les faits ; mais cette scission a pu se faire spontanément, au gré des sympathies personnelles des Francs-Maçons. Pourtant le cadre maçonnique n'a pas fléchi. Les ateliers qui ont gardé des archives anciennes ont pour 1790 et 1791 des procès-verbaux continus, et le Grand-Orient ne cesse pas d'administrer. Il envoie même en 1791, le 30 juin, une circulaire qui revendique un rôle dans les événements : *Jamais les fastes de la maçonnerie ne furent marquées par une époque plus mémorable. Jamais notre Société ne put se promettre d'obtenir plus de lustre et de consistance qu'au moment où elle a concouru à faire rendre à l'homme ses droits usurpés, ceux qu'il tenait de la nature, l'Égalité. C'était la semaine où la force armée*

ramenait le roi de Varennes. Combien de frères avaient déjà pris la route de l'exil ?

En tout cas, l'intérêt languit dans les séances ; le nombre des frères présents sur les colonnes diminue ; des symptômes graves se marquent un peu partout. Là, il faut vendre le mobilier de l'atelier, et les *chefs-d'œuvre* des frères ; ici, le nombre des tenues est réduit, là — et c'est une des indications qui revient le plus souvent dans les procès-verbaux de la Chambre d'administration — l'impôt de capitation dû au Grand-Orient n'est plus payé, faute de cotisations perçues par la Loge elle-même. Quand la Constituante disparaît, la Franc-Maçonnerie n'est plus guère qu'un cadre dont les effectifs ont fondu ; une forme presque vidée de toute substance, fantôme d'une grande puissance.

La maçonnerie de 1792 à 1795. — Les années qui vont suivre vont aggraver ce désastre. Le fait le plus grave sera sans doute, à la date du 5 janvier 1793, le reniement du Grand-Maître. Certes, il n'a jamais été un Maçon assidu. Le frère Roettiers de Montaleau qui préside la Chambre d'administration est, beaucoup plus que lui, l'âme de la Société ; mais son prestige nominal pare encore l'ordre ; ses subsides ont financé sous la Constituante nombre de brochures politiques que rédigèrent des frères plus ou moins à sa solde : Sieyès, Volney, Mangourit, etc. Son apostasie, rendue publique par le *Journal de Paris* du 22 février 1793, sous la signature *Égalité* est une trahison, dont tout l'édifice est ébranlé : « *Voici mon histoire maçonnique*, écrit-il. *Dans un temps où personne, assurément, ne prévoyait une autre révolution, je m'étais attaché à la Franc-Maçonnerie qui offrait une sorte d'image d'égalité, comme je m'étais attaché au Parlement qui offrait une sorte d'image de liberté. J'ai, depuis, quitté le fantôme pour la réalité. Au mois de décembre dernier, le secrétaire du Grand-Orient s'étant adressé à la personne qui remplissait près*

de moi les fonctions de secrétaire du Grand-Maître, pour me faire parvenir une demande relative aux travaux de cette société, je répondis à celui-ci, sous la date du 5 janvier ; « Comme je ne connais pas la manière dont le Grand-Orient est composé, et que d'ailleurs, je pense qu'il ne doit y avoir aucun mystère et aucune assemblée secrète dans une République, surtout au commencement de son établissement, je ne veux plus me mêler en rien du Grand-Orient ou des assemblées de Franc-Maçons ».

Ce n'était pas la première fois que Philippe-Égalité abandonnait ceux qui l'avaient servi. La consternation paraît avoir été grande, l'indignation aussi. Son épée fut brisée en séance solennelle ; et, le 13 mai 1793, la Chambre d'administration entraînait à son tour en sommeil. Cette suspension de la vie maçonnique centrale paraît avoir fait illusion sur la résistance des Loges de province. L'opinion courante est qu'elles s'endormirent elles aussi. Peut-être des analyses monographiques plus précises modifieront-elles ce point de vue. L'excellent travail de M. J. Gros pour la région toulousaine (*Rév. Franc.*, 1901) révèle au contraire en effet une activité sans discontinuité de 1793 à l'an III. Sans doute, ce n'est plus le grand mouvement des années 1775-1789 ; mais enfin quatre Loges subsistent dans ce centre ; et leurs registres permettent de voir quel est alors leur mode de vie. Jusqu'en l'an II, après la mise en sommeil du Grand-Orient, elles conservent intact le formalisme ancestral. Une messe est dite le 10 mars 1793 à l'occasion de la Saint-Joseph. En octobre de la même année, alors que la Terreur règne déjà dans l'ouest, le profane jure encore *la main droite sur les Évangiles*. Les concessions aux idées du temps vont se faire alors plus précises : *Saint-Joseph des Arts* devient ou redevient la *Française des Arts* ; la *Sagesse* se débaptise en la *Montagne*. Et, « au printemps de 1794, écrit M. Gros, on fit un pas de plus » et il cite cette déclaration d'un intérêt incontestable : « Dans l'incertitude de l'existence actuelle du Grand-Orient,

les Loges de l'Orient de Toulouse se constituent en Loges républicaines de France sous la protection des lois. Elles prendront le nom patronymique de Loges de la Montagne, aux lieu et place de Loges Saint-Jean ».

Leur activité est alors surtout bienfaisante, mais elles collaborent activement sur ce point aux événements nationaux. Chose plus importante, elles y sont admises officiellement ; témoin cette délibération de l'an II du Club des Jacobins de la même ville : *« Les députés des 4 Loges réunies de Franc-Maçons (sic) de notre ville sont entrés au comité de bienfaisance et économique. L'un d'eux a fait un discours très civique, puis a offert les effets destinés au complément de l'armement de 6 cavaliers jacobins que la société populaire se propose de faire ; 3666 L. 15 s. »*

Ces faits prouvent du moins qu'aucune mesure d'ensemble ne fut prise contre la Franc-Maçonnerie en tant que corps. Mais il serait imprudent d'en conclure que partout en France, les Loges connurent la même tranquillité. Le président de la Chambre d'administration, Roettiers de Montaleau, a été incarcéré pendant la Terreur ; le duc de Montmorency-Luxembourg a émigré. Beaucoup de villes où le Jacobinisme est plus agressif qu'à Toulouse englobe les Loges dans les divers arrêtés qu'elles prennent contre les chambres de lecture, et autres réunions secrètes de gens d'esprit, tenues non sans cause pour contre-révolutionnaires. Si, à aucun moment, la Convention n'a pris un arrêté d'ensemble contre la maçonnerie nommément désignée, l'opinion générale lui est hostile ; et des paroles assez vagues, mais d'autant plus menaçantes, sont prononcées quasi-périodiquement contre elle. Au moment de la chute de Robespierre, il y a donc encore en France un certain nombre de Loges, mais leur existence précaire, sans cesse menacée, ne leur permet plus qu'une activité tout à fait restreinte. Au début de la réaction thermidorienne rien n'est changé du reste à leur statut. Le 14 ven-

démiaire an III, le représentant Mallarmé, fermera les 4 Loges toulousaines qui fonctionnaient encore; et la société des Jacobins le loue d'assurer ainsi *la destruction entière de tous les monuments du fanatisme et ses pratiques ainsi que la dissolution de toutes réunions ou assemblées qui ne seraient point autorisées par la loi et nommément les sociétés maçonniques*. On ne peut pas sans doute parler d'une suppression concertée de la maçonnerie française. Même, sa mise en sommeil ne sera jamais tout à fait complète, mais elle ne présentera plus qu'une petite lumière en veilleuse au lieu du flambeau qu'elle brandissait avec quelque orgueil, moins de cinq ans auparavant.

Si petite qu'elle soit, cette lueur maçonnique sera assez vivace pour empêcher l'extinction complète de la tradition. Les Loges pourront n'être plus que clandestines, les frères dispersés, il en restera encore quelques-uns prêts à renouer la chaîne d'Union, aux premières heures favorables, et leur foi sera si tenace, qu'ils saisiront la première occasion de redonner aux travaux force et vigueur.

La maçonnerie de 1795 à 1800. — La Convention ne s'est pas encore séparée que Roettiers de Montaleau, aussitôt sorti de prison, s'efforce de reconstituer le Grand-Orient en sommeil. Il convoque pour cela à une élection les Loges dont il peut connaître les correspondants. Et la puissance maçonnique retrouve en droit sa puissance, mais comme elle est faible encore !

C'est le 7 juin 1796 que Roettiers de Montaleau élu *Grand Vénérable*, par cette assemblée rudimentaire, rouvre officiellement les travaux. Mais il ne s'agit encore que d'une activité inquiète dont le pouvoir ne reconnaît pas l'existence. Le Grand-Orient n'a pas renoué avec les Loges dispersées de sa correspondance ; et en province continuent d'exister des foyers maçonniques ignorant cette résurrection. En 1797, les Loges du sud forment même un Grand-Orient méridional,

qui entend exercer sa jurisprudence sur tout le Languedoc et qu'administre un *Conseil supérieur régional*, formé de cinq membres par atelier. L'affiliation à ce Comité est obligatoire pour toutes les Loges de la région et il s'agit de Loges puissantes, dont plusieurs ont plus de 100 membres, dont les membres sont souvent de hauts fonctionnaires ou des militaires de grades supérieurs, en activité de service : les généraux Sabatier et Commès par exemple. Les ateliers célèbrent avec somptuosité des fêtes funèbres qui ne peuvent passer inaperçues. Un savoureux mélange de tradition et d'opportunisme en caractérise les actes : les Francs-Maçons rétablissent les fêtes rituelles des saints (Saint-Jean d'été et d'hiver, saint Joseph) mais continuent à fêter la souveraineté du peuple, les anniversaires des journées du 14 juillet ou du 10 août et le *jour solennel du 2 Pluviôse*, jour anniversaire de la punition de la *Tyrannie royale* (Gros, p. 266). La maçonnerie du Directoire reflète en un mot les fluctuations même de la politique générale. Elle vit ; mais anarchique, et hésitante sur ses fins et sur sa doctrine. Le danger d'un schisme est d'autant plus grave que nulles nouvelles ne parviennent du centre commun. Non que Roettiers de Montaleau soit inactif. Mais ce n'est qu'au début de 1797 qu'il obtiendra l'autorisation de rendre officiellement au Grand-Orient son rôle directeur. Il semble bien que la loi du 7 Vendémiaire an IV (police générale des Cultes) aurait pu être appliquée plus tôt à la maçonnerie. Mais d'une part, il ne s'agissait pas d'un culte proprement dit, malgré l'assimilation possible avec les théophilanthropes et le culte décadaire. Et, d'autre part, la maçonnerie, ne pouvant ou ne voulant cohabiter dans les Églises avec toutes les autres religions, tombait sous le coup des prohibitions qui interdisaient toute pratique cultuelle autre part que dans les maisons particulières et à condition qu'il ne s'y réunisse pas plus de 10 assistants.

Le 24 février 1797, le Grand-Orient annonce officiellement sa reprise d'activité par une circulaire à toutes les Loges qui peuvent exister sur le territoire de la République. 18 seulement ont alors répondu à son appel et les autres ne marquent d'abord que bien peu d'empressement, celles surtout qui ont constitué des groupements régionaux et qui hésitent à aliéner leur liberté.

Mais pour reformer l'unité, le Grand-Orient dispose de moyens efficaces. Les Loges provinciales ne se connaissent que peu entre elles ; et ont tendance à tenir pour irréguliers les frères qui ne sont point de leur obéissance. Il en résulte que peu à peu toutes reviennent, après quelques réticences, se souder au tronc commun. En 1800, elles seront déjà une centaine.

Autre conquête d'une importance morale infinie. L'anémie où la Révolution laisse la maçonnerie va enfin réaliser l'unité des deux factions séparées depuis 1773. La Grande-Loge n'a pas réussi à reprendre son activité ; ses membres essaient en vain et de trouver un local et de grouper autour d'eux assez d'adhérents pour faire figure de puissance. Le Grand-Orient en profite pour leur offrir un traité d'union. Ce sera la fin de ce dualisme regrettable, qui, malgré tout, rend précaire l'œuvre d'unification commencée un quart de siècle auparavant. La Grande-Loge, à bout de ressources, résiste tant qu'elle peut (mai 1798, 21 juin 1799), à ce qu'elle pressent devoir être une absorption. Elle cède enfin et accepte de signer un concordat : *Tous les membres de la Grande-Loge et du Grand-Orient, écrit Lantoin, étaient traités sur un pied d'égalité. Les premiers y gagnaient peut-être de ne pas mourir, mais les autres y trouvaient, avec une prospérité plus grande, le droit de se dire les gardiens reconnus de l'institution* ». Bien faible était l'accroissement de prospérité. La droit aussi semble bien avoir été du côté du G. : O. : Mais l'unité maçonnique était à soi seule un bien assez précieux pour rendre désirable à tous ce tardif accord !

Au cours des mois qui vont suivre, la maçonnerie française; dont le *Grand Netori*, anagramme transparent du *Grand-Orient*, est désormais la seule puissance légale, va achever cette unité. Il écrira aux Loges encore isolées, pardonnera aux dissidentes, s'efforcera en tous points de créer l'apaisement. Il y réussira très vite. Tous les Maçons sincères n'aspirent plus qu'à travailler dans le silence de la paix intérieure revenue. Les dernières inquiétudes gouvernementales vont s'apaiser. Désormais, l'heure est toute proche où la dangereuse protection du souverain va s'abattre sur l'Ordre ressuscité et lui enlever en prestige moral ce qu'elle lui prodiguera en faveurs et en accroissement matériel de prospérité.

BIBLIOGRAPHIE

Il ne saurait être question d'énumérer ici les innombrables ouvrages sur la question si controversée du rôle de la maçonnerie dans la Révolution.

On trouvera la thèse du complot dans BARRUEL, *Mémoires pour servir à l'histoire du jacobinisme*, à qui tous les partisans de cette hypothèse l'ont, plus ou moins franchement, empruntée.

La thèse inverse est soutenue par MOUNIER, *De l'influence attribuée aux philosophes, aux Francs-Maçons et aux illuminés sur la Révolution française*.

Parmi les ouvrages récents : POUGET DE SAINT-ANDRÉ, *Les auteurs cachés de la Révolution*, soutient la doctrine du complot. Sans admettre le complot, le rôle important de la maçonnerie dans la préparation de la Révolution a été récemment soutenu par A. COCHIN. *Les Sociétés de pensée et la Révolution en Bretagne*, Paris, Champion, 2 vol. in-8°, 1926; et Gaston MARTIN. *La Franc-Maçonnerie française et la préparation de la Révolution*, Paris, in-12, Les Presses Universitaires, 1927.

Le premier de ces historiens est hostile, et le second favorable à l'Ordre. La thèse diamétralement opposée à son plus illustre tenant dans l'historien.

A. MATHIEZ (Cf. in *Annales Révolutionnaires*, septembre-octobre 1926, *Compte rendu de l'ouvrage de G. Martin*, et janvier-février 1927, *Compte rendu de l'ouvrage de M. A. Cochin*).

L'opinion intermédiaire est bien résumée dans H. SÉE, *Science et philosophie de l'histoire*, Alcan, 1928, p. 326-350.

Voir aussi, dans la *Révolution française* (janvier 1901), un article de A. MATHIEZ sur la *Maçonnerie en l'an VII* et en l'an IX, très proche dans ses idées de celles de H. SÉE. Sur le mouvement des idées consulter aussi MORNET, *Le mouvement philosophique au XVIII^e siècle* (Colin, in-16), et surtout BALDENSBERGER, *Le mouvement des idées dans l'émigration française*, Plon, 2 vol. in-8°.

Sur la maçonnerie pendant la Révolution : à lire surtout J. GROS., *Les Loges maçonniques de Toulouse* (la Révolution française, 1901, mars et avril, et notamment p. 254-270), qui s'appuie sur des documents d'archives à peu près uniques à l'heure actuelle; et VERMALE, *La Franc-Maçonnerie savoyenne à l'époque révolutionnaire* (Annales Révolutionnaires, 1912), sans préjudice des histoires générales, déjà citées, particulièrement LANTOINE (p. 73-75).

TEXTES ET RÉCITS

I

UN INTERROGATOIRE DE « PROFANE », EN 1788

D. — QUE PENSEZ-VOUS DES AFFAIRES DU TEMPS QUI TROUBLENT LE ROYAUME ?

R. — C'est une calamité que toute la Franc-Maçonnerie en général devrait y apporter remède.

D. — SI LE ROI, VOTRE MAÎTRE, VOUS COMMANDAIT DE PRENDRE LES ARMES CONTRE VOTRE PROVINCE, OU TOUTE AUTRE DE FRANCE, QUE FERIEZ-VOUS ?

R. — Je donray ma démission.

D. — QUE PENSEZ-VOUS DE M. DE BRIENNE, DE LAMOIGNON ET PAR ENSUITE DE CELUI ET DE CELLE QUI LES AUTHORITYSENT.

R. — Que ces Seigneurs-là fussent pendus. Et que celui et celles qui les autorisent, l'une aux enfans trouvés et que l'autre cherchât un meilleur conseil.

(Extrait des *Archives de la Loge, de Privas* cité par le Dr FRANCUS in *Quelques notes historiques sur la Franc-Maçonnerie dans l'Ardèche*, (p. 63-64).

II

LES « TRAVAUX » D'UNE LOGE D' « ARTISTES » EN 1788-1789.
L'Encyclopédique DE TOULOUSE

A peine créée, la Loge s'était abonnée au *Journal de Paris*, au *Journal de physique*, à un ouvrage publié par souscription et intitulé : *Description des Monuments historiques et antiques, de peinture, sculpture, architecture, récemment découverts en Italie et en Grèce*. Naturellement aussi, on acheta l'*Encyclopédie* de d'Alembert et Diderot.

Moins d'un an après sa fondation, 1788, l'*Encyclopédique* comptait 120 membres, appartenant à toutes les classes de la société. [Les] artisans y étaient en majorité : menuisiers, tourneurs, fondeurs de caractères d'imprimerie, fabricants d'instruments de mathématiques, maçons, charpentiers, bijoutiers, orfèvres, graveurs sur métaux, mais il y avait aussi des professions libérales (peintres, sculpteurs, architectes, avocats, médecins), des nobles, des prêtres.

Les membres de la Loge se répartirent — pour l'étude des questions dont ils devaient s'occuper —, suivant leurs aptitudes ou leurs goûts, en sept comités : d'Agriculture, de Philanthropie civique, des Arts mécaniques, des Beaux-Arts, des Sciences, de *Maçonnerie* et Philosophie. Ces comités examinèrent successivement le projet de création d'un bureau de bienfaisance pour l'extinction de la mendicité (1), projet que l'on fit même accepter par l'archevêque de Toulouse ; les moyens de secourir les enfants trouvés ; des remèdes proposés pour une épidémie qui sévissait sur les bestiaux ; l'éclairage de la ville par des lampes à huile de navette pour remplacer les chandelles de suif : ce projet fut soumis aux Capitouls par

(1) C'est un ancien membre de l'*Encyclopédique*, Barrère, qui présenta plus tard à la Convention un projet sur les moyens d'extirper la mendicité. (22 Floréal, an II) (note de J. Gros).

l'intermédiaire du fr. . . Seigneur de Puymaurin, correspondant de Buffon. Une Commission composée du même M. de Puymaurin et de Barrère, fut chargée de savoir où en était la question des eaux de la Ville et dans quelles rues seraient placées les fontaines publiques. Le comité d'Agriculture de la Loge obtint des Capitouls un terrain dans la banlieue pour faire des expériences sur la culture de la vigne et des céréales. Les inventeurs présentent à la Loge leurs découvertes : un nouveau moulin à sucre, un *goniomètre*, un moyen de « jauger les futailles familièrement », un appareil pour combattre les incendies, un plan d'échappement pour régler l'horloge de l'Hôtel de Ville, etc.

Enfin de nombreuses conférences de sciences et de belles lettres, le plus souvent publiques, sont faites par les membres de la Loge, notamment par son *Orateur*, M. d'Aubuisson des Voisins, futur professeur des Facultés des Sciences de Toulouse sous l'Empire. Ces conférences étaient suivies de quêtes pour les pauvres faites par les Dames patronnesses dont le nom était inscrit à l'entrée de la Loge, *près des Statues d'Apollon et de la Vénus de Médicis*.

J. GROS, *Les loges maçonniques de Toulouse*
in *La Révolution française*,
t. 40, année 1901, p. 250-251.

III

LES RAPPORTS DES MÉTHODES MAÇONNIQUES ET DES MÉTHODES DE LA CONSTITUANTE

*Vous retrouverez ici la paix et la candeur de vos mœurs ;
ici, disparaissent les rangs : le niveau maçonnique rend tous les
hommes égaux ; ainsi régna de tous temps parmi nous cette
aimable égalité, qui commence à naître dans le pays français.*

C'est à la maçonnerie, sans doute, que nous devons ce miracle. Aussi, les augustes représentants de la Nation ont-ils adopté jusqu'à nos usages ; Ah ! quand je vois les fonctions de leurs dignitaires, la demande de la parole, le rappel à l'ordre, la manière de voter, la Tribune, les écharpes de nos Municipaux et surtout les Droits de l'homme confirmés, je suis obligé de me dire : « Nos représentants sont Francs-Maçons ».

Discours prononcé à la réception de M. le Prof. Antoine DE MONTREUIL, par M. le Prof. RAMEAU, le 20^e jour du 4^e mois de l'An 5790 à la Loge *Aurore de la Liberté*. Or. .^e. de Béthune (Arch. du G. O. dossier, *Aurore de la Liberté*, pièce 5), cité par E. LESUEUR, *Maçonnerie Artésienne*, p. 272.

TROISIÈME PARTIE
DANS L'OMBRE DE L'AUTORITÉ
(1799-1877)

CHAPITRE PREMIER

La maçonnerie et l'Empire

La domestication et la militarisation de l'ordre unifié. — Reprise de la dissidence avec le Rite Écossais, l'affaire de la patente Morin et du frère Pyron. — La fin de l'Empire ; la police dans les Loges.

RÉSUMÉ

Napoléon pensa à se subordonner la maçonnerie, comme toutes les autres puissances d'opinion (université, clergé, presse). Il en favorisa donc la reconstitution et l'unité, y fit entrer bon nombre des hauts dignitaires de sa cour, notamment des officiers ; et en fit de son frère Joseph le Grand-Maître. La maçonnerie, ainsi asservie, connut une brillante prospérité matérielle, mais pendant laquelle le travail fut médiocre. A peine, si certains ateliers, comme ceux de Genève, se signalèrent par une tendance de leurs membres à une opposition libérale. Dans l'ensemble toutefois, la maçonnerie impériale s'avéra plus anticléricale que la maçonnerie d'ancien régime, et ce mouvement d'hostilité au catholicisme n'y cessera plus guère.

Cependant, l'unité de l'Ordre, si laborieusement édifiée, allait être presque aussitôt compromise par la résurrection — ou la naissance — de puissances dissidentes. Une seule a de l'importance : le Rite Écossais ancien et accepté, qui, ramené d'Amérique par les ffr. . . Hacquet et de Grasse-Tilly, n'avait d'autres preuves de son origine qu'une patente d'authenticité suspecte, délivrée en 1761 au fr. . . Morin. Le Grand-Orient l'unit pour tant à lui, par un concordat signé le 4 décembre 1804.

Mais, à la suite de l'exclusion du fr. . Pyron, grand orateur et négociateur du concordat pour le Rite Écossais, le traité d'union fut rompu. Malgré un compromis intervenu en 1806, les Hauts-Grades demeurèrent tiraillés entre les deux obédiences jusqu'au jour où, en 1814, le G. . O. . se décida pour une rupture définitive.

L'activité philosophique de toute la maçonnerie demeure très faible jusqu'à la fin de l'Empire. Il semble pourtant possible de noter un léger réveil de libéralisme à partir de 1810. Mais tant que Napoléon demeure, ce regain d'activité doctrinale n'est le fait que de maçons isolés et non pas de la volonté des dirigeants de l'ordre.

Napoléon I^{er} et la maçonnerie. — A l'envisager dans son ensemble, l'œuvre consulaire paraît avoir eu pour fin de donner à la France, dans tous les domaines, la *paix* (paix militaire, sociale, économique, religieuse aussi), et pour moyens la création de chefs de service responsables devant un pouvoir un et omnipotent. L'Église, l'Université, la Justice, la Presse y deviennent militarisées, sous une hiérarchie déjà impériale de doctrine ; toute personnalité est une inquiétude ; toute dissidence, une faute et un crime en puissance. Le maître de l'heure n'avait aucune raison pour ne pas traiter la Franc-Maçonnerie comme les autres forces spirituelles ou morales de l'État. Il fut ainsi, mais dans l'intérêt de son œuvre et non dans celui de l'ordre, un grand artisan de l'unité et du développement de la maçonnerie française. Est-il Franc-Maçon lui-même ? Il ne manque pas de pièces maçonniques pour parler du fr. . Bonaparte, ou du très illustre fr. . Napoléon. Il aurait été initié à Malte (lorsqu'il allait faire la campagne d'Égypte) ? Aucune preuve de cette initiation n'a jamais pu être apportée. Les Francs-Maçons ont toujours eu le désir de s'annexer les brillantes personna-

lités profanes du moment. Il semble bien que Napoléon, Franc-Maçon, soit une légende... parmi des quantités d'autres.

Cela ne l'empêche pas du tout de s'intéresser de fort près à la vie de l'Ordre. A mesure que celui-ci renaît, il semble destiné à grouper tous les réfractaires au culte catholique. ils sont nombreux parmi les officiers, dont beaucoup identifient l'ancien régime avec leurs durs débuts de bas-officiers sans avenir, et la religion catholique avec l'atroce guerre de Vendée. Certains d'entre eux étaient du reste Francs-Maçons avant la tourmente; d'autres, plus nombreux sans doute, connaissaient l'existence des Loges militaires, qui leur étaient le plus souvent demeurées fermées. Il y a donc là une puissance d'opinion qui risquerait de devenir hostile; sans doute, le Consul pourrait la supprimer. Son attitude avec Rome prouve qu'il n'attend rien en ces domaines de la persécution et de la contrainte. Mieux vaut se rendre docile l'association qui renaît. Elle n'est pas très valide encore, mais elle accroît chaque jour ses forces: une centaine de Loges s'y sont déjà agrégées. En trois fois, le 3 septembre 1803, le 20 décembre 1803, le 4 novembre 1804, l'empereur fait entrer dans le Conseil directeur du G. . . O. . . tout un personnel si brillant qu'il ressemble à une réduction de son état-major: son frère Louis devint *Grand-Maître adjoint* (remplacé plus tard par Cambacérès); Masséna, *grand administrateur*; le sénateur de Choiseul-Praslin, *grand conservateur*; Murat et le chancelier de la Légion d'honneur, Lacépède, *grands surveillants*; Lalande de l'Institut, *grand orateur*; le sénateur Jaucourt, *grand secrétaire*; l'amiral Magon, *grand trésorier*; Beurnonville et Mac-Donald, *grands experts*; Sébastiani, *grand-garde des sceaux*; Kellermann, *garde des archives*, le sénateur de Luynes, *grand architecte*; Duranteau, *membre du corps législatif* et S. Girardin, *tribun*, *grands-maîtres des cérémonies*; Augereau, *grand hospitalier*; Lefebvre, *grand aumônier* (Gros, 294.) Où est le temps où le chef de corps Dagobert

repoussait la demande de Constitutions formulée par Masséna pour la Loge du Rt-Royal-Italien afin *de ne pas ouvrir lui-même à de braves gens le chemin de perdition* ? Si on examine d'un peu près cet état il est aisé de voir que, mêlés à d'anciens et authentiques maçons, figurent nombre de nouveaux venus, plus dévoués à l'Empire qu'à la tradition maçonnique. Cette impression s'accroît, lorsque Napoléon place en 1805 son frère Joseph comme Grand-Maître, sans qu'il fut du reste Franc-Maçon, en lui donnant pour adjoints Cambacérès et Murat.

Ainsi un ordre ou l'élément militaire domine, qui a perdu la libre disposition de ses emplois directeurs, et que le pouvoir contrôle en lui imposant ses chefs, telle apparaît dès le début de l'Empire, la Franc-Maçonnerie reconstituée. Cependant, derrière cette façade trop pompeuse, la Franc-Maçonnerie spéculative n'a pas renoncé à vivre, ni à être elle-même. Le Grand-Maître est surtout un personnage décoratif. Il a, à côté de lui, un représentant particulier, qui comme au temps du prince de Clermont, ou du duc de Chartres, est l'éminence grise de ce souverain inactif : c'est l'homme qui a réveillé la maçonnerie française : *Roettiers de Montaleau*, Maçon de tradition, par qui s'assure la continuité de l'idéal maçonnique. Un Maçon de la *Stricte-Observance*, J. de Maistre, demeuré très chrétien et aristocratique, pourra le 10 juin 1810, se demander en parlant de Napoléon et de la maçonnerie : *Est-il chef ou dupe, ou peut-être l'un et l'autre d'une société qu'il croit connaître et qui se moque de lui ?*

Il semble bien qu'il est plutôt ni l'un ni l'autre. Pour être le chef de la maçonnerie, il faudrait lui imprimer de l'extérieur une orientation systématisée qu'elle ne paraît jamais avoir subie ; pour en être la dupe il faudrait lui supposer des buts politiques ou sociaux dont — en corps — elle ne donne pas le moindre signe. En vérité, malgré quelques

tentatives d'opposition libérale comme celle de Buenarotti à Genève, bien étudiée par M. Georges Bourgin, les Loges maçonniques durant cette période n'ont guère eu de motifs d'inquiéter le pouvoir. Époque de *contrainte morale*, dira le frère Colfavru ; *elle eut un beau licol doré*, renchérit Lantoin. La contrainte ne paraît pas avoir été pénible à la Franc-Maçonnerie, et son beau licol doré ne fut pas bien nettement différencié des cordons rituels qui chamarraient les épaules de toute cette cour maçonnique réorganisée... à l'instar de la Cour impériale. Les travaux eurent une inconsistance philosophique indiscutable. On peut tenir pour exact ce résumé qu'en donne M. Georges Bourgin : « *Morale humanitaire, déiste et largement chrétienne, mutualisme un peu doucêtre, le tout entremêlé de cérémonies et de dignités capables de flatter l'innocente vanité des adhérents* ». Il étudie l'ordre de l'extérieur. J. Gros, qui l'étudie de l'intérieur, n'aboutit pas à une conclusion différente.

L'évolution de la maçonnerie impériale. — Et pourtant, malgré toutes les cérémonies en l'honneur du dieu du jour ; malgré les inaugurations de bustes, malgré ces noms de Loges qui sonnent d'un accent si insolite dans l'aimable symbolisme traditionnel : *Napoléonmagne*, par exemple, la maçonnerie impériale n'est pas tout à fait asservie. Ceux qui la composent tendent en grande majorité à rompre tout lien avec le passé religieux qui, jusqu'à la Révolution, a enveloppé l'ordre d'une atmosphère, sinon catholique, du moins « *largement chrétienne* », comme dit Bourgin. C'est M. A. Mathiez qui voit juste en ceci ; la nouvelle maçonnerie s'est recrutée parmi les adversaires du catholicisme, elle demeure très fortement teintée d'anticléricalisme. La majorité des maçons de Toulouse va décider de célébrer *civilement* les fêtes en l'honneur du vainqueur d'Austerlitz. Les descendants de ceux qui mettaient à la porte des temples *les athées stupides et les*

libertins sans foi traitent en Loge d'*absurdités* les cérémonies religieuses ; non sans déterminer des protestations, mais sans cesser du moins d'être suivis par la majorité de leurs frères. C'est là le point essentiel, par où la maçonnerie impériale se différencie de celle de l'ancien régime. Il est trop tôt encore pour parler, comme le fait J. Gros, d'un *fossé profond*. Pour prendre une image de même ordre, disons qu'il y a *fêlure*. Malgré les tentatives de replâtrage de la Restauration, elle ne fera qu'aller s'élargissant.

Le souverain du reste ne se préoccupe pas du tout de cette évolution intérieure. L'idéologie n'est pas son fait. Il lui suffit que le calme règne dans la maçonnerie, comme dans l'Université, comme dans tout l'Empire. Des travaux, comme ceux de Lévy-Schneider, nous ont appris à quel point sa documentation pouvait être fragile sur le calme et la docilité de l'Église catholique par exemple ; il n'est pas beaucoup mieux renseigné sur la pensée intime des Loges. La preuve en est dans la rapidité avec laquelle les maçons qui l'adulèrent l'abandonneront après sa chute. Pour l'instant une seule chose paraît nécessaire au maître : maintenir là comme partout *l'unité* ; non pas tant l'unité doctrinale, qui ne l'intéresse pas, que l'unité de direction, garantie d'obéissance. Aussi voyons-nous se poursuivre, avec des péripéties curieuses, l'œuvre d'unification si avancée à son avènement, et que va soudain remettre en question la résurrection d'une étrange puissance venue d'outre-mer : le *Rite Écossais ancien et accepté* à 33 grades que les frères Hacquet et Grasse-Tilly, en octobre de 1804, rapportent tout à coup d'Amérique !

Les puissances maçonniques dissidentes. — Il reste bien aussi quelques dissidents irréductibles de rites qui refusèrent toujours l'union proposée par le Grand-Orient ; et c'est contre eux que, dès 1802, celui-ci décrétait l'irrégularité avec toutes ses conséquences. Mais ils sont si peu nombreux

et leurs groupements sont si minimes, que le pouvoir pense qu'il suffira de l'*Union personnelle* en la personne du Grand-Maître adjoint pour leur enlever toute importance. C'est ainsi que Cambacérès, entre 1805 et 1809, deviendra tour à tour Grand-Maître du rite d'Hérédome de Kilwining, de la Mère-Loge du Rite Écossais philosophique, du rite primitif des Chevaliers bienfaisants de la cité Sainte, du directoire de Septimanie... Ce qui n'empêche pas d'autres Loges de s'attribuer aussi des pouvoirs constituants comme ce *Phoenix*, dont Lantoine nous a recopié une patente.

Mais la fortune ne va donner d'intérêt qu'à une autre puissance maçonnique, celle qui va devenir le *Rite Écossais ancien et accepté*. Son origine — historique ou mythique — remonte à 1761, date où la Grande-Loge Saint-Jean de Jérusalem aurait délivré « sous le bon plaisir de S. A. S. et t. Ill. Fr. le T. . . C. . . F. . . Louis de Bourbon, comte de Clermont, prince du sang », au fr. . . Stephen Morin une patente de « Grand Inspecteur dans toutes les parties du Nouveau Monde » avec pouvoirs constituants. Ce document offre, nous avons eu déjà l'occasion d'en parler, quelques-unes des plus obscures énigmes d'une histoire qui n'en manque pas. L'original n'a jamais pu être représenté ; les maçons qui s'en réclamèrent le citent d'après une copie anglaise certifiée conforme, elle-même disparue. A-t-il existé ? Il ne semble pas inventé de toutes pièces. Le fr. . . Morin a existé, il a constitué des Loges dans la partie méridionale de l'Amérique du Nord ; il ne paraît pas avoir usurpé ses pouvoirs. Le doute commence quand il convient de préciser *qui* avait signé le document primitif ; de *quelle puissance précise* il émanait ; *quels grades* il pouvait permettre de conférer. Il est certain en tous les cas que ceux-ci ne pouvaient être plus nombreux que ceux des rites qui en comptaient alors le plus (25.) D'ailleurs, la puissance à laquelle prétendaient se rattacher les possesseurs de la copie d'une copie de cette patente

(Chev. . . d'Orient et d'Occident), s'étant unie au Grand-Orient, les puissances issues d'elle s'y ramenaient *ipso facto*.

Le « **Suprême Conseil du Rite Écossais ancien et accepté** ». — Mais au cours de son voyage aux Iles le rite nouveau s'était accru. Il comptait désormais 33 degrés ; il revenait aussi orné d'une belle généalogie. C'est Frédéric II de Prusse, qui, en 1762 d'abord, selon la version du frère Dalcho, en 1786 seulement à en croire le frère de Grasse-Tilly, avait remanié les grades de perfection en les portant au chiffre de trente-trois. Déjà, l'année 1803, un frère revenu d'Amérique, le notaire Hacquet avait réussi à traiter avec le Grand-Orient, et à y obtenir une haute dignité : président du Grand Consistoire des Rites, en échange de sa renonciation aux vingt-cinq grades qu'il prétendait faire pratiquer à la Loge Parisienne des Sept Écossais. Pourquoi le frère de Grasse-Tilly, le fils de l'amiral, ne connaîtrait-il pas une même fortune avec son *Rite Écossais ancien et accepté* ? D'autant que la clientèle ne lui manquait pas : tout flattait en cette puissance nouvelle : la royauté de son origine ; le nombre de ses grades, supérieur à tout autre ; le beau voyage qu'elle venait de faire. Bref, en septembre 1804, un *Suprême Conseil pour la France des Souverains grands inspecteurs du 33^e et dernier degré* est constitué. Il se rapproche de tous les dissidents que le Grand-Orient n'a pu s'intégrer, et qui siègent, à demi-persécutés du pouvoir, dans le secret d'un souterrain du boulevard Poissonnière. Et, le 22 octobre, la *Grande-Loge générale écossaise du rite ancien et accepté* est fondée. C'est pour le Grand-Orient une sérieuse cause d'inquiétude. En face de lui, les puissances jusque-là dispersées et agonisantes se renouent en un faisceau revivifié ; ce n'est plus une poussière d'irréguliers mais une Église schismatique. Faut-il la combattre ou l'absorber ? La deuxième méthode est davantage dans la

manière du G. . . O. . . ; elle est plus maçonnique aussi. Des pourparlers s'engagent, facilités par l'indigence de la nouvelle obédience. Ils sont si rapides — 24 octobre-5 décembre 1804 — qu'ils laissent invinciblement à penser que la nouvelle création n'avait eu d'autre but que de se faire absorber, en échangeant des titres, magnifiques mais précieuses, contre une solide reconnaissance d'avantages matériels et honorifiques. Par ce traité que signèrent Roettiers de Montaleau pour le Grand-Orient et Pyron pour la Grande-Loge, et contre le paiement par le Grand-Orient de 2.071 livres de dettes contractées par la Grande-Loge écossaise, le concordat déclarait que *le G. . . O. . . unit à lui les RR. . . FF. . . travaillant exclusivement d'après les principes du Rite Écossais ancien et accepté*. L'unité encore une fois était refaite. Le Grand-Orient, dans son désir de couper court à toute dissidence, n'avait peut-être pas été très sage. Rien de plus suspect en effet que les origines du nouvel admis. Des demandes de renseignements à Charlestown auraient fait apparaître le peu de solidité des prétentions du comte de Grasse-Tilly, qui ne put jamais produire de patente de 33° ; surtout, l'attribution de cette création à Frédéric II était une absurdité historique dont très vite les maçons du Grand-Orient s'aperçurent. Ils étaient certes beaucoup moins naïfs que les commentateurs récents, qui, en enfonçant cette porte ouverte, se gaussent de la crédulité des frères d'alors... Ils leur empruntent pourtant l'essentiel — irréfutable — de leur argumentation consignée en cette note, d'écriture sensiblement contemporaine du document Grasse-Tilly, inscrite en marge de celui-ci aux Archives du G. . . O. . . : « *Le roi de Prusse était dangereusement malade d'une apoplexie aphasique (sic) qui au bout d'onze mois l'a mis au tombeau en 1786. Comment dans cet état aurait-il pu prendre part au règlement du 1^{er} mai 1786 qui a porté à 33 le nombre des degrés du rite ancien et accepté ?* »

Le roi de Prusse n'a jamais été G. : - M. : des LL. : allemandes et prussiennes, encore moins le successeur des Rois d'Écosse et d'Angleterre. Tout est dit ; les commentaires des historiens contemporains n'ajoutent rien à ce texte décisif en sa sobriété. Ainsi, le rite ancien et accepté vendait pour 2.071 livres — et quelques hautes fonctions, dont celle de Grand Orateur au fr. : Pyron — une création, ni plus respectable ni plus ancienne que toutes celles que la France avait vu fleurir au XVIII^e siècle et qui avaient fait peu à peu retour à l'unité. Sa seule origine à peu près certaine était même issue d'une puissance déjà ralliée. Le Grand-Orient de toutes manières faisait là un marché de dupe. Il n'allait pas tarder à s'en apercevoir davantage.

Le difficile Concordat de 1804. — Le fr. : Pyron, dont l'excessive habileté essaya de dénaturer par quelques faux le sens du concordat de 1804, se rendit vite indésirable ; le 5 avril 1805, à la suite de propos calomnieux, il était déchu de sa dignité de Grand Orateur et rayé du tableau des grands officiers du Grand-Orient... C'était un nouveau schisme en puissance. Si le Grand-Orient en effet avait uni à lui les frères du Rite Écossais, il avait laissé persister à l'intérieur de l'ordre, un Grand-Chapitre général, qui comprenait un Grand Conseil du 31^e degré et le Sublime Conseil du 33^e degré. Or, les officiers du Grand-Orient admis aux grades de 18 à 33, avaient dû pour être titulaires réguliers de ces grades, prêter serment de fidélité au Suprême Conseil de la Grande-Loge écossaise, en même temps que Grasse-Tilly prêtait serment au G. : O. : , au nom de *tous* les Écossais. Simple collation de grades, qui ne prouvait, en droit ni en fait, la continuation d'une existence postérieure du Rite Écossais, *uni* au Grand-Orient. Mais du jour où le fr. : Pyron, exclu, commença à intriguer pour susciter une dissidence, cette cérémonie devint la *preuve* que le Suprême Conseil n'était

pas incorporé au Grand-Orient. Il avait perdu jusqu'à son nom, mais il allait ressusciter. Une réunion de 81 maçons, tenue le 6 septembre 1805 chez le maréchal Kellermann, à l'instigation de Grasse-Tilly et de Pyron, va dénoncer le Concordat; *La Grande-Loge générale Écossaise est rétablie* et le Grand-Maître adjoint Cambacérès en devient Souverain Grand Commandeur. La dissidence avait été facilitée par une maladroite création du Grand-Orient : le Directoire des Rites, institué par arrêté du 21 juillet 1805, et qui enlevait aux Grand et Sublime Conseils la collation des Hauts-Grades.

A peine la scission proclamée, le Grand-Orient sent quelle erreur a été ainsi la sienne. Il est très gêné, et cela se conçoit, pour agir contre une puissance dont le Grand Commandeur est son propre Grand-Maître adjoint. Il va donc chercher un compromis ! Le Grand-Orient demeurerait *la seule puissance constitutionnelle*. Le Directoire des Rites-Unis devenait une sorte de Chambre d'appel où chaque rite avait ses commissaires ; et la collation des grades et leur administration était divisée en deux collèges distincts ; de un à dix-huit, le Grand-Orient les délivrait directement ; de 19 à 33, le Suprême Conseil rétabli en avait seul responsabilité. C'était encore sauver l'unité en revenant à la tradition de la maçonnerie prérévolutionnaire ; collèges *distincts* à l'intérieur d'une *église une*. Le 27 novembre 1806, un décret du Suprême Conseil confirmait lui-même les termes du compromis verbal et disait *expressément* en son article sept : *Le Suprême Conseil du 33^e degré, ayant sous sa surveillance immédiate la dogmatique des 33 degrés du Rite Écossais ancien et accepté, aucun degré ne sera conféré à l'avenir qu'autant que celui qui en sera pourvu prêtera, lors de l'initiation, serment d'obéissance au Grand-Orient comme unissant à lui le Rite Écossais ancien et accepté, et au Suprême Conseil du 33^e degré, chacun en ce qui le concerne.* (Savoire et Lebey, p. 11). La position était fort claire. Elle ne prête même à aucune exégèse. Il y a un

Grand-Orient universel ; et à l'intérieur de celui-ci, un Suprême Conseil chargé des Hauts-Grades. Le Concordat de 1804 n'avait pas dit autre chose, en *unissant* au G. O. le Rite Écossais. Malgré l'accord sur les principes, la dissidence n'en allait pas moins persister, avec d'innombrables alternatives de rapprochements et de ruptures. Il demeure pourtant établi, semble-t-il, par ces textes, que le Grand-Orient avait incontestablement pour lui la logique et la lettre même des traités. Jusqu'à la fin de l'Empire, la maçonnerie des Hauts-Grades continuera donc d'être divisée, et la querelle ne cessera pas avec le régime Napoléonien. Mais la maçonnerie bleue demeure à peu près entièrement soumise au Grand-Orient. Ce n'est que tout à fait à la fin de cette période qu'apparaîtra par exemple le rite de Misraïm en 90 degrés, que nous retrouverons sous la Restauration. En même temps la maçonnerie d'adoption connaît un engouement exceptionnel, dû surtout à la présence dans ses rangs de l'Impératrice Joséphine et de nombre de dames de sa Cour. Très mêlée — trop mêlée — à la maçonnerie régulière, elle y introduit une note de frivolité mondaine qui ne contribue pas à relever un prestige moral déjà affaibli.

La maçonnerie à la fin de l'Empire. — L'Empereur cependant semble conserver ses faveurs à la maçonnerie du Grand-Orient. La constitution plus ancienne, une certaine hiérarchie élective des fonctions, la masse de ses adhérents lui confèrent un sérieux et une stabilité qui manquent un peu trop aux chapelles dissidentes et enrubannées. Napoléon ne consent point à devenir *Souverain des souverains du Saint-Empire*, à la suite — combien hypothétique ! — de Jacques Stuart et de Frédéric II, comme le fr. Pyron semble bien lui en avoir fait suggérer l'idée (*Ragon*, p. 341). Il se contente de faire entrer dans les Loges ses fonctionnaires et ses officiers ; et le nombre des ateliers va, de la sorte,

atteindre près d'un millier à la fin du règne, prospérité jamais réalisée ni avant, ni après, mais où la qualité ne valait pas la quantité,

Cependant, la police impériale, à partir de 1810, semble avoir eu des doutes sur les sentiments réels des Francs-Maçons à l'égard de l'Empereur. Malgré les protestations de dévouement, malgré les vivats, malgré les fêtes, les préfets les plus sagaces commencent à signaler l'agitation du parti des Vieux-Maçons. Ces bourgeois voltairiens, survivant à la Révolution, gardent au cœur le deuil de la liberté fraternelle, entrevue à la Fédération de 1790 et disparue depuis dans le sang de la Terreur, et la tyrannie militaire du César. Ce serait trop que de dire qu'ils conspirent. Ils s'aigrissent, comme s'aigrit l'opinion moyenne : (trop d'impôts, trop de levées, le commerce ne va plus, le pouvoir manque d'égards.) Ils commencent à le dire entre eux, dans le secret propice de la Loge. Pauvre secret ! Il filtre par toutes les ouvertures. Chaque atelier a son mouchard ou plusieurs ! Il suffit de feuilleter une liasse d'archives à la rubrique *Police générale* pour voir combien de frères étaient déjà de simples indicateurs soldés ! En 1811, l'Empire fait procéder, en exécution des articles 291-294 du Code pénal à une vaste enquête sur les associations de l'Empire. *Nulle association de plus de vingt personnes ne pourrait se former qu'avec l'agrément du gouvernement et sous les conditions qu'il plairait à l'autorité publique d'imposer* (G. Bourgin, *Rév.* Fr. T. 49, p. 51). Les Loges maçonniques sont fort diversement traitées dans les réponses parvenues au Ministère. Signalons au passage le conseil donné au préfet du Tarn, de surveiller la Loge suspecte de la *Parfaite Amitié* en y introduisant des gens à soi ; et au besoin de la dissoudre. Et notons dans le rapport du préfet de la Haute-Garonne l'inquiétude que lui causent les loges en dissidence avec le Grand-Orient. Mal documenté sur la question, il s' imagine que les Loges écossaises correspondent secrète-

ment avec l'Écosse. Et cette correspondance, qui doit en cacher d'autres, peut paraître dangereuse. Enfin, il regrette que l'adhésion des Loges écossaises au Grand-Orient ne soit que de pure forme, parce qu'il est facile à Son Excellence de faire prendre des informations au Grand-Orient ; et que ces ateliers demi-dissidents ne correspondent avec lui que dans les cas inevitables, et pour ne point dévoiler leur conduite, mais qu'elles ne lui soumettent jamais aucune difficulté. Le préfet du Léman, Capelle, caractérise comme suit, le 8 février 1812, son impression personnelle, en opposition du reste avec l'opinion générale de ses collègues : « *L'esprit de la maçonnerie à Genève, est généralement mauvais, mais est-il bien meilleur dans les autres parties de l'Empire ? C'est toujours l'Égalité, toujours nos frères, toujours de la philosophie, toujours des idées républicaines.* »

Capelle peut paraître pessimiste. Il n'est pas douteux que les renseignements de ses collègues ne lui donnent pas raison. Il est à peu près certain du reste qu'il n'y a pas un esprit maçonnique, mais des divergences assez marquées d'opinions. Là où la ville compte plusieurs ateliers, presque toujours cette enquête de police signale des Loges aristocratiques et des Loges bourgeoises, voire des Loges artisanes. Il n'est pas certain non plus que les Loges militaires ne retrouvent pas avec le déclin de la fortune impériale l'état d'esprit hostile et vaguement conspirateur que Pariset estime (Hist. Contemp., Lavisse, T. III, p. 137) avoir été le leur au temps du Consulat. Le second attentat Malet confirmerait de manière assez plausible cette hypothèse, s'il était certain que celui-ci fut affilié aux Philadelphes, branche dissidente de la maçonnerie, mais maçonnique tout de même d'allure et d'origine.

La fin de l'Empire en tout cas marque un réel malaise. Dans les Hauts-Grades, le Suprême Conseil du Rite Écossais et le Grand-Chapitre général continuent à s'excommunier,

par une série de décrets qui n'éclaircissent pas du tout la situation et ne peuvent que contrister les maçons sincères. L'autorité du Grand-Maître commun, Cambacérès, n'intervient en aucun cas pour les rappeler à l'unité. Les ateliers nombreux n'ont pas d'avantage d'unité interne. La philosophie est en sommeil ; il ne va rien falloir de moins qu'un petit peu de persécution pour rendre à la maçonnerie française sa vigueur et sa doctrine.

BIBLIOGRAPHIE

I. Sur la querelle des Hauts-Grades ; consulter surtout aux *Archives du G. . . O. . . de France* (Bibliothèque particulière du président du Conseil de l'Ordre) les deux recueils *Thévenot* : a) *Minutes* des délibérations du Concordat de 1804 (un registre aux adjonctions marginales sur fiches) ; et b) *pièces relatives à l'exécution du Concordat de 1804* (18 pièces imprimées ou manuscrites reliées ensemble) ; et les ouvrages de LANTOINE, SAVOIRE et LEBEY, déjà cités, contradictoires souvent même sur la matérialité des faits.

II. Sur les rapports de la maçonnerie et du pouvoir. L'étude de J. GROS déjà citée ; deux études de G. BOURGIN, *La Franc-Maçonnerie sous l'Empire*. Révolution française, t. XLIX et *une Loge française à Rome sous l'Empire*, t. L.

Celle de A. MATHIEZ, *La Franc-Maçonnerie en l'An VII et en l'An IX*, t. XXXXI.

Et enfin G. BRÉGAIL, *La Franc-Maçonnerie auscitaine, avant, pendant et après la Révolution*, déjà cité.

TEXTES ET RÉCITS

LA RUPTURE DU CONCORDAT ENTRE LE G. . . O. . . ET LE
SUPRÊME CONSEIL DES FF. . . PYRON ET DE GRASSE-TILLY.

Or, de Paris, le 21^e jour du 9^e mois de l'an de la V. L. 5814.

A la gloire du G. . A. . de l'Univers. G. . O. . de France.

Séance extraordinaire du 18^e jour du 9^e mois 5184.

Extrait de ses travaux ouverts à l'O. . par le T Ill Fr. .
Roettiers de Montaleau, représentant particulier des G. G.
conservateurs.

L'O. . décoré des TT. Ill. FF. . le comte de Luxembourg,
Pajot,

Defoissy et Delahaye Ob. off. d'honneur et des VV. FF. .
Présidents titulaires de Joly, Geneure et Hacquet.

A l'occ. par les VV. FF. . Bertonasco et de Joly-Fraissinet.
Les VV. FF. . Pochet et David siégeant au banc des orateurs.
Le T. Ill. F. . Delahaye au nom de la Grande-Loge du Conseil
et d'appel prend la parole. Après avoir donné connaissance
des faits, et lecture de plusieurs pièces qui en garantissent
l'authenticité, il fait un résumé succinct des motifs qui ont
servi de base au projet d'arrêté que la Grande-Loge du Conseil
et d'appel soumet à la sanction du Grand-Orient. Il en donne
lecture. Plusieurs FF. . sont entendus et l'ensemble en est
adopté à l'unanimité.

Plusieurs FF. . sont entendus de même sur une seconde
lecture, article par article, et séparément mis aux voix,
l'avis de la Grande-Loge du Conseil et d'appel et quelques
légers amendements sont unanimement et définitivement
adoptés ainsi qu'il suit.

Le Grand-Orient de France en confirmant l'avis de sa
Grande-Loge du Conseil et d'appel du 12^e jour du 9^e mois
courant et les conclusions conformes de son Grand Orateur ;

Vu la section I du chapitre I des statuts de l'ordre maçonnique en France, intitulé de l'*Ordre en général*, et le chapitre XI intitulé du *Grand directoire des Rites*,

Vu les concordats passés avec le Grand-Orient de Clermont en 5773, le Grand-Chapter général de la France en 5787, et avec la Grande-Loge Écossaise en 5804.

ARRÊTÉ

ARTICLE PREMIER. — Le Grand-Orient reprend l'exercice de tous les droits qui lui appartiennent sur tous les rites ; en conséquence il délivrera seul, les constitutions et les lettres capitulaires de tous les Grades.

Les LL. . . et Chapitres de sa correspondance seront prévenus de cette décision par une circulaire.

ARTICLE 2. — Les LL. . . et Chapitres qui auront obtenu des Constitutions ou des lettres capitulaires de toute autre autorité que celle du Grand-Orient seront tenus de les présenter à son visa (lequel sera apposé sans frais) dans le délai de quatre vingt et un jour à dater de la notification du présent ; passé ce délai, les LL. . . et Chapitres qui ne seront pas soumis seront regardés comme irréguliers.

ARTICLE 3. — Les causes qui ont amené la création du Grand directoire des Rites n'existant plus, il est et demeure supprimé ; ses attributions sont déléguées à la Grande-Loge du Conseil et d'appel.

ARTICLE 4. — La Grande-Loge du Conseil et d'appel présentera, dans le plus bref délai, un projet de règlement pour l'exécution du présent.

Pour extrait conforme et par mandement,

G. DE BEAUMONT-BONILLON,

Secrétaire général.

(Archives du G. . . O. . .)

Pièces relatives au Concordat,
Recueil Thévenot., Bibl. du président
du Conseil de l'Ordre.)

CHAPITRE II

La maçonnerie au cours de la Restauration

Attitude indécise du pouvoir vis-à-vis de la maçonnerie au début de la Restauration. — La transformation intérieure de l'ordre : le Grand-Orient, seul toléré par la Restauration. — Les rites dissidents : le Rite de Misraïm et son rôle. — Apparition d'une maçonnerie politique orientée vers des fins secrètes. — Le projet de Constitution de 1826

RÉSUMÉ

Durant la Restauration, la Franc-Maçonnerie ne cesse pas de demeurer dans l'ombre de l'autorité. Les rois qui furent eux-mêmes initiés avant la Révolution, la supportent volontiers, sauf une très courte période de réaction pendant la « Chambre introuvable ». Et le Grand-Orient se montre, en la personne de ses dirigeants, tout disposé à tranquilliser le pouvoir.

Mais la bienveillance officielle ne s'étend pas aux obédiences dissidentes. En particulier un rite nouveau : le rite de Misraïm en 90 degrés, inquiète la police royale. Il est dissous et ses propagateurs, les frères Bédarride condamnés. Du moins, peut-on trouver dans la propagande de cette obédience, active surtout près des demi-soldes et des Vieux-Maçons libéraux, la persistance d'un courant libéral dans la maçonnerie asservie. Il se précise peu à peu, au point de constituer des ateliers entièrement hostiles à la royauté ; et de provoquer des formations extramaçonniques républicaines et conspiratrices, entraînées le plus souvent par des maçons réguliers et empruntant les formes

extérieures et les méthodes de travail de l'Ordre (Carbonarisme, Loge des Amis de la Vérité, etc.)

A l'intérieur de la maçonnerie régulière, le seul effort intéressant de ces années d'asservissement est un effort constitutionnel. En 1818 et 1826, la maçonnerie française met à jour sa constitution générale, non révisée depuis 1773. Le nouveau statut fixe dans un esprit très libéral et parlementaire les rapports de l'exécutif, représenté par le Grand-Maître et les Grands-Maîtres adjoints, et le législatif constitué par l'assemblée générale des députés élus de toutes les Loges du Grand-Orient. Une commission administrative prise dans le sein de celui-ci assure la permanence de la gestion confiée à cinq Chambres : Chambre de correspondance et de finance ; Chambre symbolique ; Suprême Conseil des Rites ; Chambre du Conseil et d'appel ; Chambre du Comité central et d'Élection. C'est déjà presque l'organisation contemporaine.

L'attitude indécise du Pouvoir. — Le retour des Bourbons va marquer pour la maçonnerie d'abord une recrudescence d'asservissement aux pouvoirs publics ; ensuite un nouvel accroissement de force pour le Grand-Orient. L'Empereur exilé à l'île d'Elbe, la démission de Cambacérès a permis au Grand-Orient de revendiquer de nouveau *l'exercice de tous les droits qui lui appartiennent sur tous les rites*. Le Conseil d'administration de l'ordre a subi d'autre part d'intéressantes modifications intérieures. Le Grand-Maître a disparu ainsi que le Grand-Maître adjoint : et le pouvoir appartient à trois *Grands Conservateurs* : MacDonald, Bournonville et Timbrune, comte de Valence, dont la liberté d'action vis-à-vis du gouvernement demeure tout à fait réduite. Le t. III. fr. . . Roettiers de Montaleau fils, — le père est mort en 1808 —, exerce en fait la direction de l'Ordre avec le grade de représentant particulier des Grands Conservateurs. On voit réapparaître à l'Orient, dans des circonstances solennelles,

le t. Ill. fr. . comte de Luxembourg. Ici, comme dans la vie publique, c'est bien à une restauration que nous assistons. On pourrait croire du reste que le roi Louis XVIII, qui, d'après Amiable, aurait été membre de la Loge « la Militaire des Trois Frères Unis » à l'Orient de la Cour ne se montrerait pas hostile à l'Ordre. Et, malgré des mesures de police, et une sorte d'épuration des Loges, à l'époque trouble des Cent-jours, c'est bien ainsi que les faits se passent tout d'abord. Mais la réaction ultra-royaliste va s'exercer sur la maçonnerie elle aussi, toute paisible et docile qu'elle soit. En novembre 1815, une enquête du ministre de l'Intérieur obtient des préfets des renseignements assez peu favorables sur l'état des esprits dans les Loges. Celui de la Haute-Garonne, déclare que presque tous leurs membres sont des *fédérés*, et en demande la fermeture. Celle-ci est décidée en décembre, et les scellés apposés. Rien ne permet de croire que ce fut là une mesure exceptionnelle. Mais ce ne fut pas pourtant une mesure générale. Chaque administrateur local applique selon son tempérament les prescriptions de la loi de 1810, sur les réunions de plus de vingt personnes. Il faut arriver en 1818, pour trouver une doctrine officielle. Elle est ainsi exposée par le ministre Descazes dans une réponse au préfet de la Haute-Garonne : *« Ces réunions sont autorisées dans toute la France en général ; et ce n'a pu être que dans des circonstances extraordinaires qu'on les a suspendues. Mais, lorsque l'Administration suit un cours régulier, ce serait agir arbitrairement que de s'opposer à l'ouverture d'une Loge de Francs-Maçons, si toutefois les membres se sont conformés à ce qu'il est prescrit par la loi, relativement aux réunions de plus de vingt personnes »*.

De fait, le Pouvoir aurait eu grand tort de s'inquiéter. Les mêmes adulations qui saluèrent le règne de Napoléon accueillent Charles X lui-même. Les Loges prennent le deuil pour la mort du t. Ill. fr. . duc de Berry ; brûlent

« l'encens mystique » devant le buste de Charles X ; portent dans leurs banquets rituels la santé du souverain. Le Grand-Orient, devenu une sorte de société officielle, garantit la fidélité de ses membres ; et c'est à lui que les pouvoirs s'adressent pour rappeler à l'ordre les Loges qui marqueraient quelque velléité d'indépendance philosophique. La conséquence naturelle de cette servitude est la persécution des obédiences dissidentes par les pouvoirs publics. Puisque, seul, le Grand-Orient est contrôlé par la police royaliste, seul, il sera admis par elle et on appliquera aux autres Francs-Maçons les prescriptions de la loi de 1810.

Cette persécution — du reste anodine en ses manifestations — ne vise pas le Suprême Conseil, qui continue à prétendre gérer les Hauts-Grades et en gère en effet une partie, conjointement — mais non pas d'accord — avec le Grand-Chapter du Grand-Orient. Il est en effet composé de gens que leur situation profane rend rassurants pour le Pouvoir. Mais il va atteindre une nouvelle secte, née semble-t-il durant l'Empire, qui a reçu le nom de *Rite de Misraïm*.

Les rites dissidents : le Rite de Misraïm. — Elle fut créée ou du moins propagée par trois frères : les frères Bédaride, et ne compte pas moins de 90 degrés. On retrouve à la base de la dogmatique de cette obéissance nouvelle, des affirmations, que contenaient déjà les vieux traités de 1743 ; telle, celle de la création de la première Loge par Adam et ses fils ! Mais il est permis de se demander si ce tissu d'absurdités n'était pas une plaisanterie, parfaitement consciente des créateurs, pour masquer un but fort différent. En fait, le *Rite de Misraïm* se recrutait parmi les Maçons les plus en vue du Grand-Orient. Les Loges de perfection qu'il tendait à former ne comptaient en chaque centre que peu de membres, mais sélectionnés, pris souvent parmi les dirigeants de la Loge provinciale, pas encore supprimée au moment

de son apparition. Il semble bien que nous soyons cette fois en présence d'une maçonnerie nouvelle, à fins secrètes et sans doute politiques, sous le voile fantaisiste de ses innombrables degrés. Le maréchal de Beurnonville l'insinuait déjà dès 1817, et le Grand orateur Richard eut le tort de le dire publiquement en 1822. Ce ne fut pas cela pourtant qui déclencha, comme le pense Lantoine, les poursuites contre cet Ordre. Il était déjà, et de lui-même, suspect à la police. La preuve en sera fournie par cette note du directeur de la police, Franchet d'Esperey, au préfet de la Haute-Garonne :

Paris, 26 juillet 1822.

Monsieur le préfet, un sieur Marc Bédarride, prenant la qualité de commis-voyageur a dû arriver à Toulouse vers le 21 mars dernier, venant de Paris, par Bordeaux. Cet individu aussi mal famé sous le rapport de la moralité que des opinions, est tout à fait étranger au commerce, et son voyage dans le midi de la France, avait pour unique objet d'y propager une espèce d'association maçonnique connue sous la dénomination de : Société de Misraïm, dirigée par des personnes qui appartiennent à l'opposition la plus hostile et devenue à juste titre l'objet de l'attention particulière du gouvernement... Vous remarquerez que c'est pendant le séjour de Bédarride qu'ont éclaté les troubles de Toulouse. Je vous prie de m'informer s'il n'y aurait pas coopéré, soit directement, soit indirectement.

L'enquête, au vrai, ne prouva pas grand'chose. Elle établit du moins que les misraïmites se recrutaient à la fois parmi les demi-soldes et parmi les Vieux-Maçons libéraux ; ce qui rend bien invraisemblable la croyance affichée en la filiation adamique des ateliers maçonniques. Il n'y eut contre les Bédarride qu'une condamnation insignifiante (seize francs d'amende et les frais) pour infraction à la loi de 1810, mais nous saisissons sur le vif l'apparition dans la maçonnerie d'une mentalité nouvelle.

Une nouvelle mentalité maçonnique. — Les éléments qui la composent sont les suivants : 1^o Elle tend à grouper sous les pratiques traditionnelles, les Maçons que l'Empire avait déjà habitués à une sorte de libéralisme anticlérical. Nous avons vu combien les traces de ce sentiment sont diluées dans les Loges impériales ; elles y demeurent pourtant persistantes, assez même pour inquiéter quelques préfets ;

2^o Elle vise surtout à utiliser, pour des fins extra-maçonniques, les modes secrets caractéristiques de la vie maçonnique. Le préfet du Doubs signalait en 1811, l'existence qui le rassurait pleinement d'une *Vente des Bons-Cousins Charbonniers*. Des réglemens qu'il joignait à son rapport, extrayons les lignes suivantes : *Il y a trois grades : l'apprenti, le compagnon et le maître, et pour chaque grade un temps d'épreuve... Les Charbonniers ont des officiers dignitaires pour régir la Chambre d'honneur.*

Le premier est le chef de vente ; il préside les travaux. Il a deux assistants. Deux garde-vente sont placés à l'entrée de la chambre d'honneur ; il y a un orateur, un trésorier, un secrétaire, un censeur, un maître des cérémonies, un hospitalier. Ils portent chacun les décorations affectées à leur dignité.

Il faudrait être bien aveugle, pour ne pas reconnaître là une organisation calquée point par point sur la Franc-Maçonnerie classique. Et plus maçonnique même, peut-on dire, est la loge des *Amis de la Vérité* qui, en 1820-1821, donne le branle à la "conspiration républicaine. Certes, ses membres représentent l'extrême-gauche des sentiments maçonniques. Ils seraient certainement désavoués non pas seulement par le Grand-Orient, mais par la majorité des frères. Et le carbonarisme ne saurait être regardé comme une branche, même dissidente, de la Franc-Maçonnerie. Mais — et le fait est d'importance — les dirigeants de ce mouvement sont presque tous des Maçons réguliers. Ils ne cessent pas d'être Maçons

en travaillant dans les organismes voisins. Il y a ainsi une pénétration insidieuse dans la maçonnerie monarchiste et loyaliste d'éléments révolutionnaires qui vont peu à peu en fausser l'orientation traditionnelle.

Que l'on mesure par exemple, le chemin parcouru depuis l'Empire, par ce croquis que trace Trélat, des sentiments anti-bonapartistes des frères des « Amis de la Vérité » : *A chacune des séances, à chacune des réceptions de la Loge des Amis de la Vérité, le souvenir du despote était maudit ; c'était à qui, du vénérable, des officiers de la Loge et des récipiendaires, lui reprocherait avec le plus d'amertume les malheurs de la patrie, la destruction de la République d'où il était sorti, le rétablissement du pouvoir sacerdotal et des lois tyranniques* (Paris Révolutionnaire, II-278). Mais si, parmi les Maçons de cette époque il est possible de signaler un Garnier-Pagès, force est pourtant de reconnaître que parmi les Maçons militants qui défendent les libertés constitutionnelles, comme dit Colfavru, « ce sont surtout les royalistes libéraux qui dominent avec Decazes-Berryer, la Rochejacquelain, les frères Dupin etc... »

L'œuvre constitutionnelle de la Franc-Maçonnerie de la Restauration. — Au fond l'œuvre la plus importante de la Franc-Maçonnerie sous la Restauration va être constitutionnelle. Il convient d'y ajouter la tentative non suivie d'effet de rapprochement avec le Suprême Conseil en 1826. Les Hauts-Grades restèrent revendiqués par deux puissances toujours hostiles. La besogne constitutionnelle devait laisser de plus durables résultats. Elle s'imposait. Depuis les statuts de 1773, aucune refonte organique n'avait été tentée. La jurisprudence « d'arrêtés souvent contradictoires » tenait lieu de code. Il y avait matière à litiges, danger même pour cette unité tant cherchée.

Dès 1818, une commission était chargée de présenter de nouveaux statuts et un projet de règlement général. Il

convient de laisser ici la parole à Colfavru qui a donné de cette besogne un substantiel exposé :

« Cette commission, dit-il, présenta son projet en 1822. Mais ce projet ne fut pas trouvé assez libéral, et une commission nouvelle fut adjointe à la première avec mission d'élaborer un exposé de principes propre à servir de base à la Constitution. Les deux commissions réunies mirent quatre ans à préparer leur œuvre. Leur projet qui comptait 898 articles, fut soumis en 1826, aux délibérations de la Grande-Loge du Conseil et d'appel.

La Constitution traite : de l'ordre maçonnique — des sociétés maçonniques — du Grand-Orient de France — des Chambres du Grand-Orient de France.

Le Grand-Orient se compose, comme par le passé, d'un Grand-Maître avec des Grands-Maîtres adjoints, des officiers d'honneur et des officiers honoraires ; des présidents de tous les ateliers ou des députés de ces ateliers. Il est législateur et régulateur de l'Ordre ; et en réunit tous les pouvoirs qu'il exerce soit directement, soit par les Chambres formées dans son sein.

Ces Chambres sont au nombre de cinq :

1^o La Chambre de correspondance et de finance, composée de 35 experts, c'est-à-dire de 35 frères élus parmi tous les députés de la correspondance, et de 5 députés sans fonctions, nommés par an, mais à tour de rôle, d'après le tableau général des députés. C'est elle qui administre réellement le Grand-Orient, puisqu'elle tient en mains la correspondance et la caisse, qu'elle a le droit de publier des circulaires, de dresser la statistique maçonnique, de diriger la bienfaisance du Grand-Orient, de régler le budget, etc. ;

2^o La Chambre symbolique composée suivant le mode adopté par la première, avec des attributions d'ordre dogmatique, limitées aux trois premiers grades ;

3^o La Chambre des Hauts-Grades ou Suprême Conseil des rites ;

4^o La Chambre du Conseil et d'appel ;

5^o La Chambre du Comité central et d'élection.

Enfin, au-dessus de ces Chambres est le Grand-Orient, c'est-à-dire l'assemblée de tous les présidents ou députés des ateliers de l'obéissance. »

Cette organisation est déjà, on le voit, assez proche de l'organisation actuelle, la Chambre de correspondance et de finance n'est pas sans analogie avec le Conseil de l'Ordre, la Chambre de Conseil et d'appel avec la Chambre de cassation. Le Suprême Conseil des rites est devenu le Grand Collège des rites. Seules les Chambres symboliques et d'élection sont sans correspondance immédiate. Le Grand-Orient enfin, trouve son successeur dans l'annuel convent dont la composition est identique. Au temps du ministère de Villèle, ce régime presque tout électif faisait un contraste intéressant avec les habitudes du gouvernement. C'était là, à n'en pas douter une bonne école de libéralisme. Et il semble certain en effet que la maçonnerie de la Restauration finissante, incline à gauche, comme dirait notre moderne jargon politique.

Les hauts dignitaires du Grand-Orient demeurent sans doute pleins de servilité envers le Pouvoir. La façade de respect, même si l'on veut, d'adulation, n'a subi aucune retouche. Mais au fond, la majorité des membres incline vers la réforme constitutionnelle. Il ne serait pas aussi aisé que l'imaginait Colfavru de dénombrer sur les barricades de juillet les Maçons morts pour la liberté. Il est probable qu'il dut y en avoir, il n'est point certain qu'il n'y en avait pas autant en face, dans les troupes de l'ordre. Un fait cependant est sûr : les Loges militaires sont en pleine régression et les Loges civiles ont, elles aussi, beaucoup diminué. Attaquée à sa droite par la congrégation, abandonnée à sa gauche par les révolutionnaires qui conspirent sous son masque mais en dehors d'elle, la Franc-Maçonnerie ne fait en somme que médiocre figure. Sa servilité ne l'a point sauvée de la décadence.

BIBLIOGRAPHIE

I. SOURCES. — a) dogmatiques : 1° Projet de Constitution de 1826 (Arch. du G.^o. O.^o.); 2° Lettres échangées entre le G.^o. O.^o. et le Suprême Conseil à l'occasion de la Constitution de 1826 (Arch. G.^o. O.^o. F.^o.); 3° Marc BÉDARRIDE, *l'ordre maçonnique des Misraïm* (2 vol., Paris, 1845); b) sur les rapports de la maçonnerie et du Pouvoir. Sources très dispersées. On consultera avec profit aux Arch. nationales B. B. 30 (235-240) et F. 7 6684, et aux divers dépôts d'archives départementales ou municipales les liasses consacrées à la police générale ou aux sociétés secrètes (cotes et classement variables suivant les départements); à titre d'exemple voir la bibliographie de Lesueur dans la *Franc-Maçonnerie artésienne* (partie A, sections 5 et 6). J'ai signalé, dans l'*Acacia* de septembre 1929, l'intérêt de M⁴ 122-123, aux archives départementales de la Haute-Garonne, ainsi qu'un certain nombre de brochures imprimées (arch. du G.^o. O.^o.), notamment les deux intitulées *Fête de Famille* célébrée le 27^e jour du 6^e mois, 5818 (27 août 1818) à l'occasion de l'inauguration de la statue d'Henri IV, Paris, Poulet, quai des Augustins, 9; et *Fête de l'Ordre* et inauguration du buste de S. M. Charles X (27^e jour du 10^e mois de l'an de la V^o L. 5824), Paris, Dondey-Dupré, rue Saint Louis, n^o 46, au Marais.

II. OUVRAGES. — a) sur la dogmatique, rien d'intéressant dans les ouvrages classiques déjà cités; b) sur les rapports de la maçonnerie et du pouvoir. Il manque toujours une bonne étude d'ensemble des sociétés secrètes sous la Restauration. Renseignements intéressants dans :

A. CALMETTE. — *Les Carbonari en France sous la Restauration* (Revue de la Révolution de 1848-1913).

GUILLON. — *Les complots sous la Restauration*.

GRASILIER. — *Simon Duplay et son mémoire sur les sociétés secrètes et les conspirations sous la Restauration* (Paris, 1913).

TRÉLAT. — *Paris révolutionnaire*, t. II (La Charbonnerie).

G. WEILL. — *Philippe Buonarroti*. (Revue historique 1901).

G. WEILL. — *L'idée républicaine en France sous la Restauration* (Revue d'histoire moderne, t. II, 1927).

TEXTES ET RÉCITS

I

EXTRAIT DES RÈGLEMENTS

DE LA SOCIÉTÉ DES BONS-COUSINS CHARBONNIERS

La Charbonnerie reconnaît un seul Dieu, l'Immortalité de l'Ame, la Divinité du Christ, l'établissement de l'Église

chrétienne par Lui ; deux passages principaux sont le sujet de l'établissement de la Société : le premier du Néant à la Vie, le second de la Vie à la Mort. Le premier marque les devoirs de l'homme dans tous les États, prescrit l'amour de la patrie et du souverain, l'obéissance aux lois ; l'amour de la religion et du prochain ; ordonne de pardonner les injures, de respecter les vieillards, d'honorer et de secourir l'indigence et le malheur, de remplir les devoirs de son état. de soigner sa famille, d'être bon ami, bon époux et bon père,

Le second, fait connaître la consolation de l'homme de bien, en quittant la vie, et sa satisfaction de ne pas s'être écarté des règles de la sagesse.

Les postulants sont d'abord présentés à un Conseil qui délibère sur leur admission, après quoi, ils sont présentés à la Vente assemblée dont tous les membres votent individuellement, et par la voie du scrutin secret, sur l'admission définitive ou le rejet du postulant.

Les cérémonies de la réception sont toutes allégoriques et relatives aux deux passages qui font tout le sujet de l'établissement de la Société, et l'on ne fait subir au postulant que des épreuves morales.

Principes généraux

La Société reconnaît que l'homme est le premier des êtres animés, et, après la divinité, l'objet de ses plus chères affections. Elle admet l'égalité, définit la liberté, le pouvoir de faire ce qui ne nuit pas au droit des autres, elle admet autant qu'elle a pour principe, la nature, pour règle la justice, pour sauvegarde, la loi. Elle prêche l'obéissance des lois civiles et religieuses, ordonne l'attachement, la fidélité et un dévouement au souverain, recommande la pratique des vertus morales, repousse le vice, soulage l'indigence et favorise par l'instruction les progrès de la raison ; elle a pour mobile et

pour base : l'honneur, la vertu, et la probité ; elle en a pour garant la foi, pour appui l'espérance, et pour exécutrice la charité.

Les initiés prêtent l'obligation suivante :

« Je jure d'être fidèle à la constitution de l'Ordre et d'observer ses lois ou règlements en tout ce qu'ils contiennent ; de contribuer aux communs besoins de la Société suivant ses moyens ; d'aider et de secourir mes frères de tout mon pouvoir et de ne point attenter à l'honneur de leurs femmes ou de leurs filles ; d'être aveuglément soumis à mon souverain et aux lois de l'État ; d'obéir à mes chefs et d'être constamment dévoué aux maximes de l'Église chrétienne,

« Que le souverain Grand-Maître de l'Univers me soit en aide. »

Les Charbonniers ont trois fêtes : celle de Saint-Thiébaud, qui est la fête patronale ; celle de Noël, qu'ils appellent fête de la Réunion, et celle du Couronnement de Sa Majesté l'empereur et roi, qu'ils se sont fait une loi de célébrer chaque année, depuis leur rétablissement, en reconnaissance de la protection qu'il accorde à toutes les Sociétés qui professent des principes libéraux et philanthropiques... »

(Texte cité par BOURGIN, dans la *Franc-Maçonnerie sous l'Empire*).

II

CANTATE

Paroles du F. Bailly, off. . . du G. . . O. . . de France. Musique du F. . .

Strophe première

O jour fortuné, jour prospère !
Par tes rayons mystérieux,
Des vrais enfants de la lumière
Tu viens, enfin, combler les vœux !

A notre Roi rendons hommage,
C'est notre père, c'est un sage,
Autant chéri que respecté ;
Que sa mémoire, d'âge en âge,
Vive dans la postérité !

[Chœur]

Charles, sois notre protecteur,
Notre soutien, notre espérance ;
Réponds au vœu de notre cœur :
Que notre Ordre sacré doive à ta bienveillance,
Pour prix de son amour, la gloire et le bonheur !

Strophe seconde

Oui, prince auguste, chaque frère
Jure ici, la main sur le cœur,
De dévouer sa vie entière
Au culte sacré de l'honneur.
Toujours sincère, toujours pure,
Sa bouche à la vile imposture
N'oppose que la vérité ;
Et le front du mortel parjure
Rougit de sa fidélité.

[Chœur]

Charles, sois notre protecteur, etc.

Strophe troisième

Vous, qui de la maçonnerie
Suivez et respectez les lois,
Devant cette image chérie
Réunissez-vous à ma voix ;
Dans cette journée éclatante,
Reconnaissez la main puissante
D'un Dieu de paix et de douceur,
Qui, dans sa bonté, vous présente
Son bien-aimé pour protecteur.

Chœur

Charles, sois notre protecteur, etc...

(Fête de l'Ordre, du 27 décembre 1824, p. 25-26)

CHAPITRE III

L'entrée active de la maçonnerie française dans la politique sociale

Le Grand-Orient, les Loges et l'opinion au lendemain de la Révolution de juillet. — Les obédiences dissidentes et leur rôle. — La maçonnerie et les pouvoirs publics.

RÉSUMÉ

La vie administrative de la maçonnerie demeure fort calme pendant la monarchie de juillet. Mais les tendances politiques de certains de ses membres y provoquent de l'effervescence et des conflits extérieurs ; les Loges ayant tendance à se grouper selon les affinités politiques de leurs membres.

En principe, le pouvoir n'intervient pas. Il se contente, d'une part, d'entretenir dans les Loges des indicateurs, et d'autre part d'obtenir du Grand-Orient la répression des ateliers les plus remuants. Le Grand-Orient se prête d'ailleurs toujours à ce rôle semi-officiel. Mais cela n'empêche pas l'apparition de formations, Maçonniques d'allure, mais non de doctrine, dont l'activité est résolument politique et qui, englobées sous le nom général de Carbonarisme, complotent pour la République.

Comme ces groupes comprennent une proportion importante de Maçons réguliers, ceux-ci en profitent pour diffuser leurs idées dans leurs Loges. Il en résulte une orientation plus démocratique de la majorité des Maçons. Elle provoque quelques conflits dont les résultats les plus clairs sont la diminution du

nombre des ateliers, et une offensive, du reste vaine, contre les Hauts-Grades.

L'activité des dirigeants se marque d'abord par des tentatives d'union des rites. Malgré plusieurs rapprochements, et de gros efforts de fraternité du Grand-Orient, celle-ci ne peut se réaliser. Et les seules réformes qui marquent ces années un peu endormies, sont la réforme constitutionnelle de 1832 ; la création de la revue Le Globe, et du Bulletin Trimestriel, enfin la constitution par la Loge La Clémence amitié d'une Maison de Secours (1840).

La République de 1848 trouve les Maçons français divisés de doctrine, au point que, au moment où certains frères (Garnier-Pagès, Crémieux, etc.) luttent pour la République, d'autres notamment le frère Blanchet s'efforcent de rendre la maçonnerie plus religieuse et aristocratique.

Le Grand-Orient, les Loges et l'opinion, au lendemain de la Révolution de juillet. — La vie intérieure de l'Ordre ne se marque pas de 1830 à 1848 par des événements importants comme ceux qui caractérisent ou la fondation du Grand-Orient ou la querelle des Hauts-Grades. Le Grand-Orient continue d'être le seul organisme officiel reconnu par le Pouvoir. Le Suprême Conseil du Rite Écossais, prospère dans les Hauts-Grades où il a recruté un certain nombre de courtisans de Charles X, n'a qu'une influence infime sur les Loges bleues très peu nombreuses qui travaillent sous son autorité ; le rite de Misraïm, et son descendant indocile, le rite de Memphis, végètent sous la tolérance inquiète d'autorités qui ne les ont pas autorisés. Ce n'est pas là qu'il faut chercher le principal intérêt de la vie maçonnique pendant le règne de Louis-Philippe ; mais bien dans l'évolution importante de la doctrine. Encore faut-il noter immédiatement que cette évolution sera le fait des Maçons mais non pas de

l'Ordre ; et que celui-ci donnera, par moments, le spectacle d'un centre directeur ignorant des idées de ceux qu'il est censé conduire.

La maçonnerie a adopté la révolution de juillet comme elle avait adopté l'Empire ; comme elle avait adopté la Restauration. Elle célèbre avec éclat l'anniversaire de La Fayette, et une fête pour la commémoration des *Trois Glorieuses* réunit même un moment tous les frères du Suprême Conseil et du Grand-Orient. C'est un phénomène d'adaptation trop fréquent pour qu'il soit possible d'en tirer aucune conclusion politique. Cependant, alors que le Grand-Orient va demeurer fidèle à sa docilité vis-à-vis du Pouvoir, certains Maçons vont avoir tendance à exploiter les organisations des Loges pour continuer une action politique qu'ils estiment inachevée. Il y aura des Loges légitimistes, il y en aura de républicaines. Qu'on relise aux archives du Grand-Orient l'action intentée par les Loges de Toulouse à leur sœur *La Sagesse* ; on se convaincra très vite que les *passions du monde profane* franchissaient les *portes du temple* et, sous la modération relative du ton, il ne sera pas malaisé de découvrir une véritable fureur. Or, l'évolution de l'esprit politique des Loges va suivre, comme il était du reste logique, l'évolution même de l'esprit public ; avec plus de netteté peut-être à cause de la concentration de la doctrine et de la sélection des initiés. Les Loges légitimistes ne survivront guère à l'éclat fâcheux que jette l'aventure militaire, romanesque et galante de la duchesse de Berry. Les Loges républicaines, suspectes au Grand-Orient, maquilleront leur sentiment intime, resteront dans l'obédience, essayeront de se servir de leurs relations maçonniques pour *noyauter* l'ordre tout entier. Les groupements extérieurs, comme les *Droits de l'Homme*, infléchiront peu à peu l'ensemble de la maçonnerie vers des concepts philosophiques de plus en plus anticléricaux et antidynastiques. Évolution lente et sourde, que toutes les Loges

sont bien loin d'accueillir ; que le Grand-Orient condamne ; mais dont les progrès s'accroissent à mesure que le règne dure et qu'augmente le mécontentement.

Les rapports de la maçonnerie et du Pouvoir. — La police royale — très documentée sur la vie intérieure des Loges où elle a ses *mouches*, — signale cette orientation dès les premiers complots républicains. Une circulaire ministérielle du 15 novembre 1833, signée du comte d'Argout prie les préfets de lui adresser sous forme de tableaux synoptiques les renseignements épars que vous avez eu soin de m'adresser ainsi qu'à mes prédécesseurs sur les sociétés secrètes, démagogiques, carlistes et religieuses. Et comme certains préfets (Seine, Isère, Haute-Garonne, etc.) croient devoir y comprendre les Loges maçonniques, Thiers répond le 14 mai 1834 : *Quant aux Loges maçonniques, tolérées et même autorisées depuis longtemps, vous savez qu'elles sont placées sous la juridiction du Grand-Orient, que des obligations très précises leur sont imposées, et que la question n'est pas de savoir si les membres qui les composent sont républicains, mais s'ils agissent ostensiblement et hostilement, comme composant association républicaine. Bornez-vous donc à constater les faits et à en acquiescer la preuve. Par suite du rapport spécial que vous aurez soin de m'adresser, on avertira le Grand-Orient, et ensuite on agira judiciairement si les avis aux supérieurs maçonniques restent sans effet.*

Doctrines dont on voit l'importance pratique. Le Grand-Orient, seul autorisé, doit être, en échange, garant du loyalisme des ateliers. Dans la pratique il n'y manque pas. La même correspondance administrative note en effet le 7 mars 1835 : *Je vous avais informé du rejet par le Grand-Orient de la demande d'une constitution définitive adressée de Toulouse par la Loge « Les Enfants de la Lumière ». L'intervention de la haute administration n'a pas été étrangère à cette décision.*

On conçoit qu'une aussi complète obéissance mérite quelque déférence de forme. C'est ce qu'expliquait déjà, le 2 juillet 1834, Thiers au préfet de police en lui déconseillant de faire surveiller ostensiblement la maçonnerie par la police : *La Franc-Maçonnerie est en France une habitude ancienne et digne des plus grands ménagements. Si vous n'introduisiez auparavant aucun agent de la force publique dans les Loges maçonniques, il ne faut pas le faire davantage aujourd'hui... Je crois que l'introduction des officiers de la police dans les Loges maçonniques serait fâcheuse, et fournirait le prétexte de dire que, le gouvernement veut gêner toutes les habitudes par l'usage qu'il fait de la loi des associations. Je ne changerai d'avis à cet égard, qu'autant que vous croiriez la présence avouée des officiers de police, indispensable à la surveillance des Loges maçonniques. Vous saviez parfaitement ce qui se faisait dans la société des Droits de l'Homme sans avoir des agents avoués.*

On voit assez par ce texte que le gouvernement ne renonce pas, pour autant, à se documenter sur l'activité des Francs-Maçons. Il semble bien qu'il ait raison. On peut retrouver non pas la maçonnerie organisée, mais des Francs-Maçons dans toute l'opposition faite à la royauté de la Charte par les sociétés secrètes et républicaines. Une note confidentielle du commissaire central de Toulouse, du 27 août 1836, donne à ce sujet d'intéressantes précisions. Elles n'auraient pourtant toute leur valeur, que si d'autres renseignements venaient confirmer ceux-là. D'après ce magistrat, les Loges républicaines le seraient devenues, d'épuration en épuration des Loges libérales de la Restauration ; elles auraient renforcé leur effectif par des admissions d'ouvriers dont la cotisation aurait été abaissée à 10 ou 12 francs ; elles auraient formé dans les locaux de leur siège des comités extra-maçonniques d'un caractère politique beaucoup plus accusé. La présence de Francs-Maçons dans tous les complots républicains, voire communistes, comme s'exprimeront les policiers de 1842,

donne une indéniable consistance à ces faits. Mais il convient cependant de noter d'assez importantes réserves. De l'aveu des mouchards eux-mêmes, les réunions politiques empruntent bien des locaux maçonniques et comptent des Maçons dans leurs comités directeurs, mais ne sont pas des Loges régulières. Le Grand-Orient est soigneusement tenu à l'écart de toutes ces tentatives politiques qu'il serait le premier à dénoncer aux autorités. Les frères qui mènent des mouvements de cette nature ne paraissent guère avoir usé de leurs titres maçonniques, que pour mieux mettre en confiance ceux qu'ils désiraient s'affilier.

Il serait non moins exagéré, ces réserves faites, de ne pas indiquer l'importance des diverses sociétés secrètes pour le développement ultérieur d'un nouvel idéal maçonnique. On a coutume d'englober sous le terme général de *Carbonarisme* ces groupes aussi variés d'origine que de recrutement, mais animés d'une même hostilité contre le prince, et ce qui reste de la *Congrégation*. Qu'il s'agisse de la société du *Sphinx* ; de Loges militaires comme la *Guerrière* ; de la *Praga Polonaise* ; du *Carbonarisme réformé* de Lyon, toutes les Loges, parfois fragmentées en ventes, ont une organisation calquée sur celle de la maçonnerie régulière : *Il y a trois degrés dans le carbonarisme, dira un rapport de 1835, celui d'apprenti, de maître et de grand-maître. Les fonctionnaires d'une Loge sont le très discret, le 1^{er} et le 2^e assistants, l'orateur, le secrétaire, le trésorier et aumônier, le chef des initiants.* C'est la composition même d'une Loge bleue. Même similitude, jusque dans les termes, entre l'organisation provinciale du carbonarisme et un Chapitre régulier de Rose-Croix. La Loge provinciale des premiers s'appelle en effet *Chapitre des Chevaliers du poignard*. Il n'est pas jusqu'aux couleurs : *noir, rouge et bleu* chez les carbonari qui ne rappellent les trois degrés maçonniques du Ch. K (noir), du Ch. R.-C. (rouge), du Maçon ordinaire (bleu). Enfin, il n'est pas douteux que la quasi-

totalité des meneurs des mouvements secrets appartient à la maçonnerie spéculative régulière.

Mais le carbonarisme, sous ces noms multiples, ne saurait être la maçonnerie. Il n'y a entre les deux groupes que des similitudes *superficielles* encore que *volontaires*. Aucune analogie de doctrine, aucune communauté de statuts ne permet de les confondre longtemps. Les carbonari visent, sous l'allégorie de formules d'un symbolisme dont l'obscurité n'est point hermétique, à des fins toutes politiques, ils *conspirent* au sens plein du terme. La Franc-Maçonnerie a toujours prétendu être une institution philosophique ; elle se targue de vivre en termes corrects avec le Pouvoir, quel qu'il soit ; elle ratiocine à la rigueur ; *elle ne conspire pas*. Et les frères qui appartiennent aux deux organisations l'admettent si bien, qu'il n'est pas possible d'établir, de preuves certaines, qu'une loge régulière du G. . . O. . . ait pu servir de centre à une action politique déterminée. Les Maçons carbonari sont les premiers à ne pas vouloir, ce faisant, trahir la constitution même de leur Ordre. Mais ils ne s'imposent pas pour cela de ne pas convaincre leurs frères indécis. Ils se reconnaissent le droit — et ils en usent — de faire de la propagande doctrinale. Avec eux s'intensifie dans la maçonnerie régulière l'esprit irrégulier, sensible déjà dans les Loges du Consulat ; il s'y accompagne d'une conception démocratique, différente du libéralisme antérieur.

L'évolution de la doctrine et ses conséquences extérieures. — Les frères font chaque jour — comme tout le monde — l'expérience de la monarchie constitutionnelle. Comme à beaucoup, elle ne leur plaît pas. L'admission dans les Loges d'éléments prolétariens n'est pas faite pour retarder cette évolution républicaine de la devise primitive : Liberté, Égalité, Fraternité. La maçonnerie et la démocratie sont en fait dans un état continu d'échanges réciproques et de

mutuelles acquisitions. Il en résulte un antagonisme assez net entre le Grand-Maître et son entourage immédiat demeurés très conservateurs, et la minorité avancée du corps maçonnique.

Cette opposition doctrinale mène à plusieurs conséquences importantes : 1^o elle ralentit d'abord la vie de l'Ordre. Les créateurs d'ateliers sont très rares, alors que les mises en sommeil se multiplient, parfois même provoquées par le Grand-Orient, d'accord avec la police royale. Colfavru compte 80 de ces fermetures contre 4 créations en 1831 ;

2^o Les Maçons libéraux, navrés de l'attitude des hauts dignitaires, en viennent à se demander si la composition rituelique et administrative de l'édifice maçonnique n'est pas responsable de cette diminution de l'idéal ; et ils envisagent d'une part une modification de la Constitution dont est chargée la Commission des douze (mars 1832) ; d'autre part une abolition des Hauts-Grades où se recrutent les plus conservateurs des Francs-Maçons. Le Suprême Conseil du Rite Écossais est comme un résumé de l'Armorial ; les Maçons écossais aiment encore à s'en souvenir, avec la complaisance coquette de fils de famille, passés au peuple, mais qui ne dédaignent pas de temps à autre de rappeler leur sang bleu ; les hauts dignitaires du Grand-Orient ne sont guère moins bien nés. En supprimant les Hauts-Grades, ne rendrait-on pas au corps maçonnique l'égalité démocratique que ses premiers principes n'ont cessé de réclamer ? C'est le sens du livre de Ragon sur l'orthodoxie maçonnique, tendancieux certes, verbeux aussi, d'une science historique un peu courte, mais le meilleur répertoire de toutes les sectes issues du tronc commun, et généreux de pensée autant que solide de doctrine. C'est aussi l'opinion de Clavel. Ils ont avec eux beaucoup de frères sincères et attachés aux principes. Leur initiative pourtant est condamnée... pour

hérésie, pourrait-on dire, en ne forçant qu'à peine les termes (1841).

3° L'éternelle querelle des obédiences. — Pourtant, cette suppression des Hauts-Grades aurait réussi peut-être à mettre fin à l'antagonisme du Grand-Orient et du Suprême Conseil qui affaiblit encore ce corps toujours divisé. Entre les opinions contradictoires des tenants de l'un ou l'autre rite, l'historien n'est pas à l'aise pour démêler la vérité. Il est hors de conteste que le pouvoir civil ne reconnaît qu'une puissance maçonnique ayant autorité sur les Loges : c'est le Grand-Orient. Dix circulaires de police, dont nous avons cité deux ou trois, l'attestent sans aucune ambiguïté. Mais le Suprême Conseil, en tant que collecteur des Hauts-Grades, continue à fonctionner. Il se reconnaît aussi le droit de créer des Loges bleues; non pas à la volonté des frères, mais par une sorte de décret de sa toute-puissance. Il se le reconnaît; mais il n'en abuse pas. Il finira même par accepter, *spontanément*, dit Lantoiné, en fait, sous la pression de l'autorité, de ne plus s'agréger de Loges dissidentes du Grand-Orient. Mieux vaudrait cependant une entente. Union ou fusion? Le Suprême Conseil ne veut que la première. Le Grand-Orient représente en France à peu près toute la maçonnerie bleue, par suite de traités dont l'adversaire reconnut la légitimité même après la rupture du concordat d'alliance; il possède aussi un Directoire des rites, que la majorité des membres du Suprême Conseil a reconnu. Les Écossais ont leur Conseil, quelques Loges aussi, mais si peu, que Lantoiné, leur historien aussi favorable qu'érudit et prudent, n'ose nulle part en dire le nombre. Unir sur le pied d'égalité cette poignée à cette masse, quelle riche affaire! Le Grand-Orient n'y consent point. Fusion tant qu'on voudra; mais union, marché de dupe, il ne veut pas. Il offre donc l'entrée dans l'Ordre à égalité de droits des frères du Rite Écossais, et le maintien des

dignités. Il ne veut aller au delà. Malgré des rapprochements momentanés, la question ne fait pas un pas. En 1834, le duc de Choiseul, chef suprême du Rite Écossais, accepte d'être Grand-Maître adjoint du Grand-Orient. Cela pourrait paraître à des profanes la preuve qu'il en reconnaissait l'autorité. Il paraît qu'il n'en est rien. Chacun ne tarde pas à rentrer chez soi. En 1842, les négociations reprennent sous l'initiative du Grand-Orient, menées par les frères de Choiseul, duc Decazes, Fernig, Guiffrey frères, Philippe Dupin et Viennet pour le Suprême Conseil; Bouilly, Grand orateur et Descanlès pour le Grand-Orient. Elles ne réussissent pas davantage. Du moins se poursuivent-elles dans un esprit tout maçonnique auquel l'acariâtre — mais honnête et énergique — Viennet se plut lui-même à rendre hommage; et marquent-elles de la part du Grand-Orient un pas important dans la voie de l'entente cordiale, sinon de l'unité. Le 6 novembre 1841, il autorise ses frères à visiter les Maçons du Suprême Conseil et à les recevoir dans ses temples. Le temps des excommunications pouvait sembler terminé. Il faut bien tout de même enregistrer qu'à ce geste fraternel le Suprême Conseil répondit en contestant aux membres des At. . . du G. . . O. . . le droit *aux honneurs qui n'appartiennent qu'aux Maçons investis par l'autorité du Suprême Conseil*. SAVOIRE et LEBEY (*Ateliers Supérieurs*, p. 15). J'ai en vain cherché la mention de cette circulaire dans Lantoine qui se contente de reproduire sur ce point l'historique de Viennet du 26 mai 1861 (LANTOINE, *Maçonnerie chez elle*, p. 320 et seq.)

L'activité intérieure du Grand-Orient sous la monarchie de juillet. — Le Grand-Orient, maçonnerie officielle, ne marquera plus dès lors son activité au cours de la monarchie de juillet que par des réformes intérieures et des améliorations administratives. Trois ont une particulière

importance. La publication, en 1839, des nouveaux statuts élaborés dès 1832 par la *Commission des douze*, et qui essayaient de renforcer le caractère parlementaire de l'ordre ; la fondation d'une revue d'idées maçonniques : *Le Globe* (1839-1842), la création du Bulletin trimestriel (1843), espèce d'organe de liaison entre tous les ateliers de l'obédience et la Commission permanente du Grand-Orient, véritable journal officiel de la maçonnerie du Grand-Orient, qui, à partir de cette date, met à la disposition de l'historien de la maçonnerie un inappréciable instrument de travail, d'un maniement plus aisé que les archives, dont il ne saurait, bien entendu, dispenser.

D'autres initiatives comme celles de la *Maison de Secours* due à la loge *La Clément Amitié* (1840) devaient aussi donner plus ou moins vite des résultats qui, pour certains, persistent encore.

Mais ce qui manque encore au Grand-Orient c'est une conscience nette de sa doctrine et de son idéal. Les dirigeants ont songé un moment à le faire reconnaître *Société d'utilité publique* oubliant ainsi et le secret et l'indépendance qui sont comme les deux colonnes de l'Ordre. Le Grand orateur Bouilly sut faire échouer cette dangereuse et séduisante servitude. Mais jusqu'à la Révolution de février, le Grand-Orient continuera à affirmer son respect du Pouvoir, et à prouver son manque d'une doctrine philosophique cohérente et agréée par tous ses membres. Il ne conservera guère que la structure extérieure de la maçonnerie spéculative ; les cordons, les grades, l'organisation des Loges. A l'intérieur de ce cadre, chaque Maçon introduira ses propres concepts ; et l'Ordre, sans lien positif entre ses membres, aura perdu toute puissance dogmatique, toute activité collective de pensée. A la veille de la Révolution, en pleine campagne des banquets, alors que certains Maçons intrigueront contre le régime et notamment les frères Crémieux, Garnier-Pagès,

Pagnerre, etc., le frère Blanchet propose d'épurer l'Ordre, à la fois en relevant le taux des cotisations et en inscrivant — innovation tardive dans les constitutions françaises sinon dans la maçonnerie universelle — l'obligation de la croyance en la divinité, à l'article I des dites constitutions. Cette démarche, si peu conforme à ce qu'on admet d'ordinaire de la mentalité maçonnique en 1848, vue seulement à travers l'action des Loges républicaines ou des pseudo-Loges carbonariques, montre assez le désarroi et le chaos où en était venue l'institution.

BIBLIOGRAPHIE

SOURCES : 1° A partir de 1843, *Le Bulletin trimestriel du Grand-Orient de France* doit être ajouté à toutes les autres archives du G. O. indiquées précédemment ; 2° sur la querelle des obédiences : consulter dans LANTOINE (320-324), *Le mémoire du t. III. fr.* : Viennet (26 mai 1861) et la polémique BAJARY-THÉVENOT. Série de brochures : *Impressions d'un Maçon de bonne foi* (BAJARY). Première, deuxième, troisième et quatrième au fr. BAJARY (THÉVENOT), Paris, 1876 ; 3° sur les rapports du Pouvoir et de la maçonnerie, mêmes indications qu'au chapitre précédent. Faute de travail d'ensemble j'ai utilisé surtout la liasse M⁴ 122 des archives départementales de la Haute-Garonne. On consultera avec profit, aux archives du G. O. (dossier de la Sagesse), le mémoire pour *Six R. R. LL. de Toulouse* contre la prétendue Loge du même Orient, dite la *Sagesse*.

Une brochure de 51 p. in-8°, O. de Paris 1834 (J. Bellemain, imprimeur, 268, rue Saint-Denis).

Un résumé de cette querelle est parue dans l'*Acacia* de septembre 1929.

OUVRAGES : de la HODDE, *Histoire des sociétés secrètes et du Parti républicain* 1830-1848.

Outre les articles cités au chapitre précédent, on lira avec profit, bien que nullement consacrée à l'activité de la maçonnerie, la brochure de THORÉ, la *Vérité sur le Parti démocratique* et l'ouvrage de SKERLITCH, *L'opinion publique en France d'après la poésie politique et sociale* de 1830 à 1848 (Lausanne, 1901).

Quelques renseignements dans Colfavru (*op. cit.*).

TEXTES ET RÉCITS

I

L'ACTIVITÉ POLITIQUE DES LOGES A TOULOUSE
EN 1836 D'APRÈS UNE « NOTE CONFIDENTIELLE »
DU COMMISSAIRE CENTRAL AMALRIC

Toulouse, le 27 août 1836.

Note confidentielle. — Un renseignement, remis à M. le Préfet, portait que des réunions républicaines avaient lieu trois fois par semaine à l'ancien couvent des Augustins, rue des Tourneurs.

Voici le résultat d'informations anciennes et de plus récentes, prises ces jours derniers.

Le local du couvent des Augustins est immense et contient une infinité de locataires. Il y a en outre une grande salle qui est, je crois, l'ancienne église : cette salle sert à des Loges francs-maçonniques. Il y a en outre, à côté de la grande salle une autre, plus petite, mais pouvant contenir assez de monde.

La première Loge est celle de la *Sagesse* ; elle est carliste et réunit les avocats et la bourgeoisie légitimiste ; quoique depuis quelque temps, plusieurs notabilités s'y soient fait recevoir ; entre autres M^r. d'Hautpoul. La *Sagesse* se réunit tous les lundis.

L'autre Loge, se réunissant dans la même salle, mais à des jours différents, est celle des *Cœurs réunis*. Cette seconde Loge a toujours été libérale : on m'assure que d'épuration en épuration, elle est devenue républicaine ; les gens modérés s'étant insensiblement retirés.

Les personnages à la tête de la même Loge sont MM. *Garres*, *Darios*, marchand de cuir, *Marcel* confiseur.

On reçoit des ouvriers aux *Cœurs réunis* et pour le prix modique de dix à douze francs. Ce rabais est dans un intérêt politique.

Cette Loge se réunit un jour de la semaine que l'on annonce être le mardi. Cependant la fréquentation du local ne se borne pas là.

Il paraît que les membres de l'*Encyclopédie* s'y rendent. Cette dernière Loge a, dit-on, éprouvé la même modification à peu près que celle des *Cœurs réunis*. Son lieu normal de réunion est rue du Loup, où s'assemble aussi la *Constance*, autre Loge libérale; mais il paraît que plusieurs membres fréquentent les Augustins. A la tête de l'*Encyclopédie* sont les sieurs *Mondonis*, médecin; *Arthaud*, orfèvre, et *Taillefer*.

Outre ces diverses réunions, qui ont un caractère maçonnique, il y en a d'autres, plusieurs fois par mois, composées de membres des *Cœurs réunis* et de l'*Encyclopédie* et d'autres individus, non Francs-Maçons, mais républicains prononcés. Ces réunions ont lieu dans la petite salle : on y traite la politique, dit-on..... Il y a aussi quelques étudiants. Ces réunions extra-maçonniques datent de 3 à 4 mois.

.....
On prétend qu'il y aurait dans le local même des Augustins un moyen d'investigation ultérieure, de contrôle et de surveillance. On peut essayer ce moyen. Je prie Monsieur le préfet, de me donner à cet égard des instructions. Jusqu'ici l'investigation a été conduite par des informations prises chez les Carlistes de la *Sagesse*. Je n'ai dans le sens opposé, aucun moyen organisé et qui puisse mériter ce nom. A.

La Loge la plus républicaine et la plus dangereuse de Toulouse celle qui a été la mère de l'organisation des *Droits de l'Homme* est celle des *Vrais amis* qui se réunit aux Jacobins; elle était, il y a quelques mois de 50 et quelques membres. A.

II

LA COMPOSITION DE LA SAGESSE EN 1834

.....un procureur général destitué en 1830 ;

Un avocat général aussi destitué en 1830 (il est mort depuis peu) ;

Le fils du précédent, ejusdem farinae ;

Deux avocats du roi, destitués en 1830 ;

Deux juges, sous Charles X, au Tribunal de commerce, expulsés de la Chambre de commerce par les notables ;

Un avocat qui a refusé le serment après la révolution de 1830.

Un autre avocat qui plaide tous les procès politiques des carlistes et de leurs journaux ;

Un accusé politique que le susdit avocat est allé défendre en Vendée ;

Un juge de paix destitué lors de la Révolution de 1830 ;

Un espion du préfet, en 1815 ;

Un acteur qui n'a pu rester au théâtre, comme ayant été *verdet* (1) en 1815 ;

Un ex-volontaire royal ;

Le digne fr... qui porta l'adresse des légitimistes toulousains à M. le duc de F... J... à l'occasion de la majorité de Henri V ;

Un officier de *verdet* en 1815 ;

Le rédacteur de la *Gazette du Languedoc*, condamné plusieurs fois pour délits politiques ;

Un des copropriétaires de l'imprimerie de cette gazette légitimiste ;

Le gérant responsable de cette même gazette ;

(1) Les *verdets* sont les anciens insurgés légitimistes de 1814 ; les responsables de l'assassinat du général Rameil.

Le libraire qui distribue les feuilles légitimistes, et particulièrement celle qui porte le titre *Les Cancans* ;

Un honnête marchand chez qui l'on a saisi tout récemment pour la modique somme de quinze cents francs de mouchoirs à l'effigie de Henri V.

(*Mémoire pour Six R. R. L. L. de Toulouse*, p. 19-20).

CHAPITRE IV

Un retour en arrière : introduction du dogme dans la constitution de l'Ordre

La situation des Loges après les journées de février. — La scission de la maçonnerie : la Grande-Loge Nationale et le problème du Grand architecte. — Le triomphe momentané des traditionalistes.

RÉSUMÉ

Au lendemain des journées de février la Franc-Maçonnerie française s'est naturellement ralliée à la République, chère du reste à toute une partie de ses membres. Mais une nouvelle tentative d'union faite le 29 mars 1848 par le Grand-Orient se heurte comme les précédentes à l'intransigeance doctrinale du Suprême Conseil. Elle n'aboutit qu'à provoquer la création, très éphémère, d'une troisième puissance maçonnique : la Grande-Loge Nationale.

Celle-ci inquiète les dirigeants des deux obédiences anciennes, et beaucoup de Maçons, par ses allures très nettement démocratiques, son hostilité aux Hauts-Grades, sa dogmatique rationaliste. Elle recrute pourtant des adhérents, notamment parmi les Loges bleues du Rite Écossais sur lesquels pèse l'absolutisme du Suprême Conseil. Mais le Pouvoir à son tour en prend ombrage. Elle est supprimée par autorité de justice, le 2 janvier 1851 ; et se dissout très maçonniquement après une séance de clôture, toute de dignité que présidait le fr. .°. Du Planty.

Rien ne marque mieux le traditionalisme timide qui domine

encore l'esprit de la maçonnerie française que la refonte constitutionnelle de 1849. Pour la première fois en France, une constitution maçonnique fait de la croyance en Dieu la base de l'Ordre. Cela va être l'origine de controverses qui dureront près de trente ans.

La situation des Loges après les journées de février. —

La proclamation de la République ne va pas suffire à rétablir l'unité. Sans doute, les Maçons avancés sont fondés à la considérer comme conforme à leur idéal traditionnel. En particulier, elle introduit dans la pratique législative la doctrine de l'égalité juridique et de la liberté individuelle. Elle proclame en même temps le culte social de la fraternité ; le véritable *credo* indiscuté de la maçonnerie de tous les pays. De plus, le triomphe des éléments avancés aide les Francs-Maçons républicains ; puisque, nous l'avons vu, dans son désir de rendre à César les hommages qui lui sont dus, la Franc-Maçonnerie française a toujours *manifesté* son loyalisme au gouvernement du jour. Rien de surprenant donc dans les premières manifestations qui accueillent le gouvernement provisoire ; fête solennelle où sont conviés les Maçons des deux obédiences réconciliés pour la circonstance ; harangue de Lamartine, convocation le 28 mars 1848 d'une assemblée générale ouverte à tous les Maçons ; et tendant à la fois à une fusion ou à une union des deux sectes, et à une refonte dogmatique orientée vers des fins démocratiques.

En fait, cette tentative fut un échec. Le Suprême Conseil ne se départit point de son intransigeance accoutumée. Les Maçons du Grand-Orient se rendirent seuls à l'assemblée qu'ils avaient convoquée. Mais l'idée de constituer une *Grande-Loge nationale* persista ; et prit corps. Une nouvelle puissance en sortit. Elle n'eut pas le succès qu'en attendaient ses partisans. On en voit assez les raisons.

La Grande-Loge Nationale. — Cette constitution d'une puissance nouvelle distincte, et du Grand-Orient, et du Suprême Conseil écossais, avait paru habile à ses promoteurs. Il n'y avait plus ni fusion, ni union ; mais *création*. Les susceptibilités étaient ménagées. Il parut aux hauts dignitaires des deux obédiences qu'il y avait surtout *disparition* ; et qu'on les invitait à s'immoler. Ils n'y étaient pas décidés. Par ailleurs, leurs puissances respectives jouissaient d'une considération due à leur ancienneté, réelle ou supposée. La nouvelle venue bénéficierait-elle de la même autorité ? Combien de bons Maçons enfin se refuseraient à abandonner un ordre qu'ils aimaient d'une ferveur *religieuse* de fidèles, pour devenir à leurs propres yeux, des hérétiques portant à une église nouvelle des hommages qu'elle ne méritait pas ?

La Grande-Loge Nationale, du seul point de vue maçonnique, soulevait bien des objections.

Elle en provoqua d'autres par ses allures révolutionnaires. Ne décrétait-elle pas en effet au nom de l'égalité absolue de tous les frères : *l'abolition de toute souveraineté individuelle, des Hauts-Grades, et de l'immovibilité des fonctions*. C'était augmenter avec quelque imprudence le nombre et la puissance mondaine de ses adversaires. Elle allait devenir plus inquiétante encore par ses actes extérieurs. Au nom de cette déclaration, la Grande-Loge Nationale ne reçoit dans ses ateliers que les Maçons décorés des trois premiers grades, ce qui semble alors inadmissible ; elle choisit de préférence ses officiers dignitaires parmi les artisans et le prolétariat ; elle accentue son recrutement et sa propagande démocratiques. Elle obtient quelques succès parmi les Maçons bleus du Suprême Conseil dont la constitution est demeurée beaucoup plus autocrate que celle du Grand-Orient. Lantoin (p. 306) cite ainsi sept ateliers qui s'affilient à la nouvelle obédience. Ce n'est pas considérable encore.

Mais c'est assez pour provoquer de vigoureuses réactions.

Les événements politiques favorisent ce mouvement. Le gouvernement provisoire a eu une existence troublée, et ses premières semaines présentèrent des symptômes propres à effrayer les bourgeois rentés : sabotages de quelques usines et de stations de chemin de fer, chute quasi-verticale de la rente, moratoires imposés, création d'impôts, émeutes avec drapeau rouge. Il ne s'agit pas de savoir si ce raccourci de la situation correspond à la réalité historique profonde ; moins encore s'il n'était pas un mal nécessaire et passager. Les adversaires des éléments avancés y trouvaient sans conteste, par le simple exposé de faits matériellement exacts, même s'ils étaient juxtaposés avec plus d'art que de sincérité, de quoi terroriser une population paisible, lasse de M. Guizot, mais nullement disposée à ouvrir ses immeubles aux *partageux*. Il y eut cette manifestation des *bonnets à poil* qui est comme l'émeute compassée des *beati possidentes*, troublés en leur possession. Or, malgré tout le danger que présente une tentative de répartition statistique de Francs-Maçons par catégorie sociale, qui ne serait vraiment typique que si elle s'étendait à toute la France, ce travail fait pour les seules Loges de Toulouse, sur les états de situation fournis en 1837 (1) à la requête du Pouvoir, donne les chiffres suivants qui ne doivent guère différer de ceux du reste de la France : fonctionnaires 23 pour 100, propriétaires, commerçants et industriels 32 pour 100, professions libérales 31 pour 100 ; militaires 8 pour 100 ; divers 6 pour 100.

Dans ces conditions on ne peut guère être surpris que la Franc-Maçonnerie n'ait accueilli qu'avec une prudence inquiète l'initiative de la Grande-Loge Nationale. De fait, l'obédience qui se proposait d'unifier sous elle la maçonnerie française ne créa qu'une dissidence momentanée.

(1) A. D. H.-G. M⁴ 123.

Le retour officiel du Grand-Orient au déisme et ses causes. — Peut-être même cette création ne fut-elle pas sans effet sur les modifications apportées aux statuts, les 13 avril et 10 août 1849, qui stipulaient officiellement *l'existence de Dieu et l'immortalité de l'âme* pour base de la Franc-Maçonnerie et remaniaient la constitution du Grand-Orient.

Commentant cette innovation qui lui semble singulière, Paul Dermée écrit, en cherchant les raisons : « *Il faut signaler... le repli des esprits après les journées de juin 1848, et l'apathie grandissante des caractères qui devait aboutir à l'acceptation indifférente, par le plus grand nombre, du coup d'État du 2 décembre, enfin l'imprégnation mystique venant à la fois du Saint-Simonisme, de la philosophie éclectique de l'Université (Victor Cousin, Jouffroy, etc.) et du puissant mouvement de sentiment dont les manifestations littéraires et artistiques ont reçu le nom de romantisme.* »

A ces raisons, diversement opérantes, il faut, croyons-nous, ajouter le volontaire retour à la tradition comme base de l'ordre, menacé, dans la pensée du plus grand nombre, par les dangereuses innovations de la fraction républicaine avancée. La maçonnerie a été « libertine » quand le conservatisme était voltairien ; demeurée bourgeoise, elle incline vers la « religion pour le peuple » qui marquera le second Empire. Elle demeure certes hostile à Rome toute-puissante, à la Congrégation, aux Jésuites, toutes entités qu'elle voit assez bien sous la forme d'un roman-feuilleton d'Eugène Sue. Mais le *bon prêtre*, celui qui a béni les arbres de la liberté, qui se rapproche du peuple et qui prêche un Dieu évangélique et libéral, le prêtre du Dieu des bonnes gens, venu tout droit d'une chanson de Béranger, qu'on croit voir passer sous la robe d'un Lacordaire, qu'on salue dans la révolte d'un Lamennais, est un personnage sympathique qui semble cadrer avec le déisme bienfaisant, dont l'Ordre trouve l'énoncé dans le vieil article 1 d'Anderson. En 1831, les bourgeois sacca-

geaient Notre-Dame ; en 1848, le peuple en révolte présentait les armes au viatique. Ces deux attitudes expliquent celle de la maçonnerie française. La croyance en l'existence de Dieu, stipulée à l'article 1, c'est une assurance contre l'invasion de l'Ordre par les théoriciens de la Démagogie, ceux que l'époque nomme ou *partageux* ou *communistes* ou *anarchistes*, et qu'elle voit tous grouper sous la loque rouge qui porte en devise : *Ni Dieu ni Maître*. Nous pouvons sourire de ce romantisme sans critique. Lamartine, avec plus d'emphase, n'était pas plus historien dans son apostrophe au drapeau rouge, qui n'avait jamais fait le *tour du Champ de Mars traîné dans le sang du peuple*. L'essentiel n'est pas de savoir quelle est la vérité absolue d'une conception historique, mais la réaction réelle qu'une opinion, même légendaire, a eue sur les actes effectifs d'une époque qui la tint pour vraie.

En 1849 donc, la maçonnerie française a cessé d'être en sa majorité voltairienne ; elle vote, non sans débats, mais à une forte majorité, la nécessité de croire à Dieu et à l'âme immortelle pour être Franc-Maçon.

Les doctrines philosophiques de la maçonnerie sous la seconde République. — Rien de moins révolutionnaire en conséquence que la doctrine maçonnique sous la seconde République au moins dans les deux obédiences officielles. Les éléments avancés pourront bien essayer de créer une puissance maçonnique plus conforme à leur idéal ; la faible diffusion qu'ils obtiendront montre assez qu'ils ne sont pas encore en état de l'emporter. Et le temps vient rapidement où l'hostilité conjuguée des obédiences autorisées et du Pouvoir amène la dissolution de la Grande-Loge Nationale. Préparée par une lettre du ministre de l'Intérieur Baroche du 30 octobre 1850, elle est définitive par un arrêté du préfet de police du 2 janvier 1851, motif pris que *l'administration ne pouvait envisager la Grande-Loge Nationale de France, en*

raison de ses statuts, comme étant étrangère à la politique, vu que cette Loge se contente, par l'article 6 de sa constitution, d'interdire pendant ses séances toute discussion politique ou religieuse de nature à irriter les esprits.

Sans vouloir nous livrer à des considérations hypothétiques, toujours hors de mise dans un travail historique, il semble bien que cette dissolution ait servi les éléments les plus avancés de la maçonnerie. Tous les membres de la Grande-Loge Nationale étaient des Maçons réguliers. Condamnés, ils s'inclinèrent avec une incontestable dignité. *La séance du 14 janvier 1851, écrit Lantoine (p. 306), par laquelle elle [la Grande-Loge Nationale] convia les Maçons à ses derniers moments fut empreinte de l'esprit maçonnique le plus pur. Le président, le fr. . du Planty, qui était un docteur en médecine, maire de Saint-Ouen, proclama que la Grande-Loge Nationale pardonnait aux ennemis qui l'avaient calomniée ainsi qu'à ses persécuteurs, et il fit tirer une batterie en l'honneur du Grand-Orient et une autre en l'honneur du Suprême Conseil. Tous les assistants au nombre de 600 environ firent la chaîne, et une accolade fraternelle précéda la définitive séparation.*

Mais, rentrés dans les ateliers d'obédiences mieux en cour près du Pouvoir, ils y apportèrent avec ce respect maçonnique dont ils venaient de donner la preuve, leurs convictions philosophiques et leur idéal démocratique. Ils furent ainsi de cette opposition doctrinale qui, durant le long asservissement de la présidence de Louis-Napoléon, du second Empire et de l'Ordre Moral, opposa les principes fondamentaux de liberté et d'égalité au despotisme plus ou moins complaisant du Pouvoir. Leur action tant dogmatique que sociale, leur exemple, leurs travaux dans les convents devinrent ainsi les meilleurs instruments d'une évolution qui devait conduire la Franc-Maçonnerie française à l'attitude qui, à partir de 1877, sera définitivement la sienne en face des problèmes philosophiques et sociaux.

BIBLIOGRAPHIE

Consulter surtout, en plus des ouvrages déjà mentionnés :

- 1^o Les travaux du G. . . O. . . pour l'année 1849 ;
- 2^o *L'historique de la Grande-Loge Nationale de France* ;
- 3^o Paul DERMÉE, *La croyance en Dieu et le Grand-Orient de France*, l'Acacia, 1927, (une broch. 40 p., grand in-8^o).

TEXTES ET RÉCITS

LA CONSTITUTION DE 1849

I. — La Franc-Maçonnerie, institution éminemment philanthropique, philosophique et progressive, a pour base l'*existence de Dieu et l'immortalité de l'âme*, elle a pour objet l'exercice de la bienfaisance, l'étude de la morale universelle, des sciences, des arts et la pratique de toutes les vertus. Sa devise a été de tous temps : Liberté, Égalité, Fraternité. (*Constitution*, Art. I.).

II. — Le Grand-Orient est composé des députés de tous les ateliers de son obéissance régulièrement élus pour trois ans.

Il choisit dans son sein : un Grand-Maître de l'Ordre, un premier et un second Grands-Maîtres adjoints, un président ayant le titre de représentant du Grand-Maître, et 13 autres officiers.

Les trois premiers dignitaires peuvent, au besoin, être pris hors du sein du Grand-Orient de France.

« Le Grand-Orient seul législateur et régulateur de l'Ordre, en réunit tous les pouvoirs. Il exerce directement le pouvoir législatif, délègue le pouvoir au Grand-Maître, assisté d'un conseil, et confie l'administration à des chambres créées dans son sein (art. 52).

« Le Conseil du Grand-Maître est composé des deux

Grands-Maitres adjoints, du président, des premier et second surveillants de l'orateur et du secrétaire général du Grand-Orient (art. 33). L'élection du Grand-Maitre et de ses adjoints a lieu dans une séance spéciale du Grand-Orient convoquée à cet effet (art. 50). Ils sont élus pour trois ans.

« Le Grand-Maitre est chef suprême de l'Ordre, et le représentant du Grand-Orient auprès des puissances maçonniques étrangères et son organe officiel auprès de l'autorité civile (art. 40). Il promulgue les décisions du Grand-Orient et les fait exécuter, il ne peut ni les changer, ni les suspendre. Néanmoins, il peut réclamer contre celles qui lui paraissent contraires aux intérêts de l'Ordre, et en demander la revision (art. 42).

(Colfavru, La maçonnerie française au XIX^e siècle, p. 60).

CHAPITRE V

Les dernières années de servitude (1852-1870)

La Franc-Maçonnerie et l'opposition républicaine à l'Empire. — Le retour à la tradition militaire ; l'empereur nomme le Grand-Maître. — La suppression du Suprême Conseil, rôle joué en cette affaire par le Grand-Orient de France. — L'évolution dogmatique et les résistances à la déclaration spiritualiste de l'article 1^{er} de la Constitution de 1849. — La Franc-Maçonnerie française en 1870.

RÉSUMÉ

Le coup d'État du 2 décembre ne souleva pas l'indignation de la maçonnerie officielle. Seules quelques Loges, plus démocratiques, protestèrent au risque de se voir fermées.

Napoléon III préférait du reste une maçonnerie docile à une maçonnerie persécutée. Déjà, elle avait accepté d'élire le prince Murat comme Grand-Maître (janvier 1852) ; elle devait dix ans plus tard consentir à en recevoir un nommé par lui : le maréchal Magnan (11 janvier 1862). Dans la pensée, exprimée officiellement sans aucune ambiguïté de l'empereur, cette nomination valait pour toute la maçonnerie française.

Aussi, le nouveau Grand-Maître entreprit-il presque aussitôt de réduire à son obéissance les autres ordres encore existants en France, et notamment le Suprême Conseil. Le fr. . . Viennet, qui en était à la tête, défendit la vie de son obéissance avec une remarquable énergie. Aidé par l'action des frères du Grand-Orient, il réussit à rendre inopérant le décret de dissolution que Magnan avait obtenu.

Cependant, derrière ces querelles d'individus, la Franc-

Maçonnerie française évoluait de plus en plus vers le rationalisme et la démocratie. Une série de mesures de détail (modification de la Constitution avec retour au principe de l'élection, suspendu lors de la nomination de Magnan, demande de révision de l'article 1, refus de la personnalité civile, etc.) marque cette orientation, également nette parmi les Maçons bleus soumis au Suprême Conseil. Il en résulte qu'à la fin de l'Empire, devenu lui-même libéral et presque anticléricale, la Franc-Maçonnerie française, en somme unie de doctrine, sinon d'actes, représente, comme à la veille de la Révolution, une grande force morale et intellectuelle d'émancipation de la pensée libre.

La Franc-Maçonnerie française et l'opposition à Napoléon III. — L'opposition de la Franc-Maçonnerie au renversement de la République ne prit en aucun cas le caractère d'un antagonisme général, mené par les chefs de l'Ordre au nom des principes violés. Mais la carence — du reste statutaire — du Grand-Orient n'empêcha pas d'assez nombreux ateliers, où dominait l'élément républicain de devenir des centres actifs d'opposition. Une fois de plus, la Loge parut, à cause de son *secret*, un lieu commode pour résister par le complot à la tyrannie du Pouvoir. Naturellement, le gouvernement réagit contre ces efforts. Du 10 décembre 1851 au 1^{er} janvier 1852 tous les travaux maçonniques furent suspendus ; et le gouvernement du coup d'État examina l'attitude définitive à prendre vis-à-vis de l'Ordre tout entier.

Il n'était pas dans l'intention du gouvernement, ni même dans son intérêt, de faire figure de persécuteur contre une force qui à ce moment même donnait des preuves — un peu trop éclatantes — de loyalisme. Une circulaire du ministre de l'Intérieur aux préfets, le 25 mai 1852, fixe avec netteté les principes gouvernementaux en la matière.

« Monsieur le Préfet,

Dans plusieurs départements, des Loges maçonniques ont été fermées par décision préfectorale. Je ne doute pas que ces mesures aient été justement motivées; mais elles ont ému l'Ordre, entier de la Franc-Maçonnerie et ont fait craindre que le gouvernement ne songeât à supprimer l'institution elle-même.

Il est une considération sur laquelle je crois devoir appeler votre attention. C'est que les Loges maçonniques sont soumises à une hiérarchie et à une discipline intérieure qui suffisent souvent pour maintenir les membres affiliés dans la ligne de leurs devoirs et pour réprimer les abus qui pourraient se produire. Tant que le maintien de l'ordre dans les Loges peut être ainsi obtenu, l'intervention de l'autorité ne me paraît pas rigoureusement nécessaire.

Vous reconnaîtrez en effet, avec moi, monsieur le Préfet que cette manière de procéder serait préférable en ce qu'elle n'alarmerait pas une institution dont l'origine et les anciennes traditions sont respectables.

En conséquence, lorsque vous penserez qu'il y a lieu de prendre des mesures à l'égard d'une Loge maçonnique, vous aurez préalablement à m'en référer. Je signalerai les faits qui se seront passés dans votre département au chef de l'ordre; et dans le cas seulement où les mesures qu'il prescrirait seraient insuffisantes, l'autorité aurait à intervenir...

Le ministre de l'Intérieur,
DE PERSIGNY.

Ainsi, la dictature du Prince président revenait aux méthodes et presque aux paroles même de M. Thiers, ministre du roi Louis-Philippe.

Le ralliement de la maçonnerie officielle. — Comment du reste Louis-Napoléon n'aurait-il pas eu toute confiance dans le chef de l'Ordre? Celui-ci, choisi le 9 janvier 1852 et installé le 27, n'était autre que le prince Murat, son cousin.

Il peut tenir pour assuré, que dans aucun cas, ce proche parent ne prendra des mesures insuffisantes pour maintenir la Franc-Maçonnerie dans le devoir de fidélité au souverain, qui ne va plus tarder à se faire plébisciter comme Empereur.

Il y a quelque chose d'affligeant dans la servilité dont trop d'ateliers font alors preuve vis-à-vis du Pouvoir. En envoyant la liste des membres et les statuts de son atelier le vénérable Jacques Denat les accompagnera en 1861, d'une lettre où l'on peut lire textuellement ces lignes : « ... La Franc-Maçonnerie est une institution conservatrice, organisée pour le bonheur des hommes. Ses membres sont essentiellement amis de la morale, des sciences, de la philosophie et surtout de la philanthropie.

... Sa main peut porter le flambeau qui doit éclairer les hommes. Elle ne s'en est jamais servie pour allumer l'incendie en aucun lieu de la terre. Sa voix est faible ; mais elle se fait entendre. Elle dit, elle répète : Adorez Dieu, servez les souverains, aidez vos semblables (1).

Il ne serait guère possible d'aller plus loin dans l'interprétation tendancieuse des principes d'Anderson, accommodés au goût du jour.

Cependant le Grand-Maitre, prince Murat, a repris le projet toujours poursuivi, jamais réalisé, de ramener au Grand-Orient tous les Maçons français ; il songe à élever un temple au G. . . O. . . , pour y concentrer tous les pouvoirs d'administration de l'Ordre, ce serait, dit-il, en un décret du 29 mars 1854, le seul local maçonnique à Paris (Lantoin, p. 311). Ce fut l'hôtel de la rue Cadet, centre actuel du G. . . O. . .

Les dissensions intérieures : la querelle autour de la Grande-Maîtrise. — Hélas, il ne peut même pas main-

(1) A. D. H.-G. M⁴ 123.

tenir son autorité incontestée. En 1861, son attitude favorable au pouvoir temporel des papes lui aliène toute la gauche maçonnique, de plus en plus forte et agissante ; et fait susciter contre lui la candidature du prince le plus libéral et le plus anticlérical des Bonaparte : Jérôme Napoléon. Le convent de 1861 prit des allures de lutte ; et le préfet de police fit ajourner l'élection. En même temps le gouvernement intervenait directement — ce que n'avaient fait ni Louis XV, ni Charles X — dans l'administration de la maçonnerie française. Une circulaire de Persigny aux préfets, en date du 20 novembre 1861, suspend en effet toutes les instances d'autorisation en cours et tous les rapports officiels, entretenus entre le Pouvoir et la maçonnerie :

Jusqu'à ce que le gouvernement ait procédé à la nomination du Grand-Maître de la maçonnerie et à la réorganisation définitive du Grand-Orient, il y a lieu, dit le ministre, d'ajourner toute détermination à l'égard des Loges déjà formées ou qui seraient en instance pour obtenir une autorisation administrative.

La pièce est intéressante à plus d'un titre. Elle marque si bien la conception que Napoléon se faisait de la liberté d'opinion de la maçonnerie. Mais aussi elle souligne l'unité que Napoléon entendait conserver à cette force domestiquée. L'Empereur allait de sa main donner un Grand-Maître à la maçonnerie française. C'est ce qu'il fit par le décret du 11 janvier 1862 :

Considérant les vœux manifestés par l'ordre maçonnique de France, de conserver une représentation centrale, il décrétait :

Article premier. — Le Grand-Maître de l'ordre maçonnique de France, jusqu'ici élu pour trois ans, en vertu des statuts de l'Ordre, est nommé directement par Nous pour cette même période.

ART. 2. — S. Ex. Monsieur le maréchal Magnan est nommé Grand-Maître du Grand-Orient de France.

Magnan Grand-Maître de l'ordre maçonnique ou du Grand-Orient de France. — Lantoine tient à souligner, en reproduisant ce texte, que le maréchal Magnan n'est nommé Grand-Maître que du Grand-Orient de France. Et il insinue, non sans malice, que les écrivains maçonniques qui le nomment, en citant inexactement cet arrêté : Grand-Maître de la maçonnerie française, ne le font peut-être pas sans arrière-pensée. Quelle belle occasion de se taire perdue par l'historiographe de la Grande-Loge ! Ce Maçon très subtil nous fera-t-il croire qu'il ignore que le Grand-Orient désigne, selon l'usage du rite français, le conseil d'administration de l'ordre maçonnique de France en même temps que cet Ordre lui-même ? Et que le Grand-Maître de l'ordre maçonnique de France (art. 1) a dès lors tout naturellement pour titre Grand-Maître du Grand-Orient (art. 2) ? Qu'il relise l'arrêté et la circulaire de novembre 1861, il verra que dans la pensée du gouvernement il y a en France un seul ordre maçonnique — ce que prouve l'emploi de l'article défini — et que par le bon plaisir impérial, Magnan en devient le chef. Ceux qui sont fidèles à la pensée du décret, sont donc bien davantage les écrivains négligents qui le rapportent inexactement en sa lettre, que lui qui s'efforce de tirer d'une prose sans ambiguïté, un sens que tout le contexte rend insoutenable dès le premier examen. Il n'en reste pas moins, du reste, que cette nomination par autorité impériale est la plus remarquable atteinte à la liberté que la maçonnerie française ait subie au cours de son histoire. Elle ne provoqua pourtant nulle mise en sommeil. Si tout le monde fut mécontent, tout le monde se tut ; et le maréchal Magnan, initié à la Franc-Maçonnerie à laquelle il n'appartenait pas auparavant, devint Grand-Maître par le consentement passif du Grand-Orient.

La tentative d'absorption du Rite Écossais. — Il n'allait pas tarder à vouloir mettre en pratique les intentions de l'Em-

pereur sur l'unification de la Maçonnerie, et à engager à cet effet une correspondance comminatoire avec le t. Ill. fr. . . Viennet, Très Puissant Souverain, Grand Commandeur du Suprême Conseil. La fusion qui n'avait pu se faire de plein gré allait-elle être réalisée de force ? On put un moment le croire. L'autocratisme de Magnan, la raideur de Viennet ne favorisaient pas des pourparlers engagés sur un mode courtois (lettre de Magnan du 2 février 1862) mais despotique ; et envenimés par un interlocuteur qui n'hésitait pas à souligner à son adversaire qu'il n'entendait rien à ce qu'il prétendait diriger, et qui émettait sur les desseins du Grand-Orient des commentaires d'où toute fraternité était absente (lettre de Viennet du 3 février 1862). Passant outre à l'opposition de Viennet, le maréchal Magnan essaie d'attirer au Grand-Orient, dans le temple neuf que le prince Murat fit édifier, rue Cadet, les ateliers du Rite Écossais. Viennet demande audience à l'Empereur et conteste — déjà — la portée du décret de nomination de Magnan : *Nous sommes en butte, écrit-il, aux persécutions d'un homme puissant qui, s'appuyant sur un décret impérial mal interprété, veut établir son autorité de Grand-Maître du Grand-Orient de France sur un rite maçonnique dont ce décret ne fait mention...* Il n'est pire sourd... C'était la quatrième fois que le maréchal Magnan signifiait à Viennet qu'une *volonté souveraine veut aujourd'hui que la maçonnerie soit une*. Viennet était d'autant moins fondé à affirmer que le décret de nomination de Magnan n'intéressait que le seul rite français qu'il reconnaissait avoir reçu, dès décembre 1861, de M. Bortelle, le préfet de police, l'avis qu'à sa mort, le Suprême Conseil, toléré jusque-là par déférence pour sa personne, serait dissous et devrait se fondre dans l'unité maçonnique représentée par le Grand-Orient. Des démarches près de l'Empereur n'améliorèrent pas la situation du Suprême Conseil ; et le 22 mai un décret du maréchal Magnan déclarait dissous les *pouvoirs maçonniques*

connus sous le nom de Suprême Conseil, Misraïm et tous autres.

Ce décret ne fut jamais appliqué, d'abord parce que le fr. . . Viennet le considéra comme nul et non avenu. Il sut ainsi sauvegarder l'existence de l'ordre dont il était le chef, avec une énergie, digne de tous les éloges. Cela n'enlève rien toutefois aux réserves qu'il faut faire de son interprétation des textes sur la légitimité d'une ancienneté maçonnique, glorieusement reportée à 1726. Mais le décret demeura aussi lettre morte parce que les Maçons du rite français, sinon leur Grand-Maître, sentirent vivement l'inconvenance de cette méthode d'autorité, tout ce qu'elle avait d'anti-maçonnique et d'opposé à la fraternité. Le fr. . . Lantoine n'a donc pas à avoir le vertige en lisant cette phrase des ff. . . Savoie et Lebey : *En 1862, le G. . . O. . . vint au secours du Suprême Conseil dont l'existence était menacée par le gouvernement de l'époque ; il obtint que le décret de dissolution rendu contre le Suprême Conseil fut retiré, montrant une fois de plus son esprit de tolérance et de fraternité et prouvant qu'il voulait fonder l'unité, qu'il n'a cessé de poursuivre, non sur la contrainte et la force, mais sur le libre consentement de tous les Francs-Maçons.* Le terme G. . . O. . . seul peut justifier cette équivoque ; certes l'attitude du Grand-Maître Magnan fut toute d'hostilité. Mais elle souleva contre lui l'opposition aussi ferme que courtoise du G. . . O. . . Les comptes rendus des séances du conseil de 1862 ne laissent place à aucun doute à ce sujet. Certains Maçons même considérèrent que cette initiative malheureuse aurait dû entraîner la démission du Grand-Maître, en désaccord avec son Conseil. Cet avis ne fut pas suivi ; mais, d'une part, l'attitude du t. Ill. fr. . . Magnan incita le conseil à en limiter les pouvoirs ; et, d'autre part, elle amena l'empereur à ne pas faire exécuter le décret du Grand-Maître. Le conseil de l'Ordre avait su éviter le scandale d'une puissance maçonnique prêtant la main à la destruction d'une obédience-sœur, avec la complicité du pouvoir

profane. Le rôle remarquable de Viennet n'aurait rien perdu à la reconnaissance, simple et loyale, de cet appui que lui prêtèrent alors les fr. . de la rue Cadet.

Les velléités libérales dans la maçonnerie française de la fin de l'Empire. — Tandis donc que le Rite Écossais va continuer en marge de la maçonnerie officielle une existence un peu effacée, et encore inquiète, le Grand-Orient, trop bien en cour, reste la maçonnerie française active, plus active même que ne le souhaitaient sans doute ses médiocres dirigeants. De plus en plus l'évolution philosophique du rite l'entraîne vers une rupture avec les puissances d'autorité, politique et religieuse ; et l'Empire libéral coïncide avec cet effort d'émancipation maçonnique. L'assemblée générale de 1865 propose de supprimer les Hauts-Grades, et ceux-ci ne sont maintenus que par deux voix de majorité. Il suffit de se souvenir que la Grande-Loge Nationale avait proclamé l'annulation de ceux-ci pour comprendre le sens d'une tentative où le Suprême Conseil n'a vraiment rien à voir. C'était un effort, parmi d'autres, pour revenir à la simplicité primitive tenue pour garante du retour aux principes trop oubliés de liberté et d'égalité. Des considérations d'opportunité, plus encore que de doctrine, firent échouer la tentative, comme celles de 1867 et de 1872. Elle demeure importante comme indication d'un état d'âme.

Mais les réactions contre la nécessité de la croyance en Dieu sont beaucoup plus typiques encore. La grosse querelle qui a abouti à la nomination impériale du Grand-Maître Magnan a eu pour origine l'attitude du prince Murat dans l'affaire du pouvoir temporel du pape. L'Empire a tendance à évoluer vers un libéralisme anticlérical, assez tiède sans doute, mais qui contraste avec l'attitude des premiers temps du régime : le vote de la loi Falloux, l'expédition à Rome et trop de manifestations qui ne désarment point un clergé

en grande majorité légitimiste. Les abus que provoque l'application de la loi sur l'enseignement de 1851, le fléchissement de l'Université en tutelle, l'arrogance agressive des vainqueurs, tout cela irrite l'indéniable rationalisme des Francs-Maçons, timides à l'excès, peut-être, mais du moins incapables de laisser périr la liberté de pensée sans protester; et du reste chargés déjà par leur adversaire triomphant de tous les péchés du régime et considérés comme les mauvais génies de l'Empereur. L'intervention personnelle de Napoléon III dans la vie intérieure de l'Ordre, son hostilité au Suprême Conseil, où la « légitimité » semble s'être réfugiée avec Viennet, académicien et royaliste, successeur des Decazes, des Choiseul, des Ségur *et autres illustrations de ce temps*, sont autant d'indices que la polémique cléricale ne manque pas d'utiliser, de même que la circulaire (16 octobre 1861) où le ministre de Persigny oppose, à la louange de la première, la Franc-Maçonnerie et la société de Saint-Vincent de Paul. Rien donc de surprenant dans l'hostilité de plus en plus nette des Francs-Maçons contre la déclaration de 1849. Dès 1864, plusieurs Loges de Paris proposent une rédaction de l'Art. I, où la croyance en Dieu et l'immortalité de l'âme ne figureraient plus, et la discussion s'engage au convent de 1865; le président de la commission le fr. Fauvety, et le rapporteur le fr. Rivaud-Landrau sont tous deux favorables au maintien de la rédaction en usage, mais avec de significatives réticences : *On a cru trouver, tente d'expliquer le rapporteur, une contradiction dans une déclaration de principe qui affirmerait à la fois l'existence de Dieu et autoriserait à ne pas y croire... cette contradiction n'existe pas... la maçonnerie ne dit à personne ce qu'il faut croire et se borne dans ses enseignements à expliquer ce qui est, à l'aide de ses rites et de ses emblèmes... la foi est individuelle et relève uniquement de la conscience de chacun.* Lantoine nous assure que c'est en somme la position adoptée par le Rite Écossais actuel. Le moins qu'on

en puisse dire est qu'elle ne brille ni par la clarté, ni par le courage. On proclame que *Dieu est*, mais qu'il est loisible de ne pas y croire, bien que son existence soit la base essentielle de la constitution ; et on affirme que la maçonnerie est une école de positivisme (*qui ne tend qu'à expliquer ce qui est*), et qui ne dit à personne ce qu'il faut croire, tout en postulant Dieu et l'âme immortelle. Dans ce nébuleux chaos, une seule chose est vraiment claire : l'embarras des rédacteurs pris entre la tradition et ce qu'ils sentent être le sentiment général du moment. Des rédactions nouvelles furent proposées ; celle du fr. . . Massol tendait à remplacer par l'idée de l'inviolabilité de la personne humaine la croyance en Dieu ; et un fr. . . de Lyon disait : *En demandant la suppression du premier paragraphe, nous ne nions ni n'affirmons rien, nous laissons chacun libre de penser ce que bon lui semble en sa conscience. Quand vous parlez de liberté de conscience, je vous nie le droit de formuler une opinion religieuse et de l'imposer à vos adeptes.* Mais les spiritualistes demeurent les plus nombreux. Le fr. . . Lalande et le fr. . . Buisson ne conçoivent pas une maçonnerie sans la croyance en l'Être Suprême ; et leur opinion l'emporte. Elle l'emportera encore, avec des majorités sans cesse décroissantes, aux convents de 1867, 1869, 1870, 1872, 1873, 1874 et 1875. Mais on peut dire que, dès 1865, du point de vue philosophique la cause est jugée. Ce que défendent les traditionalistes, c'est le principe spiritualiste d'un Être Suprême, et non plus un Dieu personnel ; ce que tous admettent, ou presque, c'est que cette adhésion de principe puisse coexister avec un scepticisme scientifique à peu près total. Personne ne conteste sérieusement le bien-fondé de l'observation du fr. . . de Lyon, et l'Art. I dans cette rédaction de 1865 se termine par ces deux phrases :

« Elle (la Franc-Maçonnerie) regarde la liberté de conscience comme un droit propre à chaque homme, et n'exclut personne pour ses croyances.

Elle a pour devise : Liberté, Égalité, Fraternité.

Par ce rappel de la déclaration des droits de 1789, la maçonnerie du rite français se rattache donc officiellement et par un vote libre, à la tradition des créateurs du Grand-Orient. Le Suprême Conseil, cependant, continue encore à confier ses destinées à un aérorage de 33^e qui se passent le flambeau de la *Vraie Lumière* et désignent, *sans appel*, les Loges qu'ils constituent à leur guise. On mesure par ce simple fait la différence fondamentale qui sépare les deux puissances. Mais dans l'une et l'autre obédience, les Maçons demeurent aussi résolus à l'émancipation de la pensée et de la société ; et c'est contre le vœu de la première section de sa Grande-Loge centrale que le Rite Écossais maintient d'autorité la formule du Grand Architecte de l'Univers, dont 26 voix contre 6 avaient demandé la suppression.

Une même volonté démocratique et rationaliste anime donc désormais la majorité des Maçons français. Le Grand-Maître du G. . O. . et ses conseillers immédiats d'une part, les membres du Suprême Conseil d'autre part, la freinent encore tant qu'ils peuvent. Ils n'évitent ni les uns ni les autres des incidents symptomatiques : le principe de l'élection du Grand-Maître est rétabli dès 1862 ; l'assemblée générale du Grand-Orient refuse en 1863 le cadeau dangereux de la personnalité civile qu'avait imprudemment sollicité son chef ; des plaintes de plus en plus vives perçent aux convents, voire au Sénat où le Grand-Maître, le général *Mellinet*, sait avec bonhommie et dignité situer la position toute de tolérance et de libéralisme de la maçonnerie du G. . . O. . . Dans l'obédience écossaise, l'agitation pour une refonte constitutionnelle est si vive qu'elle amène le Puissant Souverain Grand Commandeur Allègre à permettre, en 1868, la mise à l'étude des *modifications qui semblent nécessaires à certains d'entre nous*. La guerre trouve l'ordre maçonnique beaucoup plus uni de doctrine qu'il n'en a l'air, à n'en consi-

dérer que les pitoyables querelles de personnes et de rites. Il est mûr désormais pour une réforme constitutionnelle qui, sans rien renier des traditions vieilles d'un siècle et demi, envisage pourtant leur réadaptation pratique à une société dont l'idéal social et métaphysique a subi l'inéluctable loi de l'évolution.

BIBLIOGRAPHIE

Mêmes sources et mêmes auteurs qu'au chapitre précédent. Consulter de plus les comptes rendus des assemblées générales du G.^o. O.^o. de 1851 à 1870.

L'ouvrage de LANTOINE reproduit (p. 316 à 328) la correspondance échangée entre Magnan et Viennet a/s de la suppression du Suprême Conseil ; mais non pas l'attitude prise par les membres du G.^o. O.^o. et dont il faut demander les échos aux *Comptes rendus du G.^o. O.^o. de 1862*.

TEXTES ET RÉCITS

LES RÉSISTANCES DU CONSEIL DE L'ORDRE A LA DESTRUCTION PAR LA FORCE DU SUPRÊME CONSEIL

I

Séance du 28 avril 1862 (Bulletin n° 3, 1862, pages 110 à 114)

Le t. III. Grand-Maître prend la parole ; il rappelle la pensée qu'il a manifestée dès les premiers moments de sa nomination comme Grand-Maître ; le décret auquel il doit cette haute et très sérieuse situation ne s'applique pas moins au Suprême Conseil qu'au Grand-Orient ; la volonté du gouvernement n'a pas été de désigner un Grand-Maître au Grand-Orient, et de laisser cependant au Suprême Conseil

sa direction actuelle. En effet, aucune juste raison n'existait de cette différence établie dans la situation des deux obédiences, et, nommé Grand-Maître de la maçonnerie de France, le Grand-Maître sait qu'il ne doit pas moins considérer comme son devoir que comme son droit de réaliser la fusion des deux obédiences sous son autorité unique.

Il admet volontiers qu'il lui appartient de poursuivre seul ce but ; il entend ne froisser aucun des scrupules qui peuvent engager le Conseil à l'abstention ; mais, en même temps il aime à savoir que le Conseil a plusieurs fois exprimé le regret de cette division de la maçonnerie française en deux obédiences, en a à plusieurs reprises désiré et même tenté la fusion, fusion qui ne répondrait pas seulement aux vues les plus louables de grandeur et de prospérité de l'ordre maçonnique en France, mais dont le résultat serait aussi d'assurer à tous et à chacun des Maçons de l'unique obédience une situation bien plus conforme aux vrais sentiments maçonniques. Ce sentiment, d'ailleurs, le Grand-Maître en est imbu ; il sera heureux de ne devoir qu'à une persuasion fraternelle la réalisation du but qu'il a mission de poursuivre. C'est dans cet esprit que sera rédigée la circulaire qu'il se propose d'adresser au premier jour à tous les ateliers de l'une et l'autre obédience.

Le t. III. Grand-Maître et les Grands-Maîtres adjoints se retirent. ..

La séance continue. — Affaires courantes.

II

Séance du 3 juin 1862 (Bulletin n° 4, 1862, pages 142-143)

.....
Le t. III. Grand-Maître entretient le Conseil des efforts

qu'il a fait pour amener la fusion des deux obédiences. S'il n'a pas réussi, s'il n'a pas trouvé, pour réussir, les appuis sur lesquels il croyait pouvoir compter, il a du moins la conscience d'avoir tenté une entreprise essentiellement conforme aux grands intérêts de l'Ordre. D'après ce qui lui a été rapporté, on a paru croire que cet insuccès le mettait dans l'obligation de se démettre de la Grande-Maîtrise, mais il ne pense pas ainsi. Il aurait désiré opérer la fusion des obédiences ; il n'a pas réussi, mais ce but est véritablement désirable, et parce qu'il a échoué, parce que le résultat est ajourné peut-être, rien ne lui fait une obligation de se retirer ; il restera.

Passant à un autre sujet, le t. Ill. Grand-Maître s'étonne que la Commission de revision de la Constitution ait cru devoir modifier le titre du Conseil du Grand-Maître et proposer de l'appeler désormais Conseil de l'Ordre.

Il voit dans cette modification une tentative pour amoindrir ses pouvoirs, pour le mettre lui-même sous la tutelle du Conseil. Il veut que la prépondérance du Conseil soit grande, mais il ne veut pas qu'elle s'agrandisse aux dépens de la sienne.

La maçonnerie avait un Grand-Maître élu par elle ; aujourd'hui elle en a un nommé par le Pouvoir ; mais le Conseil est élu : il y a donc là une pondération suffisante, et le Grand-Maître s'oppose à la modification proposée.

Le président du Conseil obtient la parole du t. Ill. Grand-Maître et, avant d'entrer dans l'examen de la revision de la Constitution, il déclare que c'est pour lui un devoir impérieux de protester, tant en son nom personnel qu'en celui du Conseil entier contre ce qui aurait pu être dit au t. Ill. Grand-Maître des sentiments du Conseil.

Le t. Ill. Grand-Maître semblerait indiquer que des membres du Conseil auraient exprimé la pensée qu'il serait dans l'obligation de donner sa démission. Or, le président du Conseil connaît assez les sentiments que ses frères nourris-

sent pour le Grand-Maître pour pouvoir affirmer que cette assertion est dénuée de fondement ; les paroles du Grand-Maître ont péniblement affecté le Conseil, et il supplie instamment le Grand-Maître de nommer la personne qui l'avait si mal renseigné.

Le t. III. Grand-Maître entend avec satisfaction les paroles du président du Conseil et clôt l'incident.

La discussion a lieu, et les propositions de la Commission de revision sont successivement adoptées par le Grand-Maître et par le Conseil, sauf la modification apportée à l'article 28, que le Conseil adopte, mais que le Grand-Maître repousse.

QUATRIÈME PARTIE

LA FRANC-MAÇONNERIE
CONTEMPORAINE (1870-1929)

CHAPITRE I

L'Émancipation du Grand-Orient

La Constitution de 1871. — La persécution sous l'ordre moral. — Caractère démocratique et nationaliste de la maçonnerie de rite français entre 1871 et 1877. — Les convents de 1876 et de 1877, et la question du Grand Architecte. — Conséquences de l'attitude adoptée par la maçonnerie française.

RÉSUMÉ

La Franc-Maçonnerie fit tout son devoir au cours de la guerre de 1870. Certaines Loges d'Alsace préférèrent même leur mise en sommeil au travail sous un joug étranger. Mais définitivement éloignée des régimes d'autorité, la maçonnerie allait désormais évoluer avec rapidité dans le sens démocratique.

Le Grand-Orient, le premier, adopta l'orientation nouvelle. Le 6 septembre 1871, des modifications à la Constitution supprimaient le Grand-Maître et avec lui les derniers vestiges d'une organisation encore un peu semblable à une monarchie constitutionnelle. Il n'y eut plus désormais qu'un Conseil de l'Ordre élu par province et qui nommait son Président. Ce régime n'a subi depuis lors que d'insignifiantes modifications.

Cette évolution démocratique inquiéta le gouvernement de l'Ordre Moral. La police recommença à surveiller les ateliers; certains furent fermés dans les temps qui suivirent le 16 mai, la Maçonnerie fut plus que jamais dénoncée comme une des

forces qui essayaient, malgré tout, d'organiser la République. Ce n'est qu'à la fin de 1877 que la persécution prit fin.

Le Grand-Orient venait à ce moment d'effectuer une modification de ses statuts, lourde de conséquences. En 1877, sur le rapport du fr. . . Frédéric Desmons, l'Assemblée générale décidait de supprimer à l'article I l'Obligation de la Croyance en Dieu et en l'Immortalité de l'Âme. Il y avait dix ans que la réforme était repoussée chaque année.

Bien que le Grand-Orient ait pris soin de bien préciser que cette suppression n'était nullement une profession d'athéisme, les obédiences étrangères en prirent pourtant prétexte pour rompre avec lui les relations fraternelles ; et le Suprême Conseil, dont la diplomatie plus souple avait conservé l'Invocation au Grand Architecte, devint ainsi la seule puissance française régulièrement reconnue à l'étranger.

La Constitution de 1871. — L'attitude de la Franc-Maçonnerie durant « l'Année Terrible » ne pouvait que lui valoir les sympathies de l'opinion française. Jamais elle ne remplit avec plus de continuité et d'ampleur ses devoirs de bienfaisance ; et son patriotisme, dans les malheurs de la Nation, fut digne des traditions glorieuses de son plus lointain passé. Citons-en comme exemple les mises en sommeil des Loges de Strasbourg que devait seule réveiller la victoire de 1918.

A peine le pays avait-il retrouvé quelque tranquillité ; bien avant que l'Assemblée Nationale n'ait réussi à donner à la France la Constitution de 1875, le Grand-Orient achevait son évolution intérieure et faisait disparaître les dernières traces d'autocratie qui y subsistaient encore, en supprimant la *Grande-Maîtrise*. Les pouvoirs du Grand-Maître constituaient en effet une sorte d'anachronisme. D'abord nommé à vie, puis pour trois ans, puis pour sept ans (Constitution de 1862) il exerçait à la tête de l'Ordre une souveraineté

constitutionnelle. Sans doute il en était l'élu ; mais beaucoup d'initiatives lui restaient qui demeuraient des « faits du prince ». Il pouvait suspendre une Loge de sa propre autorité. Son veto pouvait entraîner le retrait d'une question mise à l'étude. Il y a beaucoup d'exagération à représenter la maçonnerie française comme ayant, avant 1871, en somme une organisation à peu près semblable à celle de l'Église avant l'ultramontanisme, le Grand-Maître était le Pape ayant les *convents pour conciles* (Lantoin, p. 333.) Si, comme je le pense, l'ultramontanisme désigne en ce texte le concile du Vatican en 1871, depuis 1432, la doctrine avait prévalu dans l'Église de la Papauté supérieure au concile, alors que le Grand-Maître ne put plusieurs fois que s'incliner devant la volonté du Grand-Orient ; il était lié par un règlement constitutionnel émané des ateliers de l'obédience ; son pouvoir expirait à la fin d'un mandat de longueur déterminée qui ne lui conférait aucune supériorité sacramentelle rendant désormais sacrée sa doctrine officielle. Souverain constitutionnel et électif, le Grand-Maître n'avait rien d'un Souverain-pontife. Il sembla à la maçonnerie, au lendemain de l'Empire, que c'était trop encore qu'il fût *souverain*.

La Constitution, adoptée à l'Assemblée générale du 6 septembre 1871, supprima donc la Grande-Maîtrise. Elle instituait à sa place un Conseil de l'Ordre qu'élevaient, par régions maçonniques, les ateliers. Chaque congrès régional élisait d'abord ses candidats, puis les noms de ceux-ci étaient proposés à la ratification des députés élus à l'Assemblée générale ; la durée du mandat était de trois ans en principe. A l'intérieur du Conseil de l'Ordre ses membres choisissaient annuellement leur président, les vice-présidents, les officiers dignitaires. Le président, dont l'autorité morale est demeurée considérable, n'était plus en droit que le directeur des travaux de l'ordre tout entier ; ses fonctions essentielles consistaient à administrer le mieux possible son peuple de

30.000 citoyens ; à le représenter avec honneur et dignité ; à conduire, suivant les indications qu'il recevait des mandataires élus, la maçonnerie française vers plus de grandeur morale et de puissance intellectuelle. Autour de lui, le Conseil de l'Ordre, commission permanente d'administration et de direction, faisait la liaison entre le Centre et les ateliers ; ses membres, sortes de *missi dominici*, librement choisis par les frères, assuraient la surveillance disciplinaire, la permanence et la propagation de l'idéal et de la doctrine. Il n'a, depuis 1871, rien été innové d'essentiel à cette organisation. Ce n'est que vingt-cinq ans plus tard, en 1896, que le Rite Écossais, après un schisme et de longues querelles, connaîtra à son tour un régime, aux noms près, en tout semblable.

La persécution sous l'Ordre Moral. — Mais cette révolution démocratique, entièrement pacifique du reste, marquait de plus en plus l'orientation républicaine de la maçonnerie renouvée. Le temps n'était guère favorable. La royauté, désirée par la majorité de l'assemblée, ne devait son échec qu'aux intransigeances — tout à l'honneur de son caractère — du prétendant légitimiste et aux ambitions contradictoires des carlistes et des philippistes. On s'appêtait à renverser M. Thiers, considéré comme trop démocrate ! Les ministres du gouvernement, indéfiniment provisoire, avaient fait supprimer sur le papier officiel le trinôme révolutionnaire ; ... mais sans avoir rien mis à sa place. La formule : *La République sans les Républicains* ! marquait la limite des concessions qu'il semblait possible de faire sans danger à la France.

La maçonnerie française dont les deux rites avaient inscrit dans leur devise les trois termes : Liberté, Égalité, Fraternité, ne pouvait être guère que suspecte à ce gouvernement réactionnaire. Elle le fut ; malgré les habiletés diplomatiques de ses dirigeants. En vain, le président du Conseil de l'Ordre

proposa-t-il de sévir contre certaines Loges plus turbulentes et qui marquaient trop de goût pour l'action politique ouverte. Le temps n'est plus où le Pouvoir et le Grand-Maître s'entendent comme ministres et chefs de service. Et l'Intérieur communique à un préfet, le 14 février 1874, la note suivante : « *Des raisons particulières s'opposent à ce que l'Administration ait en ce moment recours à l'intervention du Grand-Orient de France, je vous prie donc de continuer à faire surveiller les Loges dont il s'agit, et de m'en référer si vous venez à acquérir une preuve certaine de leur participation à des menées politiques, afin que je puisse apprécier les mesures qu'il conviendrait de prendre* (A. d. H.-G. M^e 123.). »

M. de Broglie, le ministre en exercice, prenait soin du reste de préciser quelles étaient les manifestations qui lui semblaient devoir être réprimées en tant qu'*abus qui sont condamnés par les statuts de l'Ordre, comme par la loi générale*. Et il indiquait nommément, non seulement le fait de se mêler aux luttes électorales, mais aussi celui de *prendre part à des enterrements civils et autres manifestations politiques*.

Durant trois ans, la maçonnerie française va donc connaître un renouveau de suspicion ; elle sera, comme aux jours de la Restauration et de la Monarchie de juillet, sous la surveillance de la police ; des mouchards s'y introduiront pour en espionner l'esprit et les paroles ; leurs rapports, poisseux et d'orthographe aussi louche que leur sincérité, encombrant aux archives départementales les liasses consacrées à la police générale. Ce sont les mêmes plaintes vagues, les mêmes dénonciations individuelles : l'amusante conviction de l'indicateur qu'on se tait en sa présence, alors qu'il semble bien que le plus souvent le silence n'était dû qu'à ce fait... qu'on n'avait vraiment rien à dire.

A mesure que les événements se précipitent, l'inquiétude gouvernementale se fait plus vive. Après le 16 mai, elle atteint son paroxysme et se traduit en quelques mesures de

persécution. Le 18 août 1877, six Loges de Toulouse seront fermées parce que, dit l'arrêté préfectoral, *délaissant la mission philanthropique au nom de laquelle elles ont été autorisées, elles sont devenues un foyer de résistance au gouvernement, et un centre d'action et de propagande politique.*

C'est du moins ainsi que s'exprimait la minute; le préfet a senti qu'il était tout de même difficile — en République! — de faire considérer comme délit le fait d'être un *foyer de résistance au gouvernement* et il a, de sa main, rayé sur la pièce ce grief malencontreux. Il n'est pas douteux que d'autres Loges subirent un sort analogue. Des monographies locales permettraient de retrouver trace de ces événements. Le triomphe pourtant était proche. Les Loges rouvrirent le 26 décembre de la même année, sur autorisation ministérielle envoyée par télégramme! Le maréchal-président s'était soumis... en attendant de se démettre... La Franc-Maçonnerie continuait.

La question du Grand Architecte. — Peut-être l'hostilité ouverte du pouvoir civil avait-elle eu un peu sa cause dans l'attitude que venaient d'adopter les Francs-Maçons du Grand-Orient, à propos de la croyance en Dieu et en l'immortalité de l'âme. Il nous semble, avec le recul du temps, que dès 1865 la question était liquidée en son principe, et qu'au nom de la tolérance il convenait de supprimer une formule qui ne pouvait que gêner beaucoup de Francs-Maçons sincères, mais athées. Peut-être y a-t-il cependant là une de ces illusions, fréquentes en histoire, et qui tendent à rendre tout simple dans le passé un état de choses devenu familier au présent. Beaucoup de Maçons, en 1875, ne partageaient point pourtant cette conception de la tolérance. Beaucoup de membres notoires de l'Ordre étaient des spiritualistes. Il n'est pas douteux qu'en voulant maintenir la croyance en Dieu ils avaient pour eux la lettre des landmark d'Anderson.

Ni athées stupides, ni libertins irreligieux ! En vain, leur objectait-on que la métaphysique évolue comme le reste ; et que le XVIII^e siècle déiste n'était pas un modèle pour le XIX^e devenu agnostique. La maçonnerie leur paraissait une puissance spirituelle qui se condamnait à la stérilité en renonçant à l'énoncé d'un principe de l'Esprit créateur. Sous une forme aussi générale que celle du *Grand Architecte de l'Univers*, ils estimaient que leur affirmation spiritualiste était assez compréhensive pour englober tous les concepts religieux, même les plus contradictoires ; et maintenait néanmoins cette primauté de l'Esprit qui leur semblait l'essence même de l'Ordre. Ils ajoutaient à ces raisons de doctrine, des raisons d'opportunité qui leur faisaient craindre une rupture avec les maçonneries étrangères, si l'affirmation déiste ne figurait plus dans le texte des Constitutions. Aucun de ces Maçons n'apparaît, dans les débats de 1876 et 1877, comme inféodé au catholicisme romain. Il y avait déjà du reste eu, contre l'ordre, trop de condamnations solennelles pour qu'un catholique *sincère* ait pu y demeurer sans hérésie. Les défenseurs de la croyance en Dieu n'étaient ni plus dévots ni plus sectaires que leurs adversaires.

Ceux-ci leur reprochaient ou une intolérance ou une hypocrisie inadmissibles. Sans dénoncer la primauté du spirituel — et ils ne pouvaient guère le faire à moins de supprimer l'essence même de la maçonnerie, qui est de traiter avec *foi*, des problèmes que les profanes peuvent n'envisager que sous l'angle du *pragmatisme* — ils assuraient que l'*esprit* religieux est indépendant de la *matière* religieuse ; que se sacrifier à une entité : l'Humanité, la Science, la Raison, est faire un acte de croyance au même titre qu'une prière, qu'ils n'étaient dès lors pas *irreligieux*, s'ils pouvaient être *athées*. Supprimer la croyance en Dieu et en l'Immortalité de l'âme, ce n'était donc pas violer l'esprit des constitutions d'Anderson, c'était simplement en élargir les modalités ; ils demeuraient

de bons Maçons, puisqu'ils avaient une foi, et qu'ils la servaient ; mais comme le terme *Dieu*, aussi étendu qu'on en imagine le concept, ne saurait se penser sans quelques attributs : permanence, raison pure, éternité, etc., ils en demandaient la suppression, comme contraire à la certitude, sur laquelle ils voulaient étayer la doctrine de l'ordre ; *parce que la certitude unit, alors que l'hypothèse divise.*

C'était, d'autre part, une hypocrisie de maintenir la formule du Grand Architecte, dès l'instant qu'on admettait que les adeptes pouvaient ne pas y croire. C'était une petite lâcheté enfin, si on le faisait pour des considérations de prospérité matérielle qui devraient être ignorées de la maçonnerie. La situation se trouvait donc fort nette, lorsque, pour la deuxième fois, au convent de 1876 le fr. . . André Rouselle de la L. . . Isis-Montyon, demanda au § 2 de l'article 1 la suppression de toute affirmation dogmatique. La majorité spiritualiste et opportuniste avait déchu d'année en année depuis 1865. La mauvaise foi et la violence des attaques catholiques n'avaient pas peu contribué à transformer en anticléricanisme militant la tolérance sceptique de beaucoup de frères ; et il est aisé de retrouver trace de cette mentalité de combat dans les joutes oratoires qui marquèrent la discussion de ce problème dans les convents de 1876 et de 1877. La transformation allait se faire en trois temps, séparés par des intervalles assez étendus. En 1876, la Commission chargée d'étudier le projet de suppression se prononça à une voix de majorité pour le *statu quo*, motif pris qu'en adoptant la réforme *on satisferait la logique, mais on blesserait les consciences de milliers de Maçons.*

L'argument n'était pas très solide, les maçons matérialistes pouvaient, avec plus de raison, affirmer que cette affirmation dogmatique blessait, elle aussi, leur conscience, alors que le silence, *qui n'était pas négation*, n'aurait dû offusquer personne.

Aussi bien, chose rare au Convent, la Commission ne fut-elle pas suivie par l'Assemblée. Et on adopta une prise en considération de la réforme, sous la forme accoutumée : renvoi à l'Étude des Loges. Les efforts combinés de la commission et du Conseil de l'Ordre ne purent obtenir que le vote d'une déclaration explicative d'où il résultait que les vainqueurs n'avaient pas voulu *imprimer* [à la Constitution] *un caractère de négation qui présenterait un danger non moins grand pour la liberté de conscience et la tolérance.*

Toute la fin de l'année 1876 fut donc occupée dans les ateliers à l'étude de la suppression envisagée. L'heure était pénible pour l'Ordre, en butte aux tracasseries de la réaction victorieuse. Il est permis de croire que ces conditions particulières influèrent sur les décisions. Le renversement de majorité fut en effet considérable. Plus des 2/3 des Loges se prononcèrent pour la suppression. Au convent de 1877, le rapporteur choisi fut un jeune pasteur protestant en exercice, Frédéric Desmons, un Nîmois. Le rapport, remarquable par l'élévation de la pensée, empruntait une importance particulière au caractère ecclésiastique et à la foi de l'orateur, dont rien ne permet de suspecter la sincérité. Il se prononçait nettement pour la suppression au nom de la tolérance. L'Assemblée le suivit à une grosse majorité. Le résultat fut acquis sans qu'il fût besoin de recourir à un vote par bulletins, ce qui ne permit pas, malheureusement, de chiffrer la force des deux groupes antagonistes.

Le préambule de la nouvelle déclaration s'exprimait comme suit : *L'Assemblée, considérant que la Franc-Maçonnerie n'est point une religion, qu'elle n'a point par conséquent à affirmer dans sa Constitution des doctrines ou des dogmes...* Lorsque, sept ans plus tard, on modifiera de nouveau l'article 1 de la Constitution pour des amodiations de pure forme, il y sera répété que la maçonnerie considérant les *conceptions métaphysiques* comme étant du domaine exclusif de l'appré-

ciation individuelle de ses membres... se refuse à toute affirmation dogmatique. Toutefois, longtemps encore, les planches et les actes maçonniques conservèrent à leur en-tête l'invocation rituelle : « Au Nom Et Sous Les Auspices Du Grand Architecte De l'Univers », soit que le Grand-Orient n'ait pas voulu éliminer un symbole sous lequel chacun pouvait, à la rigueur, mettre sa propre théogonie, en identifiant par exemple la Nature et l'Énergie avec le Grand Architecte ; soit que le respect de la tradition ait paru supérieur même à la logique du nouveau statut. Le jour vint où cette formule fut écartée à son tour ; l'agnosticisme était devenu la règle de l'Ordre.

La rupture des relations internationales. — Il allait en résulter un bouleversement complet des rapports maçonniques internationaux. Jusque-là, sans avoir avec les obédiences étrangères des relations bien étroites, la Franc-Maçonnerie française entretenait cependant avec elle des échanges de politesse courtoise. Les Loges anglo-saxonnes lui semblaient en particulier mériter une déférence due à leur ancienneté. Mais le Grand-Orient ne pouvait ignorer qu'elles avaient subi une évolution diamétralement opposée à la sienne : alors que du déisme le Rite français en était arrivé au rationalisme agnostique, la maçonnerie anglaise, partie du même point, en était venue à une sorte de dévotion biblique, qui n'en différençait guère les croyances métaphysiques de celles de *l'Église établie*. Comment les Maçons anglais allaient-ils accueillir la réforme de 1877 ? Les plus avertis des Maçons du Grand-Orient ne se faisaient guère d'illusions à ce sujet. C'était presque fatalement la rupture. Les plus optimistes ou les plus ingénus objectaient bien que les débats, la déclaration du Conseil de l'Ordre de 1876, le texte même de la résolution ne laissaient place à aucune ambiguïté sur la portée et le caractère de la réforme. Il n'est pire sourd que

celui qui ne veut pas entendre. La maçonnerie anglaise, dès que fut acquis le vote de 1877, rompit les relations d'amitié ; et les frères du Grand-Orient ne furent plus admis dans ses Temples. Le principal bénéficiaire de cet ostracisme allait être le Suprême Conseil qui s'était bien gardé pour son compte de suivre le Grand-Orient dans son effort d'émancipation intégrale de la pensée.

Pour admettre avec Lantoine que les obédiences étrangères étaient de *bonne foi* (c'est lui qui souligne) en considérant le Grand-Orient comme s'étant proclamé athée ; il faut avoir oublié la déclaration si nette de la Grande-Loge d'Angleterre du 12 janvier 1885. *La Grande-Loge d'Angleterre n'a jamais supposé que le Grand-Orient ait voulu faire profession formelle d'athéisme ou de matérialisme.* C'est bien parce que le Grand-Orient *ne fait pas profession* de croire en Dieu, que la rupture avait été consommée.

L'attitude du Suprême Conseil. — Le Suprême Conseil comprit tout de suite l'intérêt pratique que présentait pour lui l'attitude opposée. Il n'était pas plus déiste au fond que le rite français. En 1869, c'est Lantoine qui y insiste, les Loges bleues de son obédience se prononçaient à une *grosse majorité* pour la suppression du *Grand Architecte*. Ses dirigeants, qui avaient le pouvoir, ignoré au G. . . O. . ., de ne pas tenir compte du vœu de leurs administrés, repoussèrent cette suggestion. En 1875-1876, le Suprême Conseil, aussi athée que le Grand-Orient, mais qui *ne le dit pas* (Lantoine, p. 344) allait se trouver en position de devenir la seule puissance maçonnique française reconnue par les maçonneries étrangères. Déjà, il avait été seul convoqué pour la France au Convent de Lausanne du 6 septembre 1875, et, à ce titre, avait signé la convention du 22 septembre 1875 qui reconnaît et proclame *l'existence de principe créateur* ! Il allait faire au désir d'être reconnu des concessions beaucoup plus graves. Il adhérerait

en effet, après le Congrès d'Edimbourg de 1877, à la formule exigée par le Suprême Conseil d'Angleterre.

La Franc-Maçonnerie proclame, comme elle l'a proclamé dès son origine, l'existence de Dieu, le Grand Architecte de l'Univers et l'immortalité de l'âme.

Si le Suprême Conseil était athée, c'est trop peu cette fois d'assurer qu'il ne le disait pas ! Il proclamait expressément le contraire ! Moyennant quoi il était accueilli comme *Suprême Conseil de France*, seule puissance maçonnique française orthodoxe et en relations d'amitié avec les Suprêmes Conseils étrangers. Henri IV avait dit autrefois : *Paris vaut bien une messe*. N'est-ce pas un raisonnement de même nature qui explique pourquoi le *Grand-Orient de France* avec son *Grand Collège des Rites* n'a jamais pu, malgré ses tentatives réitérées, obtenir son admission dans la *Confédération des Suprêmes Conseils*. Du pur point de vue doctrinal, qui donc pourrait contester que son attitude fut au moins la plus conforme aux préceptes d'une Société qui se pique de n'obéir qu'à l'équité et la raison ?

BIBLIOGRAPHIE

Mêmes ouvrages et sources qu'aux chapitres III et IV de la III^e partie.

On consultera avec fruit la brochure de Paul DERMÉE, *La Croyance en Dieu et le Grand-Orient de France*, Paris, Acacia, 1927 ; et LANTOINE, *op. cit.*, p. 337-368.

Il est indispensable de se référer aux *Comptes rendus de l'assemblée générale du Grand-Orient de France* des années 1876-1877. Sur les rapports de la maçonnerie et de l'ordre moral, peu de renseignements dans les grandes histoires du Régime (*Hanotaux* ou *Seignobos*). Consulter aux Archives départementales, les Liasses, *Police générale* et *Sociétés secrètes*. Les citations de textes sont empruntées à Gaston MARTIN, *L'opposition républicaine sous l'ordre moral*, conférence à l'Université de Toulouse (1928), dont les sources sont aux *Archives départementales de la Haute-Garonne* les liasses M⁴ 122-123.

TEXTES ET DOCUMENTS

I

LES RAISONS DU RAPPORTEUR FR. . . FRÉDÉRIC DESMONS,
POUR LA SUPPRESSION DE L'OBLIGATION DE LA CROYANCE
EN DIEU

Nous demandons la suppression de cette formule, parce que, embarrassante pour le vénérable et pour les Loges, elle ne l'est pas moins pour bien des profanes, qui, animés du sincère désir de faire partie de notre grande et belle institution... large et progressive, se voient tout à coup arrêtés par cette barrière dogmatique que leur conscience ne leur permet pas de franchir.

Nous demandons la suppression de cette formule, parce qu'elle nous paraît inutile et étrangère au but que poursuit la maçonnerie. Quand une société de savants se réunit pour étudier une question scientifique, se sent-elle obligée de mettre à la base de ses statuts une formule théologique quelconque ? — Non, n'est-ce pas ? — Ils étudient la science indépendamment de toute idée dogmatique ou religieuse, Ne doit-il pas en être de même de la maçonnerie ? Son champ n'est-il pas assez vaste, son domaine assez étendu, pour qu'il ne lui soit point nécessaire de mettre le pied sur un terrain qui n'est point le sien ?

Laissons aux théologiens le soin de discuter les dogmes. Laissons aux Églises autoritaires, le soin de formuler leur Syllabus. Mais que la maçonnerie reste ce qu'elle doit être, c'est-à-dire une institution ouverte à tous les progrès, à toutes les idées morales et élevées, à toutes les inspirations larges et libérales. Qu'elle ne descende jamais dans l'arène brûlante des discussions théologiques qui n'ont jamais

amené — croyez-en celui qui vous parle — que des troubles et des persécutions. Qu'elle se garde de vouloir être une Église, un Concile, un Synode ! Car toutes les Églises, tous les Conciles, tous les Synodes ont été violents et persécuteurs, et cela pour avoir toujours voulu prendre pour base le dogme qui, de sa nature, est essentiellement inquisiteur et intolérant. Que la maçonnerie plane donc majestueusement au-dessus de toutes ces questions de sectes ou d'églises ; qu'elle domine de toute sa hauteur toutes leurs discussions ; qu'elle reste le vaste abri toujours ouvert à tous les esprits généreux et vaillants, à tous les chercheurs consciencieux et désintéressés de la vérité, à toutes les victimes enfin du despotisme et de l'intolérance...

(Cité par DERMÉE, *op. cit.*, p. 13-14.)

II

LA RÉPONSE DE LA GRANDE-LOGE D'ANGLETERRE A LA DEMANDE DE LA REPRISE DES RELATIONS

12 janvier 1885

Au très illustre frère Charles Cousin,
Président du Conseil du Grand-Orient,
Illustre Monsieur et Frère,

Je suis chargé par le prince de Galles, Grand-Maître de la Grande-Loge Unie d'Angleterre, de vous accuser réception de votre lettre du 28 novembre dernier, concernant les relations actuellement existantes entre le Grand-Orient de France et la Grande-Loge Unie d'Angleterre, et de vous faire savoir que Son Altesse royale a examiné la communication de votre Grand-Orient sur ce sujet important, avec l'espoir sincère de constater que ce corps maçonnique distingué aurait rétabli dans sa Constitution l'ancienne et essentielle devise de l'Ordre

dont la suppression, en l'année 1877, avait amené la pénible rupture des relations fraternelles entre le Grand-Orient de France et la Grande-Loge d'Angleterre.

L'opinion exprimée au nom du Grand-Orient, que la Grande-Loge d'Angleterre paraît croire que le Grand-Orient de France, en revisant les termes d'un article de sa Constitution, a voulu faire « profession d'athéisme et de matérialisme, interprétation absolument inexacte du vote de l'Assemblée de 1877 », cette opinion, je suis chargé de vous le déclarer, est basée sur une supposition entièrement erronée.

La Grande-Loge d'Angleterre n'a jamais supposé que le Grand-Orient ait voulu faire profession formelle d'athéisme ou de matérialisme ; mais la Grande-Loge d'Angleterre soutient et a toujours soutenu que la croyance en Dieu est la première grande marque de toute vraie et authentique maçonnerie, et qu'à défaut de cette croyance professée comme principe essentiel de son existence, aucune association n'est en droit de réclamer l'héritage des traditions et des pratiques de l'ancienne et pure maçonnerie. L'abandon de cette Landmark (devise), dans l'opinion de la Grande-Loge d'Angleterre, supprime la pierre fondamentale de tout édifice maçonnique ; et c'est pourquoi Elle a vu avec un sincère regret que le Grand-Orient de France a effacé de sa Constitution, par la modification admise en 1877, l'affirmation de l'existence de Dieu et est arrivé à l'unanimité à cette conclusion que les relations fraternelles qui avaient heureusement existé entre les deux Puissances maçonniques ne pouvaient continuer plus longtemps.

Le principe si fortement soutenu par la Grande-Loge d'Angleterre paraît encore méconnu par le Grand-Orient de France, mais la Grande-Loge verrait avec satisfaction le rétablissement de cette ancienne Landmark (devise) dans la Constitution du Grand-Orient et serait alors en mesure de renouer avec lui de cordiales et fraternelles relations.

Dans les circonstances actuelles, Son Altesse royale est d'avis que comme Grand-Maitre de la Grande-Loge Unie d'Angleterre il ne peut lui demander de rapporter sa décision antérieure et de s'associer ainsi à la destruction du principe que la Grande-Loge et les Francs-Maçons d'Angleterre ont, de temps immémorial, considéré comme une condition première et essentielle de leur existence maçonnique.

J'ai l'honneur d'être, Monsieur et Frère, votre fidèle serviteur et Fr. .

H. CLERKE, colonel,

Grand secrétaire d'Angleterre,
(Cité par DERMÉE, *op. cit.*, p. 39-40).

CHAPITRE II

L'évolution dogmatique de la Franc-Maçonnerie française sous la troisième République.

Progrès matériels du Grand-Orient. — La lutte avec l'église catholique et son intérêt pour la prospérité de l'Ordre. — L'évolution démocratique de la maçonnerie écossaise : la résistance du Suprême Conseil. — La Grande-Loge Symbolique écossaise : la Grande-Loge de France. — La femme et la Franc-Maçonnerie : les Loges d'adoption du Rite Écossais ; l'obédience mixte du Droit Humain.

RÉSUMÉ

Depuis 1878 jusqu'à nos jours, la Franc-Maçonnerie française a librement développé son action et son recrutement. Attaquée avec véhémence par la réaction catholique, elle a dû à la violence et à l'absurdité sans critique de ces attaques un indéniable regain de prospérité. Présentée par l'église comme le réduit défensif de la République et du rationalisme elle a, sous l'influence de cette propagande, groupé la majeure partie des démocrates et des intellectuels qui sentaient le besoin de s'unir pour faire face à des prétentions de domination universelle renouvelées d'une théocratie médiévale. Ces circonstances ont favorisé l'évolution démocratique de la seconde obédience française : le Rite Écossais. A la suite d'un schisme passager provoqué par le fr. . . Gustave Mesureur et qui aboutit à la création d'une Grande-Loge Symbolique Écossaise, le Suprême Conseil consentit à accepter la réforme constitutionnelle qu'il

avait toujours repoussée jusque-là. Le résultat fut la création d'une Grande-Loge de France, qui régit au moyen d'un Conseil fédéral les ateliers symboliques du Rite Écossais, comme le Conseil de l'Ordre régit ceux du Grand-Orient. Cependant le Suprême Conseil n'est pas intégré dans cette Grande-Loge — comme le Collège des rites l'est au Grand-Orient — et la dualité du Rite Écossais persiste encore. Une seule obédience dissidente, la Grande-Loge Nationale, continue, dans des ateliers peu nombreux, à travailler en France selon les méthodes religieuses de la Grande-Loge d'Angleterre.

Depuis les débuts du XX^e siècle, la maçonnerie féminine est également réapparue. Elle n'a généralement pas pris la forme ancienne des Loges d'adoption ; mais constitue une obédience spéciale : le Droit Humain, dont l'organisation est très proche de celle du Rite Écossais. Les traités d'amitié la mettant en relation avec les deux obédiences régulières — sans que, cependant, les S. . . S. . du Droit Humain aient accès dans les temples du Grand-Orient ou de la Grande-Loge — ont été toutefois « dénoncés » aux convents de 1931.

Les progrès du Grand-Orient et les attaques cléricales. — L'avènement de la république effective allait grandement servir l'essor de la maçonnerie, d'abord parce que dans un état libre, la maçonnerie cessait d'être sous la surveillance ou la protection dangereuse du Pouvoir ; ensuite, parce que l'identité de la doctrine maçonnique et des principes démocratiques incitait désormais beaucoup de républicains laïques à se faire admettre dans les temples. Ce regain de faveur n'allait pas sans inconvénients. La prospérité de la maçonnerie y fit, entre 1880 et 1910, entrer des éléments moins purs. Beaucoup, frappés du nombre des Francs-Maçons avérés dans les conseils du gouvernement, crurent trouver dans les Loges un moyen de parvenir ; tous ne furent pas déçus dans cet espoir sans grandeur. Il n'y a pas à retenir les invraisemblables histoires que colportèrent à ce sujet les ennemis

irréductibles de l'Ordre : les catholiques. Mais en appelant Franc-Maçon tout personnage politique *l'anticlérical*, ils aidèrent grandement à renforcer l'autorité extérieure de ceux qu'ils voulaient abattre, même au prix des plus insanes calomnies. Il est né ainsi une nouvelle légende maçonnique qui, prenant racine dans les vieilles attaques du R. P. Baruel (1798-1799), conserve à l'heure présente une force singulière. Enjolivée de toutes sortes de faits apocryphes elle constitue à l'heure actuelle encore un des épouvantails classiques du parti réactionnaire. La Franc-Maçonnerie y est peinte comme vendue à l'étranger, alors même qu'elle a rompu tous liens avec les obédiences étrangères ; destructrice de la famille, par ceux qui refusent d'en constituer ; de la patrie, par les gens qui préfèrent l'exil à la soumission à la loi, etc., etc.

De toutes ces critiques, auxquelles ne croient même pas ceux qui les colportent, les seules qui sont fondées sont celles qui visent l'*anticléricalisme* de la Franc-Maçonnerie. Il n'est pas contestable qu'à l'heure actuelle, l'immense majorité des Francs-Maçons n'est animée d'aucune tendresse pour le parti prêtre. Copieusement insultés en toutes circonstances, calomniés, avec des insinuations venimeuses, sans bonne foi et sans mesure, les Francs-Maçons ont fini par comprendre que la tolérance s'arrête là où commence la diffamation ; et les attaques du clergé les ont conduits à dissocier la religion et son utilisation pour des fins polémiques. Nombreux sont ceux qui ont, dès lors, souligné par la plume ou la parole l'antinomie des fidèles d'un Dieu de paix qui ne prêchent que la guerre civile ; le non-sens historique d'une institution qui, ayant évolué comme tout le reste, continue à se prétendre seule immuable et éternellement pareille à ses origines ; la mauvaise foi d'exégètes qui ne respectent ni l'esprit, ni la lettre des textes pour piper les consciences un peu fléchissantes et les cerveaux les moins armés. Cette défense

apparaît à l'Église comme le plus abominable des attentats ; c'est son droit de le dire : c'est celui des Francs-Maçons de se réjouir de ces colères... et de continuer dans l'axe même de leur tradition. Il y a plus d'évangélisme et de foi dans l'acte *raisonné* d'adhésion à la maçonnerie, que dans trop de prières, dites du bout des lèvres, avec l'automatisme d'une habitude, antérieure même à la naissance de celui qui les prononce. La maçonnerie sait que, cherchant la *vérité*, elle n'exclut aucune des interprétations humaines à laquelle celle-ci peut donner naissance. Ses constitutions l'ont proclamé avec une netteté suffisante pour que vouloir nier sa tolérance soit se disqualifier soi-même par l'étalage de sa mauvaise foi.

Il n'est pas douteux du reste qu'au point de vue pratique les véhémentes attaques de l'Église catholique lui ont rendu — et lui rendent encore — d'appréciables services. Tous ceux qui cherchent à la vie un idéal que ne satisfait pas absolument le standard amélioré de l'existence matérielle ; tous ceux qui continuent à rêver la *primauté du spirituel*, mais qui ne peuvent plus l'enfermer dans l'étroitesse d'un dogme, contredit par la science et l'expérience quotidienne ; tous ceux aussi qui ont éprouvé le besoin de trouver un centre moral de résistance contre un réveil inquisitorial d'une foi qui se reprend à être médiévale, tous ceux-là ont d'instinct été amenés à demander à la maçonnerie ce havre de tolérance, de rationalisme, de démocratie épurée et vidée de politacillerie, qu'ils ne pouvaient trouver ni dans un parti politique, ni dans une société de secours-mutuels, ni dans un cercle de libre-pensée. Nous examinerons au prochain chapitre le rôle de la maçonnerie dans la politique des quarante dernières années ; et nous dirons sans réticences les réserves qu'il faut formuler et les leçons qui se dégagent d'expériences qui furent loin d'être toutes heureuses. Pour l'instant, il n'était pas possible de ne pas noter l'heureux effet des attaques cléricales

sur le développement matériel et le redressement moral de l'Ordre tout entier.

L'évolution démocratique de la maçonnerie écossaise. — L'histoire du Grand-Orient est de beaucoup la plus brève en ces pages. Il a vécu et prospéré; mais, arrivé dès 1871 à la forme démocratique, devenu dès 1877 purement rationaliste, il n'avait guère à améliorer un statut interne, dès lors conforme à l'état social du peuple dans lequel il se développait. Seules le préoccupaient les questions de l'unité à l'intérieur, et de la fraternité hors des frontières. Nous verrons au dernier chapitre qu'elles ne sont résolues ni l'une ni l'autre.

Le *Suprême Conseil* avait une route autrement longue à parcourir pour parvenir à se démocratiser autant que les circonstances le rendaient nécessaire. Il n'y parvint qu'en 1896, après avoir subi un schisme temporaire qui, heureusement, n'en affaiblit pas trop les effectifs, à peu près égaux au cinquième de ceux du Grand-Orient.

L'hostilité intérieure contre le Suprême Conseil. — Depuis le jour où, en 1873, le Suprême Conseil avait *obligé* les Loges de son obédience à travailler à la gloire du *Grand Architecte de l'Univers*, une révolte dont le *fr. . . Mesureur* était le principal héraut, grondait parmi les Loges bleues du rite. Des excommunications, des mises en sommeil, des radiations n'avaient fait qu'irriter les passions et rendre les susceptibilités plus ombrageuses. En fait, les révoltés — le mot est bien gros — ne souhaitaient qu'une réforme analogue à celle du Grand-Orient de France : la création d'une *Grande-Loge* émanée du suffrage de tous et chargée du gouvernement des ateliers symboliques. Le Suprême Conseil aurait conservé la collation et l'administration des Hauts-Grades. La seule concession que crut pouvoir faire le

Suprême Conseil du Rite Écossais fut d'abord d'amnistier ceux qu'il avait précédemment frappés pour leur rébellion ; puis de demander à ces ateliers *les projets de modification qu'ils croiraient devoir voir être apportés aux règlements généraux*. Mais il les prévenait par avance, c'était l'esprit même de sa Constitution, qu'il... *statuerait en dernier ressort*.

La Grande-Loge symbolique Écossaise. — Les dissidents eurent la conviction que cette démarche n'était qu'une manœuvre dilatoire, et le 12 février 1880, douze Loges constituèrent une puissance nouvelle : *La Grande-Loge symbolique Écossaise*. Rien ne permet d'affirmer avec Lantoin que *les landmarks leur étaient tout à fait inconnus et qu'ils auraient systématiquement écarté de leurs temples tout homme professant une croyance religieuse, ou une opinion politique différente de la leur...* Car, Maçons d'ancienne date, ils n'ignoraient pas que la fraternité est la vertu maçonnique fondamentale et qu'elle comporte au premier titre le respect des autres comme de soi-même. Mais ils éliminaient la formule du Grand Architecte, et ils estimaient que le gouvernement républicain est celui qui répond le mieux à l'idéal des Maçons. La Grande-Loge symbolique ne manquera même pas de se dire le cas échéant *la gardienne... d'une tradition respectable*. Elle sollicitera sa reconnaissance des autres puissances qui ne la lui auraient certes pas accordé si elle avait ainsi renié la seule base maçonnique qui n'ait jamais été contestée : la fraternité et la solidarité humaines. Le Grand-Orient se décide le premier à reconnaître la nouvelle puissance sœur... Un jour vient même, où le Suprême Conseil de France la reconnaît à son tour... après en avoir excommunié individuellement la plupart des dirigeants.

La Grande-Loge de France. — C'est que la Grande-Loge symbolique Écossaise a fait des adeptes parmi les Loges bleues du Suprême Conseil. Celles-ci ne supportent plus aisément la

tyrannie des 33^e ; l'exemple d'une dissidence réussie tente de nombreux ateliers. De douze qu'elles étaient au début, les loges schismatiques sont devenues 36. Le Suprême Conseil se décide donc à jeter du lest. Il engage, par l'entremise de frères des ateliers restés fidèles, des négociations qui aboutissent en 1895 à la création d'une *Grande-Loge de France* à laquelle il délègue ses pouvoirs sur les Loges bleues ; mais en se réservant encore le droit de leur délivrer les patentes de constitution. La Grande-Loge de France est formée par tous les députés des Loges bleues de l'obéissance ; et constitue en son sein un Conseil fédéral dont les pouvoirs sont analogues à ceux du Conseil de l'Ordre du Grand-Orient.

Il ne reste plus que deux points de désaccord entre la Grande-Loge symbolique Écossaise et la Grande-Loge de France. Constituée sous les auspices du Suprême Conseil, la Grande-Loge de France travaille toujours, nominale-ment, à la gloire du Grand Architecte de l'Univers, et un lien de vassalité lie toujours ses ateliers au Suprême Conseil. Cependant, les schismatiques se décident à rallier le berceau commun, avec l'espoir d'y faire prévaloir leur doctrine sur les deux points encore en litige. L'union est chose faite — à deux exceptions près — en août 1896. Mais les Frères de la Grande-Loge symbolique avaient trop présumé de leur influence : la maçonnerie française du Rite Écossais s'abrite toujours sous la garde du Grand Architecte de l'Univers. En revanche, le dernier lien de vassalité vis-à-vis du Suprême Conseil a été rompu en 1904. Cela n'a pas été sans heurts, sans mouvements réciproques d'humeur, sans périodes de tension, parfois assez vive. Le résultat fut atteint le jour où le Suprême Conseil renonça à délivrer les patentes aux Loges symboliques de la Grande-Loge de France (26 juillet 1904).

L'organisation actuelle du Rite Écossais. — A partir de ce moment le Suprême Conseil et la Grande-Loge forment

deux puissances distinctes, la première a seule l'administration des grades de 4 à 33 ; la seconde a *seule* juridiction sur les loges symboliques. Tandis qu'au Grand-Orient le Collège des rites, malgré ses prérogatives particulières, dont il tient fort à réserver les droits, est partie intégrante de l'obédience, *une* en ses divers conseils ; au Rite Écossais, comme le souligne fort bien Lantoine, la dualité persiste. Les Loges symboliques et les Hauts-Grades ont entre eux des relations fraternelles, mais non pas un lien. Une des conséquences — *a priori* les plus paradoxales — de cet état de choses est que la Grande-Loge de France peut entretenir des relations d'amitié avec des puissances que ne reconnaît pas le Suprême Conseil. C'est le cas, par exemple, pour le Grand-Orient, dont les Rose-Croix et les Kaddosch, sont — en droit, sinon toujours en fait — exclus des Chapitres et des Aérpages écossais ; alors qu'ils peuvent librement s'asseoir sur les colonnes des temples bleus de la Grande-Loge. En tout cas, au Rite Écossais, avec plus de prudence et d'opportunisme qu'au Rite Français, au début du xx^e siècle le principe démocratique a triomphé lui aussi, et le régime représentatif règle les relations du législatif et de l'exécutif. La formule métaphysique elle-même n'y est considérée que comme un symbole et le respect d'une tradition. On peut donc dire que dans toute la maçonnerie française l'unité s'est désormais faite, sinon entre les préférences sentimentales individuelles — et ce n'est bien souvent qu'une question d'initiation au début de la vie maçonnique — du moins sur les principes essentiels de rationalisme et de démocratie.

Le Centre des Amis. — La seule puissance maçonnique française qui demeure irréductible est née d'une Loge : le *Centre des Amis* qui appartient un moment au rite français, avant de se constituer en obédience autonome, sous le titre de *Grande-Loge Nationale indépendante et régulière pour la*

France et les Colonies. Elle se présente comme la rénovatrice du *Système écossais rectifié*, un des innombrables chapitres de Hauts-Grades qu'a connus le XVIII^e siècle. L'alliance, puis la fusion de cette puissance maçonnique avec le Grand-Orient, en faisait normalement une Loge de la juridiction de cette puissance. Elle s'y fit en effet affilier, peu après sa création, en mai 1911. Mais des conflits ne tardèrent pas à s'élever par suite du maintien, sur les planches du *Centre des Amis* de l'invocation au *Grand Architecte*. Au convent de 1913, le vénérable du *Centre des Amis* se plaignit que cette inscription autorisée par le G. O. ne lui fût pas maintenue pour le Chapitre qu'il voulait fonder. Débouté de sa réclamation par l'Assemblée, il faisait dissidence et fondait sa nouvelle obédience, à laquelle adhérait la *Française de Bordeaux*, que nous avons vue déjà plusieurs fois donnant de ces preuves d'indépendance. C'est une obédience confidentielle d'une quinzaine d'ateliers, à Paris, et dans les ports en relations étroites avec les Iles Britanniques. Sa principale originalité est d'être la seule puissance française symbolique officiellement reconnue par la Grande-Loge d'Angleterre, dont elle conserve du reste les pratiques évangélistes et notamment la présence de la Bible sur le plateau du vénérable.

La maçonnerie féminine. — Cette rapide revue de la maçonnerie française serait trop incomplète si nous ne disions un mot de la forme prise depuis l'avènement de la République par la maçonnerie d'adoption. Les Loges d'adoption, nombreuses sous le premier Empire, déclinaient déjà sous la Restauration. Elles n'apparaissent plus auprès des ateliers de la seconde République ni du second Empire, et le manuel de la maçonnerie d'adoption de Ragon (1860) n'a qu'un intérêt rétrospectif. Mais le mouvement contemporain, qui incline de plus en plus la femme vers son émancipation intellectuelle et sociale, ne pouvait guère ne pas avoir sa répercussion sur

la Franc-Maçonnerie française. La formule qui a été jusqu'ici adoptée est celle de l'obédience spéciale, de préférence à la Loge d'adoption. Le Rite Écossais possède cependant quelques-unes de ces dernières; des tentatives ont été faites aussi au Grand-Orient notamment à *Thémis*, à l'orient de *Caen*, sous le maillet du vénérable Nourry, en 1911-1912; mais ont vite cessé, faute de l'approbation du Conseil de l'Ordre et du Convent.

Le Droit Humain. — En revanche, s'est constituée une maçonnerie particulière dite le *Droit Humain*, et qui a déjà connu une dissidence : la *Grande-Loge Mixte*, de rayonnement très restreint. Le créateur du Rite mixte du *Droit Humain* fut le docteur *Georges Martin* qui sut vaincre de nombreux obstacles et mériter par sa ténacité enthousiaste les résultats désormais acquis. L'organisation du nouveau rite est assez proche de celle du Rite Écossais; comme celui-ci il comporte deux catégories distinctes d'organismes directeurs, un Suprême Conseil chargé de l'administration des Hauts-Grades et de la surveillance générale de l'Ordre, et une assemblée des Loges symboliques réunies dans un convent annuel, mais moins dégagées de l'autorité du Suprême Conseil que ne l'est, dans le rite masculin, la Grande-Loge Écossaise. Maçonnerie d'essence rationaliste et démocratique, le *Droit Humain* n'a pas accueilli la formule du Grand Architecte de l'Univers.

Les relations de l'obédience mixte avec les deux grandes obédiences françaises sont cordiales, mais assez ambiguës. La grande majorité des membres masculins appartient en effet à la maçonnerie régulière. La question se posait de savoir si leur adhésion à une maçonnerie tenue pour irrégulière les priverait de leurs droits maçonniques. Cet ostracisme prévalut un moment, et en 1909, le Convent du Grand-Orient mit ses membres appartenant à la fois aux deux obédiences

en demeure d'opter. A l'heure actuelle, au contraire, un large effort de conciliation a été fait. Depuis 1921, en effet, le Grand-Orient et le Droit Humain échangent des garants d'amitié ; et les frères du Droit Humain — mais non les sœurs — fussent-ils simplement initiés par cette puissance, ont le droit d'accès dans les temples du Rite Français. Le Rite Écossais continue à être en principe plus réservé, il ne peut en effet admettre les Maçons du Droit Humain, non membres en même temps d'une obédience régulière, qu'après les avoir régularisés, formalité accompagnée d'un léger droit de chancellerie. Enfin le Grand-Orient a maintenu (1927) la défense pour ses membres d'être simultanément officiers dignitaires au Rite Français et à tout autre rite. Une énergique intervention du t. Ill. fr. . . Siman, vénérable de Rodez, n'a pas convaincu l'assemblée de la nécessité d'un traitement de faveur, pour l'obédience mixte, dont ce frère se fait, annuellement, le vigoureux et éloquent défenseur. Le convent de 1931 a d'autre part dénoncé le concordat qui en réglait les relations avec le Droit Humain, et faisait obstacle à l'admission du G. . . O. . . dans la maçonnerie internationale. Il continue à y avoir relations de bon voisinage, mais il n'y a plus de traité.

BIBLIOGRAPHIE

Il y a toute une bibliothèque de pamphlets catholiques contre la Franc-Maçonnerie. On ne saurait les énumérer tous. Les trois volumes du P. DESCHAMPS, eux-mêmes très inspirés du P. BARUEL, suffiront à se faire une idée du genre. On trouvera un bon exposé d'ensemble sur ces brochures et leurs tendances dans R. MENNEVÉE, *l'Organisation antimaçonnique en France* (Paris, les documents politiques, 16, boulevard Montmartre, 1928). Voir aussi, à l'Assemblée générale de 1927, l'intervention du fr. . . NASSE, dénonçant le *Catéchisme du diocèse d'Agén*. Parmi les auteurs hostiles, mais précieux par leur sincérité, leur bonne foi absolue et leur remarquable documentation, les deux plus importants sont G. BORD, *Autour du Temple* et A. COCHIN, *Les Sociétés de pensée et la Révolution en Bretagne*. POUGET DE SAINT-ANDRÉ, *Les auteurs cachés de la Révolution* est... d'une candeur bien peu critique.

Sur les Rites Français et Écossais consulter les *Comptes rendus* annuels

de l'assemblée générale, et sur le Rite Écossais l'ouvrage de LANTOINE, auquel ce chapitre doit beaucoup.

Sur la Grande-Loge Symbolique : *Livre des procès-verbaux de la Grande-Loge symbolique Écossaise* (manuscrit de la Grande-Loge de France, A. 174).

Sur la Grande-Loge Nationale indépendante : Ed. DE RIBAUCCOURT, *Résumé de l'histoire du régime écossais rectifié*, in-8°, Paris.

Sur le Droit Humain : *Bulletin de la Franc-Maçonnerie mixte et Comptes rendus de l'assemblée générale* du G.°. O.°. de France, notamment en 1900, 1909, 1925, 1926, 1927.

TEXTES ET RÉCITS

I

UN PROGRAMME D'ACTION ANTIMAÇONNIQUE

Opposez irréductiblement au Franc-Maçon le franc-catholique, catholique militant sans doute, mais d'abord pratiquant, c'est-à-dire catholique pour soi avant de le paraître pour les autres ; les vrais soldats du Christ et de l'église sont les chrétiens complets ; les autres peuvent être anti-maçons ils ne seront jamais francs-catholiques. Formez ensuite, au grand jour, une organisation mondiale avec des groupements sélectionnés, sous la direction de comités peu nombreux, qui auront leurs congrès annuels à l'encontre des Convents maçonniques, des programmes d'action s'adaptant aux circonstances et aux hommes, des réunions régulières comme celles des Loges ; des questions à l'étude ; un plan de bataille bien concerté et rigoureusement appliqué à tous ses membres. Que ces centres francs-catholiques se servent, dans la mesure indiquée par les comités directeurs, des autres associations même simplement conservatrices, comme la Franc-Maçonnerie use de ses filiales ; la ligue de l'Enseignement, la Libre-Pensée et les autres...

Obtenez enfin que cette minorité de croyants, opposée à la poignée de Maçons qui mènent actuellement le monde, reste toujours une minorité combative, patiente, persévérante, décidée, elle aussi, lui fallut-il un siècle, à remplir l'univers reconquis d'idéal chrétien, de justice et de charité. Faites cela et la Franc-Maçonnerie, même encadrée du cortège des sociétés secrètes, même soutenue par les protestants, antipapistes, même gorgée de l'or des juifs, la Franc-Maçonnerie aura vécu...

C'est notre invincible conviction que nos ennemis seront seulement terrassés le jour où une organisation forte comme la leur, dégagée de la politique et supérieure aux partis, ambitieuse du bien comme la société secrète est insatiable du mal, se dressera devant eux, leur disputant pied à pied les conquêtes qu'ils ont faites, les biens qu'ils ont volés, les institutions qu'ils ont gangrenées, les âmes qu'ils ont aveu-
glées, la patrie qu'ils ont trahie, l'église qu'ils ont reniée...

JOUIN, *Revue internationale des sociétés secrètes*,
n° 1, janvier 1912, p. 28-29.

II

UNE CONSULTATION DU DIRECTEUR DU « SYMBOLISME » SUR L'INITIATION FÉMININE

Voyons en nos FF. et SS. des Loges mixtes non des profanes, mais des alliés animés du sincère désir de travailler comme nous au Grand-Œuvre du progrès humain.

Mais ces alliés doivent rester chez eux : ils peuvent nous recevoir, mais nous avons le regret de ne pouvoir les inviter à nos travaux rituels, à moins que ce ne soit en tenue blanche. Il ne faut pas que leur ambition aille plus loin, car ils ont le devoir de ne pas nous compromettre aux yeux des Maçons fidèles à la tradition qui exclut les femmes de la maçonnerie.

La maçonnerie mixte fait fausse route quand elle se maintient dans le sillage de la maçonnerie masculine, comme si elle voulait se raccrocher à elle. Son avenir est dans l'indépendance et dans la novation qui cherche librement sa voie, sans se borner à une servile imitation. Les Loges mixtes ont le tort de n'être qu'une copie des Loges masculines. Elles appliquent sans discernement aux femmes un rituel qui vise à développer la masculinité, alors que la culture de la féminité s'impose en tant qu'objet de l'initiation féminine.

La maçonnerie mixte doit marcher droit devant elle, décidée à s'adapter à sa mission, qui est d'initier à la fois l'homme et la femme. En ce qui concerne l'homme, le rituel classique donne pleine satisfaction, mais appliqué à la femme, ce rituel tourne au non-sens. Le féminisme bien compris exige un rituel féminin.

.

Ce programme n'a pas été, jusqu'ici, celui de la maçonnerie mixte, qui, dans sa hâte d'obtenir l'admission de la femme dans la Franc-Maçonnerie, ne s'est pas aperçue qu'elle ne l'y introduisait qu'en tant que faux-initié masculin. Vouloir faire tout ce que fait l'homme, procède d'un féminisme mal compris, qui oublie que les deux sexes n'ont ni les mêmes qualités, ni les mêmes défauts. Or, l'initiation masculine combat les défauts masculins, afin de pouvoir développer ensuite les vertus mâles. Elles ne saurait s'appliquer, tant bien que mal, qu'à des femmes masculinisées, détournées de l'idéal féminin. Ces femmes, qui ne le sont plus, ne rendront jamais au genre humain les services qu'il est en droit d'attendre des femmes supérieures en leur féminité, associées à des hommes supérieurs, eux aussi, en leur masculinité.

Deux initiations concordantes, mais distinctes, s'imposent donc.

(*Le Symbolisme*, janvier 1927, p. 19-22).

CHAPITRE III

La maçonnerie et la vie publique depuis 1875

Le statut juridique de la Franc-Maçonnerie française. — La maçonnerie et la politique : l'affaire des fiches. — La Franc-Maçonnerie et son rôle : l'étude des grands problèmes individuels et sociaux. — Caractères particuliers de l'action maçonnique.

RÉSUMÉ

A l'heure actuelle, la maçonnerie française n'est une société secrète que par son statut intérieur. Soumise aux lois du pays et acceptant leur contrôle, elle n'en a repoussé que les faveurs qui auraient aliéné sa liberté. Elle s'oppose ainsi, à la fois par son respect de la loi et par son existence avouée, aux congrégations religieuses qui n'admettent ni ce contrôle ni cette obéissance.

Mais devenue, par la suite naturelle de l'évolution démocratique, riche en hommes de gouvernement, la Franc-Maçonnerie française a pu être souvent accusée de bonne foi d'avoir fait de la politique entre 1890 et 1910 notamment. En 1904, la retentissante affaire des fiches l'a montrée documentant, avec une honnêteté incontestable, un ministre sur la mentalité civique de l'armée. Le but louable ainsi poursuivi, la violence des réactions hostiles qu'il suscita, les persécutions qui s'en suivirent ne sauraient empêcher qu'en agissant ainsi, l'ordre ne se soit écarté de son statut fondamental. Le tumulte soulevé

lui rendit en tout cas l'appréciable service de le ramener à une conception plus juste de son rôle dans l'État.

Celui-ci ne peut être que l'étude des grands problèmes individuels et sociaux. Quoi qu'on en ait pu dire, la Franc-Maçonnerie les aborde, non avec une vague idéologie sans assistance, mais avec le souci d'allier le réalisme le plus concret à la plus généreuse humanité.

Etudiés par des techniciens, en Loge, en congrès régionaux, au convent enfin, ces problèmes qui, tous, intéressent la démocratie et l'humanité offrent à la représentation nationale des solutions mûries, préparées par des compétences. Celle-ci demeure toujours libre de les accueillir ou de les rejeter. Comité consultatif de la République, la Franc-Maçonnerie n'exerce ni tyrannie ni dictature.

Le salut juridique de la Franc-Maçonnerie française.

— Le rôle joué dans la société contemporaine par la Franc-Maçonnerie soulève encore les plus âpres polémiques. Avant de l'envisager, avec toute la sérénité historique, il convient de dégager d'abord le statut juridique actuel de l'Ordre.

Bien souvent, l'expression de *société secrète* fait illusion aux profanes — et à de nombreux frères. Or, du point de vue juridique, la maçonnerie n'est pas une société secrète. Les préfectures connaissent — officiellement — l'existence des Loges, leurs lieux de réunion, leurs statuts, leur président. Les sièges sociaux sont également déclarés ; ni plus ni moins que pour une société de musique ou pour un club de pêcheurs à la ligne. Ce n'est qu'à l'intérieur des temples qu'une règle, qui n'est en rien contraire aux lois de la République, fait aux frères une obligation de silence sur les travaux poursuivis ; le secret est une affaire privée entre les membres du groupe ; il ne doit pas s'entendre au sens qu'il avait pour les Loges de carbonari de la Restauration par exemple, qui ;

non déclarées, en marge de la loi, essayaient de dérober à la police royale jusqu'au soupçon de leur existence.

Mais la Franc-Maçonnerie, en règle avec la loi, entend conserver vis-à-vis du Pouvoir toute l'indépendance compatible avec la législation actuelle. Elle ne lui demande nulle subvention, pour lui dénier tout droit de regard ; elle n'est plus *protégée* comme sous l'Empire ; elle entend être libre, et c'est ainsi qu'elle n'a jamais plus pensé depuis 1875 à se faire déclarer d'*utilité publique* ; même à des époques où cette reconnaissance lui aurait été sans difficulté concédée. Cependant, la Franc-Maçonnerie possède un certain nombre de biens : archives, bibliothèques, locaux, parfois même quelques fonds provenant de l'excédent des recettes et cotisations sur les dépenses pour frais de gestion. Pour gérer ces ressources, la loi ne peut admettre un corps anonyme. Il s'est donc créé des *sociétés civiles*, sortes de Conseils d'administration élus, qui sont responsables de la gestion matérielle des biens de l'Ordre ou de l'atelier ; et qui ont, pour ce faire, acquis *légalement la personnalité civile* en souscrivant les déclarations prévues par la loi.

Tel est le régime actuel. Rien n'y ressemble moins à une société mélodramatique de conspirateurs occultes, sapant dans l'ombre les bases de la morale et de la société. La Franc-Maçonnerie estime qu'elle a le droit de tenir secrètes ses délibérations ; de ne pas afficher sur la place publique le nom de ses membres ; de rechercher en famille la méthode la plus propre à améliorer le monde actuel. Ceux qui le lui reprochent avec le plus de véhémence sont ceux qui refusèrent, même par la force, de laisser inventorier des biens que l'État prétendait — à bon droit — connaître et taxer ; ceux dont les conciliabules s'entourent d'infiniment plus de mystère que ceux de la maçonnerie ; ceux qui, membres muets et interchangeables, prétendent continuer à se réunir sans se soumettre aux lois nationales.

Dans l'état actuel de la législation, la Franc-Maçonnerie française demeure donc indépendante des pouvoirs publics, dans les limites mêmes que la législation autorise. Elle n'est pas protégée... Théoriquement, elle n'est pas non plus surveillée. L'étude de son passé permet de faire sur ce point d'assez fortes réserves; la police a toujours aimé savoir ce qui se passe dans les milieux qui ne l'invitent pas; mystérieuse par essence, elle ne répugne point au mélodrame. Les loges doivent contenir encore pas mal d'indicateurs camouflés.

La Franc-Maçonnerie et la politique. — C'est que, pour beaucoup de gens, persiste l'idée, soigneusement entretenue, que la Franc-Maçonnerie est le moteur secret d'une certaine politique républicaine, dont les données essentielles se confondraient avec celles du radicalisme anticlérical. On a pu, sans peine, établir une identité de doctrine entre les principes qui généralement prévalurent aux convents de 1876 et 1877, et le discours fameux que prononça Gambetta en février 1876. Le leader de l'opposition à l'Ordre Moral y définissait ainsi le libéralisme : *« Par libéral, j'entends un homme acquis à la liberté de conscience sous toutes ses formes, respectueux de tous les cultes, professant pour toutes les religions une même estime extérieure, libre en son for intérieur de suivre telle ou telle religion ou de les décliner toutes, respectueux des ministres des divers cultes, aussi bien que des pratiques, qui, de près ou de loin, ressortent de l'exercice régulier d'une opinion religieuse, morale ou philosophique. Mais par libéral... j'entends aussi celui qui est disposé à ne pas tolérer qu'un clergé quelconque devienne dans l'État un parti politique, une faction politique, entrant en lutte avec d'autres partis politiques et voulant leur imposer un personnel, des actes, des desseins ou des calculs intérieurs ou extérieurs sur la marche de la politique du pays. »*

Cette attitude, la Franc-Maçonnerie française était décidée

elle-aussi à la suivre. Elle y était, pourrait-on dire, contrainte par sa constitution qui lui interdisait toute action politique. Pourtant, ses actes entre 1880 et 1910 ne répondirent pas toujours à ce qui demeurait la volonté générale de ses membres. On discerne assez bien les causes de cet oubli des principes : la véhémence des attaques engendra un esprit de riposte ; incessamment calomniés, les Francs-Maçons trouvèrent excessif de ne pas contraindre leurs adversaires au silence. Le pays, d'autre part, traversait des crises successives : Boulangisme, Panama, Affaire Dreyfus. A chaque fois, l'Église catholique s'y trouvait selon la formule même de Gambetta *en lutte avec d'autres partis politiques et voulant leur imposer* ses desseins. Depuis 1877, la Franc-Maçonnerie française ne croyait pas séparables la République et son propre idéal. Devant des attaques répétées, dont plusieurs mettaient le régime même en péril, les Francs-Maçons estimèrent que leur devoir civique était de mettre un frein à l'audace et à la multiplicité de ces attaques. Que ce fut leur droit de citoyens, ce n'est pas contestable. Que la Franc-Maçonnerie, *en corps*, ait eu ce même droit, c'est une autre affaire. La constitution interdit toute politique militante collective. Elle ne peut défendre aux Francs-Maçons d'agir individuellement, en conformité avec leurs principes. Mais où commence la politique militante, où finit le dogmatisme social ? La maçonnerie dénonça les dangers du cléricalisme et du nationalisme. Fit-elle ainsi de la politique ? Ceux qui, de bonne foi, l'en accusent, voient les résultats législatifs de ces dénonciations (lois sur les congrégations par exemple). Ceux qui l'en défendent font remarquer, avec la même bonne foi, que les Loges ou l'assemblée générale ne sont *pour rien* dans la rédaction et le vote de ces lois, et que chaque Franc-Maçon est toujours demeuré *libre* de son vote et de son parti. Les faits incontestables sont : d'une part, la présence simultanée à la tête de l'Ordre et au Parlement de poli-

ticiens radicaux dont l'action fut certaine; d'autre part, la similitude d'esprit entre la politique intérieure française et la doctrine maçonnique. Il ne faut pas trop s'en étonner. Le fait le plus constant qu'a peut-être mis en évidence cette étude, c'est la plasticité de la maçonnerie, presque invariablement opportuniste et gouvernementale. Recrutés parmi les éléments éclairés de la nation : ceux qui expriment l'opinion — ce qui est bien souvent une manière de la faire — les Francs-Maçons ne pouvaient guère être différents de ce qu'ils furent entre 1885 et 1910. On a fort abusé de cette similitude pour leur attribuer sur la vie du pays une influence qu'ils ne possédèrent jamais à ce point là.

L'affaire des fiches. — Mais un incident, exploité à fond, allait concrétiser cette soi-disant action occulte. En 1904, dans le pays tout vibrant encore de l'affaire Dreyfus, l'armée apparaissait à beaucoup — et non sans causes — comme capable d'un « pronunciamiento » destiné à renverser le régime au bénéfice de quelque dictateur. Le ministre André, soucieux de ne pas confier des postes d'autorité à des adversaires susceptibles de trahir l'ordre public qu'ils avaient mission de défendre, essayait de se documenter d'avance sur le loyalisme des chefs, appelés à des commandements. C'est alors qu'un capitaine de son état-major eut l'idée de demander au secrétariat du Grand-Orient de le renseigner sur l'attitude des postulants, en faisant établir par celui-ci des *fiches* de civisme sur chaque candidat à l'avancement. Attitude en droit indéfendable, non pas parce que le ministre n'avait pas le *devoir* de sauvegarder la République contre des menées factieuses, mais parce que le secrétariat du Grand-Orient n'avait pas le droit d'accomplir cette besogne. Le Conseil de l'Ordre qui couvrit le secrétaire général, le fr. . . *Vadecart*, n'avait pas été mis au courant. Selon l'expression du fr. . . Lafferre, « *seul, le bureau du Conseil de l'Ordre (avait) été*

consulté, et (avait) donné une autorisation verbale d'entretenir avec le délégué du ministre de la Guerre l'échange de communications qui était établi sous la responsabilité du président du Conseil de l'Ordre par le secrétaire général. » (Convent 1905, p. 24.)

Indéniablement, le bureau tombait ainsi sous le coup de la défense édictée par la Constitution de faire de la politique; puisqu'il servait de *collaborateur à un gouvernement déterminé* : l'affaire fut divulguée par le sieur *Bidegain*, secrétaire adjoint du Grand-Orient. La divulgation n'avait pas été gratuite. L'émotion soulevée fut considérable : interpellation ; vote de désaveu de la Chambre ; cri de pudeur alarmée de toute la droite, vitupérant le régime et le Grand-Orient, entreprise de délation organisée. Les conséquences ne répondirent pas à ce vacarme. Il était trop évident que le gouvernement avait le devoir de défendre l'État contre des serviteurs inquiétants et que de tout temps la police politique avait fourni des renseignements de cette nature. Les papiers de la Restauration abondent en notes de ce genre sur les officiers de la Grande-Armée. En 1915-1916, l'*Action-Française* fichera ainsi les officiers, avec cette circonstance, aggravante, que c'est en pleine guerre qu'elle comptait — la défaite aidant — réaliser par ce moyen un renversement du régime. L'affaire occupa toute la première journée du Convent de 1905 (lundi 18 septembre). Seul, le fr. *Weber* tenta, avec plus de courage que d'opportunité, de situer le débat sur le terrain juridique. La parfaite légitimité de l'attitude gouvernementale, l'honnêteté certaine des enquêteurs — et nul n'a réussi à démontrer que les renseignements ne correspondaient pas à la réalité des faits — n'excusaient pas la faute constitutionnelle : avoir oublié le *but* de l'institution, et transformé en office politique, même bien intentionné, une société qui ne peut être — statutairement — qu'un groupe de libres

recherches, indépendamment des parties et des variations de la politique du moment. Mais l'assemblée générale — dont plus d'un membre avait payé de persécutions effectives son dévouement maçonnique à la République — ne pouvait voir que la bonne intention poursuivie par les FF. . . en cause. Ils furent approuvés à l'unanimité moins trois voix.

Si donc nous pensons, avec Lantoine, que l'affaire au fond fut favorable à l'Ordre, ce n'est pas, comme il le dit, parce que le nombre des Maçons augmenta, mais bien parce que ce scandale montra le danger que courrait la maçonnerie à ne point respecter des principes et une doctrine presque deux fois centenaires.

L'intervention légitime : l'étude scientifique des grands problèmes individuels et sociaux. — Depuis ce moment, malgré les affirmations passionnées d'adversaires — qui ne sont du reste point tous convaincus de leurs propres accusations — aucun fait ne permet de dire que la maçonnerie française ait fait de la politique militante. Elle semble plus homogène que par le passé ; tous les Francs-Maçons des trois obédiences en rapports d'amitié appartiennent à ce que la politique appelle *la gauche*. Les nuances de doctrine ne sont pas telles qu'elles empêchent l'accord de régner entre tous les membres. A peine si, dans quelques villes importantes, où les ateliers sont nombreux, certaines Loges groupent plus volontiers tel parti, certaines autres tel autre. Cela n'amène nul désaccord grave. Au contraire, la confrontation des opinions y produit une activité individuelle utile, dont tout le monde bénéficie. Mais ce résultat n'a été atteint qu'au prix de quelque discipline intérieure. La Constitution a elle-même marqué les limites à observer. La maçonnerie se propose essentiellement de chercher à la fois tout ce qui rapproche les hommes en éliminant tout ce qui les divise, et tout ce qui apporte à la collectivité plus de bonheur, ou

moral, ou intellectuel, ou matériel. Ce n'est possible qu'en bannissant de la Loge les discussions, où les personnes sont en cause et non les principes. C'est ce que toute la maçonnerie a désormais compris.

De la même manière, les grands problèmes sociaux qui passionnent l'humanité, les grands courants d'idées qui déterminent pour ainsi dire l'allure intellectuelle d'une époque ne peuvent laisser indifférents des gens qui se targuent d'être de libres esprits.

Mais, contrairement au reproche fondamental que leur prodiguent leurs adversaires, les Francs-Maçons ne veulent pas être que des remueurs d'idées abstraites, se gargarisant avec des mots sonores, et dédaignant la réalité positive qui les environne. Sourions en passant de ce paradoxe. Ce sont les disciples du spiritualisme le plus mystique, qui reprochent ainsi, de bonne foi à ce qu'il semble, à des gens qu'ils tiennent par ailleurs pour des matérialistes primaires, de ne pas faire un fond assez solide sur la réalité des phénomènes !

En tout cas, ils ont tort. Rien ne ressemble moins à du verbiage que la méthode de travail de la maçonnerie contemporaine. Chaque année, les assemblées générales fixent trois questions à étudier pour l'année qui vient : deux d'ordre général, une d'ordre maçonnique. Et sur ce point le Rite Français ne mérite pas la réserve de Lantoiné, qui croit le Rite Écossais plus attaché au symbolisme de l'Ordre. Ces questions ont été adoptées par un vote de l'assemblée, après une discussion où chaque atelier a eu le pouvoir d'exposer celles qu'il voulait traiter. Elles représentent donc bien les trois questions qui offrent pour l'ordre le maximum d'intérêt ou d'urgence.

Le Conseil de l'Ordre rédige pour chacune d'elles un commentaire explicatif, et les envoie à l'étude des Loges. Chaque atelier a l'obligation de fournir un rapport sur les trois questions. Celui-ci est établi sur l'exposé d'un rapporteur, émana-

tion lui-même d'une commission, à la suite d'une discussion générale où les résolutions sont arrêtées en commun. Ces rapports réunis sont alors transmis au Congrès régional qui se tient chaque année au printemps. Nouvelle commission, nouvel examen, nouveau rapport, voté lui aussi après discussion et amendements. Le Conseil de l'Ordre reçoit la totalité de ces rapports (de Loges et de Congrès). Il nomme à son tour un de ses membres qui, après étude de ces dossiers considérables, y joint une note où il dégage les idées essentielles qui en découlent et signale les divergences les plus accusées. L'assemblée générale enfin élit, au début de ses travaux annuels, une commission plénière, qui désigne à son tour son président et son rapporteur ; et celui-ci vient à la tribune du convent faire connaître les conclusions du travail ainsi effectué. C'est la discussion finale, d'où sortent soit des vœux, soit des résolutions intérieures, soit des modifications constitutionnelles, soit enfin la nécessité d'une nouvelle mise à l'étude et d'un nouveau renvoi aux Loges.

Avec des différences infimes, la méthode est la même dans les trois obédiences. Si nous feuilletons à présent, à travers les comptes rendus annuels, le programme des questions ainsi étudiées, nous serons frappés par la variété et le concret des problèmes posés. L'étude des *problèmes coloniaux* a fait écarter des rapports définitifs toutes les déclamations de doctrine pure pour ne conserver que des suggestions pratiques où l'esprit d'équité s'allie le plus heureusement du monde à un sens aigu des réalités. Et les rapports retenus étaient faits par des gens qui ne parlaient pas pour ne rien dire. La question de l'enseignement *post et péri-scolaire* est sortie du domaine vague des discours parlementaires pour ne s'attacher à résoudre que les cas concrets : comment créer un patronage, comment le faire vivre, quels concours solliciter, quelles dispositions législatives amender, etc., etc... Presque tous les grands problèmes du temps ont été ainsi examinés

depuis que, la paix faite, le pays a repris sa stabilité : problèmes de défense nationale, problèmes d'enseignement, problèmes de production et de répartition des richesses, problème de la paix entre les hommes et entre les peuples. Sur tous ces points, des solutions ont été envisagées, elles ne représentaient pas sans doute une vérité absolue que nul, dans la maçonnerie, n'est assez naïf pour croire détenir tout seul ; mais elles offrent une série de solutions partielles, passées au crible d'une critique à trois degrés, et adoptées après une discussion aussi passionnée que courtoise, le plus souvent à une *quasi-unanimité*.

Caractères particuliers de l'action maçonnique. —

Que l'on ne dise pas non plus qu'elles sont dépourvues de force pratique, faute de moyens de contrainte et de mandataires qualifiés. La maçonnerie compte parmi ses membres nombre d'hommes qui ont été, sont ou pourront être des conseils du gouvernement. Elle se défend absolument d'empiéter sur leur liberté civique ; et leur laisse vis-à-vis d'elle une indépendance qu'ils mettent souvent très largement à profit. Mais un projet ainsi étudié présente au minimum une base de discussions d'une rare solidité. Le parlementaire qui en a suivi la genèse au cours de séances, non moins ardentes, mais plus courtoises, que celles du Parlement, ne peut guère qu'incliner vers son adoption. Il devient spontanément le défenseur de cette thèse, il bénéficie pour la soutenir des arguments même dont s'alimente la discussion en Loge, au congrès ou au convent. Comme bien souvent, nous l'avons vu, l'opinion moyenne de la maçonnerie coïncide avec l'opinion de la majorité éclairée, il a des chances très sérieuses de faire dominer son point de vue. Ratifié par les élus de la nation, le *projet* maçonnique est devenu une *loi* d'État. C'est le jeu même de la vie parlementaire. Ceux qui en dénoncent la tyrannie ne procèdent pas d'autre sorte. Si les uns et les

autres ne préparaient pas à l'avance la besogne de leurs mandataires, il n'y aurait aux assemblées qu'incohérence, confusion, impuissance. Tous le savent, mais beaucoup considèrent encore l'organisation d'autrui comme une atteinte insupportable à leur propre liberté. Il n'est donc ni juste, ni raisonnable de dénoncer dans la maçonnerie une dictature occulte de comités d'idéologues. Sélection de compétences variées, elle apporte à l'étude des problèmes contemporains — et surtout des plus nobles et des plus angoissants — une méthode de travail hiérarchisé, une discipline, une continuité qui donnent une force certaine aux solutions qu'elle préconise. Si celles-ci triomphent par la suite, ce n'est que par l'assentiment des majorités nationales. Comité consultatif de la République, la maçonnerie n'exerce ni tyrannie ni dictature. C'en est une preuve suffisante sans doute que l'hostilité féroce que marquent contre elle tous les régimes d'oppression.

BIBLIOGRAPHIE

SOURCES. — a) sur l'affaire des fiches : 1° *Journal Officiel* du 28 octobre 1904. Discours de M. Guyot de Villeneuve et débats ; 2° Jean BIDEgain, *Le Grand Orient en France, ses doctrines et ses actes*, librairie antisémite, 45, rue Vivienne, Paris, 1905 ; 3° *Compte rendu des travaux de l'Assemblée générale du G. O. (1905)*, p. 21-54 (Séance du 18 septembre 1905) ; 4° les journaux de l'époque (1904-1905) et notamment la *Libre-Parole*..., etc... ; b) sur le rôle actuel de la maçonnerie et sa méthode de travail, outre la très importante documentation antimaçonnique rapportée par R. MENNEVÉE (*op. cit.*), dont l'ouvrage est un instrument de travail indispensable consulter *Comptes rendus annuels de l'Assemblée générale* ; et notamment, 1926, le rapport sur l'Éducation et le recrutement maçonniques, et 1927, *Discours de clôture* du fr. Groussier ; aux archives du G. O. (secrétariat) ; le rapport sur la question coloniale du fr. Immarigeon, etc.

Les divers travaux et discours du fr. André Lebey, notamment celui prononcé en Val. de Paris, 16 septembre 1924 (in SAVOIRE et LEBEY, *Ateliers supérieurs du G. O. de France*, p. 75, 180).

TEXTES ET RÉCITS

TÉMOIGNAGES SUR L'AFFAIRE DES FICHES

I

Le point de vue du président du Conseil de l'Ordre

... Cette surveillance traditionnelle de ceux qui ont la charge de gérer les intérêts de l'État a toujours été une des obligations et une des préoccupations de la Franc-Maçonnerie et des Loges maçonniques. Il serait étrange qu'une grande Société comme la nôtre, qui encadre tous les comités politiques, qui comprend l'élite de la Nation, qui, par sa conscience, par sa probité a le droit de connaître et de savoir, se fut désintéressée, par je ne sais quelle timidité ou quelle pudeur mal comprise, de l'attitude politique de ceux que la République charge de la servir et qui sont le plus souvent, trop souvent encore, après trente-cinq ans de République, des serviteurs infidèles (*Applaudissements*)... Le droit pour une association de faire le dénombrement de ses amis et de ses adversaires n'est contesté par personne, la réaction elle-même ne le conteste pas, car elle aurait mauvaise grâce à appliquer cette méthode, à user légitimement de ce procédé si elle venait nous reprocher, à nous, républicains, de vouloir savoir où sont ceux sur lesquels la République peut compter et où sont ceux dont elle doit se défier et qu'elle doit écarter d'un geste large de sa puissante main (*Bravos*).

Ce qu'on nous reproche ce n'est pas d'avoir fait le dénombrement de nos amis et de nos adversaires, on nous reproche à nous, Association républicaine, d'avoir eu des relations avec le gouvernement de la République, ce qu'on nous reproche, au fond, ce que regrettent nos adversaires, c'est que

ce ne soient plus le père Dulac et la Congrégation qui aient régné en maîtres dans les bureaux du ministère de la Guerre, et qu'il se soit trouvé un ministre de la Guerre républicain et un gouvernement républicain pour reconnaître qu'ils pouvaient sans danger et sans reproche, ou plutôt avec avantage, s'appuyer sur l'élite de gauche et s'adresser aux Comités républicains, aux Loges maçonniques, aux représentants de la maçonnerie au Parlement pour savoir d'eux quels étaient les officiers républicains et quels étaient ceux dont la République devait se défier. Voilà le grand crime que nous avons commis, voilà le seul reproche que nous ayons encouru. Eh bien, ce reproche, nous nous en glorifions, nous nous en honorons ; nous n'avons accompli que notre devoir et nous avons usé de notre droit (*Vifs applaudissements.*)

(Assemblée générale, 1905, p. 22-23).

II

Le point de vue constitutionnel

... Le fr. . . Weber. Je considère que l'action du Conseil de l'Ordre a été irrégulière au point de vue des principes maçonniques qui nous dirigent, au point de vue de notre Constitution. Je demande dans quel article de la Constitution il est permis au président du Conseil de l'Ordre, en dehors de toute autorisation de l'Assemblée générale, en dehors de tout avis donné par la Fédération, d'organiser un système comme celui qui a été organisé au G. . . O. . . D'autres orateurs vous diront que lorsqu'il s'est agi d'organiser le système de l'office du travail, qui n'est qu'un bureau de placement, une œuvre de solidarité, il a fallu recourir à l'avis de toutes les Loges, et, aujourd'hui, pour nous mettre en péril devant le pays, il n'a pas fallu d'autorisation !

.....

Je considère, d'autre part, qu'un tel oubli, qu'un tel mépris de la loi maçonnique a été aussi un mépris de l'esprit maçonnique. Notre institution est une œuvre de philosophie républicaine et de solidarité humaine. Je me demande pourquoi on l'a méconnu à ce point, pourquoi on l'a oublié et pourquoi on a jeté la maçonnerie dans la tempête violente de la politique où elle n'a rien à faire, car la Franc-Maçonnerie — le fr. . . Lafferre le reconnaissait lui-même — n'est pas un parti, mais quelque chose de plus haut qu'un parti qui peut accueillir tous les partis pourvu qu'ils soient suffisamment avancés et sincèrement républicains.

(Assemblée générale, 1905, p. 47-48).

III

L'ordre du jour des FFr. . Imbert et Groussier (1)

L'Assemblée générale de 1905 déclarant qu'il ne lui convient pas de regarder le passé, pour établir tardivement des responsabilités et pour blâmer ou frapper des FFr. . qui n'ont agi qu'en vertu d'ordres reçus ;

Considérant qu'elle doit, par esprit de frat. . solidarité, prendre toute la responsabilité qui pèse sur quelques FFr. . seulement ;

Mais, estimant que ce n'est pas le rôle de la Franc-Maçonnerie de servir d'instrument complaisant au gouvernement en se substituant à un service public ;

Déclare qu'elle entend borner strictement son action à l'étude et à la recherche des moyens permettant l'amélioration matérielle et morale de l'humanité.

(Assemblée générale, 1905, p. 37).

(1) Cet ordre du jour ne fut pas soumis au vote de l'Assemblée.

CHAPITRE IV

Les espérances maçonniques de demain

Le rôle à jouer : un réveil de la spiritualité et de la conscience universelles. — Le problème de l'unité. — Les rapports internationaux. — Conclusion.

RÉSUMÉ

Depuis deux cents ans, la maçonnerie universelle et la maçonnerie française continuent d'exister, en demeurant, malgré d'inévitables vicissitudes de détail, semblables à ce qu'elles étaient aux premiers jours de leur existence. Leurs principes n'ont pas varié ; leur idéal demeure le même : le culte de l'esprit qui mène le monde ; le respect des lois du temps sans servilité et sans compromission ; une large fraternité humaine. Tant que ses buts ne seront pas pleinement réalisés, la maçonnerie conservera ses raisons d'être.

Pour y atteindre, deux résultats immédiats paraissent devoir être poursuivis tout d'abord : l'unité intérieure et la fraternité universelle.

Il n'est peut-être pas nécessaire de ramener à une seule les obédiences nationales auxquelles chaque Maçon tient pour des raisons sentimentales personnelles. Mais il faudrait du moins que les rapports soient absolument fraternels et que disparaisse l'antagonisme qui sépare encore le Suprême Conseil et le Grand Collège des Rites. Il semble nécessaire aussi que dans un temps, sans doute rapproché, le statut de la maçon-

nerie mixte soit revisé pour donner une solution plus nette au problème de l'entrée de la femme dans la maçonnerie française.

Dans le domaine international, les timides tentatives d'avant-guerre ont pris plus de vigueur depuis la conclusion de la paix. Depuis 1921, fonctionne une Association maçonnique internationale. Elle ne groupe malheureusement pas encore toutes les puissances maçonniques du monde. Mais elle a obtenu déjà des résultats appréciables, dont le dernier en date est l'adoption du Règlement international concernant la régularité et la territorialité (Paris, décembre 1927).

Ainsi, puissance spirituelle vieille déjà de deux cents ans, la maçonnerie française contemporaine apparaît comme aussi vivante qu'au premier jour, aussi jeune d'enthousiasme et d'espoirs, plus riche de réalisations ; à la mesure enfin du temps présent, comme elle le fut du temps passé.

La maçonnerie française et la spiritualité du monde moderne. — En achevant son riche et bel ouvrage, Lantoin conclut : « Une société (qui) traverse seule les siècles, parmi les orages qui ont fait éphémères toutes les autres œuvres des hommes... a en elle une vertu mystérieuse, ce que le poète appelle une musique intérieure. » Cette résistance de la Franc-Maçonnerie au temps, cette pérennité à travers deux cents ans de vie tourmentée est en effet un phénomène d'un attrait singulier pour une œuvre qui ne veut pas s'appuyer sur la pierre angulaire d'une Révélation divine. Un passé aussi long suppose une doctrine stable et permanente sous les variations d'interprétation que lui donnèrent ses adeptes successifs. Nous avons vu la Franc-Maçonnerie si souple dans ses rapports politiques, si ondoyante dans sa ligne de conduite vis-à-vis du Pouvoir, que certains peut-être ont pu perdre de vue la continuité sans défaillance de ce qui en demeure pourtant l'essentiel : la fidélité à un idéal humain, et indé-

pendant du moment et des efforts transitoires tentés pour le réaliser dans le monde profane. Cette indépendance n'est pas indifférence, il s'en faut, mais conviction qu'il ne faut *jamais* lier le développement d'une œuvre toute spirituelle aux modalités politiques d'une époque ou d'un régime.

Pour retrouver cet idéal permanent, qui anima les Francs-Maçons français de tous les rites en tous les temps, revenons donc aux constitutions d'Anderson ; à cette loi commune de la Franc-Maçonnerie universelle. Trois prescriptions en dominent le texte un peu solennel et confus ; la condamnation du matérialisme *stupid* ; le respect du pouvoir civil ; la fraternité des hommes. La Franc-Maçonnerie est demeurée fidèle à ce triple idéal ; la Franc-Maçonnerie du Grand-Orient, en renonçant à l'obligation de la croyance en Dieu, plus peut-être que toutes les autres. Chacun, disait en substance Anderson, est libre d'adorer Dieu, selon ses concepts propres. C'est, par l'élargissement rationnel de ce *maître-mot* de toute tolérance, que le convent de 1877 a supprimé une adhésion qui ne pouvait que gêner ceux qui, identifiant la nature au principe créateur, ne voulaient pas interposer un concept métaphysique, pour eux sans consistance, entre la matière créatrice et leur intelligence satisfaite. Reste que pour être des Maçons selon la lettre et selon l'esprit, ils doivent maintenir pourtant sans atteinte le respect intact en eux de cet esprit plus fort que la matière même, sans quoi ils n'auraient jamais pu parvenir à la connaissance de cette harmonie des énergies qui leur paraît tout le secret des créations. Nul maçon ne peut renier, sans renier le principe même de l'ordre, *le divin qu'il porte en lui* — ainsi qu'aurait dit Renan. Pour emprunter le mot d'un philosophe contemporain — trop ardent à confondre la ratiocination avec le raisonnement, et le jeu vide de la logique formelle avec l'activité de l'Esprit — la maçonnerie proclame toujours, beaucoup mieux que les néo-thomistes de Jacques Maritain, la *primauté du spirituel* ; c'est en

cela — en cela seulement mais c'est l'essentiel — qu'elle demeure indéfectiblement attachée à l'esprit des prescriptions d'Anderson. Dans le temps actuel, dont le malheur, selon le fr. . André Lebey *serait... que l'artificiel et le médiocre débordent le monde de partout, avec une puissance tellement accrue, du fait même de l'évolution économique mal maniée, que la vie intérieure traquée de toutes parts en devient quasi impossible* ; la maçonnerie doit à son passé comme à son rôle vivant d'être, comme il l'écrit encore, *la seule... organisation... qui, par delà la division des Églises, serait à même de tout sauver en ressuscitant les tronçons épars de la spiritualité d'Occident* (Paris-Phare, 8-4-28). Vers quelles fins convient-il d'orienter cet effort ? Là encore les constitutions primordiales n'autorisent nulle ambiguïté. La maçonnerie s'interdit tout ce qui divise et ne veut que ce qui rapproche les hommes. La politique ne saurait être de son ressort, puisque elle se doit de *rendre à César ce qui appartient à César* : c'est de vivre en paix avec la législation du pays. Si celui-ci la persécute, cela ne veut dire en aucune manière qu'elle doive obéir à ses injonctions. Société de pensée, elle ne saurait ignorer que celle-ci ne peut être prescrite, et que, comme l'a démontré excellemment Oswald Wirth, il suffit de trois Maçons, rassemblés n'importe où, avec le désir qu'en eux survive l'idéal de l'ordre et que par eux la Loge soit en esprit *juste et parfaite*, pour que la maçonnerie continue, insaisissable et présente. Ce respect dû à César, c'est l'obéissance à la loi commune. Il y a eu trop d'époques où il se mua en recherche de la protection du César. C'était une atteinte aux Constitutions que sanctionna automatiquement, pour ainsi dire, une déchéance spirituelle.

C'est donc à la réalisation du troisième point : la fraternité des hommes, que doit tendre à l'heure présente tout l'effort de la maçonnerie. Jamais peut-être la besogne ne fut plus urgente ; et le but n'a paru plus lointain. La maçonnerie

sur ce point n'est pas plus avancée qu'elle ne l'était en 1737, quand Ramsay préconisait déjà la fraternité des peuples, dans le cadre des nations. C'est encore sa besogne de demain. Dans un monde dont le matérialisme économique tend à faire de plus en plus une âpre mêlée d'appétits, il ne suffit pas, pour organiser la paix, de démontrer que l'intérêt de tous est de tirer pacifiquement du voisin ce qui est un élément même de l'amélioration de notre propre sort. Il faut encore entretenir — ou créer — cette idée que ce n'est que par la fraternisation des esprits que se crée un état d'âme fraternel. C'est une entreprise spirituelle au premier chef ; c'est par là même une entreprise doublement maçonnique. Et tel est bien, à ce qu'il semble en dernière analyse, le rôle marqué à l'ordre pour demain : aider par le rapprochement de tous les esprits libres et de tous les cœurs de bonne volonté ce désarmement de la planète qui, au lendemain de cinq ans de guerre, vibre encore d'une fièvre de combats.

L'Unité de la maçonnerie française. — Ne serait-il pas nécessaire dès lors de réaliser d'abord cette paix à l'intérieur de la maçonnerie française ? L'excellent Maçon qu'est Lantoin ne le trouve ni nécessaire ni souhaitable ; parce que les luttes sont fraternelles, et que les armes même lui semblent émoussées. Nous voudrions partager cet optimisme. Il ne nous semble pas concluant. Nous comprenons certes toute l'affection filiale qui attache un Franc-Maçon à la Loge qui l'initia, à l'obédience qui le guida au seuil de sa vie maçonnique. Nous ne trouvons ni nécessaires, ni souhaitables les petites âcretés qui, dans cette confrontation des rites, dressent les uns contre les autres des frères dont l'unité de doctrine est absolument parfaite.

Les derniers événements nous affligent, beaucoup plus qu'ils ne l'attristent. Le plus pénible nous paraît être la rupture des relations du Grand Collège des Rites avec le

Suprême Conseil du Rite Écossais. Pas plus que lui nous n'entendons rouvrir le débat. Avec la même netteté que lui, nous dirons que *tout* : l'ancienneté des contrats passés entre le Grand-Orient et les puissances écossaises autochtones, la fragilité des titres de Grasse-Tilly, le concordat de 1804, le ralliement de 1813, les faux Pyron, renforcent en nous la certitude que — en droit comme en fait — le Grand-Orient a raison. Mais l'essentiel n'est-il pas que ce débat ait rallumé de vieilles querelles, et que, sous la diplomatie courtoisie des formules, des sentiments se soient fait jour qui n'avaient rien de maçonnique. Que si chacun, sûr de son droit, reste chez lui ; du moins que l'aménité préside à des relations qui ne doivent être que fraternelles. Ainsi les frères d'une même famille, ayant créé chacun son foyer, ne continuent pas moins à se visiter avec tendresse, sans abdiquer pour autant ni leur unité familiale, ni leur personnalité domestique. Nous dirons seulement que si une brouille est survenue entre ces frères, si destinés à bien s'entendre, le cadet n'a pas raison de reprocher à son aîné les efforts que celui-ci, plus raisonnable, fait pour rétablir l'union ; et qu'en interprétant comme un désaveu ce qui n'est qu'un premier pas, il risque de prolonger une mésintelligence dont tous souffrent alentour d'eux.

Fondre les rites n'est peut-être pas possible — actuellement. Ce qui s'impose — et tout de suite — c'est en tout cas le rétablissement d'une fraternité véritable qui ne s'arrête pas entre les colonnes des Loges bleues. C'est la volonté commune de l'immense majorité des maçons français, telle qu'elle apparaît avec une force reconfortante dans les résolutions du convent du G. . . O. . . de septembre 1932.

Autre problème de l'heure. La femme viendra-t-elle à la maçonnerie autrement que par la porte basse d'une obédience « irrégulière » et reconnue avec toutes sortes de réticences ? Ici encore, il faut se garder de vaticiner. Dans un exposé historique, il n'est pas possible de ne pas souligner que le problème est actuellement posé. Les arguments pour

l'admission invoquent d'abord l'exemple du passé où les Loges d'adoption fonctionnèrent de 1740 à 1850 sans autre interruption que le grand sommeil révolutionnaire. Ils arguent ensuite de la situation particulière du temps présent. La femme, chaque jour émancipée davantage, fait les mêmes études que l'homme, résout les mêmes problèmes, gagne sa vie de la même manière, dans les mêmes milieux. Ne lui accorder qu'une lumière restreinte, la tenir à l'écart de l'initiation régulière, n'est-ce pas une injustice, doublée d'une faute : les chances encourues de la rejeter vers l'adversaire ?

Les traditionalistes répondent que *jamais* l'initiation féminine n'a été la même que celle de l'homme ; que les Loges d'adoption n'ont point que d'heureux souvenirs à leur actif ; que la maçonnerie mixte doit d'abord faire ses preuves avant de recevoir un plein droit d'existence. Toujours les Loges du passé conservèrent leurs tenues masculines fermées aux SS. . . , qui n'en avaient point de privées. La situation est exactement la même ; il n'y a pas de bonnes raisons pour la modifier. Ils ajoutent que les raisons psychologiques mises en avant par les vieux auteurs maçonniques du XVIII^e siècle ne leur semblent point avoir, en vieillissant, perdu de leur valeur. Ce n'est point, disaient déjà ces poètes légers et galants, par défiance contre elles, mais contre eux-mêmes, que les hommes leur ferment la porte. Ils croient en leurs vertus, en leur discrétion, en leur héroïsme. Ils se savent faibles devant la beauté. Quels conflits — il y en eut — ne seraient pas à redouter entre membres divisés d'une Loge, qu'une sœur trop désirable aurait déviés de leur calme sagesse ? Là encore c'est un problème de demain. Le fait notable est que désormais sa solution se pose à peu près à chaque assemblée générale ; et que le rôle de la femme dans la maçonnerie soit devenu un de ces grands débats d'idées qui, débordant même l'enceinte des convents, affronte à l'heure présente la discussion de la place publique (tournée de conférences de Mme Alice Jouenne au printemps de 1928).

Les rapports internationaux. — Du moins une fraternité

effective règne-t-elle en esprit entre tous les Maçons français. C'est ce sentiment fondamental de la Franc-Maçonnerie que les dirigeants du Grand-Orient et de la Grande-Loge souhaiteraient voir s'étendre à l'universalité des Maçons. La guerre, en soulignant la faiblesse de la fraternité humaine, n'a que mieux marqué la nécessité de ce rapprochement. A l'heure actuelle cette union de tous les Maçons est loin d'être réalisée.

Dans les Hauts-Grades, que la Constitution de Lausanne continue à régir, le Grand Collège des Rites est considéré comme une puissance schismatique, avec laquelle les Suprêmes Conseils n'entendent avoir aucun rapport. Et le Suprême Conseil de France ne fait aucun effort pour faire cesser cet ostracisme. Ce n'est point du tout, quoi qu'en pense Lantoine, parce que les ateliers supérieurs du Grand-Orient *végètent* et ne *vivent pas*. Malgré des conditions rigoureusement observées de stage et de recrutement, les Chapitres et les aréopages du Rite Français ne le cèdent pas en lumières à ceux du Rite Écossais. Ils l'emportent naturellement en nombre, puisque leur recrutement peut s'exercer sur environ quatre fois plus de membres — 30.000 Maçons environ du Rite Français, et 8.000 au Rite Écossais, d'après les chiffres de Bernard Wellhoff, un des anciens présidents de la Grande-Loge. Mais cette prospérité même rend difficile une union qui risquerait d'être l'absorption des moins nombreux. Un autre obstacle est la renonciation du G. . . O. . . à l'obligation du Grand Architecte. Fidèles à la lettre des Landmark, les Loges et les conseils brianniques n'accepteraient pas en effet une puissance, considérée par eux comme athée. Ainsi c'est, pour les ateliers des Hauts-Grades, une impasse dont il semble pour l'instant bien difficile de sortir. En 1926-1927 encore, des négociations menées par les ffr. . . Brenier et Lebey se sont, dès l'origine, heurtées à cette condition *sine qua non*. L'immense majorité des Maçons français a su gré à ses deux mandataires d'avoir sauvegardé le principe de sa liberté de

conscience, même par le sacrifice d'une désirable et féconde unité (Convent de 1927).

Dans la maçonnerie symbolique la situation est encourageante. Dès 1904, un rapprochement s'ébauchait entre les Loges françaises et allemandes. La guerre vint tout remettre en question. Mais un embryon de fraternité universelle a commencé à se créer de nouveau : c'est l'*Association maçonnique internationale* ; constituée à Genève le 23 octobre 1921, par la réunion des puissances suivantes : France, Belgique, Bulgarie, Espagne, Italie, Pays-Bas, Portugal, Suisse et Turquie, et par des associations maçonniques d'Autriche et des États-Unis (New-York) qui ne représentaient pas pour ces dernières l'unanimité des Maçons réguliers de leurs nations. On voit tout de suite combien cette association est déficitaire encore. Les Loges anglo-saxonnes s'en écartent, « splendidement isolées » à l'abri du Landmark biblique. Les Loges d'Allemagne n'y figurent pas, sauf le Soleil Levant de Nuremberg qui ne peut y être régulièrement admis. Depuis, des dissidences ont encore affaibli l'association ; la maçonnerie des Pays-Bas a soulevé des querelles de doctrine qui ont provoqué une fêlure, qui pourrait être l'origine d'une scission... et de la ruine. L'Allemagne demeure en défiance, et les pourparlers menés entre la France et elle-même au cours des dernières années n'ont abouti qu'à souligner la persistance d'orgueils nationaux encore à vif et que la fraternité maçonnique n'a pas suffi à désarmer. Le convent international de 1927, s'il n'a pas calmé toutes ces susceptibilités, a du moins marqué plus qu'une détente. Un statut a été adopté pour régler la *Régularité* et la *Territorialité* des obédiences. C'est un résultat qui permet d'envisager avec plus de confiance l'avenir.

Conclusion. — A l'heure actuelle, la maçonnerie française compte à peu près exactement deux siècles d'existence. Le

nombre de ses adeptes atteint environ quarante mille. Il n'y a aucune autre société, d'origine proclamée purement humaine, qui puisse offrir un pareil exemple de longévité. Il n'y en a pas non plus qui puisse présenter une plus parfaite fidélité à ses principes. Au cours de cette étude qui n'a prétendu être qu'*historique*, nous n'avons dissimulé aucune faiblesse, aucune tare. Il est certain que la direction de la maçonnerie a été bien souvent inférieure à son idéal dogmatique. Pour parler net, de 1797 à 1877, pendant quatre-vingts années, les chefs l'ont inclinée, dans un désir excessif d'honneurs et de tranquillité, à la servitude et à la passivité. Malgré tout, et malgré eux, de génération en génération, les Maçons ont continué à être identiques à eux-mêmes. Même en se laissant subjuguer, la maçonnerie française n'a pas cessé de se croire rationaliste, tolérante, fraternelle. Une chaîne ininterrompue relie ainsi les Maçons de 1928 aux Maçons du Louis d'Argent de 1728 ; les *libertins* sont devenus des penseurs libres ; le respect d'autrui et de soi-même, proclamé par Anderson, permet à A. Lebey d'écrire : « *Prenez nos discours, nos livres — mêmes les miens — et vous y verrez que notre humanisme sur le terrain lavé, déblayé, laissant place à l'entière indépendance de tous les cultes, quels qu'ils soient, aide peut-être plus qu'il ne voulait jusqu'alors s'en rendre compte votre christianisme libéré (Paris-Phare, 8-4-28)* » ; l'amour fraternel de l'humanité dans les cadres des nations, c'est la « philanthropie », chère à Ramsay, et les termes peuvent être de lui aussi bien que du t. III. f. . . Groussier. Est-ce à dire que la maçonnerie n'a pas changé ? Qui ne varie pas en un monde en évolution perpétuelle est voué à l'ankylose et à la mort. La maçonnerie a évolué. Constante en ses principes, elle a accommodé leurs effets au permanent devenir d'une pensée qu'elle contribuait à créer. Dans ce monde d'éphémères elle offre ce rassurant spectacle d'une *Société de pensée* aussi vivante qu'au premier jour — après

Deux cents ans ! — aussi jeune d'enthousiasmes et d'espoirs ; plus riche de réalisations ; à la mesure enfin du temps présent, comme elle le fut du temps passé.

BIBLIOGRAPHIE

Cette partie de l'histoire maçonnique se fait chaque jour. Il n'existe naturellement aucun ouvrage d'ensemble. Les sources doivent en être recherchées :

- 1° Dans les *Comptes rendus des Assemblées générales* de 1910 à 1932 ;
- 2° Dans le *Bulletin de l'Association maçonnique internationale*, depuis 1921 ;
- 3° Dans les *Bulletins trimestriels*, du Grand-Orient et de la Grande-Loge.

On trouvera des textes dans le Livre de SAVOIRE et LEBEY sur les Hauts-Grades déjà cités.

Voir aussi, dans l'*Acacia* de février-mars 1928, le très intéressant article de BERNARDIN sur l'*Historique des Manifestations maçonniques Internat.* . . Les discours des ff. . . Brenier et Groussier, aux convents de 1926-1927, méritent aussi une attention particulière. De même que les travaux publiés en supplément de l'*Acacia* sous le titre de *Sous le Triangle*.

TEXTES ET RÉCITS

I

LA DIFFÉRENCE NÉCESSAIRE DES OBÉDIENCES

Nos principes ne sont pas tous identiques à ceux qui guident les Fédérations d'autres pays ; et, dans la poursuite de notre action, nous sommes mûs parfois par les défauts de notre race en même temps que par ses vertus, mais pense-t-on que seuls nous soyons imparfaits ?

Les peuples ont subi diversement la dure formation du

passé ; tous sont façonnés par le sol qui les nourrit et dans le sein duquel reposent leurs ancêtres ; tous évoluent, entraîné par les oscillations lentes ou brutales qui constituent la trame de leur histoire.

Par leur agitation passionnée, les luttes religieuses, politiques ou sociales les ont souvent meurtris et toujours marqués de leur forte empreinte.

Comment les obédiences créées dans ces milieux différents pourraient-elles complètement se ressembler ?

Et si nous considérons que nos pensées, nos esprits déjà rattachés par tant de fibres à nos traditions nationales se moulent dans des langues profondément distinctes par leur structure, peut-on s'étonner des divergences qui parfois surgissent entre nous ?

Le désir profond qui nous anime tous d'accomplir la haute mission réservée à la Franc-Maçonnerie, puisse-t-il nous aider à nous mieux comprendre en rapprochant nos cœurs ! (*Applaudissements.*)

Fr... A. GROUSSIER,
(discours de clôture du Convent de 1927).
(p. 4 et 5.)

II

VERS UNE FRATERNITÉ MAÇONNIQUE UNIVERSELLE

V V... M M...

Je me suis efforcé d'exprimer nos aspirations et nos idées, de préciser nos tendances, de définir notre action.

Mon travail s'achève. Aidera-t-il à nous faire mieux connaître ? Parviendra-t-on à nous comprendre ?

Quoi qu'il en soit, pour répondre à nos plus graves pré-

occupations, au nom du G. . . O. . . D. . . F. . ., dont vous êtes les dignes représentants, je veux tendre une main fraternelle à toutes les obédiences du Monde.

Verrons-nous quelques-unes d'entre elles la laisser retomber sans la prendre ? (*Applaudissements.*)

Ah ! si nous restons divisés, nous, Maçons, qui nous efforçons d'être les meilleurs parmi les hommes, comment les nations pourront-elles réussir à s'étendre ?

Démontrerons-nous, par notre triste exemple, que la paix ne peut pas régner entre les humains et qu'ils sont voués à la guerre de plus en plus meurtrière, à l'horrible lutte fratricide jusqu'à l'extermination des derniers d'entre eux ?

Si de nouveaux conflits surgissent, le sang jaillira-t-il jusque sur nos Colonnes ? Éteindra-t-il la Lumière du Temple ?

Nous, nous aussi ! Atteints, souillés par l'atroce responsabilité du carnage !

Non ! Non ! C'est impossible.

Que nos cœurs forcent nos mains à se chercher !

Dès maintenant, sans distinction de races, ni de croyances, allègrement, formons la Chaîne d'Union universelle.

Fr. . . A. GROUSSIÉ,
(discours de clôture du Convent de 1927).

III

LES STATUTS DE L'A. . . M. . . I. . . CONCERNANT LA RÉGULARITÉ ET LA TERRITORIALITÉ

ARTICLE PREMIER. — Chacune des obédiences adhérentes à l'A. . . M. . . I. . . s'interdit de créer des Loges sur des territoires soumis à la juridiction d'une autre de ses obédiences.

ARTICLE 2. — Elle s'interdit de même toute création de Loges sur un territoire soumis à une obédience non adhérente, mais reconnue régulière, à moins que cette Loge ne soit exclusivement composée de FF. . . d'une nationalité étrangère au pays où elle s'est créée et auxquels l'entrée des Loges nationales serait refusée.

ARTICLE 3. — Dans un pays où existe déjà une puissance nationale régulière membre de l'A. . . M. . . I. . ., une autre obédience ne peut plus être fondée sans le consentement de cette obédience ; si ce consentement n'est pas obtenu, la nouvelle obédience ne pourra pas être admise dans l'A. . . M. . . I. . .

ARTICLE 4. — Les colonies et protectorats font partie du territoire du pays dont elles dépendent.

Les pays sous mandats constituent une situation provisoire qui reste réservée.

ARTICLE 5. — Les situations acquises antérieurement au Convent de 1927 sont respectées. Toutefois l'A. . . M. . . I. . . recommande aux puissances maçonniques intéressées de faire tous leurs efforts pour arriver le plus rapidement possible à l'unité nationale.

A ces fins, chaque obédience nationale acceptera dans son sein les Loges étrangères qui, se trouvant dans les limites de son territoire, exprimeraient le désir de se placer sous sa juridiction. Réciproquement, aucune obédience ne pourra s'opposer au passage sous l'obédience du pays où elles travaillent, des Loges qui, jusque-là, lui étaient rattachées.

ARTICLE 6. — L'A. . . M. . . I. . . recommande à toute Puissance de s'abstenir de l'admission dans l'Ordre d'un profane résidant dans un autre pays, qu'il soit ou non sujet de ce pays.

L'A. . . M. . . I. . . recommande de ne faire exception à cette règle que du consentement de la puissance maçonnique du pays d'origine. Il pourra encore être dérogé à cette

règle malgré l'opposition de la Puissance du pays d'origine, lorsque cette opposition se basera sur des raisons politiques, philosophiques ou ethniques non compatibles avec la large fraternité qui est à la base de la Franc-Maçonnerie.

ARTICLE 7. — Tous les différends qui naîtraient de l'application des dispositions qui précèdent seront *de plano* soumis au Comité consultatif de l'A. . . M. . . I. . . et les puissances maçonniques adhérentes s'engagent à se soumettre à la décision de ce Comité.

(Statuts adoptés par le Convent
de l'Association maçonnique internationale,
tenu à Paris les 27, 28 et 29 décembre 1927).

Octobre 1927, avril 1929.

TABLE DES MATIÈRES

PRÉFACE de la Deuxième Edition.....	III
AVANT-PROPOS.....	VII

PREMIÈRE PARTIE

Les origines (1721-1772).....	I
CHAPITRE PREMIER. — <i>Les premières Loges de France.</i> La légende et l'histoire. — Les Loges anglaises en France. — Les influences probables. — Les progrès de la maçonnerie en France de 1721 à 1730.	3
CHAPITRE II. — <i>Les premiers efforts d'unité de la maçonnerie française (1737-1743).....</i>	21
Le discours du chevalier de Ramsay (1737). — La Grande-Maîtrise de Louis de Pardaillan de Gondrin, duc d'Antin.	
CHAPITRE III. — <i>Les difficultés intérieures sous la maîtrise du comte de Clermont (1743-1771).....</i>	36
L'anarchie dogmatique : les Hauts-Grades. — L'anarchie administrative : l'insuffisance du Grand-Maître. — Les conséquences de cette double désagrégation.	
CHAPITRE IV. — <i>La naissance du Grand-Orient (1771-1773).....</i>	55
L'activité maçonnique française pendant le sommeil de la Grande-Loge. — Du réveil de la G. . . L. . . à la naissance du G. . . O. . . A la recherche d'un Grand-Maître. — Les projets d'union et de réorganisation (1771-1772). — La Constituante de 1773.	

DEUXIÈME PARTIE

La difficile unité (1772-1799).....	81
CHAPITRE PREMIER.....	83
La réorganisation administrative de la Franc-Maçonnerie française. — La situation en mai 1773. — Résistances et dissidences. — La nouvelle Constitution. — La doctrine philosophique de la maçonnerie régénérée.	
CHAPITRE II. — <i>L'Union du Grand-Orient et des Hauts-Grades</i>	99
L'inextricable fouillis écossais. — La communauté du Grand-Maitre. — Les différentes réunions au Grand-Orient de 1773 à 1789.	
CHAPITRE III. — <i>Le Grand-Orient et l'unité des Loges bleues</i>.....	111
La Grande-Loge et le Grand-Orient de 1774 à 1789. — Les progrès du Grand-Orient. — Les acquiescements et les résistances individuelles à l'effort d'unité. — Les organismes particuliers; Loges militaires; Loges d'adoption; Loges féminines.	
CHAPITRE IV. — <i>La Franc-Maçonnerie française et la Révolution</i>.....	124
L'état matériel et philosophique de la maçonnerie à la veille de la Révolution. — La Franc-Maçonnerie pendant la Révolution. — De 1789 à 1791; la dislocation de l'Unité maçonnique. — De 1792 à 1795; le sommeil inquiet de l'Ordre. — De 1795 à 1799; le lent réveil. — L'Unité reconstituée.	

TROISIÈME PARTIE

Dans l'ombre de l'autorité (1799-1877).....	145
CHAPITRE PREMIER. — <i>La maçonnerie et l'Empire</i>...	147
La domestication et la militarisation de l'Ordre unifié. — Reprise de la dissidence avec le Rite Écossais; l'affaire de la patente Morin et du frère Pyron. — La fin de l'Empire; la police dans les Loges.	

CHAPITRE II. — <i>La maçonnerie au cours de la Restauration</i>	164
Attitude indécise du Pouvoir vis-à-vis de la maçonnerie au début de la Restauration. — La transformation intérieure de l'Ordre : le Grand-Orient, seul toléré par la Restauration. — Les rites dissidents : le Rite de Misraïm et son rôle. — Apparition d'une maçonnerie politique orientée vers des fins secrètes. — Le projet de Constitution de 1826.	
CHAPITRE III. — <i>L'entrée active de la maçonnerie française dans la politique sociale</i>	178
Le Grand-Orient, les Loges et l'opinion au lendemain de la Révolution de juillet. — Les obédiences dissidentes et leur rôle. — La maçonnerie et les pouvoirs publics.	
CHAPITRE IV. — <i>Un retour en arrière : introduction du dogme dans la constitution de l'Ordre</i>	194
La situation des Loges après les journées de février. — La scission de la maçonnerie : la Grande-Loge Nationale et le problème du Grand Architecte. — Le triomphe momentané des traditionalistes.	
CHAPITRE V. — <i>Les dernières années de servitude (1852-1870)</i>	203
La Franc-Maçonnerie et l'opposition républicaine à l'Empire. — Le retour à la tradition militaire ; l'empereur nomme le Grand-Maître. — La suppression du Suprême Conseil, rôle joué en cette affaire par le Grand-Orient de France. — L'évolution dogmatique et les résistances à la déclaration spiritualiste de l'article premier de la Constitution de 1849. — La Franc-Maçonnerie française en 1870.	

QUATRIÈME PARTIE

La Franc-Maçonnerie contemporaine (1870-1929).....	219
CHAPITRE PREMIER. — <i>L'Émancipation du Grand-Orient</i>	221
La Constitution de 1871. — La persécution sous l'ordre moral — Caractère démocratique et nationaliste du rite	

français entre 1871 et 1877. — Les convents de 1876 et de 1877, et la question du Grand Architecte. — Conséquences de l'attitude adoptée par la maçonnerie française.

CHAPITRE II. — *L'Évolution dogmatique de la Franc-Maçonnerie française sous la troisième République*.....

237

Progrès matériels du Grand-Orient. — La lutte avec l'Église catholique et son intérêt pour la prospérité de l'Ordre. — L'évolution démocratique de la maçonnerie écossaise : la résistance du Suprême Conseil. — La Grande-Loge symbolique écossaise ; la Grande-Loge de France. — La femme et la Franc-Maçonnerie : les Loges d'adoption du Rite Écossais ; l'obédience mixte du Droit humain.

CHAPITRE III. — *La maçonnerie et la vie publique depuis 1875*.....

251

Le statut juridique de la Franc-Maçonnerie française. — La maçonnerie et la politique : l'affaire des fiches. — La Franc-Maçonnerie et son rôle : l'étude des grands problèmes individuels et sociaux. — Caractères particuliers de l'action maçonnique.

CHAPITRE IV. — *Les espérances maçonniques de demain*.

266

Le rôle à jouer : un réveil de la spiritualité et de la conscience universelle. — Le problème de l'unité. — Les rapports internationaux. — Conclusion.

Impression photographique
des
Presses Universitaires de France
Paris.

LES PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

COOPÉRATIVE D'IMPRESSION, D'ÉDITION, DE LIBRAIRIE,
DE PAPETERIE, DE CINÉMA DANS L'ENSEIGNEMENT.

49, Boulevard Saint-Michel — PARIS (V)

LES PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

SONT CONSTITUÉES SOUS LA FORME COOPÉRATIVE.

Elles appartiennent aux milliers de
Savants et d'Universitaires qui leur ont
apporté leur adhésion.

Elles sont uniquement au service de
la science et de la culture française.

*Créées en 1922, elles ont déjà accompli une œuvre impor-
tante que vous pouvez connaître en demandant leur notice.*

POUR QU'ELLES PUISSENT RÉALISER TOUT LEUR PROGRAMME

Et donner à la production littéraire,
scientifique et pédagogique française un
puissant élan, il faut que tous ceux qui
s'intéressent au développement de notre
culture leur apportent leur concours.

**ELLES DISPOSERONT AINSI D'UNE FORCE MORALE ET
D'UNE PUISSANCE ÉCONOMIQUE IMPORTANTE
UNIQUEMENT CONSACRÉES AUX BUTS LES PLUS ÉLEVÉS
ET LES PLUS DÉSINTÉRESSÉS.**

Pour adhérer aux Presses Universitaires de France il suffit de souscrire
une action de cent francs et d'en verser un quart.

LES PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE
49, boulevard Saint-Michel (place de la Sorbonne), PARIS (V^e)

**DICTIONNAIRE
ETYMOLOGIQUE
DE LA
LANGUE FRANÇAISE**

par

Oscar BLOCH

Directeur d'études à l'École des Hautes Études

avec la collaboration de

W. von WARTBURG

Professeur à l'Université de Leipzig

Préface de **A. MEILLET**

En deux forts volumes reliés pleine toile (812 pages)
grand in-8° (18×26).. .. **200 fr.**

Prix : 15 francs